

HAR STRANGE .

a. Bikatis 古代す。マニ、 Fire Apple and the con-

選集 Albai e Spica Anagar ()。

2.50

IALYSTE INTEGRAL

· 10.000 中国生命位置 10.000 中国 10.000

Brown Williams I was

SATISFACE COLUMN

Kindaga etter 121

1000



EN ÎLE-DE-FRANCE

☑ Dans « aden »: tout le cinéma



55° ANNÉE – Nº 16816 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE · -

**JEUDI 18 FÉVRIER 1999** 

FONDATEOR HUMERT RELIVE MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



#### Saint-bernard Soldini

Le navigateur italien a sauvé isabelle Autissier en perdition dans le Pacifique sud. A trente-deux ans, Giovanni Soldini renforce sa réputation de saint-ber-

#### **■ Le sang contaminé** et les prisons

Devant la Cour de justice, l'ancien directeur general de la santé, Jacques Roux, a mis en cause l'administration péritentiaire pour les collectes de sang dans les prisons.

#### Choisir ses études

Dans un supplément, Le Monde publie le palmarès des IUT et des lycées selon leurs résultats aux DUT et BTS en 1998. Les résultats complets de 4 000 établissements sont diffusés sur Minitel (3615LEMONDE); des fiches de présentation des 100 lUT et des 266 formations post-DUT sont publiées sur internet (www.lemonde.fr),

#### Ethiopie-Erythrée, la guerre du désert

A quelques dizalnes de kilomètres du port d'Assab, sur la mer Rouge, les soldats des deux pays s'affrontent dans un no man's land de sable.



#### de Las Vegas

Concurrencée par la multiplication des casinos à travers le pays, la ville-mirage mise sur le luxe excentrique. Voyage... p. 26

#### Euroraid sur les banques

Les autorités de Bruxelles ont dépêché leurs enquêteurs dans huit banques de quatre pays de la zone euro. Elle sont soupconnées d'entente pour maintenir les trais bancaires à un niveau élevé.

#### **□ Cinéma** hors commerce

Trois cents films à Marseille pour les premières Rencontres européennes des eunes et de l'image. Hors des circuits

Allemagne, 3 DN; Anfiles-Gryane, 9 F; Aurriche, 25 ATS; Belgrque, 45 FB; Ceneda, 2,25 SCAN; Côte: d'Ivare, 950 F CFA. Danerderk, 15 KRD; Estagre, 25 FTA; Grande Bretagne, 15 Grèca, 15 CDB; Plande, 1-40 E; table, 250 E; Lucembourg, 15 R; Marco, 10 DN; Norvège, 14 KRN; Paye-Ba; Ff; Portogá CON, 250 FTE; Résenon, 9 F; benegal, 250 F CFA; Suède, 15 KRS; Suese, 2 70 FS; Crisice 1,2 Dm; USA (NVI, 25; USA (others), 250 S.

M 0147 - 218 - 7,50 F

# L'affaire Öcalan, ou la malédiction kurde

 « Le Monde » raconte les quatre mois d'errance du chef du PKK jusqu'à sa capture à Nairobi Ce long voyage sans visa résume le sort d'un peuple oublié par les Occidentaux
 Abdullah Öcalan a été emprisonné en Turquie • Les manifestations de colère des Kurdes se multiplient en Europe

ENLEVÉ au Kenya par les services turcs dans des circonstances encore mystérieuses, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a été conduit, mardi 16 février, selon la presse, dans l'île d'imrali, en mer de Marmara. La capture d'Abdullah Ocalan a été saluée par l'ensemble de la classe politique à Istanbul, qui y voit une étape «historique» dans la lutte contre Porganisation séparatiste. Dans un entretien au quotidien espagno) El Mundo, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, estime, mercredi, que la capture d'« Apo » « sera une solution au problème kurde ».

Le Monde raconte les quatre mois d'errance d' Abdullah Öcalan, l'indéstrable, jusqu'à sa capture, hındi 15 février au Kenya. A la fin d'octobre 1998, il avait été contraint de quitter son refuge en Syrie pour Moscou puis pour des destinations incertaines, dans un



Plusieurs responsables occidentaux ont appelé la Turquie au respect des droits démocratiques. A Paris, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a demandé à Ankara de garantir un procès équitable au chef du PKK. «Les pays de l'Union européenne ont touiours condamné les actes de terrorisme commis par cette organisation. La France, déclare-t-îl, attend cependant de la Turquie que les procédures qu'elle pourrait entamer contre M. Öcalan respectent rigoureusement toutes les règles de l'Etat de droit telles que les Etats démocratiques les garantissent. »

L'ambassade de Grèce en Suisse était toujours occupée mercredi matin ainsi que celle de Londres, où une cinquantaine de sympathisants du PKK retenaient un gardien en otage.

> Lire pages 2 et 3 L'errance d'« Apo » page 14 et notre éditorial page 15

### Parité: dans la haute fonction publique les femmes sont marginalisées

LES DÉPUTÉS, qui avaient voté à l'unanimité, le 18 décembre, le projet de révision constitutionnelle cosigné par Jacques Chirac et Lionel Jospin sur l'égal accès des hommes et des femmes aux fonctions électives, ont rétabli en deuxième lecture, mardi 16 février, le texte refusé par le Sénat. Le Sénat se saisira à nouveau du projet, en deuxième lecture, le 4 mars, quatre jours avant la Journée Internationale des femmes. D'autre part, un rapport sur la place des femmes dans la haute fonction publique démontre que, majoritaires parmi les fonctionnaires, les femmes n'accèdent que de façon marginale aux fonctions d'encadrement. Un poste de directeur d'administration centrale sur douze est oc-

Lire page 6

### A Strasbourg-Saint-Denis, la colère contenue des sympathisants du PKK

LES RUES qui séparent les Grands Boulevards de la gare de l'Est, à Paris, abritent une partie de l'immigration turque et kurde. Mardi, après l'annonce de l'emprisonnement en Turquie du chef du PKK, Abdullah Ocalan, restaurants et pâtisseries de la rue du Faubourg-Saint-Denis, aux enseignes portant des noms de villes dont la population est kurde, avaient, pour beaucoup, baissé leur rideau de fer.

Il est pourtant difficile, dans ce quartier où s'entrecroisent Turcs, Kurdes et Maghrébins, de mesurer l'audience réelle d'éventuelles consignes du PKK. Sur les 350 000 immigrés de Turquie qui résident en France, entre un tiers et la moitié se définissent comme Kurdes. Et tous ne s'identifient pas, loin de là, au parti d'Abdullah Ōcalan. Un grand nombre de natifs d'Anatolie travaillent dans les ateliers de confection du quartier.

A « Strasbourg-Saint-Denis », on conserve le souvenir des tensions qui ont opposé des associations nationalistes turques aux groupes proches des indépendantistes kurdes. On n'oublie pas, non plus, les luttes entre diverses factions d'extrême gauche. Certains proches du PKK disent craindre des

« provocations des Loups gris » — un mouvement d'extrême droite fondé par le défunt colonel Turkes, surtout actif outre-Rhin et en Turquie même -, qui compterait des adeptes en France. Umit Metin, de l'Association des travailleurs de Turquie (ATT), qui prône « la reconnaissance de chaque groupe ethnique », remarque que « depuis des années, la communauté kurde vit au rythme des antennes paraboliques. Il y a des risques de tension dans l'immigration, des affrontements entre Turcs et Kurdes peuvent avoir lieu ici aussi ». Dans les associations ou les mosquées où se rassemblent des sympathisants du PKK, MED-TV, la chaîne de télévision kurde interdite en Turquie, reste allumée en permanence.

Dans le local de l'Association communautaire des travailleurs kurdes de France (ACTKF), orné de la photographie d'Ócalan et des « martyrs », l'ambiance est tendue. « Depuis ce matin 4 heures, dit Hasan Salikara, président de la Fédération des associations kurdes de France, on ne peut arrêter la colère de la communauté kurde. » « La situation est très grave, renchérit Yilmaz, un Turc, rencontré dans le local de l'ACTKF, qui soutient la lutte du PKK et préconise le « diqlogue » entre communautés. Les Kurdes ont des consignes de ne pas étendre la lutte armée en Europe. Les consignes de la branche militaire sont de conserver à l'action en Europe un caractère démocratique. Mais si le PKK n'arrive pas à contrôler ses troupes, on peut s'attendre à tout. Les Européens doivent faire pression sur la Turquie. » Cent cinquante partisans du PKK sont allés, d'ailleurs, rue de Solférino, dans le 7º arrondissement, où se trouve le siège du PS. Le bureau national était réuni en présence de trois ministres. Un fort détachement de CRS a barré la rue.

L'exemple du Kosovo revient souvent dans les conversations. La colère se tourne contre les Européens, incapables d'accorder la même attention aux revendications des Kurdes qu'à celles des Kossovars. Imam, qui ne s'était jamais engagé jusqu'à présent, affirme : « Désormais, je vais défendre mon droit. Je n'ai plus rien à perdre. J'ai perdu ma famille là-bas. Dans les quatre mille villages qui ont été détruits, ce sont mes frères qui ont été détruits. .

Nicolas Weill

### Locataires: prévenir l'expulsion

TOUT FAIRE pour aider les locataires en difficulté à payer leurs dettes de loyer avant de risquer l'expulsion : tel est l'objectif de la circulaire d'application de la loi contre les exclusions publiée au Journal officiel du 17 février. Alors que 88 000 décisions judiciatres d'expulsion sont prises chaque année, le nouveau texte charge les préfets d'organiser des mesures préventives préalablement à toute assignation. Il permet aux juges d'instance d'accorder des délais de paiement à tous les níveaux de la procédure. Les dispositifs de médiation déjà expérimentés permettent d'apurer les dettes et d'empècher les expulsions dans deux cas sur trois. Selon les dernières statistiques publiées, 325 000 locataires se trouvent en situation d'impayés depuis au moins deux mois.

Lire page 10

### POINT DE VUE

# Deux Chili, deux langages

de brigade Washington Carrasco Fernández vint visiter les salles de torture du régiment Tucapel, à Temuco. J'étais parmi les cinq hommes qui

boeuf dans une boucherie, et que le général passa en revue d'un ceil critique. Il portait son uniforme de campagne, pistolet réglementaire à la ceinture. Brusquement, il s'avança vers nous et nous gratifia se tronvalent là, pendus par les chacun d'une légère poussée qui

dules. Après quoi, il nous demanda si nous avions besoin de quelque chose. Un des pendus - je suis sûr qu'il s'agissait d'un conseiller municipal de Carahue qui, coincidence, s'appelait aussi Sepulve-da - lui répondit : « Pourriez-vous



rapprocher nos pieds du sol?\* Quand, en 1982, le général Washington Carrasco Fernández a été nommé ministre de la défense de la dictature, il a reconnu que, peut-être, éventuellement, et bien que ce ne soit pas prouvé, certains excès avaient pu être commis au cours des premiers mois qui

avaient suivi le coup d'Etat. C'est-à-dire que nous, les cinq pendus, dont trois seulement ont survécu, nous n'avions jamais été victimes de tortures minutieusement planifiées et parfaitement connues de tous les chefs militaires, mais que nous avions seulement été des perdants qui avaient eu la malchance de connaître un excès de zèle militaire dont on n'avait d'ailleurs pas

L'écrivain Jorge Edwards, dans un article intitulé « Les statues de sel », donne un bon exemple de ce langage qui pollue depuis trop longtemps le discours chilien. Selon Edwards, « la mésaventure du général Pinochet à Londres a provoqué un séisme dans les mémoires et, en même temps, une fixation et un retour d'images que l'on croyait

Lire la suite page 17

Luis Sepulveda est écrivain.

# L'ombre de la pensée



FRANCISCO VARELA

CONTRAIREMENT à nombre de neurophysiologistes qui abordent le cerveau comme un superordinateur, Francisco Varela se refuse à le séparer de la conscience de l'homme en action. Depuis trente ans, ce Chilien naturalisé français traque les manifestations physiques du mental de l'homme - « l'ombre de la pensée »-, des monastères tibétains aux salles de soins de la Pitié-Sal-

Lire page 25

International 2	Tablean de bord
France 6	Anjourd hui
Société10	Météorologie, jes
Carnet12	Colture
Régions13	Guide culturel
Horizons14	Kiosque
Entreprises18	Abonnements
Communication20	Radio-Television_

PKK Selon la presse turque, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a été conduit, mardi 16 février, dans une prison d'Imrali, une île presque dé-

serte de la mer de Masmara. Les circonstances de son enlèvement au Kenya par les services turcs restent mystérieuses. • A ISTANBUL, la classe politique s'est félicitée de l'ar-

restation de l'« ennemi public numéro un ». Mais sa capture pourrait marquer un infléchissement de la politique à l'égard des Kurdes. 

EN GRECE, l'opposition conservatrice et

la gauche ont critiqué le gouvernement de M. Simitis, jugé en partie responsable de l'arrestation d'Ocalan et des critiques formulées par les Kurdes. Des députés grecs ont parlé

de « fiasco », voire de « honte nationale » et réclamé la démission du ministre socialiste des affaires étrangères, Théodore Pangalos. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

# Turquie: la capture d'Öcalan laisse entière la question kurde

A Istanbul, la classe politique a salué à l'unanimité l'enlèvement et l'arrestation « historique » du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan. Selon certains dirigeants, le régime a maintenant l'opportunité de « tendre la main » à la population du Sud-Est anatolien

ISTANBUL

de notre correspondante Agé de soixante-treize ans, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, sentait personnellement qu'il s'agissait d'un moment historique et d'un succès retentissant. C'est donc d'une voix émue, l'air tendu, qu'il a annoncé, mardi matin, la nouvelle que de nombreux Turcs attendalent : « Depuis 3 heures ce matin, le chef de l'organisation séparatiste se trouve en Turquie. » On ne connaît pas les circonstances exactes de l'arrestation d'Abdullah Ocalan au Kenya. Seules certitudes : l'opération a été organisée dans le plus grand secret ; en Turquie, dix personnes seulement étaient au courant ; appartenant apparemment à l'industriel Cavit Caglar, l'avion privé qui a ramené Ocalan avait été choisi pour son absence de signes d'immatriculation turque.

Vers 3 heures du matin, le pilote, utilisant un code « mission spé-ciale », a demandé l'autorisation de se poser à l'aéroport Atatürk à Istanbul. Il est ensuite resté près d'une heure sur la piste avant de reprendre son voi pour une destination inconnue. Bien que les autorités ne l'alent pas confirmé, l'avion se serait dirigé vers la base aérienne de Bandirma, sur les rives de la mer de Marmara.

Selon des témoins, une ambulance aurait conduit, quelques heures plus tard, le prisonnier au port de Bandirma où, menotté,

départ pacifique des manifestants.

Manifestations et occupations en forte diminution

La plupart des occupations de représentations diplomatiques par des

militants kurdes étaient terminées aux premières heures de la journée

de mercredi, à la suite de l'intervention des forces de l'ordre ou lors du

Plusieurs attentats visant des intérêts turcs ont cependant eu lieu en

Allemagne, dans la nuit de mardi à mercredi, sans faire de blessés. A

Londres, quelque 150 Kurdes ont ainsi passé la nuit devant l'ambassade

de Grèce à Londres, où une cinquantaine d'autres sont toujours retran-

chés à l'intérieur de la légation et retienment un employé grec. Une cen-

taine de Kurdes au total continualent par ailleurs à occuper, mercredi,

des représentations diplomatiques grecques en Suisse, ainsi qu'une

salle au siège européen des Nations unies à Genève. Israëi a pour sa

part décidé de renforcer les mesures de sécurité autour de toutes ses

ambassades en Europe par crainte d'attentats. - (AFP, Reuters.)

vêtu d'un costume sombre et la tête couverte, le chef du PKK aurait été embarqué sur une frégate de la marine turque, escortée par les Zodiacs des forces spéciales. Le lieu de détention d'« Apo » n'a pas été révélé. La presse turque affirme cependant qu'il pourrait se trouver à Imrali, une petite île presque déserte située près d'Istanbul sur la mer de Marmara.

La nouvelle de la capture d'Abdullah Ocalan, qui porte un rude coup au PKR - du moins, dans sa structure actuelle ~ a été accueille

avec un plaisir évident en Turquie. notamment par les familles des soldars tombés au combat. Dans certains quartiers, la population est descendue dans la rue, brandissant des drapeaux au son des tambours traditionnels. Certains exigealent qu'« Apo » soit livré à la population pour une exécution sommaire. D'aucuns pensent qu'un simple séjour en prison serait trop généreux pour celui que le régime tient pour personnellement responsable de la mort des quelque 30 000 victimes d'un

conflit qui dure depuis 1984. Les Kurdes sympathisants du PKK étaient pour leur part sous le choc. Dans les quartiers de Gazi et Yenibosna à Istanbul, quelques manifestants out brûlé des véhicules, mais les incidents sont restés limités. En revanche, un détenu kurde s'est immolé par le feu à la prison de Divarbakir.

« LA FIN D'UNE EPOQUE »

Le monde politique turc, de son côté, a salué à l'unanimité ce moment « historique ». Le président Suleyman Demirel a déclaré que l'arrestation d'« Apo » marqualt une étape importante » dans la

. /00

lutte contre le PKK. Tansu Ciller, chef du Parti de la juste voie (DYP), a félicité l'état-major de l'armée pour son succès. Le dirigeant social-démocrate, Deniz Baykal, a exprimé l'espoir que ce développement positif marquait la « fin d'une époque .: «A partir de maintenant, nous devrons en priorité nous efforcer de résoudre les problèmes dans le Sud-Est anatolien. »

Contrairement aux scènes de liesse populaire qui avaient suivi l'annonce de l'arrestation d'Ocalan à Rome, en novembre 1998, et qui s'étaient rapidement transformées en manifestations de colère lorsque l'Italie refusa d'extrader le dirigeant kurde, la capture d'« Apo » n'a suscité que des réactions modérées. Les autorités paraissent conscientes de la responsabilité qui pèse désormais sur la Turquie. Le procès du dirigeant du PKK, devant la Cour de sûreté de l'Etat, mettra la Turquie sur la sellette. L'arrestation d'Ocalan va relancer le débat sur la peine de mort, qui sera certainement requise, vu les lourdes charges retenues contre lui. Bien qu'elle n'ait pas été abolie, aucun prisonnier n'a été éxécuté en Turquie depuis

L'arrestation d'Ocalan et l'affaiblissement évident du PKK pourraient fournir aux autorités, qui

compromis, une occasion en or de tendre la main à la population kurde du Sud-Est anatolien. Bülent Ecevit a lancé un appel aux combattants du PKK, leur demandant de déposer les armes. « Vous êtes arrivés au bout d'une vole sans issue », a-t-lì déclaré, suggérant que les autorités pourraient se montrer généreuses à leur égard.

UN PROCÈS JUSTE

Le président de l'Assemblée nationale, Hikmet Cetin, hui-même d'origine kurde, a suggéré une prolongation de la loi dite « pour les repentis », promulguée en 1995, qui n'est plus en vigueur et qui permettait aux militants n'ayant pas été condamnés d'échapper à la justice, pour autant qu'ils fournissaient des informations et renoncaient à la lutte armée. Ceux qui ont participé à des opérations ou qui ont été arrêtés pouvaient ainsi bénéficier de réductions de peine. Bien que le Parlement ait officiellement achevé ses travaux, à queiques semaines des élections du 18 avril, Hikmet Cetin a proposé une session extraordinaire pour adopter cette loi.

Si l'opération Ocalan est un succès spectaculaire pour la Turquie, le véritable défi ne fait que commencer. Ankara devra prouver

avaient jusqu'ici refusé tout à la communauté internationale que, maigré la haine et l'hostilité exprimée à l'égard d'« Apo », la justice turque est capable de lui assurer un procès juste. Répondant aux questions des journalistes, le premier ministre a notamment annoncé que le dirigeant kurde ne serait pas interrogé par les services de renseignements, mais par des magistrats du ministère de la jus-

Dans le Sud-Est anatolien, les autorités devront transformer une politique jusqu'ici basée essentiellement sur la peur et la répression en une politique susceptible de convaincre la population locale, écrasée et appauvrie par des années de conflit, bref leur prouver que l'Etat turc est aussi à leurs côtés. Les élections d'avril seront donc un test important.

Mais le rejet, mardi, par la Cour constitutionnelle d'un appel déposé par le parti prokurde Hadep, dont le procureur général réclame l'interdiction, démontre que les institutions étatiques demeurent pour l'instant peu enclines au compromis. La question est donc de savoir si le gouvernement turc saura négocier ce tournant important que marque l'arrestation d'Abdullah Öcalan.

Nicole Pope

### Désillusion et lassitude dominent à Diyarbakir

DIYARBAKTR de notre envoyée spéciale A Diyarbakir, « capitale » du Kurdistan de Turquie, une vingtaine d'hommes se sont réunis au siège

REPORTAGE.

Scènes de la vie quotidienne au siège du Hadep, le parti pro-kurde

du Hadep, le parti pro-kurde, qui fait pour eux office de place publique et de salon de thé. Pour la

plupart sans emploi, expulsés de leurs villages, ils attendent on ne sait trop quol. C'était avant l'arrestation, lundi 15 février, d'Abdullah Ocalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxisteléniniste).

«Si Clinton le voulait, il suffirait d'un coup de téléphone pour résoudre la question kurde », affirme Abdurtahman. Pour lui, comme pour la plupart des hommes réunis ici, le « problème kurde » n'est pas un casse-tête abstrait de politique internationale, mais une réalité quotidienne. Le fils d'Abdurrahman, qui avait rejoint les rangs du PKK, est mort au combat en 1996. Victime parmi des milliers, son frère a mystérieusement disparu après son arrestation en 1994: quelques jours après, on a retrouvé son corps dans un sac à ordures. Quant à lui, il a été arrêté et traduit en justice huit fois et a perdu neuf dents au cours d'interrogatoires musclés. « Les Américains, les Allemands, les Anglais, les Français vendent les armes que les Turcs utilisent contre nous. Ils ferment

les yeux et les oreilles à la réalité. » Au-delà de la désillusion et de la colère, un sentiment de lassitude domine. Après quinze ans d'un conflit qui a fait plus de 30 000 morts et dévasté le Kurdistan de Turquie, la population locale n'aspire qu'à une chose : la paix. Affaibli militairement, le PKK ne domine plus la région comme au début des années 90 et le militantisme des habitants a succombé à des années de répression. «L'arrestation de Semdin Sakik [le commandant militaire, numéro deux du PKK], au printemps 1998, a porté un sérieux coup au moral des gens. Sakik était un héros légendaire, intouchable. Aujourd'hui on le voit devant le tribunal. repenti et offrant des informations », explique une ancienne militante.

Mais la revendication culturelle demeure : les petites antennes paraboliques, ornniprésentes sur les balcons, témoignent de la popularité de MED-TV, une chaîne proche du PKK, qui diffuse des émissions en langue kurde et est interdite en Turquie. « C'est notre langue, bien sûr, que nous regardons », explique Ali. « Les méthodes du PKK ne résoudront rien, il faut une solution politique au sein de la Turquie, poursuitil, mais nous ne voulons pas de limites imposées à notre culture. \*

A l'approche des élections législatives et municipales prévues pour le 18 avril, les autorités n'ont pas assoupli leur position. Le procureur général, Vurai Savas, qui avait obtenu la dissolution, en janvier 1998, du Parti de la prospézité (Refah ou RP (slamiste), vient de soumettre à la Cour constitutionnelle un dossier acausant le Hadep (Parti démocratique du peuple) d'avoir des « liens organiques avec le PKK » et demandant son interdiction.

«La procédure auprès de la Cour durera entre six mois et un on ». explique Sezgin Tanrikulu, un avocat spécialisé dans les dossiers des droits de l'homme. « La loi permet au tribunal d'annoncer une décision préalable, qui empêcherait le parti de participer aux élections. Je doute qu'ils utilisent cette clause. .

COÛTE QUE COÛTE »

Au siège du parti à Diyarbakir, ce nouveau procès ne fait que renforcer la détermination. Lors des municipales de 1994, le harcèlement des candidats avait force les Kurdes à se retirer du processus électoral. « Nous sommes habitués à ce genre de chases. Il n'y a rien de nouveau », raconte, résigné, le dirigeant local du parti, l'avocat Feridun Celik. « Cette année, nous sommes mieux organisés. Nous résisterons, jusqu'à la mort s'il le faut. Nous participerons aux élections, coûte que coûte. » Dix des dirigeants du parti, dont le président, Murat Bozlak, se trouvent actuellement en prison.

Tous les observateurs locaux, y compris les opposants au parti, s'accordent pour dire que l'attitude des autorités ne fera que renforcer le soutien au Hadep. Lors des législatives de décembre 1995, le parti qui n'avait pas obtenu le quorum au niveau national - avait fait la preuve de son pouvoir local, obtenant près de 70 % des voix en ville et 48 % dans la province de Diyar-

Paradoxalement, le seul rival du Hadep dans la région, le Parti de la vertu (FP, islamiste) se trouve également dans le collimateur du gouvernement, qui a annoncé son intention de sévir contre toute utilisation politique de la religion. « Si l'Etat sévit de nouveau, ça ne jera que renforcer le PKK. Les gens auront l'impression que tous les moyens légaux d'expression leur sont fermés. En revanche, si le Hadep vient au pouvoir, il devra modérer sa position. Il pourroit devenir le représentant légitime des Kurdes de la région, un acteur politique au niveau national, explique un militant des droits de l'homme. Ces élections sont cru-

Il est premier, **son**: Jean-Louis Fournier Il a jamais tué personne, mon papa Stock Meilleure vente des essais et documents. Sources: Livres-Hebdo 12.02.99 L'Express 18.02.99

military and with a second

244 S

Holanton ...

4444 Jan ---

10 mm

Approximate the second

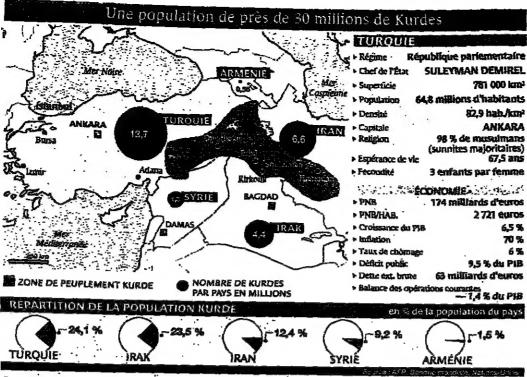
وسافيا المنافية

E ---

The state of the second 42.50 A Commence of 調べるのではい ・・・・ Action 1977

the pro-

700



Descendants de tribus parsophones installées dans l'actuel Kurdistan plusieurs siecles avant Jesus-Christ, les Kurdes, nomadas et rebelles, forment une population estimée à 25 ou 30 millions d'âmes, répartie aur cinq Etats de la région : en Turquie, Syrie, trak, tran et Arménie. Une diaspora forte de près de deux millions de Kurdes s'est installée ces demieres années en Europe, au nythme des persécutions qu'ils subissent tant de Seddem Hussein, qui gaze des milliers de Kurdes en 1988, que de la part de la Turquie, qui mêne contre eux une répression féroca depuis quinze ans, et qui, jusqu'en 1991, leur dénie jusqu'au droit de parier leur propre langue.

### Confusion totale sur les circonstances de l'enlèvement

LES CIRCONSTANCES de l'arrestation du dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, Abdullah Ocalan, demeuraient toujours un mystère, mercredi 17 février, les gouvernements grec et kenyan donnant des versions contradictoires. Deux faits seulement sont indiscutables: Apo avait bien trouve refuge à l'ambassade de Grèce au Kenya le 2 février. Lundi 16 février, il est sorti de la chancellerie pour se diriger vers l'aéroport, où il devait prendre un avion pour une destination qui, selon certaines versions, aurait dû être les Pays-Bas, selon d'autres demeurait inconnue.

Le porte-parole du gouvernement grec, Dimitris Reppas, a déclaré, mardi, qu'Athènes n'avait « aucune responsabilité » dans l'arrestation d'Abdullah Ocalan lequel « a décidé de quitter la résidence de l'ambassadeur grec à Nairobi » lundi. « Depuis ce moment, le gouvernement grec n'a aucune information ni aucune responsabilité » quant à la suite des événements, a ajouté le porte-parole, soulignant qu'« il est de la responsabilité du gouvernement kenyan de dire ce qui s'est passé ».

Selon M. Reppas, Athènes avait trouvé un pays africain d'accueil pour le chef du PKK, à qui l'asile n'a été accordé à l'ambassade de Grèce au Renya qu'à titre" provisoire . Sil avait accepté la proposition: grecque de s'installer dans un pays africain autre que le Kenya, « il-serait aujourd'hui en totale sécurité », a ajouté M. Reppas, qui a aussi déploré que Abdullah Ocalan ait été à l'origine de fuites sur sa présence à ant même pas informé de cette

présence ses partenaires de l'Union européenne. La presse turque a évoqué plusieurs hypothèses concernant l'arrestation, indique notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope. Selon certains journaux, les Américains, qui depuis l'attentat contre leur ambassade à Nairobi, en août 1998, ont un système de renseignement efficace au Renya, ont appris la présence d'Ocalan à l'ambassade de Grèce et en ont informé les Turcs. L'aide des Américains, toujours d'après la presse, expliquerait pourquoi le premier ministre turc. Bûlent Ecevit, a administré une douche froide au vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz. venu lui demander de ne pas autoriser les avions américains et britanniques à utiliser la base d'Incirlik pour leurs raids contre l'Irak.

D'autres journaux indiquent que les autorités kenyanes ont pris Abdullah "Ocalan de force à l'ambassade de Grèce au Kenya. Selon d'autres versions, elles auraient convaincu le chef du PKK qu'elles le feraient partir pour les Pays-Bas et il serait volontairement sorti de son abri. Le ministre grec des affaires étrangères, M. Pangalos, a indiqué, lui, que le dirigeant séparatiste kurde ne s'est pas embarqué, comme prévu, à l'aéroport de Nairobl - mais pour quelle destination?-, car la voiture à bord de laquelle il se trouvait « s'est écartée soudain du cortège

Le ministre kenyan des affaires étrangères, Bonava Godana, a indiqué que l'ambassadeur de Grèce à Nairobi... se trouvait à bord de l'avion qui a assuré le transport d'Ocalan, ce qu'Athènes a d

### Une affaire au cœur du triangle Ankara-Washington-Jérusalem

OPÉRATION secrète des services turcs? Fruit d'une « indiscrétion » grecque? Coopération triangulaire entre le renseignement de Turquie (MIT), d'Israëi (Mossad) et des Etats-

ANALYSE. Les intérêts stratégiques pourraient expliquer une coopération

Unis (CIA)? Il est certain que la capture du chef kurde Abdullah Öcalan. dit « Apo », handi 15 fevrier à Nairobi, après une cavale de quatre mois digne d'un roman d'espionnage de la guerre froide, arrange les trois pays. Meme dans l'hypothèse où la solidarité entre la Turquie, Israël et les Etats-Unis a été limitée à sa plus simple expression, l'affaire Ócalan a contribué à renforcer leurs liens. Avant tout, elle redote le blason du nouveau premier ministre turc, Bülent Ecevit, à la veille des législatives anticipées du 16 avril. Elle rehausse aussi le prestige de ses services secrets, mis à mal par la révélation de sombres pratiques en leur sein. Elle augure enfin d'un soulagement pour l'économie turque, salue le jour même par une hausse

des valeurs de 8 % à la Bourse. Evoquant une « mission secrète de douce jours », Bülent Ecevit, mardi ló février, a affirmé qu'elle a été brillamment menée par le seul MIT. Si le mystère plane sur les détails du « rapt » d'« Apo », il semble pourtant peu probable que les services turcs aient pu agir seuls. Le MIT est peu coutumier des extiltrations, et très peu présent en Afrique. A deux reprises, par le passé, il n'avait pu mener à bien une opération bien moins complexe qu'un enlévement : deux tentatives d'assassinat, perpétrees alors qu'Abriullah Ocalan résidait en Syrie et au Liban, échouèment.

L'éventualité d'une implication des services secrets israéliens dans l'arrestation d'Ocalan à Nairobi ~ une place forte du Mossad en Afrique -, a été démentie officiellement. Pourtant, Israël, lié depuis 1996 à la Turquie par des accords militaires, s'était montré solidaire d'Ankara des les premiers jours de la cavale du chef kurde. De notoriété publique, c'est le Mossad qui prévint les Turcs de la présence d'« Apo » dans une banlieue de Moscou, après avoir canté des conversations menées de son portable depuis la capitale russe. Faut-il accorder foi aux propos d'un commentateur turc, se-Ion lequel la capture d'. Apo » serait le produit d'une coopération entre Israël, la Turquie et les Etats-Unis, partenaires stratégiques dans la ré-

Le département d'Etat américain, très impliqué, avait réitéré, le 3 février, un appel « destiné aux pays susceptibles d'heberger le chef kurde », les invitant à « aider la Turquie dans ses efforts pour traduire Öcalan en justice ». Au plus fort de la crise diplomatique entre Rome et Ankara, après le refus italien d'extrader le chef du PKK, la diplomatie américaine avait joué les médiateurs. Il faut dire que, quelques mois auparavant, les bonnes relations entre Washington et Ankara avaient été assombries par la signature, aux Etats-Unis, le 18 septembre 1998. d'un accord de paix entre les deux factions kurdes rivales qui se partagent le nord de Pirak, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani. Si l'accord stipulait que les bases du PKK dans la région devaient être démantelées, il ouvrait aux yeux des Turcs la perspective honnie de la création d'un Kurdistan indépendant à leurs portes. Ankara ne tarda pas à

Dotée, depuis la fin août 1998, d'un nouveau chef d'état-major, le

eénéral Husevin Kivrikoght, la Turquie, quelques jours après la siemature de l'accord entre Kurdes, menaça la Syrie d'une guerre si celle-ci ne mettait pas fin immédiatement à son soutien au PKK: «La Syrie doit satisfaire nos demandes. Sinon la terre tout entière s'écroulera sur sa tête », proféra Mesut Yilmaz, alors premier ministre, Damas obtempéra: Abduliah "Ocalan quitta son repaire syrien au début d'octobre ; et des officiels syriens signèrent à Ceyhan (sud de la Turquie) un engagement à ne plus soutenir le PKK. L'arrivée de Bülent Ecevit à la tête du gouvernement turc en janvier n'a fait que compli quer un peu plus les relations américano-turques, au moment où Washington, partisan de la manière forte envers Saddam Hussein, a plus que jamais besoin du soutien turc et de l'assurance de pouvoir utiliser la base aérienne d'inciriik (sud du pays), où est stationnée sa force d'intervention rapide. Bülent Ecevit est peu apprécié des Américains. En 1974, son rôle de principal artisan de l'intervention armée turque à Chypre ne fut pas du goût du département d'Etat. Plus récemment, enfin, ses prises de position sur l'Irak ont également déplu à Washington.

Les gouvernements qui se sont succédé en Turquie ont tous émis des réserves quant à l'utilisation par les Américains de la base d'Incidik, avouant préférer s'accommoder de Saddam Hussein plutôt que de voir s'installer un Etat kurde au nord de l'Irak. Bülent Ecevit, champion du nationalisme, n'a pas fait exception. Faisant monter l'enchère, lundi 15 février, il recevait à Ankara Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, venu « protester contre l'utilisation de la base d'Incirlik ». Le soir même, « Apo » était enlevé au Kenya et Bülent Ecevit faisait savoir aux Américains qu'Incirlik restait à leur disposition.

# L'opposition et la presse grecques estiment que leur pays a été « ridiculisé »

de notre correspondant Pour une fois, les Grecs sont tous d'accord : le pire des scénarios est devenu réalité. Abdullah Öcalan, le chef kurde, « ennemi numéro un » d'Ankara, est passé des mains grecques aux menottes turques! Pour un pays acquis à la cause kurde par sentiments antitures, il s'agit d'« un incroyable fiasco » et d'« une honte nationale ».

Tout le monde s'interroge sur les circonstances de l'enlèvement par les services turcs d'Ócalan qui venait de passer, dans le plus grand secret, douze jours dans une résidence de l'ambassade de Grèce à Nairobi. Les Grecs se retrouvent accusés de tous les côtés : par le PKK (Parti des travailleurs du Rurdistan), qui a organisé l'occupation de multiples représentations diplomatiques grecques à l'étranger, par les Turcs qui ne peuvent que condamner l'aide apportée par Athènes à leur ennemi, par la communauté internationale et les partenaires européens tenus dans

Au cours d'un débat parlementaire houleux, l'opposition conservatrice et la gauche ont tiré à bouiets rouges sur les dirigeants socialistes. Le chef de la Nouvelle Démocratie, Costas Caramanlis, a dénoncé « une erreur colossale. Tout le monde est contre nous, c'est un naufrage pour la politique étrangère grecque », a-t-il lancé au chef de la diplomatie, Théodore Pangalos, qui fait figure de grand accusé. Plusieurs députés socialistes ont réclamé sa démission, une demande relayée, mercredi matin,

(gauche indépendante). M. Caramanlis n'a pas exclu une éventuelle participation de la Grèce à l'arrestation d'Ocalan, ce qui serait, a-t-il dit « un déshonneur d'une immense ampleur ». La Grèce aurait dû « internationaliser l'affaire » au lieu de « se piéger elle-même », en essayant de la régler dans son coin. a-t-il estimé. Le président du Parti de la coalition de la gauche et du progrès, Nicos Constantopoulos, a dénoncé « l'épreuve et la tragédie historique ». « Le peuple grec a honte, le pays a été ridiculisé », a-t-il ajouté, en réclamant la formation d'une commission d'enquête parie-

Le ministre des affaires étrangères, M. Pangalos, s'est contenté de relever que la question fondamentale était de savoir « si la Grèce devait ou non accorder l'asile politique à Ocalan : la réponse est non car cela aurait nui à la cause kurde. à la sécurité, à la stabilité et à la paix dans la région et aurait fait du problème kurde un différend gréco-

Cloué sur son lit par une forte grippe, le chef du gouvernement, Costas Simitis, s'est exprimé par communiqué. Il a demandé à ses compatriotes de réagir « avec sangfroid et responsabilité » en admettant toutefois qu'il existait « de grands blancs » dans la capture du chef du PKK. Il a affirmé que la Grèce « avait fait son devoir ». « C'est la Turquie, facteur de tensions et de déstabilisation dans la région, qui paiera, non la Grèce.

mé », poursuit le communiqué. Athenes . o protegé d'une part ses intérets nationaux vitaux et montre d'autre part sa solidarité humanitaire et sa sensibilité à l'heure ou tous suivalent une tactique de prise de distance (...). Je ne connais pas de pays qui, avec tant d'insistance, oit posé au niveau international l'aspect politique du problème kurde ».

M. Simitis a précisé que la Grèce avait « guranti le transfert en toute sécurité d'Ócalan dans des pays qui lui auraient assuré protection et asile, mais il [Ocalan] a fait ses propres choix ». Selon le ministre des affaires étrangères, la Grèce était en contact avec trois pays africains qu'il n'a pas cités, mais Abdullah Öcalan voulait se rendre aux Pays-Bas. M. Simitis a lancé un appel à l'Union européenne pour garantir le sort du chef du PKK

\* Waterloo », \* Mardi noir », \* Cyclone », la presse nationale prosouvemementale s'est déchainée, mercredi, contre la sestion de l'affaire par l'équipe au pouvoir. Le quotidien libéral Kathémérini estime que l'affaire Ocalan « déstabilise le gouvernement au moment même où toutes les énergies doivent être mobilisées en vue de l'adhésion de la Gréce à l'euro, le 1º janvier 2001 ». Le grand journal de droite Elefthéros Typos qualifie M. Simitis de « traître », tandis que le quotidien du Parti communiste, Rizospastis, accuse • le gouvernement Simitis de tout donner pour servir les intérets de l'OTAN et des Américains dans la région ».

Didier Kunz

### Israël dément toute implication, mais ses liens avec le Kenya et la Turquie sont très étroits

de notre correspondant Moins de deux heures après avoir été mis en cause par une agence de presse allemande, Jérosalem a \* catégoriquement » démenti toute implication israélienne dans l'enlèvement du leader kurde. Abdullah Ocalan, Citant des crets occidentoux ». l'agence DPA avait affirmé, mardi 16 février, que le Mossad (les services de renseignement israéliens) avait joué un rôle « décisif » dans toute l'affaire. « Israel dément catégoriquement les affirmations de la presse, selon lesquelles nous aurions transmis des informations conduisant à la capture d'Ocalan », a rétorqué, en début d'après-midi, le porte-parole du premier ministre. Aviv Buschinsky. imité peu après par son collègue du ministère des affaires étrangères.

Quelques heures plus tard, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, enfonçait le clou, réaffirmant que, « contrairement à ce que disent certains journaux, Israel n'a absolument rien à voir avec cette histoire ». Les autorités ont cependant renforcé les mesures de sécurité autour de leurs représentations à l'étranger.

RAPPROCHEMENT SPECTACULAIRE La difficulté avec ce genre d'affaire est que tout démenti est, a priori, perçu comme de circonstance. Difficulté supplémentaire qui rend délicat le discours israélien: les services turcs, à tort ou à raison, ne sont pas considérés comme capables de mener une opération d'enlèvement en Afrique. Il en va tout autrement d'Israel, dont les relations avec le Kenya sont anciennes et fortes. Interrompues au lendemain de la guerre de Kippour, en 1973, ces demières ont formellement repris

En réalité, elles n'avaient jamais cessé, Israël ayant toujours bénéficié au Kenya d'un préjugé très favorable, comme en témoigne l'aide que Nairobi apporta à la libération des otages d'Entebbe, le 4 juillet 1976, bien que les relations diplomatiques entre les deux pays aient été officiellement rompues.

Aujourd'hui leurs relations économiques et politiques sont très étroites, les plages et réserves animalières du Kenya très fréquentées par les touristes israéliens et Nairobi est sans doute le plus important poste diplomatique israélien en Afrique. Témoignage des liens privilégies qui unissent les Marie Jégo deux pays, Israel avait rapidement

dépéché une importante équipe de secours à Nairobi, lors de l'attentat à la voiture plégée perpétré, en août 1998, contre l'ambassade Des relations encore plus

étroites existent entre Israel et la Turquie. Non sans inquiéter les pays arabes voisins, les deux pays culaire rapprochement, ponetué d'échanges politiques, commerciaux et militaires. Alors que la Turquie autorise la chasse israélienne à s'entraîner dans son ciel, Israël collabore à la modernisation des avions de combat turcs et vient de participer, aux côtés des Américains, à des manœuvres communes avec la flotte d'Ankara.

Le renseignement n'est vraiseme biablement pas absent de ce tableau. En 1996, délà, certains analystes turcs estimalent que la PKR avaient joué un rôle important dans le rapprochement d'Ankara avec Israël. Par ailleurs, le la février, deux agents israéliens prison pour avoir traîné autour d'une base navale de Chypre. Lors de leur arrestation, en novembre 1998, l'hypothèse qu'ils étaient eu mission au bénéfice des Turcs, dont les troupes occupent une partie de l'ile, était la plus communément

Georges Marion



On-KILLIS nnie,

m-

nce

### Attentats meurtriers en Ouzbékistan

TACHKENT. Une serie de six explosions, dont cinq voltures piégées, a fait quinze morts et pius de 150 blessés, mardi 16 février, à Tachkent. Ces actes terroristes sont les plus meurtriers depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan en 1991. Deux voitures piégées ont explosé à une centaine de mètres du siège du gouvernement où le président aurait dù se rendre pour présider une réunion du gouvernement. La télévision a diffusé des images montrant de profonds cratères creusés par les bombes, les carcasses noircies et tordues des voitures piégées ainsi que les centaines de vitres brisées d'immeubles avoisinants.

Les autorités ont évoque la piste d'un attentat islamiste contre le président Islam Karimov, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1991. Cinq fondamentalistes ont été condamnés en janvier à des peines allant de 2 à 12 ans de prison, convaincus d'avoir tenté de renverser le gouvernement et de créer un Etat islamiste en Ouzbékistan. - (Cor-

### **Bill Clinton veut discuter** des différends commerciaux avec Jacques Chirac

WASHINGTON. Le président Bill Clinton insistera lors de ses entretiens avec son homologue français Jacques Chirac, jeudi 18 et vendredi 19 février, à Washington, pour que la France use de son influence afin de faciliter le reglement de dossiers commerciaux transatiantiques brûlants. · Nous allons insister sur des préoccupations commerciales immédiates dont le premier est le système européen d'importation de banane », qui est discriminatoire pour les exportateurs americains, a indiqué un responsable de la Maison Blanche. « Nous espérons que les Français aideront a persucder leurs collègues européens et la Commission de Bruxelles d'engager, des négociations pour trouver un

compromis à ce différend », a-t-ll ajouté. M. Clinton demandera également à M. Chirac d'user de son influence pour que l'Union européenne se conforme à la date fixée par l'Organisation mondiale du commerce sur le bœuf aux hormones : la viande americaine et canadianne aux hormones fait l'objet d'un embargo de l'UE depuis douze ans. - (AFR)

### En dépit de la loi D'Amato, l'Iran conclut un nouveau contrat pétrolier

TÉHÉRAN. L'Iran a amnoncé mardi 16 février avoir conclu un nouvel accord avec un consortium pétrolier anglo-canadien. Cet accord constitue un nouveau défi à la loi d'Amato, une loi américaine qui prévoit depuis 1996 des sanctions contre les investisseurs étrangers qui s'engageraient en Iran et en Libye. Le contrat de 200 millions de dollars signé à Téhéran porte sur le développement et l'exploitation des gisements pétroliers franiens de Balal, dans le Golfe.

L'accord a été conclu avec les sociétés canadienne Bow Valley et britannique Premier Oil pour une durée de deux ans, suivant la formule du « buy-back », par laquelle l'opérateur étranger est remboursé sur une partie de la production. Bow Valley, associé à l'indonésien Bakrie Minarak, avait déjà conclu un accord pour 200 millions de dollars avec l'Iran. Ce contrat avait incité Total, associé au russe Gazprom et au malaisien Pétronas, à conclure également un accord en 1997. -

■ IRAN : le gouvernement iranien du président réformateur Mohammad Khatami ne fera rien pour tuer l'écrivain britannique Salman Rushdie, a réaffirmé mardi 16 février le ministre de la culture Ataollah Mohadjerani. La fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique « est une question religicuse mais le gouvernement ne fera rien pour l'appliquer », a assuré M. Mohadjerani, un membre modéré du gouvernement. Cette mise au point intervient à la suite d'une campagne de pression de membres influents du clergé chitte en faveur de l'application de la fatwa de l'imam Khomeiny à l'occasion du dixième anniversaire de sa publication. - (AFP.)

■ COLOMBIE: la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste) a annoncé, mardi 16 février, que ses conversations avec le gouvernement du président conservateur Andres Pastrana étaient « paralysées ». L'ELN reproche au gouvernement, dans un document envoyé à la presse, d'avoir « montré une attitude inflexible » et dénoncé le manque, selon lui, d'une « stratégie de paix ». Ce communiqué est publié au lendemain d'une rencontre du haut-commissaire pour la paix du gouvernement et du numéro deux de l'ELN, Victor Ri-

cardo, à Caracas, qui a montré un blocage des entretiens. - (AFP.) ■ SIERRA LEONE : un missionnaire italien a été enlevé par les rebelles, a annoncé mercredi 17 février à Rome l'agence des missionnaires, Misna. Le Père Vittorio Mosele, soixante-trois ans, missionnaire saverian (ordre des Frères de San Francesco Saverio) a été enlevé par des rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) près de Kambia là une centaine de kilomètres au nord de la capitale, Freetown), a précisé la Misna dans un communiqué. - (AFP.)

### L'amnistie est refusée aux policiers sud-africains impliqués dans la mort de Steve Biko

La commission Verité et Réconciliation (TRC) a refusé mardi 16 février l'amnistie à quatre anciens policiers impliqués dans la mort du leader noir anti-apartheid Steve Biko en détention en septembre 1977. Les auditions, qui se sont tenues au cours de plusieurs sessions à

partir de septembre 1997, n'ont pas réellement permis d'éclaircir les circonstances du décès du leader du Mouvement de la conscience noire, mort le 12 septembre 1977 à trente et un ans, après 26 jours de détention sans

proces. « Il n'y a aucun doute que la mort de Biko résulte de ses blessures à la tête, reçues le 6 septembre... pendant une confrontation avec ceux qui l'interrogaient », note la TRC qui juge la version des policiers « improbable et contradictoire et (qu'elle) doit être rejetée comme

# Tensions entre la Banque centrale européenne et les gouvernements français et allemand

Le remède à apporter au ralentissement conjoncturel doit-il être monétaire ou budgétaire ?

LE MINISTRE des finances alle-

mand Oskar Lafontaine assistera

jeudi 18 février au conseil de la

Banque centrale européenne

(BCE), en tant que président en

exercice du conseil des ministres

des finances de l'Union euro-

péenne. Cette rencontre intervient

tandis que les inquiétudes s'ac-

cumulent sur le ralentissement de

la croissance européenne et no-

tamment allemande. Comme les

avis divergent sur les remèdes à y

apporter, les relations entre la

jeune banque centrale et les

hommes politiques se tendent a

nouveau, notamment avec Oskar

Lafontaine, ministre allemand des

finances et président du Parti so-

M. Lafontaine et son secrétaire

d'Etat Heiner Flassbeck ont relan-

cé la polémique lors du conseil de

l'euro du 8 février. Dans un mémo-

randum, ils ont appelé à une nou-

velle baisse des taux pour faire

face au raientissement de la

conjoncture, qu'ils jugent parti-

culièrement inquiétante. « La poli-

tique monétaire est certainement le

meilleur instrument gour v ré-

pondre. Si celle-ci n'est pas utilisée.

des mesures budgétaires ne peuvent

pas être exclues, car le juit de ne

rien faire pourrait se révélet très

rentrées fiscales, serait d'ailleurs

déla en train de laisser filer ses dé-

cial-démocrate (SPD).

La Banque centrale européenne, qui se réunit jeu-di 18 février, ne devrait pas modifier ses taux d'in-térêt, selon les analystes, malgré le ralentisse-mand, qui réclament une détente monétaire et menacent implicitement de creuser leurs déficits budgétaires. Tout comme la Commission euro-péenne, la BCE les juge déjà trop importants.

ficits. « Le gouvernement a annoncé 2 % de déficits publics en 1999, mais

nous tablons sur 2,5 % », explique

Hans-Jürgen Meltzer, économiste

devenu plus raisonnable. Apparem-

ment, il fait une rechute », explique,

perplexe, un haut dirigeant moné-

politique budgétaire stricte et non

Mais Bercy, sur la forme, a été fu-

rieux que les Allemands pré-

« le pensais que Lajontaine était

à Deutsche Bank.

Kahn ont surpris à Francfort. Au sentent leur mémorandum sans concertation préalable et, sur le

tique budgétaire, du moins ouver-Les Français craignent qu'à force de crier à la récession, M. Lafontaine ne sape le moral des ménages et ne réduise les discours de

fond, ne veut pas entendre parier

d'un assouplissement de la poli-

taire européen. « Malgré les 3 % de croissance enregistrés en 1998 dans M.Strauss-Kahn à des bluettes vol'Euroland, les gouvernements n'ont iontaristes. L'entourage de M. Strauss-Kahn fait aucun effort de consolidation estime toutefois qu'il ne faut pas budgétaire », déplore-t-il. La exagérer les dissonances franco-al-Commission européenne a égalelemandes. Les deux pays soument vivement critiqué, mardi haitent renforcer « la coordination 16 février, le « programme de des politiques économiques en Euconvergence » budgétaire de Bonn, qu'elle juge laxiste, comme celui de Paris d'ailleurs. Les parterope », en particulier dans le domaine de l'harmonisation de la fiscalité. M. Strauss-Kahn, enfin, a naires européens ne sont pas plus relayé les appels de M. Lafontaine enthousiastes: les propositions alen faveur d'une baisse des taux. lemandes de relance ont été accueillies très froidement par les « Nous avons des toux d'intérêt qui Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal et les pays du nord de l'Europe. sont peut-être encore trop elevés. mais qui, je pense, vont baisser, a-til affirmé, mercredi 10 février, à Berlin. Les taux sont faibles nomi-**BLUETTES VOLONTARISTES** nalement parce que l'inflation est Même le ministre français des fitrès raible. En termes réels, dans cernances, Dominique Strauss-Kahn, tains pays au moins, comme en Alles'est montré peu réceptif au projet magne ou chez moi, ils sont assez allemand. Certes, Paris et Bonn éleves parce que l'inflation est militent pour une politique monétaire souple accompagnée d'une presque à zéro. . « Il serait parti-

> haits des gouvernements et des citoyens v, a-t-il conclu. Ces déclarations de M. Strau

culièrement naif de penser que

siège de la BCE, on espérait que le ministre français était capable de concilier les exigences politiques intérieures et la nécessaire orthodoxie financière. On comptait sur lui pour instaurer des relations de confiance entre le pouvoir politique et le nouveau pouvoir monétaire européen et raisonner son homologue néokeynésien M. Lafontaine. La BCE croyait que les vives polémiques de l'automne 1998 avaient porté leurs fruits et

que les gouvernements allaient désormais s'abstenir d'attaquer de front la politique de l'institut d'émission. Elle avait pensé que le ministre français s'était converti à la philosophie de Francfort qui veut que l'emploi dépende de mesures structurelles et pon des taux d'intérêt. « La solution clé au probième du chômage n'est pas monétaire », a cru devoir rappeler, mardi, M. Padoa-Schioppa, membre

Dans ce contexte houleux, les 3 analystes ne croient pas que le conseil des gouverneurs choisira d'abaisser ses taux directeurs lors de sa réunion du jeudi 18 février. Les incertitudes budgétaires, le conflit salarial dans la métallurgie allemande, la faiblesse de l'euro... et la présence de M. Lafontaine jeudi lui fournissent d'excellents prétextes pour choisir le statu quo.

du directoire de la BCE.

Pierre-Antoine Delhommais et Arnaud Leparmentier

#### l'Union économiaue et monétaire couteux », ont écrit MM. Flassbeck pour le dosage inverse : les deux capitales opposent volontiers le peut fonctionner si la BCE conduit et Lafontaine. Le ministère alleune politique monétaire à long couple Greenspan-Clinton des an-nées 90 à celui constitué par Volmand des finances, qui a annonce terme qui va à l'encontre des souqu'il ne releverait pas les impôts pour compenser la faiblesse des ker-Reagan dans les années 80.

les Etats-Unis, le président yougoslave Slobodan Milosevic a réltéré son refus de voir une force internationale se déployer au Kosovo pour veilier à la mise en œuvre d'un réglement de paix. C'est ce qu'il a signifié au médiateur américain Christopher Hill, qui avait quitté mardi 16 février le château de Rambouillet où ont lieu les négociations sur le Kosovo, pour Belgrade où les deux hommes ont eu dans la nuit plusieurs heures d'entretien.

Mardi dans la journée, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright avait téléphoné à Slobodan Milosevic pour lui dire que la délégation des Albanais du Kosovo - avec laquelle elle s'est entretenue dimanche à Rambouillet était prête, selon elle, à signer le plan de paix proposé par la communauté internationale et qu'elle attendait de Belgrade la même disposition. Comme Mme Albright, le médiateur Christopher Hill a rappelé au président yougoslave qu'il s'exposait à des frappes aériennes de l'OTAN si un accord n'était pas conclu à Ram-

bouillet avant samedi 20 février à midi. M. Milosevic est cependant resté opposé au

ternational, d'un déploiement de 30 000 grade. Le président yougoslave a exprimé sa homities au Rosovo, sous commandement de «ferme conviction», selon le communique, que hommes au Kosovo, sous commandemant de l'OTAN. « Notre attitude négative concernant la la « question-clé » d'une solution durable pour présence de troupes étrangères au Kosovo n'est : le Kosovo est celle du « respect du principe pas seulement celle de la direction vougoslave, elle est aussi celle des citoyens de notre pays et c'est l'attitude unanime des représentants du peuple à l'Assemblée de Serbie, indépendamment de leur appartenance politique », a-t-il déclaré selon l'agence Tanjug.

M. Milosevic réitère son refus de troupes étrangères au Kosovo

#### « DE BONNE FO! »

M. Milosevic a assuré ses interlocuteurs - Christopher Hill et deux hauts fonctionnaires français et britannique, Gérard Errera et Peter Ricketts - que la délégation serbe à Rambouillet « négocie de bonne foi ». « Elle a été nommée par les plus hautes instances du pays, elle est composée de hauts fonctionnaires de l'Etat et de représentants de toutes les communautés nationales du Kosovo et jouit d'une confiance et d'un soutien entiers A, a-t-il dit.

Des diplomates proches de la conférence de Rambouillet avaient déploré que la délégation d'épolité des communautés nationales et de l'in tégrité territoriale et de la souveraineté de la République de Serbie et de la République fédérale

de Youeoslavie ». A Rambouillet, la délégation serbe a pour la première fois remis mardi des amendements « détaillés et approfondis » aux propositions contenues dans le plan international. « Nous avons désormais une idée plus claire de ce à quoi la configuration politique du Kosovo pourrait ressembler, aussi le moment était-il venu de parler à Milosevic », a expliqué un diplomate occidental. L'Elysée a réaffirmé mardi l'unité du Groupe de contact qui encadre les négociations (Etats-Unis, Russie et quatre pays européens). «Le Groupe de contact est uni, personne ne doit s'y tromper ou faire une appréciation erronée à cet égard », a déclaré Catherine Colonna, porteparole de l'Elysée, qui a exclu toute prolongation du délai.

### Romano Prodi bouscule le monde politique italien

ROME de notre correspondant

Quatre mois avant les élections européennes du 13 juin, le monde politique italien est déià en effervescence. Ces turbulences se produisent essentiellement au sein de la majorité, en raison de la décision de Romano Prodi de lancer son propre parti. L'ancien président du Conseil

n'a manifestement pas digéré d'avoir été évince du pouvoir au mois d'octobre 1998 à la suite du lâchage des néocommunistes de Fausto Bertinotti. Il a surtout consideré que le soutien apporté par l'ancien démocrate-chrétien Francesco Cossiga à la coalition de l'Olivier, dont il était auparavant le porte-drapeau, était une trahison du mandat des électeurs et le retour de la vieille « partitocratie » dont l'Italie a tant souffert par le passé, même si le gouvernement est aujourd'hui dirigé par le chef de file du plus important parti de la majorité, Massimo D'Alema (PDS, Parti démocratique de la

Contrairement à ce que tout le monde pensait, Romano Prodi n'est donc pas retourné à ses cheres études. Il n'a pas attendu sagement l'hypothétique fauteuil de président de la Commission européenne. Il s'est lancé dans la rataille politique pour donner d glan, more a minere!

d'un centre-gauche bureaucratique constitué de quartiers généraux sans troupes », pour « donner de l'espoir au pays et aux jeunes générations ». Il se défend de vouloir ajouter un nouveau parti à la cinquantaine de ceux qui existent déjà. Pour lui, son alliance - dont le nom pourrait être « démocrates pour l'Olivier » ou « démocrates pour l'Europe » - sera une force de renouveau destinée à se substituer aux anciennes formations politiques qui, à ses yeux, se perdent en luttes stériles.

**\* JEU PERSONNEL \*** Cette coalition, qui a l'ambition de révolutionner la vie politique italienne, sera constituée par l'Italie des valeurs, le mouvement de l'ancien juge-vedette de l'opération « mains propres », Antonio Di Pietro, ainsi que par un nouveau regroupement composé des maires de cent villes (cento città), dont Rome, Venise et Palerme. Romano Prodi n'a pas caché qu'il s'agit d'un veritable défi. « Il faut se compter pour compter », a-t-il lancé. Ces petites phrases ont été jugées comme une provocation par les partis de la majorité, notamment le Parti populaire (PPI) et le PDS. Les sondages créditent deja d'au moins 10 % ce nouveau

front qui risque de mettre sérieu-

sement à mai la coalition de l'Oli-

deuxième jambe à l'Olivier » mais de « gagner, car, ajoute-t-il, sans nous, il n'y a pas d'espoir de vaincre. On ne peut pas se présenter au scrutin avec une alliance constituée d'une part par le bloc du PDS et de l'autre par une série de forces fragmentées ». Contrairement à ce qu'affirme l'ancien chef du gouvernement, son initiative fait « sauter le toit commun de l'Olivier », ainsi que l'a déploré le nouveau secrétaire du PDS, Walter Veltroni. Car, bien évidenment, la stratégie de Romano Prodi va bien au-delà des élections européennes et constitue l'amorce d'une nouvelle donne politique. Par la même occasion, il se pose en rival direct de Massimo D'Alema et obligera donc le centre-gauche à une primaire afin de désigner le chef de file en cas d'élections générales.

Romano Prodi explique que son

but n'est pas de « donner une

Ce projet suscite des échanges peu amènes. D'un côté, Romano Prodi est accusé de mener « un jeu personnel », de vouloir détruire une alliance qui a porté ses fruits et se voit taxé de « populisme ». De l'autre, ses partisans estiment que, face à la démobilisation de l'opinion publique envers les partis, face à l'impossibilité de mener à terme des réformes significatives pour l'avenir du pays et face à la sclérose des formations politiques incapables de se régénérer, la

seule solution est de tirer un trait sur celles-ci.

La proposition est ambitieuse et soulève un débat d'autant plus intense qu'un nouveau projet de loi électorale est en cours de gestation et qu'un référendum pourrait avoir lieu courant avril ou début mai pour abolir la part de représentation proportionnelle (25 %) dans le scrutin.

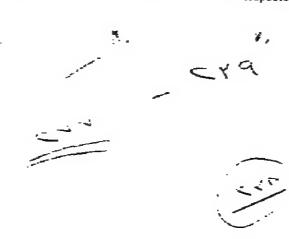
Déjà, Achille Occhetto, ancien secrétaire général du PCI et artisan de la transformation de ce parti en PDS, a manifesté son intention de rejoindre Romano Prodi. Le président de la région Emilie-Romagne, Antonio La Forgia, figure respectée de cette « province rouge », a annoncé, lundi 15 février, qu'il quittait le PDS et rejoignait « Il professore ». Sera-til suivi par d'autres? Telle est la question qui se pose à Botteghe

oscure, siège du PDS à Rome. La campagne pour les élections européennes s'annonce animée. Romano Prodi a repris son idée de la création de la coalition de l'Oivier et parcourera le pays en train (et non plus en autobus), alors que Walter Veltroni restera fidèle à l'autocar. Lequel des deux va le plus vite?, ironisent les humoristes. Une chose est sûre : au lendemain du 13 juin, le paysage politique italien risque d'avoir changé.

Michel Bôle-Richard

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
ommende par Paris pas Cher, Paris Combin MATELAS & SOMMIERS Toutes dimensions - Fixes ou relevables SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC Cuirs - Tissus - Alcantara Steiner - Coulon - Duvivier - Sufren - Etc. Vente par telephone possible ratuite sur toute la France MOBECO 01.42.08.71.00 - 71/7

5





ရှိ မြော်များကိုလာ သည်။ ရေးသားရှိချက်သော မြောက်သည်။ မေ

The second second A STATE OF THE 

Handard . and the second

200

equity 5

1 1

1 12 1

75

L'élection présidentielle divise les militaires

LE MYTHE de l'unité de l'armée algérienne est en train de voler en éclats au lendemain de la passe d'armes publique à laquelle viennent de se livrer le président Liamine Zeroual, général à la retraite, et son « parrain », le général Khaled Nezzar, lui aussi officiellement à la retraite.

Le vendredi 12 février, au cours d'une allocution télévisée prononcée sur un ton inhabituellement ferme, le président Liamine Zeroual invitait l'armée à rester neutre dans l'élection présidentielle anticipée prévue le 15 avril. « Personne ne peut s'arroger le droit de parler au nom des institutions d'Etat s'il n'est pas légalement et légitimement habilité à le faire », expli-

Applaudie par l'opposition, la mise en garde visait - sans le nommer - le général Nezzar Celui-ci, ancien ministre de la défense du président Chadli qu'il contraindra ensuite à la démission, a eu le tort de prendre publiquement position en faveur d'Abdelaziz Bouteflika (après l'avoir traité, il est vrai, de canasson » quelques semaines auparavant). Ce soutien est pour beaucoup dans l'étiquette de « candidat de l'armée » qui colle à la peau de l'ancien ministre des affaires étrangères du président Boumediène (alors que le patron actuel de l'armée observe une stricte

Le général Nezzar n'a pas tardé à réagir aux propos présidentiels. Dans une lettre ouverte intitulée « Tendancieusement vôtre », publiée mardi 16 février par la presse algérienne, l'ancien bomme fort du régime refuse de se plier aux injonctions du président sortant. « Je continueral à donner mon point de

vue à chaque fois que ma conscience me le dictera pour le bien du pays », écrit-il. S'il le fait, ajoute le général, c'est « pour défendre cette institution [l'armée] car, ajoute-t-il à l'intention du président Zeroual, sans elle, certains ne se permettraient pas aulourd'hui d'élever la voix en toute liberté ».

**ECOUTE TÉLÉPHONIQUE** 

La neutralité de l'institution militaire risque d'être mise à mal par une seconde affaire révélée par Le Canard enchaîné. Dans son édition du 17 février, l'hebdomadaire reproduit une écoute téléphonique récente au cours de laquelle le numéro deux de la sécurité militaire, le général Smain Lamari, demande à l'attaché militaire de l'ambassade d'Algéric à Paris, le général Ahmed Senhadji, de convaincre l'ancien premier ministre Sid Ahmed Ghozali de retirer sa candidature à la présidentielle car elle risque de gêner celle de M. Bouteffika. « Je lui ai parié [à Ghozali]. Je lui ai explique que son cas n'est pas jouable du tout. Il m'a répondu qu'il allait anahiser cela avec les journaux. Je n'ai pas envie de le recontacter parce que, normalement il aurait dû comprendre (...). Le réserviste [M. Ghozali] doit appuyer le titulaire [M. Bouteflika] (...). Il y a de quoi partager (...). Il ne faut pas qu'il crée le doute ou qu'il foute la pagaille », dit ainsi le général Smain Lamari.

Interrogé par Le Monde mercredi matin, Sid Ahmed Ghozali a démenti avoir été contacté par l'attaché militaire de l'ambassade d'Algérie. « Je maintiens ma candidature à l'élection présidentielle en toute hypothèse », a-t-il confirmé.

Jean-Pierre Tuquoi

# La guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée s'est rapprochée d'Assab sur la mer Rouge

Des tranchées ont été creusées au milieu d'un désert sans nom

Troisième front de la guerre entre l'Ethiopie et Rouge. Ici, dans un désert de sable et de cail- Mig de l'aviation éthiopienne ont bombardé.

Ferythrée, Burre se situe à 71 kilomètres d'As-sab, un port quelque peu à l'abandon sur la mer d'un pays s'affrontent quo-sab, un port quelque peu à l'abandon sur la mer d'un pays s'affrontent quo-sab, un port quelque peu à l'abandon sur la mer d'un pays s'affrontent quo-sab, un port quelque peu à l'abandon sur la mer d'un pays s'affrontent quo-sab, un port quelque peu à l'abandon sur la mer d'un pays s'affrontent quo-

sab, un port quelque peu à l'abandon sur la mer ASSAB

de notre envoyé spécial Les débris calcinés de l'hélicoptère éthiopien gisent dans le no man's land du désert + 71 ». Le soleil se couche entre les lignes ennemies. A cent mètres d'un côté, c'est l'Ethiopie ; à vingt mètres de l'autre, c'est l'Erythrée. Les tranchées les combattants, les canons et mitrailleuses sont face à face, et s'affrontent chaque jour sur le front de Burre, position straté-gique sur la route d'Assab, le port

érythréen sur la mer Rouge. L'hélicoptère MI-24 de fabrication russe a attaqué à l'aube du 14 février, après trois heures de raids aériens éthiopiens et d'intenses tirs d'artillerie. Il n'a pas eu le temps de tirer ses roquettes : la défense antiaérienne érythréenne l'a cueilli en plein vol. Il s'est écrasé et enflammé immédiatement. Les corps des pilotes sont recroquevillés, brûlés, entre les tôles. S'il y avait d'autres soldats à bord, leurs cadavres sont enfouis sous les cendres.

Soudain, joyeux et arrogants, apercevant des étrangers dans le no man's land, les soldats érythréens émergent de leurs tranchées. Ils s'avancent vers leur trophée en criant et chantant, oubliant un instant que l'ennemi est à portée de fusil.

« C'est la première fois que nous abattons un hélicoptère, c'est une victoire », raconte le colonel Alamsaget Asafao, enivré par ce fait de guerre. « Enfin, pas exactement, car nous ne sommes pas à la recherche de victoires, se reprendil. Nous n'avons pas voulu cette guerre et ne faisons que défendre notre pays. » Dans ce désert sans nom, appelé + 71 » parce que la

frontière est à 71 kilomètres d'Assab, il n'y a que du sable et des cailloux noirs à perte de vue. La première ligne est une tranchée rudimentaire, un labyrinthe de pierres protégé par une butte de sable. Tous les dix mètres, il y a une casemate ou une position de mitrailleuse. A l'arrière, dispersés dans le désett, il v a les mortiers. puis les tanks et l'artillerie lourde.

« BOMBES AU NAPALM »

Dès que la nuit recouvre le désert, l'activité des combattants se fait plus intense. Des unités fraîches relèvent les soldats des premières lignes. Des colonnes fantomatiques avancent en silence le long des pistes. Des officiers montent au front ou en reviennent dans des jeeps roulant tous feux éteints, soulevant des nuages de poussière invisibles des Ethiopiens. Les voitures sont entièrement couvertes de peinture noire afin que pas une seule parcelle de métal, pas une vitre, ne brille sous le ciel étoilé.

Le colonel Alamsaget Asafao pense que « cette guerre n'est pas un conflit frontalier ». La preuve, seion lui, est que l'armée éthiopienne a ouvert le front de Burre. au sud d'Assab, là où le tracé de la frontière entre les deux pays n'est pas contesté. « Addis Abeba veut renverser le pouvoir en Erythrée. L'Ethiopie veut Assab et tout le pays! », dit-il.

La ville d'Assab ne vit pourtant guère à l'heure de ces affrontements guerriers. Comme partout en Erythrée, les gens déambulent paisiblement, travaillent, se retrouvent le soir pour boire le thé ou une bière. Pour Dawet, un ingénieur en travaux public, « cette guerre est bel et blen un conflit frontalier ». « le n'imagine pas que les combats nous entrainent plus loin, confie-t-il. Les Ethiopiens ne veulent pas nous envahir. D'ailleurs, ils ne peuvent pas, car notre armée est forte et les Erythréens sont unis. Notre unité a été forgée par les trente années de guerre dont nous venons à peine de sortir. Nous sammes tous prêts à mourir nour ce pays qui vient de naître. Mais ce ne sera pas nécessaire, car le conflit ne peut pas ètre résolu par les armes. Un jour, il faudra négocier, et s'entendre sur le tracé de la frontière. »

La conviction des habitants d'Assab que la guerre se limitera au désert n'a guère été ébraniée par le raid mené par les avions éthiopiens, mardi 16 février, dans les faubourgs de la ville, contre un réservoir d'eau qui n'a pas été en-

Le colonel Alamsaget Asafao assure que « l'aviation éthiopienne a utilisé des bombes au napalm ». une affirmation qui conforte le témoignage des gens ayant vu le sable brûlé. « A Assab. la moitié de la population est éthiopienne, et la cohabitation est exemplaire. Après ce raid aérien, les gens ont soudainement réalisé que la guerre est une réalité, raconte un responsable d'une organisation humanitaire occidentale. Toutefois, ils n'ont pas vraiment peur. Ils connaissent la guerre, pour l'avoir vécue trente ans. Ils ne craignent pas les luttes armées. »

« OU'ILS VIVENT EN PAIX ! »

« Dans une guerre, la balle ne choisit pas l'homme qu'elle abat. A Assab, Erythréens et Ethiopiens vivent bien ensemble, car si une bombe s'abat ici, elle ne choisira

pas ses victimes », dit un journaliste gouvernemental. Serekeberhan, un vieil homme, se souvient que « dans les années 70, lorsque les Ethiopiens ont "colonisé" Assab, ils nous écartaient des postes intéressants » Aujourd'hui nous ne pratiquons pas cette discrimination à leur encontre, dit-il. Qu'ils vivent en paix! »

Assab survit, avec son port aux grues immobiles, aux quais déserts, et sa raffinerie de pétrole fermée pour vétusté. Si fiers de ce pays pour lequel deux générations ont versé leur sang en combattant le dictateur éthiopien Mengistu, les Erythréens ne semblent pas pouvoir être atteints par l'abandon du port ou un bruit de guerre qui résonne dans le lointain. Sur la plage, des enfants jouent au football, tandis qu'un cargo, précieux puisque si rare, longe la côte avant de s'éloigner sur la mer Rouge.

La nuit tombe. Les jeunes se retrouvent au café Cabaré. Ils écoutent les airs des chanteurs populaires, presque tous des vétérans de la guerre de libération, qui fredonnent à la gloire des luttes pour la paix et la liberté. « Si je pense à la vie de mes parents, je ne vois que la guerre et des larmes, dit un adolescent. Lorsque je pense à ma vie, je ne veux imaginer que des rires, du bonheur. Je veux y croire. Sinon, à quoi bon... . Ils n'oublient pas qu'à 71 kilomètres exactement, enfouis dans le désert, leurs camarades se préparent aux duels marinaux et meurtriers. Ils se déclarent prets à les rejoindre, se croient invincibles, lamais ils ne parient de défaites. Ni d'ailleurs de victoires. Ils songent à la paix.

Rémy Ourdan



tives, que le Sénat avait refusé le 26 janvier. La droite a voté comme la gauche pour ce texte, adopté avec seulement deux voix contre. Le débat a permis, toutefois, d'esquisser un

compromis avec les sénateurs, qui reprendront le texte le 4 mars. • LE GOUVERNEMENT a, d'autre part, rendu public, mercredi, un rapport commandé à Anne-Marie Colmou,

maître des requêtes au Conseil d'Etat, qui établit l'existence d'inégalités au détriment des femmes dans les postes de responsabilité de la fonction publique. • L'ONEL JOSPIN

s'est engagé, à l'Assemblée natio-nale, à accentuer une politique volontariste de promotion des femmes dans l'administration, déjà engagée dans l'éducation nationale.

# L'Assemblée nationale met le Sénat en demeure d'accepter la parité

Gauche et droite ont voté le rétablissement du texte cosigné par Jacques Chirac et par Lionel Jospin et rejeté par la seconde Chambre. Le gouvernement et la majorité ont refusé de prendre à leur compte un compromis, que la droite sénatoriale devra donc proposer elle-même

DEUX FOIS: au cas où les sénateurs, majoritairement de droite, n'auraient pas encore compris la détermination des députés à inscrire l'« égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions electives » à l'article 3 de la Constitution, l'Assemblée nationale a adopté pour la deuxième fois, mardi 16 février. par un vote à main levée et à la quasi-unanimité (deux voix contre), le proiet de loi sur la parlté. Hormis Christine Boutin (UDF. Yvelines) et Didier Julia (RPR, Seine-et-Marne), droite et gauche confondues n'ont pas mis plus de trois heures pour s'accorder. Mieux : alors que, le 15 décembre 1998, seule une cinquantaine de députés, majoritairement des femmes, avaient participé au débat en première lecture (Le Monde du 17 décembre 1998), l'Hémicycle était, cette fois, blen garni - environ 170 élus - et franchement mix-

Cette volonté d'affichage en faveur d'un texte soutenu à la fois par Jacques Chirac et par Lionel Jospin a pourtant suscité quelques débats en coulisses, notamment à droite. L'opposition devait trancher un cruel dilemme: soit afficher sa solidarité avec le Sénat, seul bastion où elle est encore majoritaire; solt envoyer un signe aux femmes qui, de l'éviction des « juppettes », en 1995, au très faible nombre de candidates présentées par le RPR et l'UDF aux élections législatives de 1997. commencent à rechigner devant un sexisme trop apparent.

été vite vues : le soutien au président de la République et la mémoire du général de Gaulle, qui instaura le vote des femmes, l'ont emporté dans les discours. Dans la tactique, des contacts soutenus entre l'Elysée, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), et les groupes RPR du Sénat et de l'Assemblée ont convaincu chacun que les sénateurs gaullistes seraient prèts à évoluer. « Les sénateurs RPR veulent trouver une porte de sortie et, pour finir, ils la trouveront », confie ainsi le président du groupe RPR de l'Assemblée, jean-Louis Debré. L'UDF croit aussi à une conversion du Sénat. Elle a

donc continué d'afficher son soutien à la parité. « l'ai toujours été pour », assure Philippe Douste-Blazy, tout en laissant Ma Boutin, farouche opposante du projet, ratisser la part plus conservatrice de l'électorat.

Mardi matin, le groupe Démocratie libérale a du, pour sa part, constater une plus nette division sur la question. Mélant des considérations idéologiques - le véritable libéralisme consiste à laisser aux partis le soin de décider du profil et du sexe de leurs candidats - et stratégiques - le groupe tibéral des Républicains et Indépendants, très hostile à la parité, pourrait devenir la force domi-

entre partisans, adversaires et abstentionnistes. Déjà, en première lecture, il avait failu toute la force de persuasion de Nicole Ameline et de Claude Goasguen, tout deux très favorables au projet, pour convaincre les opposants à la parité de... ne pas venir dans l'Hémi-

Ces deux-là ont donc recommencé leur lobbying, mardi. Alors que, le matin même, une demi-douzaine de députés DL voulaient voter contre la parité, M. Goasguen et Mª Ameline les ont convaincus de ne pas participer au vote. « De toute façon, les senateurs devront manger leur chamouvement est irrésistible. Alors, évitons de passer pour les derniers ringards de la société! >

Cependant, pour tenter d'ouvrir la voie à un compromis avec les sénateurs, l'opposition a déposé un amendement tendant à rétablir le texte initial du président de la République et du gouvernement, modifié par l'Assemblée en première lecture. Il proposait que la loi «favorise», et non « déter-mine », l'égal accès aux fonctions et mandats. Le gouvernement et la gauche, souhaitant pousser jusqu'au bout leur avantage, ont provoqué le rejet de l'amendement. La présidente de la commission

peau, explique M. Goasguen, car le des lois, Catherine Tasca (PS), n'a pas, toutefois, fermé la porte à une transaction ultérieure. « Il ne revient pas à notre Assemblée de faire à sa place la démarche du Sénat », a-t-elle expliqué.

PORTE ENTROUVERTE

De même, une tentative du RPR d'ajouter à la modification de l'article 3 de la Constitution (prévue par le projet), une modification de l'article 4, relatif aux partis politiques, comme le veut le Sénat, a été rejetée. Après le vote, pourtant, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, envisageait cette possibilité, tout en soulignant que · la Constitution n'est pas un fourre-tout . La seule concession de la ministre a été de répéter, devant la crainte affichée de la droite d'un changement des modes de scrutin, que le gouvernement « n'utilisera pas la parité comme prétexte pour élargir le champ des scrutins proportionnels, même s'il est vrai que ceux-ci permettent plus facilement la parité ».

Les députés renvoient donc la même balle au Sénat. Comme toute révision constitutionnelle, le texte définitif devra être voté dans des termes identiques par les deux Assemblées, avant d'être soumis par M. Chirac au Parlement réuni en Congrès ou à un référendum. Les sénateurs examineront de nouveau, le 4 mars, le texte qu'ils avaient rejeté. Quatre jours avant la lournée internationale des

### La direction du Parti socialiste reste imperméable au « badinterisme »

À L'IMAGE de la majorité » plurielle », le Parti socialiste ne s'est pas laissé ébranler par l'hostilité exprimée par quatorze femmes contre le projet de loi sur la parité dans L'Express (daté 11-17 février), même si deux d'entre elles, Evelyne Pisier et Irène Théry, appartiennent au comité économique, social et culturel mis en place, en juillet 1998, auprès de sa direction. La fronde d'Elisabeth et Robert Badinter n'a donné lieu à aucun débat au bureau national du PS. Yvette Roudy, ancienne ministre des droits des femmes et auteur de la loi de 1983 sur l'égalité professionnelle, a fustigé, dans une déclaration à l'AFP, le 11 février, une caste monduine et intellectuelle ». Jugeant que ces personnalités « sont instrumentalisées par les sénateurs les plus réactionnaires », la députée du Calvados estime que « c'est la situation actuelle qui est la plus humiliante: l'absence des femmes des milieux politiques ».

Chargée des femmes au secrétariat national. Michèle Sabban regrette qu'a on oppose aujourd'hui débat philosophique et débat politique v. « Ce qui est humiliant, c'est qu'il y ait aussi peu de femmes aux différents niveaux de responsabilité », ajoute la vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, en observant que les progrès de la parité ne peuvent pas dépendre des seuls partis politiques « puisque. aux elections prud'homales, qui relèvent des syndiçats, les femmes ne sont pas du tout représen-

MOBILISATION RELANCÉE

«Le "badinterisme" n'a pas tranchi les barrières de la Rue de Solferino », indique M Sabban, inquiète de la « violence avec laquelle ces femmes sont montées au créneau ». « Elles se sont trompées d'époque », assure-t-elle, car leur action agu « un esta inverse» à celui recherché. Elle y voit pour preuves la quasi-urlanimité des députés lors du vote du projet en deuxième lecture (lire ci-dessus) et la plus grande mobilisation de personnalités et d'associations pour la manifestation que les partis de gauche ont prévu d'organiser, le 4 mars, devant le Sénat.

Plus mesurée, Marisol Touraine, chargée de là solidarité au secrétariat national du PS. concède que le débat relancé par M. Badinter « n'est pas médiocте ». « Mais je suis un peu surprise, déclare la députée d'Indre-et-Loire, qu'il en reste au niveau de l'abstraction et des principes philosophiques. > « Nous sommes tous attachés à l'universalisme républicain, mais notre démocratie fonctionnne de manière tronquée, car elle a exclu les femmes dans leur majorité », conclut-elle, fidèle aux positions adoptées par le PS dès juin 1996.

Michel Noblecourt

Raphaëlle Bacqué

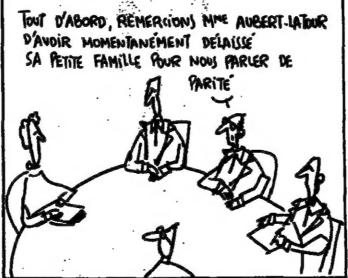
### Majoritaires dans la fonction publique, les femmes deviennent rares aux postes de responsabilité

hésitation, mardi 16 février, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale : depuis vingt mois, les nominations de hauts fonctionnaires en conseil des ministres ont laissé fort peu de place aux femmes. ~ Notre pays est en retard, sur ce point, par rapport à la plupart des grandes démocraties européennes, a déclaré le premier ministre. Nous sommes largement en dessous de ce qui serait nécessaire. Nous devons donc exercer une poussée volontariste. Au cours du dernier séminaire gouvernemental, j'ai demandé que nous commencions à nommer davantage de femmes dans les postes de chef de bureau, de sous-directeur ou de chef de service pour créer un vivier

et pouvoir progresser. » Le rapport - intitulé « L'encadrement supérieur de la fonction publique : vers l'égalité entre les hommes et les femmes » qu'Anne-Marie Colmou, maitre des requêtes au Conseil d'Etat, a remis, mercredi 17 février au ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, ne pouvait illustrer plus opportunément le propos

LIONEL JOSPIN l'a admis sans de M. Jospin. Un demi-siècle après le principe posé par le préambule de la Constitution de 1946 - «La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux des hommes » -, la réalité, en effet, a du mai à suivre, dans la fonction publique comme dans la vie politique.

Certes, l'Etat revient de loin dans ce domaine et il a fallu attendre la Libération pour que le « libre accès » des femmes dans la fonction publique soit généralisé. De fait, en 1998, les femmes représentent 56,9 % des salariés des trois fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière, contre 42,7 % seulement des salariés du secteur privé et semi-public. Mais ce constat global masque de profondes disparités. Entre les différents ministères, tout d'abord. Si les affaires sociales (71,2 % de femmes) et l'éducation (65,2%) ont été largement féminisées, tout comme l'administration des finances (62,2%), les services du premier ministre (56,1%) ou encore la culture (53,2 %), des ministères comme ceux de l'intérieur (26,6% de femmes), de l'équipe-



(28,7%) ou de la coopération (20,7 %) restent des mondes à dominante largement masculine.

Surtout, et c'est l'essentiel, si les femmes sont « majoritaires dans la

ment (27,4%), des transports fonction publique, [elles] sont rares (28,7%) ou de la coopération dans les fonctions d'encadrement et les postes de responsabilité ». La règle est quasi mécanique : plus on monte dans la hiérarchie, plus les femmes sont marginalisées. Elles

représentent 66 % des fonctionnaires de catégorie B (employés), 52 % des fonctionnaires de catégorie A (cadres), 33 % de ces derniers hors enseignant (e)s et, de façon encore plus éloquente, un emploi d'encadrement sur huit. En administration centrale, en juin 1997, on comptait 118 femmes pour 619 postes de chef de service, directeur adjoint et sous-directeur (soit 19 %); et seulement 13 femmes sur les 168 postes de directeur (soit

CONCOURS SÉLECTIFS

Le rapport de Mª Colmou multiplie les exemples : 5 femmes parmi les 109 préfets (et 41 sur 448 sous-préfets), 4 sur les 30 recteurs, 4 sur les 88 présidents d'université, 9 femmes parmi les 74 membres en activité de l'Inspection générale des finances, 40 sur les 201 membres du Conseil d'Etat, 29 sur les 217 membres de la Cour des comptes, et encore 124 femmes parmi les 795 directeurs de l'administration hospitalière (mais une seule femme parmi les 29 directeurs généraux de centres hospitaliers régionaux ou

universitaires). Non seulement, souligne Mª Colmon, les modes de sélection au niveau des concours d'accès aux corps de catégorie A+ (Ecole nationale d'administration et concours d'accès aux grands corps de l'Etat, qui fournissent l'essentiel du vivier pour les postes de direction dans l'administration) sont, objectivement, plus sélectifs pour les femmes que pour les hommes. Mais, insiste-t-elle longuement, « le fonctionnement même des services administratifs et surtout de leur encadrement supérieur est à l'origine d'autres blocages dans la

carrière des femmes ». A cet égard, l'auteur du rapport souligne les particularités très « masculines » de la haute fonction publique: arbitrages déséquilibrés en faveur de la vie professionnelle au détriment de la vie privée, travers très français d'une présence tardive au bureau vecue comme « un des signes extérieurs du pouvoir », parcours de carrière qui se jouent trop mécaniquement à

l'age des maternités.

G. C.

1. 15 1.52 1

### Opposer une politique volontariste à la logique des « réseaux masculins »

blique confere aux femmes et aux hommes la même vocation à occuper les emplois supérieurs. Or. les hommes sont majoritaires dans les fonctions d'encadrement (chef de bureau, sous-directeur, chef de service, directeur) qui ne sont pas accessibles par la voie d'un concours anonyme, mais par le seul fait du prince. Anne-Marie Colmou constate, dans son rapport, que seules 7,7 % de femmes occupent des postes de direction centrale, alors que leur « vivier » pourrait prétendre à mieux, avec 18% de femmes dans les grands corps et 25 % chez les administra-

Pour inverser cette tendance, M™ Colmou préconise un remède simple, délà mis en œuvre par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, « qui dispose désormais d'autant de femmes que d'atteindre un pourcentage donné,

A.

LE STATUT de la fonction pu- d'hommes aux postes de directeur d'administration centrale »: une politique de nomination volontariste. Il s'agit, selon elle, de briser la logique du fonctionnement des « réseaux masculins », constitués d'a hommes ayant travaillé ensemble au cours de leur carrière » et qui se recommandent les uns aux autres lors de la recherche d'un candidat, alors que les femmes seraient « frappées d'une forme d'invisibilite o pour avoir pris du retard dans leur déroulement de carrière,

en raison de leurs maternités. Lionel Jospin a déclaré, à l'Assemblée nationale, mardi 16 février, qu'il souhaite exerçer cette poussée volontariste » pour rééquilibrer la situation en faveur des femmes. M= Colmou propose d'opter pour un système d'« objectifs modulables et progressifs », plutot que pour des quotas : il s'agit

non d'imposer, chaque année, un nombre précis de femmes, solution qui serait dommageable en cas d'« obsence de condidate ad . hoc pour un poste donné ». En outre, il faut, selon Mª Colmou, éviter que « les femmes nommées soient regardées comme choisies faute de mieux et voient discutée leur compétence ».

SIGNES EXTÉRIEURS DU POUVOIR Mr.Colmou demande qu'un

haut fonctionnaire soit nommé, dans chaque ministère, pour assurer la promotion des femmes. Elle préconise une gestion prévisionnelle des ressources humaines, ainsi qu'une politique transparente d'affichage des vacances des postes, mesures réclamées depuis des années par tous les spécialistes de la modernisation de l'administration. Constatant que certaines

dans un délai de trois à cinq ans, et femmes se maintiennent en retrait des postes de responsabilité afin d'assumer leurs charges de famille. elle estime que la présence au ministère, à des heures tardives, est « un des signes extérieurs du pou-voir », mais aussi le « signe d'une organisation du trovail défaillante »: réunions trop longues, préparation insuffisante, organisation des débats non rigoureuse.

« Il faudrait que les hauts fonctionnaires aient quitté leurs bureaux vers 19 heures », conclut-elle. Elle ajoute qu'« un tel exemple donné par l'Etat serait d'ailleurs opportun, au moment où les entreprises privées font l'obiet de sanctions en raison des horaires excessifs des cadres », et que l'application de la semaine de travail de 35 heures doit aussi se faire dans la haute fonction pu-

COMMENTAIRE « DIFFÉRENTIALISME » DANS L'ETAT?

La cause défendue par Anne-Marie Colmou, tout comme sa démarche, sont incontestables. Au moment où le gouvernement învite le Parlement à inscrire dans la Constitution l'égal accès des hommes et des femmes, pour ce qui est des mandats et fonctions electifs, il serait temps que l'Etat applique le même principe, présent dans le préambule de la Constitution depuis... 1946, aux postes de responsabilité de la fonction publique. La position marginale des femmes à ce niveau reste un des traits caractéristiques de l'administration fran-

Cependant, Mr Colmou ajoute une argumentation surprenante. Le principe d'égalité suffirait am-

plement à sa cause. Fonder le combat sur la mise en valeur des qualités différentes dont seraient porteurs les hommes et les femmes est, en revanche, discutable. Affirmer que les femmes auraient « des aptitudes » plus grandes « au travail partenarial et collectif »; assurer que les « valeurs de genre féminin » seraient « composées notamment de force morale, d'autorité pédagogique (...), de neutralité et de solidarité » : asséner que l'esprit de « conciliation » serait propre aux femmes; plaider que la modernisation de l'Etat a besoin du « génie féminin », etc., nuit à la démonstration. Le concours anonyme, que Mª Colmou ne remet pas en question, n'est-il pas destiné, précisément, à reconnaître, sans distinction, «les talents et les mérites » de chacun et de cha-

> Gérard Courtois et Rafaële Rivais



AC . . .

- Enterior and a

A STATE OF THE STA

"Mon nom est James Dyson.

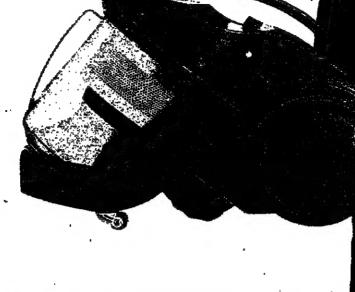
J'ai passé les vingt dernières années de ma vie à concevoir cet aspirateur révolutionnaire.

En Angleterre, le Dyson a conquis 55% du marché. En France, les ventes ont augmenté rapidement grâce au bouche à oreille, mais maintenant on veut me faire taire.

Les aspirateurs traditionnels utilisent un sac. Mais, dès la première utilisation, ses pores, bloqués par la poussière, se bouchent et la puissance d'aspiration chute. Le Dyson n'a pas

. A la place, il utilise

le Dual Cyclone™ qui sépare la poussière de l'air."



. Pas de perte d'aspiration.

Voità les faits que mes concurrents, vondrient par le brais des tribunoux, vondrient m'empêther de communiquer. Or ces faits sont vérifiés.
Vous duries donc avoir le droit de les connaître, mon?

James My

Tél : 01 45 13 13 49

www.dyson.com

ntitit
ne intrace céne cuquis i pantite,
nent,
se 13

Le texte voté par les députés n'est pas à l'ordre du jour

l'hostilité du président de la Ré-

publique Jacques Chirac, ont

conduit M. Poncelet à proposer à

ses collègues de réexaminer la

question ultérieurement. Le sujet

a été évoqué en commission des

affaires étrangères, jeudi 11 fé-

vrier, lors d'une audition du mi-

nistre des affaires étrangères, Hu-

bert Védrine, qui a émis des

réserves. En fin de semaine, on

semblait s'acheminer vers l'ins-

cription du texte, M. de Rohan es-

timant que le Sénat n'a pas à

prendre à son compte le refus que

le gouvernement n'exprime pas

Se disant a priori favorable à ce

que son groupe ne participe pas

au vote, M. de Rohan renvoyalt la

responsabilité de cette affaire au

« manque d'autorité » du premier

ministre sur sa majorité. « Jamais

un tel texte ne serait arrivé sur le

bureau de l'Assemblée du temps de

Mitterrand I », dit-il. « Le gouver-

nement aurait été sage de prendre

ses responsabilités au début du pro-

cessus », renchérissait M. Larché.

Mardi 16 février, après l'annonce

de la capture du dirigeant kurde

Abdullah Öcalan (lire pages 2 et 3),

nul ne s'est risqué à évoquer le su-

jet lors de la conférence des prési-

dents du Sénat.

« LA FRANCE reconnaît publi- des lois, Jacques Larché (Républiquement le génocide arménien de 1915. » L'article unique de la pro-position de loi, d'origine socia-selin de Rohan, qui a fait état de liste, que l'Assemblée nationale a adoptée à l'unanimité le 29 mai 1998, est devenu un « brûlot » parlementaire. L'embarras du gouvernement, redoutant les incidences que cette promesse de campagne de Lione: Jospin pouvait avoir sur les relations entre la France et la Turquie, est aujourd'hul partagé par le Sénat. Pour le gouvernement, en effet, relève des « niches » laissées à la disposition des deux assemblées du Parlement, et non de l'ordre du

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, Jean-Pierre Masseret, avait pourtant affirmé que la proposition suivalt son cours au Sénat. « Soyez rassurés et. entre nous, pas de mauvaise polémique i », avait-il dit aux députés. Las ! Le 16 décembre, à l'Assemblée nationale, le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, se bornait à constater que le Sénat disposait de « la possibilité d'inscrire à son ordre du jour complémentaire [séance mensuelle réservée à un ordre du jour fixé par chaque Assemblée] le texte voté par l'Assemblée nationale ».

« MANQUE D'AUTORITÉ »

Le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), a écrit au premier ministre, Lionel Jospin, pour lui demander de préciser ses intentions. Son courrier est resté sans réponse. Le 2 février, il indiquait qu'il comptait « réécrire [à M. Iospin] avant de prendre une décision ». En conférence des présidents (qui réunit les chefs des groupes parlementaires), M. Poncelet s'était montré prêt à répondre favorablement a la de mande d'inscription émanant de la présidente du groupe communiste, Hélène Luc. « Calquant » sa position sur celle du gouvernement, le groupe socialiste avait décidé, lui, de ne pas présenter une telle demande, mais de laisser la possibilité à chacun de ses membres de s'exprimer à titre individuel. Parmi ceux-ci. Guv Allouche (Nord) « ne comprend pas pourquoi le gouvernement, qui a laissé faire à l'Assemblée nationale, bloque au Sénat \*.

Les réserves des présidents de la commission des affaires étrangères, Xavier de Villepin (Union centriste), et de la commission

# Reconnaissance du génocide M. Pierret accepte des retouches au projet libéralisant le marché de l'électricité

Le gouvernement compte sur l'abstention des députés communistes

L'Assemblée nationale a commencé, mardi 16 février, l'examen du projet de loi ouvrant à la concurrence le secteur de l'électricité, Face aux réticences des députés s'apprête à leur faire des concessions.

communistes, qui ont maintenu le suspense sur leurs intentions pour le vote du 2 mars, le gouvernement

FACE à la menace du groupe communiste de l'Assemblée de voter contre le projet de loi transposant la directive européenne d'ouverture à la concurrence du secteur de l'électricité, le cabinet du secrétaire d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, a fouillé... dans les archives du ministère. Les conseillers de M. Pierret ont fini par y dénicher quelques citations de Marcel Paul, ministre communiste nommé par le général de Gaulle, et chargé, en 1946, du programme de nationalisation du secteur électrique. Présentant son texte à la tribune

de l'Assemblée, mardi 16 février, M. Pierret n'a pas lésiné : aux allusions répétées à son lointain prédécesseur qui, « le mercredi 27 mars 1946, (...) évoquait l'œuvre du Conseil national de la Résistance, regroupant tous les grands partis, tous les mouvements de résistance et les grandes centrales ouvrières », il a ajouté d'autres clins d'œil appuyés à destination des élus communistes. « EDF continue, EDF reste et restera une entreprise publique, EDF a vocation à rester à 100 % publique », a-til martelé, après avoir mis en garde les mêmes interlocuteurs : « Refuser ce projet de loi, ce ne serait pas défendre une conception plus exigeante du service public de l'électricité: ce serait grever, obérer. hypothéquer son développement ! Ne nous trompons pas d'enjeu : voter contre ce texte, ce serait porter un rude coup au

l'hémicycle un dialogue - à peine interrompu par le rejet de l'exception d'irrecevabilité défendue par François Goulard (DL, Morbihan) commencé le matin même, lors de son audition devant le groupe présidé par Alain Bocquet. Si le député du Nord a préféré maintenir le suspense sur la décision finale de ses troupes jusqu'au 2 mars, jour du vote solennel sur le texte gouvernemental, les bookmakers de la gauche « plurielle » pariaient, jeudi, sur l'abstention de la plupart des élus PCF. « Il y a des compromis qui peuvent se faire comme dans toute discussion parlementaire », avait estimé M. Bocquet, dans l'après-midi, en relevant que M. Pierret s'était montré « ouvert ». Faisant part, en fin de soirée, de l'impossibilité de la Gauche socialiste d'aller au-delà de la position arrêtée par le PCF, Yann Galut (PS, Cher) envisageait sérieu-

sement de s'abstenir. Les avancées obtenues par les communistes concernent tant le service public que l'organisation du marché de l'électricité. Les efforts porteront sur les clients les plus démunis. Des évolutions pourraient être apportées sur le système d'aide aux personnes en situation de précarité, avec la possibilité d'une tarification spéciale dite de première nécessité. Les pouvoirs publics retiendraient également l'idée de créer un observatoire national du service public qui serait chargé de veiller à l'application des missions

tion devrait être apportée concernant la vente de courant. Celle-ci serait réservée aux compagnies productrices, écartant ainsi toute possibilité de voir arriver sur le marché des « grossistes qui n'auraient pas d'autre activité que d'acheter de l'électricité pour la revendre oux ctients éligibles », a expliqué André Lajoinie, président (PCF) de la commission de la pro-

S'agissant de la durée des contrats de fourniture de courant entre les producteurs et les clients, et pour éviter que ces derniers passent d'un fournisseur à l'autre, au risque de désorganiser le marché de la production électrique - en particulier celui d'EDF -, les députés PCFdemandent que les contrats d'approvisionnement respectent une certaine durée, pouvant aller jusqu'à cinq ans. « Sinon, c'est la planification qui sera mise en cause», affirme le porte-parole du groupe, Claude Billard (Val-de-Marne). De même, les élus communistes s'opposent à l'obligation faite à EDF d'acheter l'électricité produite par les centrales à cogénération de ses concurrents privés. Avant l'ouverture du débat, la CGT avait rassemblé à Paris plusieurs milliers d'électriciens, gaziers et mineurs, contre le projet de loi, en réclamant un « service public nationa-

Dominique Gallois et Jean-Baptiste de Montvalon

### La réforme de leur assurancechômage inquiète les intermittents du spectacle

LES RÉALISATEURS, techniciens, ouvriers de la r oduction cinématographique et udiovisuelle ont l'impression d'as ister depuis peu à la rediffusion : un mauvais film: leur régime spe ffique d'indemnisation du chôns ge, régi par les annexes 8 et 10 de l'Unedic, est une fois de plus dan la ligne de mire du patronat.

Depuis la création de ces annexes, dans les année: 60, les intermittents bénéficient de 1 prestations d'assurance-chômage à partir de 507 heures travaillée 'sur douze mois (3 mois à 39 he ares par semaine) contre 676 heures sur hult mois dans le régime énéral. Estimant que le « rôle de 'Unedic n'est pas de fournir un RM pour les artistes », le Medef, qui p éside actuellement l'Unedic, demande régulièrement, depuis sir ans, une renégociation de ces unexes et la réduction de 50 %, en 20is ans, du déficit de leur gestion ( . milliards de francs en 1997).

Le 20 janvier, un protocole d'accord, modifiant l'anne a 8 de l'Unedic, a été signé, sans concertation et sous la pression du patronat, par le Medef - en accord av c la Fédération des employeurs lu spectacle vivant, du cinéma et le l'audiovisuel - et par quatr : syndicats (CFDT, CFTC, CGC, 1 9). La CGT, seule centrale réellem at représentative des salariés de la árofession, a refusé de signer cet accord.

Parmi les nouvelles dispositions adoptées, la modificat on du calcul de l'indemnité, à parti des salaires réellement perçus et non plus en fonction des minima conventionnels de la convention bllective nationale du cinéma, e t ce qui inquiète le plus les inten littents. Sans avoir fait l'objet d'aux me négociation ni d'aucune évaiu tion des services de l'Unedic, e e revient à abaisser les indemnisations de professionnels qui travai ent souvent nels, en raison même le la dérégulation accélérée du se teur. « D'un seul trait de plume, les plus mai payés d'entre nous - technic ens, réalisateurs, souvent d'un cin ma indépendant, plus fragile - vor voir leur indemnisation baisser de 30 % à 50 %, explique le réalisate ir Bertrand Boutiller. A très court rme, ce sont tous ces films que nous 😢 ferons plus et que nous ne verrons lus. »

OPÉRATIONS « COUP DA POING » Paradoxalement, le brotocole signé le 20 janvier prévo:t aussi l'augmentation d'allocatair 5 potentiels par l'introduction de nouvelles listes. de fonctions dans l'appeae 8 comme celles de « tesponsable d'unité de programm. », de « traducteur » ou de «1 iléphoniste d'émission » - n'ayant len de spécifique à la production inématographique et audiovisuelle. Percue comme « une destruction systématique du travail perma ent, dans un secteur où èl'intermitte: se va devenir la règle », cette mesur contredit le principe des économie : annoncées. « L'objectif est de faire exploser l'annexe 8 en démontrant, ors de la renégociation du cadr général de l'Unedic, à la fin de l' nnée, que le défict s'est creusé, anal se Anita Perez, du Syndicat national des réalisateurs et techniciens CGT. Cette logique, qui vise à noi : exclure du champ de l'assurance chômage interprofessionnelle, met .: 1 cause notre statut de salariés pour ous transformer en travailleurs inde pendants. »

- - 251.413

44

A l'automne 1996, le tentative de modification des anr exes 8 et 10 avait entraîné un co dit de plusieurs mois entre le travailleurs précaires du spectacle vivant et de l'audiovisuel et les rep ésentants du patronat. Il avait été n irqué par de nombreuses manife ations, occupations de lieux pu lics et interventions « coup de p. ing » sur les chaînes de télévision. / l'appel de la CGT et d'autres syn.licats autonomes, les intermittert 3 devaient se réunir, jeudi 18 févri i, devant le siège du Medef, po r tenter de convaincre la commis ion paritaire de l'Unedic de s'oppor fr à la transcription du protoce le d'accord signé le 20 janvier : ans les an-

Alexar dre Garcia

### La dérive extrémiste d'Antoine Waechter

UNE EXTRÊME CONFUSION règne dans les rangs du groupuscule écologiste, le Mouvement écologiste indépendant (MEI) dont le fondateur, Antoine Waechter, est soupçonné de dérive extrémiste. Son accusateur, Bruno Duval, un des quatre vice-présidents, aurait crétaire national. Cette exclusion est toutefois démentie par la présidente du parti, Gene-

Enfin, l'homme par qui le trouble est arrivé, l'écologiste Edward Goldsmith, frère du milliardaire Jimmy Goldsmith aujourd'hui décédé, qui devait participer à la liste du MEI aux élections européennes et contribuer à son financement, a annoncé, mardi 16 février, que finalement ce projet n'était plus dans « ses intentions ». Exit donc la poule aux œufs d'or pour le mouvement. Restent les accusations portées à l'encontre

de M. Waechter. L'affaire remonte à l'automne quand, seion M™ Andueza, M. Jaccaud lui propose de contacter M. Goldsmith en vue de solliciter son soutien. Celui-ci, auteur de nombreux livres et directeur d'une revue, The

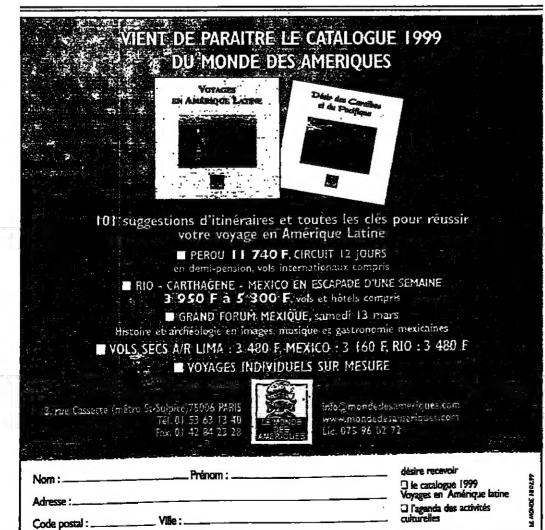
Ecologist, jouit d'une notoriété dont M™ Andueza souhaite faire profiter son parti. En fait, les événements vont quelque peu lui échap-per. Juste avant l'assemblée générale du 6 février, qui devait désigner la tête de liste aux européennes, un marché lui est proposé par termédiaire de M. Goldsmith, Laurent Ozon. D'après ce dernier, M. Goldsmith accepterait d'apporter son soutien au MEI si M. Waechter était désigné tête de liste. Un marché inacceptable pour la présidente. L'assemblée générale en décide autrement et, au deuxième tour du scrutin, M. Waechter est choisi. Cette élection

marque le début de la crise. Les premiers à pointer du doigt M. Waechter sont les représentant du parti fédéraliste, allié au MEI lors des élections régionales de mars 1998. Ceux-ci annoncent fin décembre, qu'ils rompent leur alliance et dénoncent « les positions "racialistes" d'Edward Goldsmith, qui sont proches de celles du groupe français Grece ». M™ Andueza et M. Duval menent chacun de leur côté leur enquête sur MM. Goldsmith et Ozon. Ils découvrent que

tous deux fréquentent assidûment la Nouvelle Droite et le Grece d'Alain de Benoist : participation à des colloques et même à une université d'été pour M. Ozon ; publication d'articles dans les revues Eléments ou Krisis; invitations régulières de M. de Benoist aux rencontres de revue Le Recours aux forêts, animées par M. Ozon.

Ils s'apercoivent également que M. Waechter accorde, depuis plusieurs années, des entretiens aux publications de M. Ozon ou à celle de M. de Benoist et qu'il a accepté, malgré leur mise en garde, de participer à une réunion de l'association de M. Ozon fin Janvier. Interrogé, M. Waechter explique qu'il π'a pas pour habitude de refuser une invitation ou un entretien. Pour dénoncer la dérive de M. Waechter, ses deux opposants s'appuient enfin sur des analyses du spécialiste de la Nouvelle Droite, Pierre-André Taguieff, selon lesquelles M. de Benoist cherche, depuis 1993, une expression politique, via l'écologie.

Christiane Chombeau



### Le Medef veut peser de tout son poids sur la deuxième loi sur les 35 heures

LE MEDEF a confirmé, mardi 16 février, qu'il présentera, à la mi-mars, ses propositions sur la façon dont la seconde loi sur les 35 heures, « devrait être conçue ». « Les 35 heures viendront du secteur marchand. soumis à la concurrence et à la bonne gestion », a insisté son président, Ernest-Antoine Seillière, qui juge « particulièrement intolérable » de voir « la fonction publique donner des conseils sur la manière de travailler » au moment où des rapports laissent à penser que celle-ci « reste à l'abri d'un monopole, animée par la mauvaise gestion et le laxisme ». M. Seillière s'est aussi prononcé contre « l'élargissement à 6 millions de Français de la gratuité totale des soins » avec le projet de couverture maladie universelle, déplorant qu'« encore une fois » se mette en place « une sorte de régime d'assistanat plus favorable que le régime du travail ». Le Medef a renouvelé les menaces de se retirer de la Caisse nationale d'assurance-maladie si les instances de cette caisse n'indiquaient pas « les voies stratégiques du rétablissement de la gestion ».

### La réforme de l'audiovisuel absente du calendrier du Parlement

DANIEL VAILLANT, ministre des relations avec le Parlement, a confirmé, mardi 16 février, que le projet de loi réformant le secteur audiovisuel n'est pas inscrit à l'ordre du jour du calendrier prévisionnel de l'Assemblée jusqu'à la fin de la session ordinaire. « A ce stade, la réforme de l'audiovisuel n'est pas inscrite (...). Tant que l'exercice de concertation, de bouclage, n'est pas terminé nous, ne l'inscrivons pas », a-t-il expliqué, affirmant que la ministre de la culture, Catherine Trautmann, « considère qu'elle a encore un travail à faire » (Le Monde du 16 février 1999). « Si cette discussion était achevée et que, politiquement, on puisse faire l'inscription, alors ce pourrait être pour le dewième semestre de 1999 », a-t-il ajouté. Au ministère de la culture et de la communication, on n'excluait pas, mardi, que le projet de réforme puisse être présenté en conseil des ministres avant les élections européennes de juin.

1.5

\* For 20, 20 10

AMOUNT OF THE PARTY OF THE PART

Manager La

- 12 m

The same of the same of the same of

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF

A STATE OF S

La del Maria de La companya del companya del companya de la compan

وير دور تو پستشدد صحفه

The service of the se

ラッシュギーが ロー・

Martin Company

the first of the second

the second regarder of the second

the state operation in the

The second of the second

Market the the second and the

MARIAN MARIE

FT THE THE SHE SHE WAS A SHE IN THE

The state of the s

THE RESERVE

الراكات المتعارية والوالم المهي Section in the second

Barton Carlona and Carlon Comment

To be the second

**基金等的 中心** 

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The Market Street

The second second

المراز المتام وفائد المتاكين والمتاكلين والمتاكلين والمتا

الرواز والرواز والكوسية وهي معقود 🌉 Pagadie 💎 Grandina (1994 – 1994) Company of the second

BATH STAFF

Pour l'ancien directeur général de la santé, la décision d'augmenter les prélèvements dans les prisons en 1984 a été une « catastrophe ». La mauvaise information des ministres par leurs cabinets a été une nouvelle fois soulignée lors de débats mieux dirigés par le président Le Gunehec

LES TROIS JOURS de repos, la communauté médicale, avait été comme les juges parlementaires, ont porté conseil. Mardi 15 février, la Cour de justice de la République s'offre un président, semble-t-il, transformé. Un président qui préside, sans trop gaffer. Et qui expose un dossier qu'il paraît avoir travaillé. Sans tarder, Christian Le Gunehec fait donc entrer le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé.

En 1992, alors qu'il écopait, dans le « premier procès du sang », d'une condamnation à quatre aus de prison avec sursis pour « nonassistance à personne en danger » (ramenés à trois ans en appel), Jacques Roux avait été soutenu par le Parti communiste français, dont il était membre du comité central. «Le condamner, entendait-on, c'est tenter de protéger les trois ministres concernés. »

. SOUS-ESTIMATION TOTALE > Mais les temps ont peut-être

changé. « J'ai été sévère pour les gens du cabinet, dira bientôt Jacques Roux, pas pour les ministres. » L'ancien président de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soixante-seize ans, se dit d'abord « saturé ». Comme les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain, il a été deux fois jugé, deux fois condamné, à nouveau mis en examen « au mépris de l'autorité de la chose jugée »... Il accepte de témoigner, mais sans préter serment.

Ce professeur à l'œil malin et aux allures de médecin de famille, qui a porté son cartable à la barre, est l'ancien haut fonctionnaire qui signa la circulaire du 20 juin 1983 préconisant la sélection chez les donneurs de sang. «La première circulaire officielle ou monde », ditil. concernant ce suiet. « l'ai été agoni d'injures, traité de fasciste. » Il explique combien la mesure, par

mal ressentie : « Le sida était sousestimé. On ne comptait, en France, qu'une quinzaine de cas. Beaucoup disalent que c'était une histoire qui concernait les homos parisiens. »

Et de taper, direct, dans la fourmilière: « En janvier 1984, la directrice de l'administration pénitentiaire (NDLR: Myriam Ezratty) a émis une circulaire qui allait directement contre la mienne en autorisant jusqu'à cinq prélèvements par détenu et par an. Ca a été la catastrophe. J'en ai beaucoup voulu à Me Ezratty, devenue par la suite première présidente de la Cour d'appel de Paris, parce que celle-ci

n'a jamois dit la vérité.» Décidément, depuis quelques jours, devant la Cour, le nom de M™ Ezratty se fait récurrent. Le président Le Gunehec, en homme de justice courtois, tente une explication. Concernant « cette décision intempestive », « on peut supposer que la directrice de l'administration péni-

tentiaire ait été mal informée ». Il s'interroge : ne pouvait-on suspendre, par un arrêté interministériel, les collectes dans les prisons (qui ont représenté 0,37 % des dons seulement en 1985, mais 25 % des contaminations)? Réponse du professeur, sans appel: « Il a été refusé par le ministère de

ia justice. \* Et si l'on insiste : « La chancellerie n'a pas donné suite. » A défaut d'avoir jamais instruit sur son éventuelle responsabilité dans l'affaire du sang contaminé, la justice passe donc au morceau de choix - la mise en place du dépistage systématique - dont elle est saisie. Le professeur Roux ne

nie pas: « Nous avons retardé (le test Abbot) de quinze jours. Mais nous avions les motifs pour faire pression! » Il mentionne des doutes sur la fiabilité du test américain - « La Croix-Rouge avait choisi Diagnostics Pasteur depuis mars 1985 » -, il évoque la nécessité de ne pas avoir sur le marché

Jyune Rouy,

16 FEURLER 99

« un test hégémonique » et il stigmatise plus généralement la concurrence commerciale, notamment aux Etats-Unis où le test français eut des difficultés à obtenir son agrément. Et d'affirmer : \* Abbot menait une propagande invraisemblable. Ils ont même, par un intermédiaire, essayé de m'ache-

Peu troublé par les événements qui ont précédé l'annonce par le premier ministre Laurent Fabius du dépistage systématique, le professeur, en revanche, fait part de sa « surprise » quant à l'attitude de son ministère de tutelle d'alors, les affaires sociales, chargé de mettre en œuvre financièrement la mesure et où semblait régner, selon lui, « une sous-estimation totale de la situation ». «Le cabinet de Me Dufoix n'était pas du tout pressé de prendre les décisions [qui s'imposaient], estime-t-il. S'il y a eu retard, c'est à ce moment-là qu'il a eu lieu. » « Baudry (NDLR : conseiller technique en charge des questions d'assurance-maladie) bioquait systématiquement les cré-

« UNE MEMBRANE IMPERMÉABLE »

Puis l'audience se perd dans un conflit « mémoire contre mémoire », selon l'expression de Georgina Dufoix, où il est question d'une réunion, en juillet 1985, entre l'ancien haut fonctionnaire et l'ancienne ministre des affaires sociales. « J'ai eu l'impression gu'elle était au courant, mais que le problème du sida ne l'intéressait pas », affirme Jacques Roux. Georgina Dufoix sourit, conteste l'entrevue. « Je ne nie pas qu'à chaque mesure, il y a un besoin d'évaluer un coût, dit-elle. Mais jamais ces problèmes de coût n'ont été un frein, ni pour le dépistage, ni pour le chauf-

gé. Alors, avant que Jean-François Girard, successeur de Jacques Roux, et Jean de Rervasdoué, an-Nouveau rejet

### de parties civiles

guement, autour des dénositions

des docteurs François Pinon et

Jacques Leibowitch, puis du doc-

teur Jean-Baptiste Brunet (lire ci-

dessous). Les ministres, attentifs.

paraissent éloignés. Laurent Fa-

bius, surtout, n'est jamais interro-

Une quinzaine d'avocats de victimes de l'affaire du sans contaminé out teuté, en vain, mardi 16 février, de se constituer partie civile devant la Cour de justice dé la République. Comme il l'avait déjà fait mardi 9, à l'ouverture du procès, en rejetant une demande de l'Association française des hémophiles, le président Christian Le Gunehec a repoussé, en vertu de ses « pouvoirs de police », la demande formulée par Me François Honnorat, conseil de l'Assoclation française des transfusés.

Le procureur général, Jean-Prançois Burgelin, a appuyé la position du président en soulianant que le Conseil constitutionnel avait déjà validé l'interdiction pour les victimes de se constituer partie civile contenue dans la loi organique ayant instauré, en 1993, la Cour de Justice.

cien directeur des Höpitaux de Paris, ne témoignent tous deux de l'absence de « sentiment d'urgence » ou de « drame », telle qu'ils l'avaient vécue à l'époque, Marie-Thérèse Pierre, ancienne adininte du directeur général de la santé, est interpellée sur sa lettre du 10 mai 1985, dans laquelle elle indiquait que, « parallèlement au dépistage systématique », le chauffage des produits antihémophiliques devenait une « nécessité ur-

« Vous l'avez envoyée au mi nistre?, demande le procureur généval. – je ľai envoyée selon la formule "Pour le ministre, à l'intention de son conseiller", en l'occurrence, M. Weisselberg. - Yous pensez que le ministre o d0 en prendre connaissance? - le ne sais pas comment fonctionne un cabinet. Normalement. oui! >>

« Je n'ai pas eu personnellement connaissance de cette note », répond Edmond Hervé, qui explique qu'il a été saisi par son conseiller de la seule question du dépistage et non de celle du chauffage. Quelques beures auparavant, l'avocat général Roger Lucas avait résumé : « La faute essentielle des ministres est qu'ils ont laissé se forger un écran avec un entourage rapproché avi a fonctionné comme une membrane imperméable, qui a fait que les informations techniques ont été bloquées au niveau des cabinets. »

> Jean-Michel Dumay Dessin : Noëlle Herrenschmidt

### « Ce n'est pas une faute politique, c'est un crime », témoigne une femme contaminée

FLLE PARLE, ils regardent. Impassibles, ils ne la quittent pas des yeux. Sylvie Rouy, trente-cing ans, l'une des sept victimes dont la Cour de justice a retenu la plainte, a frôlé les ministres, quitté sa chaise roulante, s'est installée devant la barre des témoins. Elle lit un texte. « Pour moi, le moment est important. Allongée sur un lit d'hôpital, j'ai revu plusieurs fois le film de ma vie. »

Le 2 août 1985, lors de son premier accou-A chement, cette jeune femme blonde au visage rond, actuellement sous trithérapie, a été contaminée par le virus du sida à la suite d'une transfusion - « qui n'était pas vitale » -. reçue en raison d'une légère anémie (Le Monde du 9 février). « Mon fils se sent responsable de tout ça », prévient-elle. Et pour lui, ces premiers mots: « Tu vois, ce n'est pas toi qui es sur le banc des accusés. »

Elle a tout noté, tout consigné. Les dates, les lieux, le numéro des lots. La poche 10558, son malheur: le sang d'un donneur séropositif prélevé le 13 juillet 1985, par une équipe mobile de transfusion, à Ferrières (Loiret). «Le plasma a été mélangé à un pool nº 8047229, de huit donneurs. Il y a eu un test pour la syphilis, l'hépatite B. Pas pour le VIH [virus de l'immunodéficience humaine]. Le PTS (poste de transfusion sanguine] de Montargis n'avait pas les moyens d'effectuer ce dépistage. Il n'y a donc pas de faute, à mon sens, de la part du PTS », précise-t-elle. Le produit a ensuite cheminé jusqu'à l'hôpital d'Evry, où Sylvie Rouy a ac-

Le 1s août 1985, la veille de son accouchement, le dépistage du virus du sida chez les donneurs de sang a été rendu obligatoire, conformément à la décision du premier ministre, Laurent Fabius, annoncée le 19 juin à l'Assemblée nationale. Cependant, lors de sa mise en cenvre, personne, tant au niveau administratif que médical, ne songea à ordonner soit la destruction, soit la vérification des stocks existants. Elle regarde Laurent Fabius: «Ce n'est pas une faute politique, c'est un

Elle dit ensuite les courriers. Un responsable transfusionnel lui a expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une erreur, qu'elle avait été transfusée avec les demiers lots de sang non testé. Il a écrit : « Nous nous sentons humainement responsables. » Elle commente : « M Dufoix (alors ministre des affaires sociales) ne pourro qu'apprécier. Pas fautif, pas coupable. » Elle se

raidit : « Si ce n'est pas une erreur, c'est donc volontaire. C'est criminel ! » Et elle saisit les trois prévenus : « Mª Dufoix, M. Hervé, (alors secrétaire d'Etat à la santé), M. Fabius, pourriez-vous aujourd'hui me dire que vous ignoriez que l'Organisation mondiale de la santé recommandait le dépistage systématique? Je suis victime de l'affairisme commercial. »

Alors, à Laurent Fabius : « Il étuit le complice de la mafia du sang dominée par les vampires de la médecine. Votre défense me fait penser à celle de Papon. Vous voulez vous faire passer pour un incompris. Vous rèvez d'être encore pré-sident de la République. Vous attendez que cette cour vous acquitte. Je n'ai aucune haine contre vous, mais je ne veux pas de votre compassion. " Puis à Georgina Duroix : « Vous placez devant vous comme un bouclier votre Dieu. » Et à Edmond Hervé: « Vous êtes enfermé dans vos certitudes. » Elle précise avoir été surveillante de prison. « Ne vous sentez-vous pas coupable de tautes les collectes dans les prisons? » Elle termine, face aux juges : « Avant de vous pronon-cer, pensez à Sylvie Rouy et à ces centaines d'yeux qui vous regardent au-delà de la mort. »

« Nous sommes tous ici solidaires devant voire souffrance », reprend le procureur général Jean-François Burgelin, qui invite les ministres à parier. Laurent Fabius se lève, grave. «Il n'y a pas de commentaire à faire devant cette souffrance profonde. L'objet de ce procès est de finire apparaître la réalité des causes et des responsabilités (...) pour que chacun puisse être juge de la vérité». Georgina Dufoix répond : « Il est juste que ce qui se dit soit dit en votre présence. » Elle explique avoir été « uttentive », avoir agi en ministre, c'est-à-dire « en serviteur ». « J'espère que la Cour comprendra [elle se reprend, se tourne vers Sylvie Rouy), que vous comprendrez (...). Votre présence et votre souffrance sont présentes en moi. Je me rends compte combien c'est difficile de pouvoir expliquer. «

Edmond Hervé se lève à son tour, voix tendue: « Je vis tous les jours avec ce drame. En août 1986, f'ai accompagné ma mère pendant des heures et des heures sur le chemin de la mort. Elle disparaissait à la suite d'une transfusion sanguine qui lui avait communiqué l'hé-

patite C. » Deux infirmiers emmènent Sylvie Rouy. Tandis que sur les bancs du public bruit la colère de victimes, que la peine de ceux qu'ils pennent pour responsables indiffère.

J.-M. Dy

### Trois experts reviennent sur les stratégies préventives qui s'offraient aux pouvoirs publics

A LA FIN de 1984, grace à des ou feu, on n'attend pas que les juin 1983, au tisque de jeter aux seaux soient disponibles. » orties la forte mesure de préventechnique de l'immunofluorescence, mise au point par le docteur Jacques Leibowitch, le docteur François Pinon, de l'hôpital Cochin, mettait en évidence deux données alarmantes : sur mille donneurs de sang parisiens, cinq se révélaient séropositifs ; et chaque receveur de sang d'un tionneur positif était également testé positif, établissant un lien de contamination certain entre

donneurs et téceveurs. « Dès lors, explique le docteur Pinon, mardi 16 février à la barre des témoins, nous, responsables de la transfusion sanguine, étions convaincus de la nécessité d'un dépistage biologique. » Il était ainsi possible, dit-on, de développer en petites quantités ces tests par immunofluorescence. « Mais partout, on nous disait qu'un test [NDLR : industriel] était en cours. l'ai eu l'impression qu'on voulait termes que son prédécesseur, gagner du temps. Or quand on crie l'inefficacité de la circulaire de

Convaincu, par son enquête, de l'inefficacité de la circulaire du 20 juin 1983 préconisant la sélection chez les donneurs de sang, ce médecin estime donc logiquement que « la responsabilité de l'absence de dépistage biologique est grave, si on pouvait le faire ». Aussi, il qualifie de « parapluie administratif » la mesure qui consista, en janvier 1985, à rappeler seulement à l'ordre la communauté transfusionnelle aux dispositions de 1983.

RAGOTS DE LABORATOIRE

Transparents et rétroprojecteur à l'appui, pointeur lomineux en main, le docteur Leibowitch embraie lui aussi sur cette évidence: les contaminations posttransfusionnelles ont chuté après la mise en place du dépistage. Et de souligner, dans les mêmes

tion que constituait la sélection chez les donneurs de sang, comme en attestent les comparaisons internationales, dans les pays qui surent appliquer la me-

· Puis, cédant à un régiement de comptes à peine masqué, genre ragots de laboratoire, le docteur Leibowitch épingle ceux qu'il nomme les «Mousquetaires conseillers » de la santé: le professeur Willy Rozenbaum, dont il évoque la rémunération d'auteur liée à sa codécouverte du virus du sida, le docteur Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé (alors secrétaire d'Etat à la santé), accusé d'avoir empêché une iournaliste de télévision de faire son travail, et le docteur Jean-Baptiste Brunet, épidémiologiste en charge du sida à la direction générale de la santé.

Mais, la défense de Laurent Fa-

rête un instant sur le cas de ce témoin remuant, qui se reconnaît sans fard « expert-consultant » de la société Abbott et qui s'indigne du peu d'écho donné à ses cris d'alarme au premier semestre

LE CALME ET LA TEMPÈTE

Des cris d'alarme? Au congrès d'hématologie de mai 1985 à Bordeaux, notent les avocats, les travaux de l'enquête Cochin sont présentés sur un poster par une « collaboratrice ». Nulle communication. Et en juillet 1985, dans L'Express, le docteur Leibowitch estimait qu'il n'était pas nécessaire d'informer les donneurs séropositifs s'ils ne le demandaient pas. « Et la propagation des contaminutions? », demande Mª Michel Zaoui.

Le calme suit la tempête. Jean-Baptiste Brunet, en épidémiologiste, évoque la complexité et la difficulté à élaborer des stratébius (alors premier ministre)s'ar- gies de prévention. Tenu au cou-

rant de l'évolution de l'enquête du docteur Pinon, le docteur Brunet a retransmis ces informations à la commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS) qui, le 7 mars 1985, a organisé un groupe de travail sur les risques transfusionnels, sous la direction du docteur Habibi, un sousgroupe étant plus spécifiquement chargé de la validation des tests. Son rapport sera remis fin mai au

cabinet d'Edmond Hervé. Le 12 mars, Jean-Baptiste Brunet a transmis au directeur général de la santé, Jacques Roux, une note indiquant que statistiquement il était « probable que tous les lots [de produits antihémophiliques] étaient contaminés ». Il explique: « Nous savions déjà depuis longtemps que la technique du poolage présentait ce type de risques. Ce qui a évolué, c'est la prise de conscience progressive du danger. »

Puis il indique comment, selon lui, il n'était pas totalement dé-

lutte contre la transmission du sida par transfusion, comme au Danemark, qui ne reposait pas sur l'utilisation de tests (avec mesures en amont de la transfusion. sélection stricte des donneurs, chauffage des produits antihémophiliques). Il sait que le propos a pu être jugé « provocant », mais il rappelle que le sida transfusionnel représentait 3 à 4 % des contaminations en 1985 (1 % aujourd'hui) et que le mode essentiel de transmission était et reste vénérien. « Si une stratégie globale avait été adoptée [portant sur l'usage du préservatif et des seringues], on n'en serait pas ià. »

« Ça fait dix-sept ans que je travaille sur cette maladie. Je n'arriverai jamais à dire que ça s'est bien passé », conclut-îl. Et puis: « j'ai été choque par les reconstructions permanentes, les

J.-M. Dy.

il ne t ain-(SUD) D, nee ouxuguis in pa-

### SOCIÉTÉ

LOGEMENTUne circulaire publiée au *Journal officiel* du 17 février précise les conditions de mise en œuvre de la réforme de la procédure d'expulsion locative prévue par la loi

contre les exclusions. L'objectif consiste à aider les locataires en difficulté à apurer leur dette avant la décision judiciaire d'expulsion. • LES PRÉFETS sont chargés d'organiser

des mesures préventives avant toute assignation devant le tribunal. 

LES JUGES D'INSTANCE, qui ne pouvaient jusqu'à présent que constater la résiliation du bail, peuvent accorder des

délais de paiement. ● DES ASSOCIA-TIONS participent déjà, comme à Bordeaux, à des dispositifs permettant d'empêcher les expulsions dans deux cas sur trois. • LA LOI contre les ex-

dusions comprend une cinquantaine de mesures sur le logement : réforme des procédures d'attribution des logements sociaux, réquisitions et lutte contre le saturnisme.

# De nouvelles dispositions protègent les locataires contre les expulsions

Une des plus importantes mesures sur le logement contenues dans la loi contre les exclusions est entrée en vigueur. Elle vise à prévenir les expulsions, qui ont touché 88 000 locataires en 1997, en les aidant à apurer leur dette

DEPUIS le vote de la loi contre les exclusions, les locataires menacés d'expulsion bénéficient d'une meilleure protection. Neuf articles de la loi du 29 iuillet 1998 sont consacrés à la prévention des expulsions locatives, ces dernières représentant 82 % des affaires introduites par les bailleurs - propriétaires privés ou organismes HLM - devant les tribunaux d'instance. Une circulaire adressée aux préfets, publiée au Journal officiel du mercredi 17 février, détaille la mise en œuvre de la nouvelle pro-

Chaque année, 250 000 à 300 000 « commandements à payer » sont délivrés par les huissiers. En 1997, 113 000 procédures ont été engagées pour impayés de loyer, selon le ministère de la justice. Quant au nombre des locataires en situation d'impayé d'au moins deux mois. il était de 325 000, dont 211 000 dans le parc HLM, selon la dernière enquête sur le logement réalisée par l'Insee

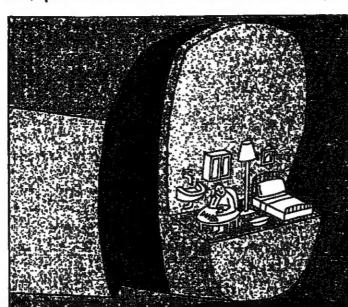
La loi contre l'exclusion impose désormais aux préfets et aux bailleurs d'activer un dispositif de prévention entre la première alerte - le commandement à payer - et l'assignation du locataire devant le tribunal d'instance. A tous les stades de la procédure, le nouveau texte renforce le pou-

voir des juges d'accorder des délais pour apurer la dette locative. Deux mois doivent désormais obligatoirement séparer l'envoi du commandement à payer de l'assignation au tribunal. En outre, un délai incompressible de deux mois supplémentaires « minimum » est également imposé entre l'assignation et la décision du juge. Enfin, à l'audience, le juge peut, désormais, accorder de nouveaux délais supplémentaires sans suspension

\* SOLUTION AMIABLE >

Avant le vote de la loi, pour obtenir des délais, le locataire faisant l'objet d'un commandement à payer devait lui-même, et à ses frais, saisir le juge d'instance dans les deux mois. Faute de quoi, la procédure suivait son cours. Or une infime minorité - moins de 2 % en 1996 - saisissait cette opportunité, l'absence d'information et l'obligation paradoxale de devoir saisir un juge par le biais d'un huissier rendant, pour des ménages fragilisés, la démarche très difficile. Une fois la procédure lancée, au stade de l'audience, le juge n'avait que le pouvoir de constater la résiliation du bail, prévue, de plein droit, dans tout contrat de

Sans attendre le vote de la nouvelle loi, certaines juridictions



dessous) avaient mis en place un dispositif de prévention des impayés et, à l'audience, accordaient un sursis aux locataires, généralement en accord avec le propriétaire. Mais cette attitude - très minoritaire - a été sanctionnée par la Cour de cassation en 1994. En outre, le juge ne pouvait guère surseoir à la décision d'expulser qu'à la demande et en présence du

locataire concerné. Or seuls 40 % des ménages assignés au tribunal pour dettes de loyer se présentent à l'audience ou se font représenter. La réforme est donc importante puisque, même à ce stade ultime, le juge peut désormais accorder, d'office, des délais de paiement sans résilier le bail.

En amont, dans le parc social, une phase précontentieuse, placée sous la responsabilité du préfet,

aldes au logement (AL et APL) ne peuvent plus, comme c'est le cas aujourd'hui, être suspendues dès le signalement d'impayés. Au contraire, elles sont maintenues pendant une première période de trois mois « durant laquelle il convient, précise la circulaire, de mettre en place une solution amiable afin d'éviter la saisine du juge . Dès l'approbation d'un plan d'apurement de la dette - et la saisine éventuelle du Fond de solidarité logement (FSL) -, les aides au logement sont mainte-

nues « sans délai ». Pour tous les locataires, du parc privé comme du parc HLM, le préfet devient responsable de la démarche de prévention. Les assignations lui sont, « sous peine d'irrecevabilité », remises par les huissiers de justice. C'est lui, enfin, qui doit obligatoirement transmettre au juge, dans le délai de deux mois prévu avant l'audience, de quoi alimenter sa décision d'ordonner l'expulsion ou, au contraire, d'accorder des délais pour qu'un plan d'apurement soit mis en place.

En 1997, 88 000 décisions d'expulsion ont été prononcées par les tribunaux d'instance qui ont donné lieu à 48 000 « commandements à quitter les lieux ». Dans 32 000 cas, les expulsions ont été effectuées avec le concours de la force publique, qui a été accordé à l'encontre de 14 500 ménages. Pour ces derniers, le projet de loi prévoyait qu'une offre d'« hébergement » - et non pas de « relogement » comme le réclamaient les associations - soft systematiquement proposée.

Dans une décision rendue le 29 juillet 1998, le Conseil constitutionnel a rejeté cette disposition. La circulaire gouvernementale ne peut que prendre acte de cette amputation du texte initial. Rappelant que l'objectif est de limiter l'expulsion « aux locataires de S mauvaise foi », elle demande aux préfets, qui détiennent le pouvoir de faire exécuter ou non une expulsion, d'« être vigilant quand aux troubles à l'ordre public que peuvent faire naître des situations sociales mai traitées ».

Christine Garin

### A Bordeaux, la prévention permet de régler deux dossiers sur trois

avec succès par l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL) de Gironde a largement inspiré le dispositif de prévention proposé par la loi. Depuis deux ans, l'ADIL 33 agit, à la demande des propriétaires ou des juges du tribunal d'instance, pour assister les ménages menacés d'expulsion, avant l'assignation ou, à l'ultime stade de l'audience de référé. Dans un premier temps, la situation financière du locataire est étudiée et le montant de sa créance vérifié. Ensuite. l'association établit un contact avec le propriétaire ou l'organisme HLM ainsi qu'avec les travailleurs sociaux pour la mise en place d'un plan d'apurement de la dette. Pour les locataires du parc HLM, la suspension de l'aide personnalisée au logement (APL), systématique, est mise à profit par l'ADIL pour établir le contact.

« L'objectif est de traiter la difficulté le plus en amont possible, tésume André Barbé, directeur de l'ADIL 33, pour éviter qu'une procédure soit engagée. Lorsqu'un ménage est, néanmoins, assigné par son propriétaire, il est primordial d'accompagner les personnes pour les aider à en maîtriser au mieux les conséauences. »

Depuis 1997, l'association a traité 1500 dossiers correspondant à 95 % des situations d'impayés de loyer dans le département. Ce sont d'abord les tribunaux d'instance qui alertent l'ADIL sur la situation des locataires (40 % des cas) puis

L'EXPÉRIENCE mise en place les bailleurs (23 %) et les services et, à égalité (12 %), d'une « mausociaux (16 %). Les huissiers ne sont à l'origine que de 1 % des signalements, malgré l'accord passé avec le ministère du logement pour sensibiliser la profession à une démarche de prévention. Les personnes seules ou les familles monoparentales sont les premières concernées (56 % des cas); elles ont des enfants dans trois cas sur quatre. La faiblesse des ressources est une constante: 5 % des ménages menacés d'expulsion n'avaient aucune ressource au moment du contact avec l'ADIL 33. Un tiers vivaient avec moins de 3 000 francs mensuels (457.3 euros), 43 % avaient entre 3 000 francs et 6 000 francs de revenus. Il faut noter que les salariés à très faibles revenus sont plus vulnérables que les ménages bénéficiant de minima sociaux comme le RMI.

> PERTE D'UN EMPLOI Ces personnes à très faibles revenus doivent s'acquitter de lovers proportionnellement élevés. La plupart des ménages aidés par l'ADIL devaient consacrer au loyer plus de la moitié de leurs revenus (hors prestations familiales). En moyenne, ces ménages avaient une dette de 15 000 francs (2 286,7 euros) envers leur propriétaire, mais pour un sur cinq cette dette était supérieure à 20 000 francs (3 049 euros). Pour un tiers des ménages, la perte d'un emploi était la cause principale de la dette, suivie d'un problème de santé (21 %), d'une baisse des ressources (13 %)

vaise gestion » du budget familial et d'une séparation du couple.

Sur 1 000 dossiers traités en Gironde en 1997, 300 ont pu faire l'envoi d'un commandement à payer. Après contact avec les services sociaux, la dette a été payée et le risque d'expulsion écarté dans deux cas sur trois. Pour 400 autres ménages, contactés par l'ADIL une fois le commandement délivré, un pian d'apurement de la dette a pu être conclu dans la moitié des cas. Enfin, 250 dossiers ont fait l'objet

d'une assignation devant le tribunal d'instance. Dans ce cas, affirme l'association, 80 % des résiliations de bail ont été évitées. Une ombre au tableau, toutefois: ces chiffres concernent surtout les locataires du privé. Estimant « qu'ils ont déjà entrepris, avant la saisine du juge, toutes les démarches nécessaires », selon les mots de Françoise Gruas,

présidente du tribunal d'instance

de Bordeaux, les organismes HLM

ont refusé de faire appel aux mé-

diateurs de l'ADIL

#### Cinquante mesures

 La loi contre les exclusions comprend une cinquantaine de mesures sur le logement, la plupart ne nécessitant pas de textes d'application. Outre la réforme des expulsions locatives, ces mesures concernent la procédure de réquisition, les attributions de logement sociaux et l'amélioration des conditions de vie dans l'habitat (lutte contre le saturnisme, contre les marchands de sommeil, protection des habitants de meublés). La loi a instauré dans 700 communes de huit grandes agglomérations une taxe sur les logements vacants pour inciter les propriétaires à remettre leurs biens en location (Le Mande du 24 décembre 1998). • Cinq décrets déjà parus concernent le supplément de loyer de solidarité dans le parc HLM, le

financement de la médiation locative par les associations et la taxe sur les logements vacants. • Neuf autres décrets sont en cours d'examen au Conseil d'Etat, dont un texte sur le saturnisme infantile, un autre sur la modernisation de la réquisition (allongement de sa durée de six à douze ans et désignation d'un « attributaire » chargé de la gestion locative), un autre, enfin sur la consultation des associations à propos des plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées. Quatre décrets sont en concertation, sur les modalités de fonctionnement des Fonds de solidarité logement (FSL), la réforme des attributions de logements sociaux et la mise en place des conférences intercommunales du logement

### Trisomie 21 : près de 70 % des femmes enceintes demandent un dépistage UN ARRÊTÉ publié au Journal

officiel du mardi 16 février proroge la prise en charge du dosage des marqueurs sanguins de la trisosure qui avait été adoptée initialement en janvier 1997 par le gouvernement Juppé, pour une période probatoire de deux ans, devient aujourd'hui définitive. Il s'agit là d'une étape essentielle dans le dépistage, et peut-être dans l'éradication de l'une des anomalies chromosomiques parmi les plus fréquentes.

Mis en place en 1973, le diagnostic anténatal de la trisomie 21 n'avait été, dans un premier temps, pris en charge que pour les femmes de plus de 40 ans. En 1980, une convention nationale ramena cette limite d'âge à 38 ans. Le nombre des amniocentèses était ainsi passé de 2 800 en 1980 à près de 25 000 dix ans plus tard. Pour autant, de manière paradoxale, le nombre des naissances d'enfants trisomiques n'avait pas vraiment diminué, leur proportion passant de 11 pour 10 000 naissances en 1981 à 9 pour 10 000 en 1996. Ce phénomène tenait pour l'essentiel au nombre croissant des femmes enceintes âgées de 35 à 37 ans pour lesquelles la prise en charge de ce dé-

pistage n'était pas acceptée. En 1996, une violente polémique avait opposé sur ce thème Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé, au collège national des gynécologues-obstétriciens, ces derniers souhaitant la prise en charge, quel que soit l'âge de la femme enceinte, de la pratique de l'ampiocentèse associée à celle du dosage sanguin préalable de plusieurs marqueurs blochimiques du risque de trisomie, ces demiers permettant d'identifier les femmes a priori & à risque. Souhaitant faire le point sur différents éléments de ce dossier fort important, tant d'un point de vue médical qu'éthique, le ministère de l'emploi et de la solidarité a révélé, mardi 16 février, que ques éléments de l'évaluation menée sur ce thème par la commission nationale médicale de la biologie, de la reproduction et

du diagnostic prénatal. «En 1997, le dosage des marqueurs sanguins a été demandé par 52 % de femmes enceintes, soit 379 384 femmes, dont 5 700 agées de plus de 38 ans. Il a permis un dépistage de 358 cas de trisomie 21. dont 40 chez des femmes âgées de plus de 38 ans, précise le ministère. Par ailleurs, 87 anomalies du type neural [spina bifida] et 22 autres anomalies chromosomiques (triso-mies 13 et 18) ont également été détectées à l'occasion de ces tests. » En d'autres termes, la nouvelle procédure de dépistage a permis de prévenir, en 1997, la naissance de 318 enfants trisomiques. Dans le même temps, chez les femmes enceintes âgées de moins de 38 ans qui ont bénéficié de ce prédépistage, on a recensé la naissance de 125 enfants trisomiques, les résultats n'ayant pu, chez ces femmes, montrer d'anomalies. « Cette évaluation a conclu à l'efficacité de cette technique qui permet aujourd'hui d'améliorer significativement la stratégie de dépistage de la trisomie 21 », précise-t-on au ministère de l'emploi et de la solidarité. Conformément à l'avis des experts, ce dosage des marqueurs sanguins pourta dorénavant être étendu de a quinzième à la dix-buitième semaine de grossesse.

Auprès de la direction générale de la santé, on ajoute que plusieurs données préliminaires laissent aujourd'hui penser que la proportion des femmes qui, en 1998, ont souhaité bénéficier d'un tel dépistage est passé de 52 % à près de 70 %. On précise encore qu'en fait les praticiens, généralistes ou gynécologues-obstétriciens, font de plus en plus signer aux femmes enceintes un document qui dégage leur propre responsabilité en cas de résultat faussement négatif, situation qui, en 1997, a eu lieu 125 fois. Au-delà de ces failles diagnostiques, la question n'en est pas moins posée officiellement en France de l'éradication de cette anomalie chromosomique.

Jean-Yves Nau

### Sur Minitel la monvelle version cors √ des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD des taux d'intérêt √ des taux d'inflation √ des séries rétrospective (jusqu'à 30 ans) 3623 NXMULTIDEV LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

### Lourdes peines de prison au procès de l'excision

que la loi rend obligatoires.

condamné à huit ans d'emprisonnement, mandi 16 février, Hawa Gréou. une Malienne de cinquante-deux ans, reconnue coupable d'avoir excisé guarante-huit fillettes entre 1983 et 1994. En détention provisoire depuis près de cinq ans, l'accusée avait déjà été condamnée, en 1994, à un an de prison avec sursis pour des faits similaires sur deux fillettes. Vingt-trois parents, poursuivis pour « complicité de violences volontaires avant entraîné une mutilation » ont été condamnés à cinq ans de prison avec sursis et deux autres à une peine de trois ans avec sursis.

La cour a fait un sort particulier à Dienaba Koita, qui écope d'une peine de deux ans de prison ferme.

1.5

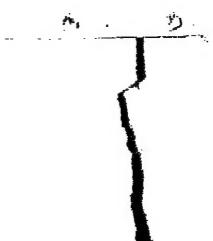
LA COUR D'ASSISES de Paris a Elle est la mère de Mariatou Koita, au-delà des réquisitions de l'avocat la jeune fille qui avait porté plainte et déclenché toute l'affaire (Le Monde du 11 février). Durant les deux semaines d'audience, Dienaba Koita avait contesté, malgré les affirmations de ses cinq filles, que la femme responsable des excisions

était Hawa Gréou. Par ce verdict, l'un des plus sévères depuis que les faits d'excision sont criminalisés, la cour d'assises a clairement signifié que l'excuse de la coutume, mise en avant par les parents pour justifier l'excision de leurs fillettes, n'était pas admissible. Les jurés (huit femmes et un homme), qui ont délibéré pendant près de onze heures sous la présidence de Martine Varin, sont allés

général, Philippe Bilger. Le 12 février, il avait réclamé une peine de sept ans d'emprisonnement à l'encontre de l'exciseuse et une peine de cinq ans avec sursis pour les parents complices (vingt-trois femmes et trois hommes).

L'avocat général avait alors affirmé que ce procès devait être celui de l'excision, car « il n'est pas admissible de porter atteinte à l'intégrité de l'être humain, qu'on soit en France. au Mali ou en Gambie », mais plaidait pour « une sanction ordinaire », car les parents poursulvis devaient être « réintégrés dans notre communauté de valeurs ».

Acacio Pereira





STREET, STREET, ST. 一番できませる かかかかり パーニー

Satisficação do como d

The second second

The state of the s

Toplan Train 1 1 7 1

estate and a com-

galant com a fine

Markey and the

April 200 person of the second

And the second second

All the second

Better and the second

Company to the contract of the

2016/06

25.4

 $(1/p^{-1}) = (1/p^{-1}) + (1/p^{-1}) = (1/$ aggrafia i de general a

> may make the الماد والمراه سؤليهن والم

and the property of ಸಿಕ್ಕೇರ್ ಎಂ. ಕೃತಿಗ

A feet and a Service of the

War . It

- 745 ·

 $(\omega_{i+1} p_i p_i) = (\gamma_{i+1} - \gamma_{i+1} - \gamma_{i+1}) = 0$ 252.39

...

My in the second

# Un magistrat toulonnais jugé pour avoir transmis au Front national des procès-verbaux d'audition

Une peine d'interdiction d'exercer est requise contre le juge André Fontaine

secret professionnel, mardi 16 février, devant le responsables du FM, dont il était membre, des philie infondée, cette mise en cause avait noumi

Le juge fontaine a comparu pour violation du II est soupçonné d'avoir montré en 1993 à des alors maire de Toulon, dans une affaire de pédo-

ADX-EN-PROVENCE

de notre correspondant régional luge des enfants à Toulon au moment des faits, André Fornaine a comparu pour violation du secret professionnel, mardi devant le tribunal de grande instance d'Aix. Il est soupçonné d'avoir transmis en 1993 à des responsables du Front national, dont il était membre, des procès-verbaux d'audition d'un adolescent qui accusait Il a informé ses amis du FN, afin le sénateur-maire de l'époque, François Trucy (DL), partie civile, d'actes de pédophilie à son encontre. La rumeur, ravageuse, a parcouru la ville durant des années, sans qu'aucum élément solide, alors ou depuis, ne vienne jamais l'étayer. Si ce n'est cette audition d'un jeune homme manifestement dérangé, dont les amis, les éducateurs et les témoins de ses dires reconnaissent qu'il manquait de toute crédibilité.

Pour le procureur Jacques

Beaume, la chronologie de la violation de secret professionnel reprochée au juge Fontaine est claire. En possession des trois procès-verbaux d'audition, le magistrat - auquel sa hiérarchie avait pourtant dit que les accusations do jeune homme « ne tenaient pas » - a voulu «faire émerger ce que les mécanismes judiciaires normaux n'avaient pas fait émerger ». qu'ils utilisent la supposée affaire dans la bataille électorale. C'est dans ce but qu'il s'est rendu au domicle de lean-Marie Le Chevallier. Décu par son accueil, M. Fontaine s'est alors retourné vers des membres du FN en désaccord avec le futur maire, afin qu'ils alertent

tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, procès-verbaux mettant en cause François Trucy,

Le procureur rappelle encore les repas pris par le juge Fontaine avec des dissidents du FN, Bernard Lefèvre et Jacques Gérardin, entre juillet et octobre 1993. Il appuie sa

Jean-Marie Le Pen.

démonstration sur les « déclarations concordantes » de plusieurs témoins, dont MM. Le Chevallier, Lesevre et Gérardin, « alors, pourtant, qu'à ce moment-là ils se haissent ». Tous ont affirmé que le juge leur avait parlé du dossier, plusieurs d'entre eux avant eu en mains les fameux PV. Aussi le procureur a-t-il requis une interdiction temporaire d'exercer à l'encontre d'André Fontaine, devenu entre-temps juge des tutelles.

· MOCES O'NOMINER ·

Dans ce « procès d'honneur », M' Jean-Martin Guisiano, défenseur du juge, a d'abond lavé celui de François Trucy, dont l'avocat, Mª lean Pin, a dit « le colvoire, huit années durant, sous cette rumeur abiecte ». Dans ce dossier « nolitico-toulonnais, nauséabond », précédé par les affaires Arreckx et Piat, M' Guisiano a dénoncé la « guéguerre des juges, où tous les

jours le secret professionnel est violé ». C'est, a-t-il rappelé, au cours de l'enquête sur la mort de l'adjoint au maire Jean-Claude Poulet-Dachary, en août 1995, qu'ont été appris les faits reprochés au juge Fontaine.

Le magistrat est, selon son avocat, une victime du FN, dont il a démissionné en 1993. « Ces gens-là, avec leurs clans, se battent avec leurs moyens d'extrémistes où la rumeur est une arme. » Puisqu'il n'y a » pas d'élément matériel dans ce dossier », a-t-il ajouté, c'est « la parole de certains individus qui ont des passions politiques, des buts politiques » contre celle d'« un homme de sobrante ans, compétent, crédible ». Le doute doit profiter à cet homme, son honneur lui être restitué. Le dernier mot est revenu à l'accusé : « Le mal est fait. » hagement le 17 mars.

### Une information judiciaire ouverte sur les marchés publics de l'UGAP

LE MINISTÈRE des finances a-t-il entériné les violations du code des marchés publics découvertes au sein de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) par l'inspection générale des finances (IGF) lors de son enquéte, évoquée ici même il y a un an (Le Monde du 28 février 1998)? Le parquet de Paris, destinataire des conclusions du rapport de l'IGF, a décidé d'ouvrir, lundi 15 février, une information judiclaire contre X pour « favoritisme, recei de favoritisme, faux et usage de faux », pour répondre à cette question. Au cours de son enquête, l'IGF a constaté que l'UGAP avait non seulement passé, entre 1994 et 1997, une partie de ses marchés en toute irrégularité, mais que cette pratique aurait perduré avec l'assentiment des autorités de tutelle. Une procédure déjà menée à Toulon, visant des marchés de l'UGAP, au cours de laquelle son ancien président, Alain Hespel, a été mis en examen, devrait être transmise à Paris et jointe à cette nouvelle instruction.

Gérant les achats pour le compte des nombreuses collectivités et administrations, l'UGAP a concentré près de 10 % de la commande publique et son chiffre d'affaires annuel a oscillé entre sept et huit milliards de francs. La justice paraît estimer que cette réussite commerciale n'aurait pu exister si la législation sur les marchés publics avait été respectée. La mise en piace de règles de concurrence a conduit. en 1995, à l'interdiction définitive des marchés néanciés. Or, à cette époque, l'UGAP recourait à cette procédure dans 90 % des cas. En 1998, plus de la moitié des appels d'offres fonctionnait encore de la sorte. La commission centrale des marchés (CCM) du ministère des finances chargé de contrôler l'UGAP, a, semble-t-il, dans certains cas, entériné le non-respect des textes en

Echangés, les 27 juillet et 2 août 1994, entre la présidente de la CCM - aujourd'hui directrice du personnel à Bercy - et le directeur de cabinet d'Edmond Alphandery, alors ministre des finances, des courriers sur un marché de 3.8 milliards de francs (\$79.306 millions d'euros) destiné à l'achat de voltures pour le ministère de la défense attestent que la solution des marchés négociés a été retenue en connaissance de son caractère irrégulier.

lacques Follorou

### Un policier tué au cours d'une course-poursuite dans la Loire

JEAN CORRILLA, un policier de trente-neuf ans, membre de la Brigade anticriminalité (BAC) de Saint-Etienne, a été tué dans un accident de voiture lors d'une course-poursuite sur l'A 47 à hauteur de Saint-Chamond (Loire), dans la nuit de mardi 16 à mercredi 17 février. Benoît Durand, un deuxième policier, âgé de vingt-cinq ans, passager de la même vojture, est dans un état critique. Il est hospitalisé au CHU de Bellevue, à Saint-Etienne. Un troisième fonctionnaire de police qui se trouvait dans le véhicule est légèrement blessé. Les policiers de la BAC avaient pris en chasse un véhicule volé de

marque Subaru, après que ses passagers eurent tenté de forcer un fourgon postal. Au cours de la poursuite, la Subaru aurait heurté à plusieurs reprises la voiture de police. Celle-ci aurait ensuite violemment quitté la route en manquant un virage. Les passagers de la Subaru sont parvenus à s'enfuit.

DÉPĒCHES

INCENDIE: le centre historique de Chamonix (Haute-Savoie) a subi un gigantesque incendie dans la nuit du lundi 15 au mardi 16 février. Le feu, d'origine indéterminée, a mobilisé une centaine de pompiers pendant sept heures. Quatre-vingt-huit personnes, dont les habitations étaient menacées, ont été évacuées et relogées temporairement. Le préjudice s'élèverait à trente-cinq millions de francs (5,33 millions d'euros). Outre une dizaine de commerces, l'incendie a ravagé la salle Michel-Croz, qui abritait le musée alpin, L'ex-Hôtel d'Angleterre, fleuron du XIX siècle, réhabilité en appartements, n'a pas résisté aux flammes, tout comme l'école de musique récemment rénovée. – (Corresp.)

■ TABAC: la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) va demander d'ici à la fin mars au tribunal de grande instance de la ville de déclarer les quatre principaux fabricants de tabac (la Seita, Philip Morris, Rothmans et Reynoids) responsables du préjudice qu'elle estime subir en remboursant des soins liés à des pathologies causées par le tabagisme, à indiqué, mardi 16 février, Pierre Rousseau, son directeur. La CPAM de Saint-Nazaire chiffre ce préjudice à environ 50 millions de francs (7,62 millions d'euros) par an, en excluant les maladies liées au tabagisme passif et celles qui ne sont pas reconnues comme affections de longue durée. - (Corresp.)

# JUSTICE: l'ancien président (RPR) du conseil régional d'Hede-France, Michel Girand, a été débouté, mardi 16 février, des poursuites engagées contre Claude-Annick Tissot (RPR), élue du même parti et ancienne présidente de la commission d'appel d'offres du conseil régional (Le Monde du 20 janvier).

La 17º chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par Martine Ract-Madoux, a relaxé Mr Tissot, poursuivie pour des déclarations à l'Evénement du jeudi du 12 huin 1997. M= Tissot avait notamment dénoncer un « système un peu mafieux » mis en place, selon elle, par M. Giraud.

■ Le substitut Albert Lévy, mis en examen en septembre 1998 pour violation du secret de l'instruction dans l'affaire du marché des cantines scolaires de Toulon, a fait ses adieux, lundi 15 février au Palais de justice de la ville, où il exerçait depuis huit ans ses fonctions. Il est muté à Lyon à partir du 26 février. Albert Lévy avait été la cible de propos à connotation antisémite tenus par Alain Terrail, alors président d'honneur de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). « Tant va Lévy au four qu'à la fin il se brûle », avait écrit M. Terrail, qui fait l'objet de poursuites disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

Verglas, froid, neige, le temps dans les prochains jours n'est visiblement pas prêt de changer. À l'inverse, l'Audi A4 a connu quelques évolutions notables,: par exemple, un nouveau châssis, de nouvelles optiques et un volant multifonctions qui vous permet de conserver à tout moment les mains sur le volant. Au fait, si cels pout vous rassurer, dites vous bien que la metéo peut se tromper.



Aucune amélioration prévue. Bien entendu, nous ne parlions que du temps. Nouvelle gamme Audi A4.

s. Il ne 4ance iO, neconfie.

# Raymond Villey

### Passionné de déontologie médicale

ANCIEN président du conseil national de l'ordre des médecins, le professeur Raymond Villey est mort à Caen, dimanche 17 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-cinq

En occupant de 1981 à 1987 le présidence de l'institution ordinale, Raymond Villey avait réussi à maintenir l'intégrité d'une structure que François Mitterrand avait promis de détruire. Sa tâche fut, sur ce point, d'autant plus ardue qu'il succedait au professeur Jean-Louis Lortat-Jacob, dont les onze ans de règne mandarinal à la tête du conseil national avaient donné, de l'ordre des médecins, une lmage hautement conservatrice sinon réactionnaire. «Le principal problème de l'ordre est de n'avoir pas su se faire comprendre », expliquait en 1981, dans ces colonnes, le professeur Villey. Son diagnostic était juste et celui qui le posait ne tarda guère, modestement, à mettre en place une thérapeutique que ses successeurs - le docteur Louis René, décédé en 1996, puis le professeur Bernard Glorion aujourd'hui - n'ont depuis cessé

Né le 23 janvier 1913 à Caen, le docteur Villey a été professeur de clinique médicale, puis doyen de la faculté de médecine de cette ville de 1974 à 1980. Membre du conseil départemental de l'ordre des médecins du Calvados, il devint, à trente-deux ans, le plus

jeune membre du consell national. Raymond Villey manifesta très tôt un vif intérêt pour les questions de ce que l'on dénommait alors la « morale médicale » et qui sont aujourd'hui baptisées « bioéthiques ». Il rédiga ainsi, avec le

docteur Jean-Robert Debray, le rapport sur «l'indépendance du médecin » du premier congrès international de morale médicale de 1955. Il fut également l'auteur, en 1966, avec le professeur Lortat-Jacob et le docteur Maurice Guéniot, d'un second rapport sur « la responsabilité personnelle du médecin ». Il avait aussi publié plusieurs ouvrages de réflexion sur l'évolution de la pratique médicale, ainsi

qu'un Dictionnaire médical des

symptômes et syndromes (Masson,

1967) et une remarquable Histoire du secret médical (Seghers, 1986). Présidant, dès 1968, le première section (Ethique et déontologie) du conseil national, le professeur Villey fut le principal artisan de la révision du code de déontologie médicale de 1979 et inspira pour partie celle de 1995. Face aux foudres annoncées du gouvernement socialiste, il parvint à ne pas engager de conflit ouvert et réussit à mettre en chantier une réforme de l'institution qui, à ses yeux, se devait d'organiser un « contrôle moral » de la profession médicale.

Membre de l'aile conservatrice du corps médical, le professeur Villey, tout en assurant une nécessaire transition, ne parvint pas à faire l'économie de certaines prises de position contre l'évolution inéluctable du système de distribution des soins. Leur caractère aujourd'hui obsolète témoigne de la profonde et rapide mutation que vit depuis une vingtaine d'années un corps médical confronté à la nécessaire maîtrise des dé-

Jean-Yves Nau

### Paul Bairoch

### Un érudit de l'histoire des économies

toire économique à l'université de Genève, Paul Bairoch est mort, vendredi 12 février, en Suisse à l'âge de soixante-neuf ans.

Paul Bairoch se disalt « économiste d'abord », mais acceptait finalement l'étiquette d'historien scrupuleux et de statisticien minutieux que lui avaient valu ses nombreux ouvrages sur l'analyse des sociétés industrielles et de l'évolution économique du sous-développement, deux des thèmes princi-Daux auxquels il avait consacré ses nombreuses années de recherches. Son dernier ouvrage en date, publié en 1997, Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVF siècle à nos jours (Gallimard, coll. « Folio histoire »), est une somme de travail qui, en cino siècles et trois volumes rassemblant une bonne vingtaine d'années d'études, a valu à son auteur non seulement la reconnaisance de ses pairs, mais aussi le succès auprès d'un large public.

Né à Anvers en 1930, Paul Bairoch, docteur ès sciences économiques de l'université de Bruxelles, où il était d'abord chargé de cours, a exercé pendant deux ans les fonctions de conseiller économique au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'ancêtre de l'actuelle Organisation mondiale du commerce), avant d'être nommé professeur d'économie et d'histoire économique à l'université Sir-Williams de Montréal. Revenu en Europe, il a été directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne), puis professeur agrégé à l'université de Bruxelles. Il collaborait depuis

PROFESSEUR honoraire d'his- 1972 à la faculté des sciences économiques et sociales de l'université de Genève, et le Collège de France l'avait chargé de l'une des chaires réservées aux savants étrangers, rappelle sa collègue Anne-Marie Piuz, professeur honoraire d'histoire économique à

l'université de Genève. A l'enseignement de l'histoire de l'industrialisation, Paul Bairoch avait ajouté l'analyse des processus de développement du tiersmonde et l'histoire des villes, domaines dans lesquels « il avait acquis une réputation internationale », souligne-t-elle. Considéré comme un des maîtres de l'histoire économique contemporaine, soucieux de lutter contre un certain nombre d'idées fausses sur des thèmes divers - qu'il s'agisse du libre-échange, de la croissance ou du colonialisme -, cet universitaire connu pour son humanisme avait toujours cherché à expliquer comment le recours à l'histoire pouvait contribuer à relativiser des lois économiques trop souvent présentées comme avérées. Par simple

Serge Marti

# **Aleksander Gieysztor**

### Un spécialiste d'histoire médiévale

L'HISTORIEN polonais Aleksander Gieysztor est mort, mardi 9 février, à Varsovie à l'âge de quatrevingt-deux ans. Spécialiste d'histoire médiévale, renommé pour ses travaux sur le monde carolingien et le temps des croisades, il était né à Moscou en 1916 avant la restauration de la souveraineté po-

Etudiant à l'université de Varsoyle, Aleksander Gieysztor y suivit l'enseignement de Marcely Handelsman et entreprit son doctorat sur l'étude de l'Etat carolingien. Mobilisé en 1939, il passa dans la clandestinité après l'invasion nazie et assura, au sein de la Résistance, ia charge de la propagande pour l'armée secrète. Après la guerre, il obtint son habilitation et une chaire à l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie, où il enseigna jusqu'à sa retraite, qu'il prit à soixante-dix ans en 1986. Outre l'Europe carolingienne, ses recherches l'amenèrent à étudier l'histoire de la Pologne et des Slaves, celle des villes et des religions (le christianisme mais aussi le paganisme des anciens Siaves). Ignorant les frontières académiques, Aleksander Gleysztor se

passionnait pour les sciences auxiliaires et a notamment livré une histoire de l'écriture latine : il fit même œuvre de contemporaniste en travaillant l'histoire de la Résistance dans la Pologne occupée.

Autorité incontestée de l'université polonaise, Aleksander Gieysztor était membre de l'Académie des sciences dont il devint le président. Invité à siéger aux côtés des opposants à la table ronde entre le syndicat Solidarité et les dirigeants communistes en 1989, il avait encore été appelé à participer à la commission russo-polonaise chargée d'élucider les massacres de Katyn. Figure universaliste, polyglotte rare et francophile convaincu - il avait dans sa jeunesse fait un stage à l'Ecole des chartes à Paris -, Aleksander Gieysztor a été un membre très investi du Comité international des sciences historiques: membre du bureau (1965-1975), vice-président (1975-1980), président (1980-1985), puis membre conseiller de l'institution, il a assuré le rayonnement de l'histoire polonaise avec un charisme et un charme exceptionnel.

Philippe-Jean Catinchi

وأفرار وموسور بالما

 $x_i \geq a_{i,j}$ 

1 1 1<u>-2-</u>

#### NOMINATIONS

Enseignement supérieur Alain Dubrulle, professeur des universités, président de l'université du Littoral, a été nommé, jeudi 11 février, vice-chanceller des universités de Paris. Il succède à Daniel Vitry, nommé président du Conseil national des œuvres universitaires et scolaires en rempiacement de Patrick

(Né le 1º novembre 1938 à Roubaix (Nord), Atmin Dottrolle, timinire d'un CAP d'ajusceur ut d'un brevet de mécanicien, a débuté sa carrière d'enseignant à l'université de Lille en 1960. Docteur ès sciences physiques en 1972, il est noumné professeur en 1977 à l'aniversité de Lille-I, dont il est éta vice-président en 1981, pais président en 1987. En 1993, il est nommé administrat provisoire de l'université nouvelle du Littora (Dunkerque, Calais, Boulogne, Saint-Omer) avant d'en être du président en 1997.) [Né le 12 août 1944 à Paris, Daniel Vitry, docteur ès aciences économiques (1972) puis agrègé de sciences économiques et de gestion (1973), a Nancy. En 1977, il est nommé à l'université de Strasbourg, puis, en 1979, à l'université Panthéon-Assas (Paris-II). Entre 1986 et 1988, Il a été conseller technique au cabinet d'Alain Devaquet et jacques Valade, alors ministres de la recherche et de l'enseignement. Il avait été nommé vice-chancetier des universités de Paris en

été successivement chargé de cours, maître de conférences pais professeur à l'université de

#### AU CARNET DU « MONDE » Anniversaires de naissance

De Normandie, de Bretagne, d'Es-pagne et d'ullieurs, tous ceux qui l'alment souhaitent à

**Grand Cœur** 

un joyeux anniversaire pour ses cinquante

stons aussi diverses que les trains, les crèches, le Grand Meautnes, les écluses, les ânes, les cucurbitacées, le CCFD, les chats et... Madagascar.

<u>Décès</u>

- Paris. Luxembourg.

M= Nicole Bourrier. Les docteurs Louis et Catherine Boisante, Les docteurs Pierre et Josiane Bourrier,

et Benjamin. ses enfants et petits-enfants.

ont la tristesse de faire part du décès de

Antoine BOURRIER, survenu le 13 février 1999, dans sa

La cérémonie religieuse, suivie de l'in-humation, aura lieu le jeudi 18 février, à 15 h 30, en la chapelle du cimetière du

- Danlèle Crouzatier. Alain et Jeanne Crouzatter

Michèle et Pierre Viguier. Thierry et Yoko Crouzatier. Aude Crouzatier. ses enfants. Olga et Francisco Rolas

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur André CROUZATIER, le 14 février 1999. à l'âge de quatre-vingts

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 19 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Dominique, 20, rue de la Tombe-issoire, Paris-14'.

Cet avis tient lieu de faire-part.

 Ses collègues de l'Ecole des parents et des éduc (dF).

Tous ceux qui ont travaillé avec lui, Marie-José,

se femme. Xavier et Clain: pour leur dire leur très grande peine.

psychlaire, responsable clinique de l'EPE IdF,

est décèdé, lundi 15 février 1999, à l'âge

Ses obsèques auront lieu le jeudi 18 fé-vrier, à 9 h 15, en l'église Saint-François à Vanves (métro Malakoff-Plateau-de-

M<sup>m</sup> Jeanine Ghebali, Roger et Michèle Ghebali, Josiane et Raphaël Cohen, Chuntal et Robert Fedida,

et Danièla Lumbroso Jean-Jacques et Valéric Gheball les petits-enfants, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Raymond GHEBALI. chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le dimanche l4 février 1999, i l'age de soixante-dix ans, à Strasbourg.

 M= Eliane Citaire-Guidot. son épouse. Patricia Citaire et Laurent GuidoL

sa petite-fille. Sa famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard GUIDOT, survenu brutalement le 11 janvier 1999, à

C'était quelqu'un de bien.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscritions du « Carnet du Monde ». sont priès de bien vouloir nous comiquer leur numéro de référence.

Mulhouse, février 1999.

Anne MORGULIS, née ZUKERMAN, veuve Cassandra DUPONT-EUXIN,

Tous ceux qui l'ont connu et aimé sont émus de faire part du retour à Dieu du nous a quittés le 13 février, dans se quetre

De la part de

ses enfants. Charlotte, Raphsel, Anne-Sophie. Alexandre, ses petits-enfants.

- Maurice de Sablet, son époux, Ses enfants. Ses petits-enfants. Son arrière-petite-fille. Et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de née RICOUEBOURG.

survenu le 13 février 1999, dans sa quatre-

Ils vous invitent à participer ou à vous unir par la pensés à la célébration rell-gieuse qui aura ileu, le samedi 20 février. à 10 heures, en l'église Saint-Albert-le-

137c, boulevard Auguste-Blanqui. 75013 Parts.

- Richard Sheppard (Chislet). son époux. Christian-Marc F. Bosséno (Paris).

son fils. Patricia Taüfer (Salzbourg) et Ann Smajduch (Chatham)

Leurs families et leurs proches pleurent Pamela F. SHEPPARD,

fille de Mr et Mrs Juan F. Chamberlin, mone le 21 janvier 1999, à Londres, à l'âge de cinquante-neuf ans. Les funérailles ont eu lieu le 3 février.

15 Hollow Street, Chislet, Kent CT345D, U.K.

Je me suis fait tout à tous queiques-uns. » I Corinth. 9,22.

L'abbé Pierre Les Amis de Bonneul David et Jonathan,

Père Jacques PEROTTI, fondateur de la Maison de Bonneui

à l'aube du mercredi 20 janvier 1999, dans sa solzante-dizième année, la qua-

Ses obsèques out eu lieu dans l'intimité familiale. Selon sa volonté, une célébra-tion eucharistique nous réunira, le samedi 27 février, à 15 heures, en l'église de son baptème, Saint-Eustache, à Paris-7 (mém-RER Les Halles I.

Amis de Bouneuil, 45-49, rue de la Plaine, 75020 Paris.

Clarisse Toumaniantz, Andrée Rouquette-Toumaniantz Nathalie Schoeller,

EIDA TOUMANIANTZ. leur tante, belle-sœur et grand-tante, sur-

venu le 13 février 1999 L'inhumation aura lieu le vendredi 19 février, à 11 h 45, au cimetière du Montparmasse, 3, boulevard Edgar-Qui-net, Paris-14\*.

75006 Paris.

 M™ D. Couvreur, M. R. Cresswell. Jose et Pat Varela, Alan et Cathy, Ann et Sandrine Cresswell, Les familles Mott, Margueritte, aint-Jean et Pinard.

Michel Faury,
Ses amis d'Hossegor et d'ailleurs,
ont la douleur de faire part du décès da au crématorium de l'île de Thanet (Kent). Un chène sera planté en sa mémoire dans Stéphane VARELA de SELJAS,

> survenu le 10 février, à Caphreton La levée du corps a eu lieu le 15 févriet,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph SMADJA. survenu brutalement le 12 février 1999. La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ont su lieu le lundi 15 février, à Pau-

Services religieux - Il y a un an, pous quittait

Madeleine MIHMAN. M. Gilbert Mihman. Sa famille,

vous prient d'assister, le dimanche 21 février 1999, à 11 heures, à la cérémo-nie du kaddish qui aura lieu au chnotière parisien de Bagneux.

Débats

- Le Carrefour pour une Europe ci-vique et sociale (CAFECS). Le Monde et Alternatives économiques, proposent une réunion-débat sur le thème : • De nouvelles fondations pour une Europe civique et sociale ». Dialogue avec Jacques Delors, mercredi 24 février 1999, de 18 h 30 à 20 h 30. Inscription on CAFECS, Paris, TEL 01-45-49-06-58 - Fax: 01-42-84-04-84

Conférences-débats - La conférence-débat d'APELVI. Enseignement des lois de vie de l'indivi-du, jeudi 25 février 1999, de 19 h 30 à

l= -.

200

 $\mathcal{P}_{\mathcal{P}_{i}}$ 

 $\tilde{\gamma}_{\widetilde{\gamma}_{1}}$ 

نحوزن ا

Ed State

"بالاستان شايخ وي

, la

77. ° -

Hôtel Prince-de-Galles, 33, avenues George-V, Paris-8'. Thème: « Le mouve-ment du temps » « Que faisons-nous de notre temps? » Adults: 250 F. jusqu'à 25 ans: 120 F.

Tel.: 01-40-70-90-65 - Fex: 01-40-70-18-55

Communications diverses - « Au CBL., 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>a</sup> jeudi 18 février à 29 h 30 :

Les sectes dans un East laïque, débet avec M<sup>∞</sup> C. Picard, députés de l'Eare, présidente du groupe parlementaire sur les sectes ». Tél.: 01-42-71-68-19. »

Concerts

- Espace Rachi, centre d'art et de culture, présente un concert de musique juive et classique avec Michaël IANCU (violon), Sarah IANCU (violoncelle), Earmannelle LE CANN (piano). Max Bruch, Ernest Bloch, Serge Rachmaninov, Robert Schumann, le 17 février 1999, à 20 h 45, à l'Espace Rachi, 39, rue Brocs.

Réservations : 01-42-17-10-36 ou 10-38.

### **CARNET DU MONDE - TARIFS 99** TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS. AVIS DE MESSE. ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

136 F TTC - 20,73 €

TARIF ABONNÉS

118 F TTC - 17,98 € 520 F TTC - 79,27 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES Forfait Toute ligne suppl. : 62 FTTC - 9,45 € 10 lignes THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €

**COLLOQUES - CONFERENCES: Nous consulter** 

2 01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36 01.42.17.29.96

# Spécial impôts

Comment déclarer vos revenus et calculer vos impôts vendredi 19 février

Le Monde daté 20

Bêtes malades vendues comme saines, morceaux décongelés à grands jets de Karcher... Plusieurs affaires retentissantes secouent le milieu de la boucherie en Aquitaine. Dans une région qui s'appauvrit, certains acteurs n'ont trouvé que la fraude pour s'adapter aux mutations de la filière

BORDEAUX

The second second

W Maria

100 - 400 g 15 11 11 11 11 11

The state of the s 多位者 発悟マエー

· when we want THE PARTY OF 

THE CARL

鬱 人名鲍特伊 网络松瓜 计设计

 $\frac{1}{2} \left( \frac{\partial u_{i}^{2}}{\partial u_{i}^{2}} - \frac{1}{2} \frac{\partial u_{i}^{2}}{\partial u_{i}^{2}} + \frac{\partial u_{i}^{2}}{\partial u_{i}^{2}} + \frac{\partial u_{i}^{2}}{\partial u_{i}^{2}} \right) + \frac{\partial u_{i}^{2}}{\partial u_{i}^{2}} + \frac{\partial u_{i}^{2$ 

The state of the s

Water the Contraction

 $- \delta^2 g \leq 3 g_1 + \cdots + g_{n-2} = 1$ 

Mr. Keer to

1, 110

ت بيندور الاست

grander of the se

建铁铁铁矿 医海绵病

Aleksander Gierra

de nos envoyées spéciales La dame en ciré blanc l'admet à demi-mots: depuis que les «ennuis » se sont abattus sur « la maison Brunet », elle-même, longtemps fidèle à la célébrissime boucherie du quartier des Capucins, a changé de boutique. « Ils injectaient des trucs dans la viande pour la rajeurir », souffle la cliente, dégoûtée. Sur la place du marché giflée par la pluie froide, le magasin Brunet n'a pourtant pas fermé ses portes. Le nom de la boucherie, récemment rachetée par Laurent Spanghéro - de la célèbre famille de rugbymen –, a été effacé du fronton. Mais la plaie reste vive. La honte, irréparable.

Libérés de prison début février, après trois mois de détention provisoire, les fils Brunet, Michel et Guy, soupconnés de «tromperie sur l'origine et la qualité de la marchandise vendue », n'ont pas encore été jugés. « Les Brunet, c'était une grande famille, une cathédrale – avec un gros tonnage, près de cent employés l », soupire le président de l'Union des professionnels du marché de la viande (UPMV), Antoine Gonzalès. Le fait qu'une des épouses Brunet, adjointe municipale UDF, ait été choisle par l'ancien premier ministre et maire de Bordeaux, Alain Juppé, pour être sa suppléante aux législatives de 1997, n'est sans doute pas pour rien

dans l'effet de scandale. « Toucher terprofession bovine régionale, à la famille Brunet, c'est briser un tabou. La famille Brunet, le vieux quartier des Capucins, tout ça, c'était le système Chaban-Delmos. Que Françoise Brunet soit l'adjointe de Juppé n'a pas changé grandchose », estime M. Pierre Blazy, avocat de l'Association bordelaise de défense de l'alimentation et de l'environnement, créée à l'occasion de ce que la presse régionale a imniquement baptisé « la chute de la maison Brunet »; la famille Brunet a été, dans le passé. l'un des piliers sur lesqueis « Chaban » s'était appuyé pour conquérir l'électorat de la ville, en particulier son petit commerce traditionnel.

ABATS REVIGORES CHIMIQUENENT Quoi qu'il en soit, dans la bouche des Bordelais, le nom de Brunet se conjugue désormais à l'imparfait. Mais il n'est pas le scul. En l'espace de six mois, quatre grosses affaires, mettant en cause des grands noms de la filière viande, ont éclaté en Aquitaine. Montrés du doigt : les Damour, patrons de la société Aquitaine-Périgord-Visades, interpellés fin janvier, qui auraient eu, entre autres fâcheuses manies, celle de transformer la viande de laitière normande en exquise (et cofiteuse) charolaise. Mais aussi

Max Baney, président du syndicat

des négociants en bestiaux de la

Gironde, ancien président de l'in-

membre du conseil d'administra-tion de l'abattoir de Bordeaux et de celui du Groupement de défense sanitaire du bétail en Gironde (GDSB), mis en examen, en juin 1998, pour «faux», «usage de faux » et « infraction sur la loi sanitaire vétérinaire ». Ou encore Pierre Harinordoquy, patron de la SARL du même nom, l'un des champions de la filière française de viande chevaline, mis en examen, début février, pour «faux», «usage de faux ». « escroquerie » et. « tromperie sur la qualité substantielle de la viande vendue ». Un vrai feu d'artifice - dont Bordeaux se serait volontiers passé. L'UPMV, dont certains des sus-

pects déjà cités étaient membres. ne cache pas son « inquiétude » devant le discrédit jeté sur la profession. Par les soins de son avocat. M' Jacques Borderie, l'UPMV vient d'ailleurs de se porter partie civile dans les affaires Brunet et Harinordoquy, « afin d'avoir accès aux dossiers ». Même embarras an siège du GDSB, dont l'un des employés a, en prime, été mis en cause dans l'affaire Max Baney. Posée bien en évidence dans la salle d'entrée, une affichette prévient qu'« après réunion du bureau, le 15 juin 1998 », décision a été prise de ne plus délivrer de document à « une personne autre que le propriétaire de l'élevage », prié de décliner son identité

pas - entre ces documents et la denrée, viande ou bétail. C'est là que se

3 entre pays européens ? il faudrait l'accélèrer. Les fraudirei pas des mafies, mais des réseaux organisés. En 1994, un resbeiges a été assassiné, en Flandre. et, globalement, il le fait bien : la sécurité alimentaire est bonne - c'est même l'une des mellieures

> Propos recueillis par Catherine Simon

et sa fonction, « pièces justificatives » à la clé. Prudence est mère de sûreté. Même à retardement. « On est l'un des départements les plus propres de France : en Gironde il n'y a jamais eu un seul cas de "vache folle", pas une seule affaire d'hormones! », plaide le président du GDSB, Jean Godrie, qui reconnaît, à contre-cœur, l'appari-

Des bêtes malades qu'on vend comme saines, des vaches allemandes devenant françaises par un tour de passe-passe informatique. des abats ou'on revigore en les plongeant dans des bains à base d'arges (produit utilisé pour nettoyer les sols), des morceaux de viande qu'on décongèle « en express », à grands jets de Karcher : la

#### Une production peu nombreuse mais diversifiée

Selon une étude du Conseil économique et social d'Aquitaine, le cheptel bovin régional (870 000 têtes de bétail) ne représente que 4,2 % du cheptel national (chiffres de 1996). L'Aquitaine se situe au 6º rang des régions françaises pour le nombre de vaches allaitantes, au 12 rang pour celui des laitières. La production bovine intéresse 40 % des exploitations agricoles, soit 22 700 unités, souvent à titre complémentaire, sauf en Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques. Le nombre de ces structures a baissé de près de 60 % en vingt ans. Cette production est pen nombreuse mais diversifiée et de qualité, avec différents labels et plusieurs races réputées, telles la Blonde d'Aquitaine, la Limousine on la Bazadaise. La région est importatrice de viande de bœnf et exportatrice de veau. La Gironde est déficitaire pour ces deux types de produits. Les livraisons régionales en viande bovine atteignent 1,8 milliard de francs (272,7 millions d'euros), soit 4,9 % des livraisons nationales.

tion, ces derniers temps, d'« un petit problème d'identification » du bétail. Boucher comme son père, éleveur depuis 1960, M. Godrie est un homme du métier. « Au coup d'œil, je sais si la vlande est bonne. Et même, je reconnais la race i », avoue-t-Il fièrement. Sauf qu'aujourd'hui, comme il le dit luimême, « quand on vend une vache, on vend du papier »; et que la modemisation à marche forcée de la filière viande a laissé des milliers d'éleveurs sur le carreau. « En un an, le nombre des éleveurs a baissé de 12 % dans le département. Qu'est-ce que vous voulez, conclut-II, les gens, ils en ont marre, il y a

trop d'emmerdements! »

liste est longue des méthodes peu ragoûtantes utilisées par les fraudeurs de la viande en gros. Quant aux contraintes imposées par la grande distribution (certains contrats exigent que le fournisseur reprenne ses morceaux invendus, trois jours, voire deux jours, avant l'expiration de la date limite...), elles ne touchent pas que la Gironde et l'Aquitaine.

#### MICHIER ON TRANSFER

La « bonne entente », apparemment exceptionnelle, entre les services vétérinaires, la répression des fraudes, la gendarmenie et la justice, explique-t-eile, à eile seule, cette inédite exception bordelaise?

« Si l'on voulait gratter ailleurs, comme on l'a fait en Gironde, on trouverait, dans chaque région, une ou deux entreprises ou existent des anomalies », souligne, à Paris, le délégué général de l'Interprofession de la viande (Interbev), Jean-Louis Bignon. Pas de quoi fouetter chat: . Les quelque 40 000 contrôles opérés, depuis 1996, por la répression des fraudes, ont permis de relever environ 280 infractions. C'est marginal », assure le dirigeant d'Interbev. La filière viande, en pleine mutation, n'a sans doute pas fini de souffrir. Et les consommateurs avec elle. Sur les quelque 800 entreprises d'abattage et de viande en gros que compte la France, « une centaine font, à elles seules, 60 % du marché ». Beaucoup sont condamnées à moudr. Ou à frauder ? « Il y a des borderlines comme partout, soupire M. Bignon. Certaines entreprises passent la barre ; d'autres, trop pressées de grassir, se cassent les reins. »

Dans le centre de Bordeaux, à quelques pas de la place de la Comédie, une foule débonnaire fait la queue tous les soirs devant l'entrée d'un restaurant. Le menu est unique. l'entrecôte goûteuse et le prix modéré : depuis trente ans, l'endroit ne désemplit pas. Le samedi, affirment les habitués, la file déborde « jusqu'au trottoir du Grand Thédtre ». En dépit des scandales, de Brunet, de Damour, de Baney? « il n'y a que les cantines et les gogos pour acheter de la mauvaise vache », sourit un des clients, piein d'assurance. Comme on le dit, dans les couloirs feutrés de l'administration bordelaise. « la première vague de purges est passée ». Au moins en Aquitaine.

> Claudia Courtois et Catherine Simon

#### TROIS QUESTIONS A... RÉGIS LESEUR

Vous êtes directeur de la brigade nationale d'enquêtes vétérinaires. Une cascade d'affaires vient d'éclabousser le milieu de la viande en gros à Bordeaux. Y aurait-il, dans ce domaine, une excep-

La région a connu une belle série d'opérations, c'est vrai. Mais si i'on devalt dresser une cartographie des « affaires », on verrait que l'Aquitaine n'est pas plus touchée que les sions. Simplement a bo deaux, les choses se sont passées de manière spectaculaire. Les autorités judiciaires ont frappé fort. Des mises en détention provisoire ont été prononcées à l'encontre de gens connus - les frères Brunet, notam-

Peut-être, aussi, faut-il garder en tête le contexte historique : la région bordelaise s'est appauvrie. L'élevage a diminué. La comptabilité analytique, première grande ré-

volution du marché de la viande, s'est généralisée à la fin des années 60, bousculant les traditions. L'ouverture du marché unique, en 1992, a aussi changé la donne. Mais la deudème grande révolution, devenue vitale avec le drame de la vache folle, c'est la politique de traçabilité [qui permet d'identifier chaque tête de bétall, de la naissance à la mort); lancée en 1996. Dans la région de Bordeaux comme ailleurs, les vieux marchands de bestiaux ont vu s'écrouler des pans entiers de leur culture. Seulement Id, on est longtemps restis dans un sysmais daté. Beaucoup d'entreprises n'ont pas résisté.

2 sives, de nouveaux types de Avec ces « révolutions » succesfraudes sont-ils apparus ? Autrefois, on travaillait sur le ter-

rain, directement « sur la bête », si l'ose dire. Aulourd'hui, le marché de la vlande n'est plus un marché physique: on travallle sur des documents et sur le lien qu'il y a -ou

concentre l'habileté du fraudeur. La vingtaine de membres de la brigade, créée en saptembre 1992, ne sont pas des shérifs. Pour exercer un contrôle efficace, il vaut mieux avoir le profil d'un bon joueur d'échecs (

deurs, eux, vont très vite. Au début des années 90, sont apperus, je ne D'une affaire à l'autre, les noms de certains pays reviennent: Italie, irlande, Espagne, Belgique. En France, l'Etat est là. Il fait son travail

# CALAIS/BOUVAES CET HIVER FAITES COMMETOUT LE MONDE, PARTEZ AUSKI Vacances de février à partir de véhicule - 2 passagers tarif standard valable jusqu'au 30/09/99 NºAzur 0801-63-63 0 SEAFRANCE

#### Résultats consolidés 1998

Le conseil, réuni sous la présidence de M. François Grappotte, a arrêté les comptes de l'exercice 1998. Comptes consolidés certifiés +9,7% 2 177 14 278 1 985 13 018 Chiffre d'affaires 313 2 057 351 2 302 Résultat opérationnel 15,8% 16,1% Marge opérationnelle +19% 162 1 065 193 1 269 Bénéfice net Marge nette

En dépit du ralentissement intervenu lors du dernier trimestre, notamment en décembre, le chiffre d'affaires est en croissance de 4,2% à structure et toux de change constants ; à données courantes, l'augmentation est de 9,7% après intégration de la division éclairage de sécurité URA Salt et de la société américaine Ortronics spécialisée dans le précâblage des réseaux voix, dannées, images.

La progression des résultais et des marges prouve la capacité du groupe à tirer le meilleur parti de ses marchés; c'est ainsi qu'en deux ans le résultat opérationnel aura progressé de 42% et le bénéfice net de 37%.

Le conseil proposera à l'assemblée générale réunie à Limages le 26 mai 1999 la distribution d'un dividende net de 1,55 euro par action ordinaire et 2,48 euros par action privilégiée (ADP), soit respectivement environ 10,17 francs et 16,27 francs, en progression de 13% par rapport à 1997. Après déduction de l'acompte versé le 1 er février, le solde, soit 0,85 euro par action ordinaire (environ 5,58 francs) et 1,36 euro par ADP (environ 8,92 francs) sera mis en paiement à compter du 14 juin 1999. Comme pour l'acompte sur dividende, les actionnaires dont le compte est tenu en francs recevont une somme en francs correspondant au montant total du solde converti au toux de 6,55957 francs pour 1 euro.

INTERNET: www.legrandelectric.com

CAMMET DU MONDE."

TARIF & to HUNE

70. ne ACC OF

conquis

. confie

La prédiction désabusée de l'avocate allemande se sera réalisée en dix jours: Ankara s'est emparé de son « ennemi numéro un », en cavale depuis cinq mois. De droite ou de gauche, laïque ou islamiste, toute la classe politique turque, ou presque, honnit Abdullah Ocalan. Elle ne voit en lui qu'un « chef terroriste » aux mains couvertes du sang des 30 000 morts - tués, dans leur immense majorité, par l'armée turque - depuis le début de l'insurrection kurde que mêne en Anatolie le PKK, le Parti des travallleurs du Kurdistan, depuis 1984. Personne, en Turquie, n'imagine que son procès puisse se conclure autrement que par la mort, quand des intellectuels sont condamnés à des dizaines d'années de prison pour de simples écrits « séparatistes ».

Ces cinq mols d'errance, « Apo » - « l'Oncle », comme l'appellent ses partisans - ne les imaginait pas dans ses pires cauchemars lorsque, fin septembre 1998, l'armée turque masse 40 000 soldats à sa frontière svrienne. Depuis quinze ans, Ócalan vit dans un confort douillet, pianifiant de Damas les opérations de ses militants en Anatolle ou à travers l'Europe. Damas laisse faire. l'homme est contrôlé de très près. Mais cette fois, Hafez El Assad comprend que le message de l'armée turque est sérieux. Avec Ankara, il a deux contentieux essentiels. conciue entre la Turquie et Israel, l'autre sur les barrages construits par les Turcs sur le Tigre et l'Euphrate. Le PKK ne mérite pas une guerre. il faut qu'il làche Ocalan.

CALAN va vite déchanter.

Le gouvernement italien est

soumis aux pressions de

tous bords. Pressions turques, qui

touchent au portefeuille. Améri-

caines, ensuite. La « solidarité euro-

péenne » des Quinze s'avère un

porte de l'Europe; le contentieux

gréco-turc, notamment autour de

Chypre, est une épine assez grosse

pour ne pas y ajouter la question

quive. Deux millions de Turcs vivent

territoire allemand. Mais Uwe-Kars-

ten Heye, porte-parole du gouver-

Mieux, les Allemands « refor-

mulent » blentöt leur mandat d'ar-

rét : les charges contre Öcalan sont

aggravées, mais sa mise en œuvre

est désormals restreinte... au seul

lave les mains de la présence du

chef kurde en Italie. Le 27 no-

vembre, Gerhard Schröder admet

qu'il se refuse à juger le chef kurde

par « craintes de troubles à l'ordre

Allouer à Ocalan l'asile politique,

le juger sur place, attendre la consti-

tution d'un très hypothétique tribu-

nal international, ou européen?

Trois mois durant, les autorités et la

Pour que l'orgueil syrien ne soit pas trop bafoué, le président Assad attendra un mois. On dit que son fils, Bachar, n'aurait pas été le moins heureux de se débarrasser d'Ocalan, ce qui lui permettalt de porter un coup à la branche des services spéciaux syriens avec laquelle le chef kurde menalt maints trafics.

Fin octobre, celui-cl est donc « exfiltré » de Damas par des membres du FSB, le successeur russe du KGB soviétique. Direction Moscou. Vladimir Jirinovski, l'imprévisible ultranationaliste, se démènera beaucoup à la Douma, sans succès, pour lui obtenir l'asile. Le premier ministre Evgueni Primakov élude, peu soucieux de voir ses relations avec son ombrageux voisin turc s'envenimer. Le 12 novembre, il intime l'ordre à Ocalan de quitter son territoire. Le FSB informe son homologue turc que « le paquet est dans l'avion ...

En choisissant Rome pour nouvelle destination, « Apo » pouvait penser avoir fait le bon choix. A



L'errance d'Apo, « Parlement kurde en extl » s'y était tenue. Dès son arrestation, le premier ministre Massimo D'Alema (PDS) explique qu'il n'a aucune intention de l'extrader vers la Turquie : l'affaire Ocalan, dit-il, constitue « une opportunité importante l'indésirable pour rechercher une solution pacifique, l'unique solution possible de la vielle et douloureuse question

Fin octobre 1998, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan, dit « Apo ». était contraint de quitter son repère syrien pour Moscou. Commençait une errance L'Allemagne, la première, s'esaux destinations incertaines, sur son sol, dont 500 000 Kurdes. Un mandat d'arrêt international a à mesure que se fermaient bien été lancé par les autorités fédérales contre le chef du PKK, pour un rales contre le chef du PKK, pour un homicide et divers attentats sur le les frontières de l'Europe

nement, annonce que Bonn ne des'engluer. Une chose est sûre : l'Itamandera pas son extradition. lie est seule pour prendre la décision. Peu à peu, l'idée de se débarrasser de la « patate chaude » Öcaları s'impose. Le 20 décembre, à Rome, des négociations s'engagent territoire de l'Allemagne. Bonn se sous égide américaine. Les Turcs « comprennent » que l'Italie ne peut accepter une extradition pure et simple vers Ankara. Ils proposent son renvol « vers un pays tiers », et « ne s'opposeront pas à ce que ce soft l'Albanie ». D'Alema tient sa solution. « Apo » ne veut pas en entendre parler. Ankara entretient d'excellentes relations avec Tirana. Y aller? Ce serait, pour la Turquie « le moven d'envoyet un commando pour m'éliminer ». Les Italiens se tournent alors vers Tripoli. Sans plus de succès. Le département d'Etat américain fait savoir que l'envoi du «chef terroriste» en Libye constituerait un casus belli diplo-

Le personnage, lui, ne suscite pas la sympathie. Longtemps « ML » (marxiste-léniniste), admirateur de Mao et d'Enver Hodia, le culte de la personnalité est de mise au sein de son parti. L'autocritique y est très prisée pour la moindre peccadille, et la critique amène facilement devant un « tribunal des camarades ». Mais il y a pire. La férocité de la répression turque au Kurdistan, avec ses centaines de villages rasés, ses 15 000 militants emprisonnés, ses 3 millions de déplacés, ont engendré chez Ocalan et ses proches une forme de paranola aiguê, et une violence consubstantielle à leurs activités. Face aux Loups gris d'extrème droite et aux milices de villages mises en place par l'armée avec l'appui de féodaux kurdes, qui terrorisent la population, le PKK use d'une contre-terreur qui, parfois,

justice italiennes vont tergiverser, n'a rien à envier aux exactions turques. A l'étranger, le PKK rackette ses compatriotes immigrés. Plusieurs meurtres de dissidents de l'organisation lui sont attribués. Amnesty International ou Human Rights Watch, peu suspects de complaisance envers Ankara, ne

ménagent pas le PKK. Croyant sans doute amadouer ses interlocuteurs occidentaux, Ocalan fait à Rome des déclarations pltoyables. Il explique au Spiegel que « dans le combat, la plupart [de ses compagnons] ne se comportent pas mieux que des meurtriers » : « l'ai dit à mes commandants d'arrêter, mais il ne le font pas. . Au quotidien turc Milliyet, il déclare que les atrocités commises par le PKK sont à imputer à Semdin Sakik, son chef militaire, héros des combattants kurdes, tombé il y a un an entre les mains des Turcs.

ES Italiens se rendent à l'évidence. Devant l'impossibilité de faire « mousser » la question kurde à travers la personnalité d'un homme que beaucoup jugent indigne de la cause, et devant les multiples pressions, il ne reste qu'à s'en débarrasser. Le 21 décembre, le substitut du procureur général de Rome estime que l'extradition d'Ocalan vers la Turquie est « recevable à certaines conditions ». Le 23, Massimo D'Alema annonce que son « départ d'Italie sera la conclusion la plus probable ». En six semaines, le ton du premier ministre Italien a changé du tout au tout. La justice romaine, elle, ne répondra jamais aux deux requêtes d'Ocalan, demandant, l'une, le statut de réfugié politique, l'autre l'asile politique. Les Italiens lui ont-ils expliqué qu'étant donné l'instabilité poli-

tique chronique à Rome, un nouveau gouvernement, demain, pourrait parfaitement l'extrader sans préavis vers la Turquie ? Le 16 janvier, deux poliders viennent ie cuelltion un aéroport militaire. Ocalan monte à bord d'un petit appareil non identifié de couleur blanche, sans signe distinctif sur sa carlingue. « le quitte l'Italie de mon propre chef », assure-t-il, aioutant que la hitte du peuple kurde « traverse sa phase la plus difficile ». La seconde

phase de son errance commence. Où Öcalan s'est-li rendu ce jourlà? Pas en Norvège, qui a fait savoir qu'elle ne lui avait pas accordé l'asile politique. En Estonie, en Ukraine? Le plus vraisemblable est qu'il se soft d'abord dirigé vers Moscou. De là, il aurait rapidement été dirigé vers Nijni Novgorod, sur la Volga. Il y seralt resté - certains disent sans pouvoir descendre de son avion - une dizaine de jours. Selon d'autres, le gouvernement de M. Primakov aurait cherché, sans

succès, à l'envoyer en Biélorussie. Durant ces deux premières semaines d'errance, d'autres lieux - l'Irak, la Bekaa libanaise, l'Arménie, l'Afrique du Sud - sont encore évoqués. Simples rumeurs ou tentatives turques de désinformation?

Puis le chef des indépendantistes kurdes réapparaît. Le 1º février, les autorités néerlandaises annoncent que, la nuit précédente, elles ont interdit au petit appareil privé qui transportait Ocalan de se poser sur l'aéroport de Rotterdam. Justification du ministre de la justice, Benk Korthals, qui qualifie l'occupant de l'avion de « ressortissant étranger indésirable »: « Le vol n'avait pas été annoncé. »

Le lendemain, un mystérieux Falcon, en provenance, dit-on, de Suisse, se pose sur l'île grecque de Corfou, en mer lonienne. On croit y déceler la présence d'Abdullah Öcalan, d'autant qu'un haut responsable de la police locale précise que cet atterrissage est une « affaire nationale ». Le 3, la radio privée grecque Flash détient enfin son scoop. "Ocalan est tout simplement arrivé « par un vol régulier » à Athènes deux jours auparavant, « muni d'un faux passeport », assure le reporter de la station, Nikos Kakaounakis. Il aurait été pris en charge par Costas Badouvas et Christos Kipouros, deux députés du PS grec. Le soir, M. Kipouros dément le scénario, mais confirme la présence du dirigeant kurde sur le territoire grec depuis quarante-

Près de l'ambassade grecque à La Haye (Pays-Bas), une femme kurde exprime sa colère devant un portrait d'Abdullah Öcalan, après l'arrestation du leader séparatiste kurde.

huit heures. Il seraît, à ses dires, reparti. Plusieurs députés confirment qu'« Apo » serait bien arrivé à l'aéroport d'Athènes le 1 février, mais, d'après eux, les autorités ne l'ont pas autorisé à descendre de son appareil, dans l'attente d'un pays d'accueil où il pourrait se rendre.

Ce pays, à l'évidence, n'existe pas Le 3 au soir, « à la demande du ministère des affaires étrangères », la Force aérienne belge envoie deux de ses chasseurs F-16 pour faire rebrousser chemin à un petit Piper PA-42 privé en provenance de Brindisi, au sud de l'Italie. Ocalan s'y trouvait-il? La rumeur se répand. D'autant que c'est l'OTAN qui a informé de l'éventuelle présence à bord du fugitif kurde.

OMMENTANT l'épisode, l'avocate d'Ōcalan, Britta Boehler, affirme qu'*« il n'y a* pas eu d'odyssée au-dessus des nuages ». Mais elle ajoute que, désormais, son client « ne peut resta nuile part ». Nous sommes le 5 février, lorsque Mª Boehler envisage « ja fin » inéluctable de la cavale de

De « son refuge queique part en Europe », « Apo » lance le 7 février, dans l'hebdomadaire grec To Vima, un appel à la Grèce, l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie pour la convocation d'« une conférence Internationale, comme pour le Kosovo, afin de sauver les Kurdes du génocide ». Le 12 février, l'hedorna-daire allemand Der Spiegei affirme qu'« Apo », au désespoir, envisage de se rendre aux autorités allemandes. Bonn rejette cette éventualité. A ce moment, en réalité, Ocalan est très certainement déjà au Kenya. Le lendemain, son avocate adresse au ministère de la justice néerlandais une demande urgente d'astle « pour raisons humanitaires ». Le pays où réside Ocalan, affirme-t-elle, menace de le la Turquie, Nouv de La Have : le chef du PKK est classé « indésirable » dans l'ensemble de l'espace Schengen.

Le 14, l'étau se resserre. L'agence Kurdish Dem, en Allemagne, fait savoir ou'Ocalan ne se sent nas en sécurité dans son lieu de résidence. « Apo », qui a déposé une nouvelle demande d'asile en Grèce, en Russie et en Italie, confirme «l'urgence » de sa demande pour « que sa sécurité personnelle soit garantie jusqu'à ce qu'il en sache plus ». Il et appelle aussi à Paris et Bonn, à qui il reproche de l'avoir « criminalisé », pour que «s'ils veulent nous juger. cela [soft] fait sur la base du droit international, en [lui] procurant toute garantie pour [sa] vie ». A l'évidence, le chef kurde pressent que l'échéance est proche.

Le kındl 15, une « source autorisée grecque », annonce PAFP, indique qu'Athènes « s'efforce de trouver avec plusieurs de ses partenaires européens un lieu d'asile pour le leader kurde turc Abdulloh "Ocaları ». Duplicité ou faux contact diplomatique? A l'heure où cette dépêche s'inscrit sur les écrans, le dirigeant nationaliste kurde est peut-être déjà entre les mains de ses ravisseurs. Sinon, il est sur le point de l'être. Le lendemain, Me Boehler affirmera que le transfert de son client du Kenya, où il s'était réfugié à l'ambassade de Grèce depuis environ dix jours, vers la Turquie, n'a pu se faire « sans l'information ou la participătion des Grecs ».

Les Turcs, eux, exuitent. « Où qu'il aille, nous le traquerons », avait asséné le ministre de la justice d'Ankara le 23 décembre. La traque est finie. « Apo » serait incarcéré à lzmir pour interrogatoire et, déjà, Sir Nigel Rodley, rapporteur spécial de la commission de l'ONU sur les droits de l'homme, craint qu'il n'y soit « l'objet de tortures ou de mauvais traitements ». Le ministre turc de la justice a promis un « proces transparent ». Pour bien commencer, il a immédiatement interdit à ses avocats de rencontrer Ocalan. Si « Apo » était condamné à mort, a déclaré mardi soir à Helsinki Cemal Deniz, un représentant du Front de libération nationale du Kurdistan, la branche armée du PKK, « ce seroit

La cavale sans espoir d'Abdullah Ōcalan ① Depuis 1984, après avoir ful la Turquie, Öcalan vivait entre Damas et la plaine de la Bekaa, au Liban. **6**31 janv. 1999 i 1º fév. 1999 12 nov. 1998 **Q** 4-5 fév. 1999 16 janv. 1999 KENYA 10 15 fév. 1999 (?) Autres destinations supposées

A la LATP, ce ne sont que 500 emplois qui pourraient être créés et la

Les gens par Kerleroux

direction refuse de demander Faide syndicats et, semble-t-il, les pou-de l'Etzt. En revanche, la direction voirs publics. Mais, soucieux de ne de la SNCF évoque, elle, la possibilité de créer 2 000 emplois sous statut, et ses propos sur les aides publiques sont ambigus. À La Poste, maigré les 20 000 recrutements annoncés, l'accord est davantage défensif. Les syndicats signataires reconnaissent que leur objectif est de parvenir, au minimum, à préserver l'emploi dans une entreprise qui en supprimait en moyenne 4 000 à 5 000 par an.

OBTENER LA PAIX SOCIALE

France Télécom est dans une situation paradoxale : ses 15 milliards de francs de bénéfices et son marché en pleine expansion devraient permetire, à première vue, à cette entreprise de créer des emplois. C'est du moins ainsi que l'entendent les

IL BARANTRAIT

QUE LE VINGS

SIEC)E

SERVIT

PREJAVE

ENTIERE

JUNEAL

CHÔME

ET-UNEME

pas déplaire à ses actionnaires privés. Michel Bon, président de France Télécom, a annoncé dans un premier temps que l'entreprise continuerait de supprimer près de 3 % d'emplois. Devant le tollé syndical, la direction fait marche arrière. Elle évoque désormais, dans ses entretiens avec les syndicats, 0,9 % « seulement » de pertes d'emplois ; les syndicats espèrent bien parvenir. au moins, à stabiliser les effectifs.

Comme par hasard, la chronologie de la signature des accords correspond au degré d'urgence dans lequel se trouvaient les directions de faire valider leur stratégie par les syndicats et d'obtenir une certaine paix sociale. Afin d'être crédible face aux investisseurs, Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France, avait hespin d'un accord avec les salanés de la compagnie avant l'ouverture du capital A EDF, Prançois Roussely devait, quitte à en payer le prix fort, rassurer les syndicats et leur montrer que l'ouverture à la concurrence à partir du 19 février n'allait pas s'accompagner d'une politique sociale régressive ni de l'abandon du sacrosaint statut. Claude Bourmand et Martin Vial, les dirigeants de La Poste, ont également besoin d'un borizon social dégagé pour se préparer à la concurrence introduite en catimini en marge du projet de loi de Dominique Voynet sur l'aménagement du territoire.

En revanche, à Prance Télécom, les grandes échéances sont passées puisque l'ouverture du capital a commencé en octobre 1997. À la RATE aucune réforme de structure n'est en vue. La SNCF est dans une situation difficile: aucune réforme de structure n'est en vue mais la direction peut difficilement s'offrir une nouvelle grève. D'où les concessions accordées.

À CONTRESSAS DE L'HISTORIE

Une lecture amentive des accords permet de voir à quel point la pression syndicale a pesé sur les directions. A EDF-GDF, l'accord de 1997 sur les 35 heures, accord que la CGT n'avait pas signé, commençait par deux chapitres consacrés au développement de l'entreprise. Dans l'accord conclu en janvier, les 35 heures sont abordées dès le premier chapitre, qui commence par cette phrase : « La réduction du temps de travaïl doit conduire à améagents, créer de l'emploi et revoir les Organisations pour moderniser le service public et le fonctionnement des entreprises. » Les détails des amplitudes horaires ne figurent qu'en an-TICKE. A La Poste comme à la RATP, les

directions entendent réduire le temps de travail des seuls agents qui travaillent au-delà de 35 heures. En revanche, à la SNCF, la direction a d'emblée accepté d'accorder environ dix-sept jours de congés supplémentaires aux roulants qui, officiellement, travaillent déjà moins que 35 heures. Contrairement aux affirmations de Louis Gallois, son président, elle n'entend pas rendre publics les rapports de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) qui indiqueraient que le temps de travail effectif des cheminots est largement inférieur aux indications officielles. Comme le constate un dirigeant d'entreprise publique : « Si les cheminots travaillent effectivement moins de trente heures par semaine et s'arrêtent de travailler à 50 ons, leur durée de travail tout au long de la vie est près de deux fois inférieure à celle d'un cadre du secteur privé. »

A EDF, un article passé inaperçu indique que la direction du personnel va proposer « des formules tenant compte des années d'études supérieures afin de permettre aux agents entrés tardivement dans les entreprises d'anticiper leur départ en inactivité ». Au moment où le Commissariat au Plan insiste sur les avantages des entreprises publiques, le moins que l'on puisse dire est que ces concessions ne vont pas dans le sens de l'histoire.

Seul point commun de ces accords: tous reposent sur un accroissement de l'activité économique généré par une meilleure utilisation des ressources humaines. Si cette augmentation du chiffre d'affaires est au rendez-vous, les directions auront peut-être gagné leur pari et l'on pourra dire que dans ces entreprises où l'empioi est garanti, la réduction du temps de travail est une contrepartie à la flexibilité nécessaire. Dans le cas contraire, les 35 heures auront contribué à aggra-ver leur situation. Le pari est d'au-tant moins gagné qu'une fois l'accord signé, la flexibilité annoncée n'est pas toujours au rendez-vous.

Frédéric Lemaître

dans un stade à la sortie de l'Ehé-

ran. Comme le tchador noir des

jeunes filles et la séparation des

sexes, ces slogans apparaissaient

comme les vestiges d'un autre Iran,

dans une fête où les cris de « Kha-

tami! Khatami! » résonnaient

comme ailleurs on acciamerait une

Ils n'ont pas pour autant renoncé

à leur volonté d'ouvrir des brèches

dans le mur qui les sépare de Was-

hington depuis vingt ans. Pour la

première fois, ils ont ainsi récem-

ment porté commande d'une

quantité de blé américain, pour un

montant de 500 millions de dollars

(440 millions d'euros), et attendent

la réponse de Washington. Ils

jugent toujours que les rencontres

bilatérales sont utiles. Malgré les

vives critiques dont il a été la cible

après avoir rencontré, en juillet

1998 à Paris, l'un des anciens otages

de l'ambassade des Etats-Unis à

Téhéran, Abbas Abdi, aujourd'hui

star de la presse réformatrice, dé-

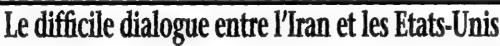
clare : « Ce que j'ai fait est tout à fait

juste. je ne le regrette pas. »

D'autres initiatives doivent être

Mounta Norm

prises pour ne pas briser l'élan.



C'EST LENT, long, laborieux et inexistants. Le cafonillage du mi-es résultats n'en sont pas garantis, nistère iranien des affaires étranles résultats n'en sont pas garantis. en tou: cas à moyen terme : un peu plus d'un an après l'appel au dialogue entre les sociétés civiles tranienne et américaine, lancé début janvier 1998 par le président Mohammad Khatami, les choses n'out pas vraiment avancé. « Les Etats-Unis voudraient aider

 $- (s_{X_i} \circ s_{X_i} \otimes x_i) = 0$ 

Carrier Services

wastering — in the

الذاء الإزاء المجهلو بالصاؤح

Personal Services

Section Section 1995 8-12-12-20-13 William Cont.

والمهيلة عرف المنهر المريضي والراجي

 $\varphi_{n+1}^{k}\circ \varphi_{n}^{k}\circ \varphi_{n}^{$ 

 $(a_i b_i) = (a_i a_i) = (a_i b_i)$ 

William St. Commission

Section 1885

gleggiet with the con-

Self Self Control

 $= \sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n (i + j) \cdot \sum_{i=1}^n (i + j) \cdot \sum_{j=1}^n (i$ 

Appendix of the control

Compagnetical Control

- - - -

August 1999

24mm 35, 45 m

18 80 - 2 7 1 11 -

 $A_{n}A_{n} = \{ 1, \dots, n \}$ 

Company of the

المراد والمواجدة

Alexander of

La Ballier .

34 Apr. 341 - 14 1

**施力数 - 41 . - -**

restriction of

The same of

THE WAY

D. 142 3.

> fellenger

Market 14

Special Commission

化甲烷基甲基二甲基甲基

rossija, i ši

Acres Maria

M. Khatemi, mais craienent de prendre une initiative qui serait exploitée contre lui par ses adversaires politiques à disait récemment au Mande un inclen haut responsable de l'administration américaine, désormais converti à la nécessité d'ouverture envers l'Iran. « Nous leur avons siggéré des mesures qui ne peuvent lu'être approuvées par toutes les fictions politiques iraniennes, rétorque, dépité, un haut fonctionnair iranien. Ils ont fuit lo sourde oreile. » « Nous leur avons dit, précise-till, de présenter des excuses à l'Iran pour avoir renversé [Mohamma] Mossadegh [l'ancien premier midstre nationaliste, renversé en 1\$3 par la CIA, qui a réinstallé le thah Mohammad Reza Pahlavi sur on trône]. [Le souvenir de) Mossadigh est de nouveau vénéré en Iran 4 nul ne pourrait trouver à redire à des excuses américaines à son endroid Nous leur avons aussi demandé sécouter la raison et les intérêts de compagnies pétrolières et d'acceper que le pétrole de la Caspienne où acheminé par oléoduc à traves le territoire iranien, solution la moins onéreuse et la plus sure de l'ais de tous les experts. Ils ne nous of jamois donné de rénonse. »

TOWOURS IN & GRAND SATAN >

Hormis es compétitions spor-tives, dont a plus spectaculaire fut le tace-à-fac des équipes de football amérique et iranienne, lors de la Coup du monde, à l'été 1998. quelques viites en Iran d'universitaires ou l'anciens responsables politiques méricains, des déclarations de binne volonté de l'administration iméricaine, les échanges politiques irano-américains sont gères, qui n'a jamais su prendre le taureau par les comes ni oser revendiquer une politique conforme aux directives du chef de l'Etat, a contribué à étouffer l'amorce d'un début de décongestion. Honteux d'avoir délivré des visas à des universitaires et anciens responsables politiques américains, dont l'autocar a été attaqué, en novembre 1998, par des intégristes enflammés, le ministre des affaires étrangères, Kamal Kharazi, a fait passer les hôtes de l'Iran tantôt pour des touristes, tantôt pour des hommes d'affaires, donnant ainsi l'impression que le gouvernement n'osait pas faire ce qu'il proclamait verbalement.

Kerrenx

La presse qui reflète les vues des factions conservatrices n'a pas cessé de se déchaîner contre les Etats-Unis, que le plus haut personnage de la République islamique, le Guide Ali Khamenei, continue de qualifier de «Grand Satan». Le vinguème auniversaire de la révolution fut, ces derniers jours, Poccasion de rafraichir des slogans (« Mort à l'Amérique ») et des habitudes (mise à feu de la bannière étoilée) qui semblaient tombés en désnémice

il est vrai que la grande masse des franiens et les réformateurs groupés autour de M. Khatami n'y croient plus - « je préfère qu'en ma présence vous partiez de vie plutôt que de mort », a déclaré récemment le président lors d'un rassemblement où certains répétaient « Mort à l'Amérique ». Il est même probable, disent certains, que les conservateurs eux-mêmes - le Guide excepté - n'en soient pas davantage convaincus.

L'anti-américanisme n'en demetire pas moins une arme aux mains des ultras dans les luttes factionnelles qui minent le régime. Et les réformateurs reprochent aux Etats-Unis de ne pas leur avoir fourni le minimum de gestes qui auraient pu servir d'arguments contre leurs adversaires, Les EtatsUnis arrivent toujours trop tard sur tous les sujets, déplorent-ils : telle leur récente décision de rayer la République islamique de la liste des pays qui favorisent le trafic de drogue, alors que les Nations unies elles-mêmes rendent hommage à Téhéran depuis des années pour l'efficacité de sa lutte contre ce tra-

VESTIGES D'UN AUTRO IRAN

Les amis de M. Khatami ne sont pas non plus convaincus de la thèse américaine selon laquelle des missiles tirés par les aviations américaine et britannique sur l'Irak se sont « égarés » en territoire iranien. Malgré leur profonde aversion envers l'Irak, ils jugent intolérable la guerre que hii mèneut les Etats-Unis depuis décembre 1998, qui ne fait qu'accroître les tensions dans la région. Ce ne sont là que

quelques exemples. Les amis de M. Khatami peuvent donc difficilement empêcher la rhétorique anti-américaine. « Mort à l'Amérique ! Mort à Israël ! », faisait scander l'autre jour un meneur à un auditoire de douze mille adolescentes et adolescents, invités à

rencontrer le président Khatami

RECTIFICATIFS

Dans le titre d'un entretien parti dans Le Monde du 12 février, Guy Paillotin, président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), a été qualifié par erreur de président-directeur général. Nous nous en excusons auprès de Paul Vialle, directeur générai de PINRA.

CAISSE DES DÉPÔTS

La photo du projet lauréat pour l'immeuble de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) a été înversée dans l'article que nous avons consacré à ce concours du quartier Austerlitz, au nord de la zone d'aménagement Seine-Rive gauche (Le Monde du 12 février).

Enseignants

Dans le récit de la manifestation d'enseignants qui a eu lieu à Paris le 4 février (Le Monde du 6 février), nous avons indiqué par erreur que le lycée Adolphe-Chérioux se trouvait dans les Hauts-de-Seine. Cet

établissement, dont les personnels

étaient en grève à 80 %, est situé

dans le Val-de-Marne. OMAR RADDAD

Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article consacré à l'affaire Omar Raddad (Le Monde du 29 janvier), l'un des auteurs du livre Omar Raddad, contre-enquête pour la révision d'un procès manipulé (publié aux éditions Raymond Castells) n'est pas Christophe Leloir, mais se nomme Christophe

### Le Monde

21 66, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 91-42-17-20-00. Télécopieur: 91-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 91-42-17-32-90 Internet: http://www.lemonde.fr

### Le droit des petites nations

ANS la catégorie des netites nations dont les droits sont systématiquement bafoués, mieux vaut ne pas être bunde. Miens vant être kasovar ou palestinien. Aux yeux des Etats-Unis ou de l'Union européenne, les Kurdes ne comptent pas. Ils sont vingt-cinq à trente millions, répartis sur quatre pays, parient la même langue, ont autant de droits à l'autonomie ou à un début de représentation étatique que les Palestiniens ou les Kosovars et sont largement antant, sinon plus, martyrisés qu'ent. Mais. parce qu'il n'entre dans l'intérêt d'ancime grande puissance d'appayer leurs justes revendications, parce que, pour leur malbeur, les Kardes de Tarquie dépendent d'un Etat ollié des Etats-Unis et embre de l'OTAN, jugé essentiel à « l'équilibre stratégique » de la région, il n'y aura pas pour le aple kurde de Conférence de Madrid, d'accords de Dayton ou de Rambouillet. C'est une petite nation condamnée par les grandes à vivre sous la botte. Déni de justice, flagrant, brutal, violent, -et qui sera, longtemps encore, nouve de vintences.

Dans ce monde-là, il n'y a donc pas eu de visa pour Abdullah Ocalan. Le chef séparatiste kurde de Turquie était en cavale depuis pitas de deux mois, chassé de Syrie, puis d'Italie et d'ailleurs. Il vient d'être arrêté - enlevé? - au Kenya et remis à la Turquie, qui a, immédiatement, interdit à ses avocats l'entrée sur son territoire. M. Ocalan est sans doute le chefd'une organisation, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, qui pratique le terrorisme, l'assassinat et le racket.

On rappelle tout cela dans les capitales occidentales. On oublie d'ajouter, dans le même souffle, que les Kurdes de Turquie sont confrontés à un terrorisme d'Etat : depuis vingt ans, 4 000 villages détruits par l'armée turque, deux millions de personnes déplacées, des champs incendiés et la torture systématique. Cela a un nom: l'épuration ethnique. Celle-là même qui soulève l'indignation des Etats-Unis et de l'Europe quand elle se pratique dans les Balkans et qui ne les émeut pas quand elle règne dans le Kordistan de Torquie.

Dans les capitales occidentales on considère, à juste titre, qu'il est égitime que les Kosovars se réitent contre le régime d'apartheid que leur imposent les Serbes on que les Palestiniens sortent du régime d'occupation israélien. Les Kurdes de Turquie n'out pas cette chance et il ne se sera donc pas trouvé une seule capitale européenne pour donner l'asile au leader kurde, ne serait-ce que pour le juger comme aurait pu le faire l'Allemagne où il était recherché.

Avec la capture de M. Ocalan, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, porte un rude coup au PKK. Il peut exploiter la situation pour chercher enfin une solution politique à la guerre que connaît le Kurdistan de Turquie. Il peut aussi continuer à essayer d'écraser par les armes toute vélléité d'autonomie dans cette région. L'Union européenne devra alors fermer ses portes à la Turquie, aussi longtemps qu'il le faudra. Car, même dépourvue d'une forte identité politique, l'Europe contemporaine doit affirmer le refus de régier par la force le sort des petites nations.

Ec. Monde est diste par le SA LE MONDE et du disector, director de la publicacion ; jest-Mari ire ; jan-Marie Colombani ; Deminique Alday, direct Nell-)ann Bergarton, director pinéral délois

Directeur de la réduction : fidmy Plettel djoints de la rédaction : Thomas Perunczi, Pietre Georges, leao-Yves Lhom Directeur arcistique : Dominante Reserves

Lateram, Greilmanne: (Suppléments et cohiers spéciance); Michel Kalteam (Débats); Bale Le Bouchter (Daermational); Putrick latreum (France); Franck Nouchi (Sociélé); Claire Blandin (Enm Jacques Busin (Aujoura'line); Joyanes Swignism (Callery); Chalteath Masson (Sociétain de réduch Réducteur en chaft technique : Eric Azan. Médiateur : Probert Solé

tunnum nàcomi : Búc Pialious ; directeur délégué : Aune Chaissebourg Bler de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Dani partenarges audiovisuels : Bertrand Le Gendre Consell de rervellence : Alajo Marc, president ; Michel Noblecourt, vice-ordaident

Anciens directions: Hobert Berve-Méry (1944-1949), Jacques Ferret (1949-1982), whit Lawren (1983-1985), André Pontaine (1985-1991), Jacques Lesouron (1991-1994 Le Mande est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : compunie ans à compur du 10 décembre 1944. Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Ponds consum de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Berve-Mery, Société annoyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde hommenteur, du Monde,

IL Y A 50 ANS, DANS Ce Monde

### Le travail en musique

quelque temps du « travail en mu- ment le programme suivant : de sique ». On nous assure, statistiques à l'appui, que partout où l'on fait travailler ouvriers et employés en versant sur leur labeut symphonies et mélodies le rendement s'accroît de manière très satisfaisante pour l'entreprise.

On assure - toujours chiffres à l'appui - que la musique « fonctionnelle » a pris en Amérique et en Russie « une place primordiale ». En 1947, on comptait aux Etats-Unis plus de six mille installations pour son emploi: « Pour l'usine qui fait travailler une seule équipe pendant quarante heures par semaine, de 8 heures du matin à 16 h 45, avec une interruption de trois quarts d'heure pour le déjeuner, les périodes de fatigue se situent de 10 h 30 à 11 heures et de 15 heures à 16 heures.

» Pour celles comprenant plu-

ON PARLE beaucoup depuis sieurs équipes on prévoit générale-8 heures à 8 h 15 : musique d'ouverture ; de 10 h 45 à 11 h 07 : musique de fatigue [sic] ; de 12 heures à 12 h 45 : musique de déleuner : de 15 h 30 à 15 h 44 : musique de fatigue ; à 17 heures, un nouveau cycle reprend avec la nouvelle équipe. »

Ailleurs les émissions sont continues. Elles durent tant que dure le travail. Les tenants de la méthode assurent que « la musique dans l'industrie améliore les relations entre employeurs et employés, élève le moral et diminue la fatigue ». La ponctualité du personnel devient plus grande; les bavardages moins nombreux. Bref, la musique à l'usine aussi bien que dans les bureaux produirait, selon ses partisans, les meilleurs effets.

> René Dumesnil (18 février 1949.)

Sellionde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique: 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC bu 05-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde: 01-42-17-29-33 Le Monde sur CompuServe : GU LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

is, il ne nt air-France : de oé 10. nenoe ouconquis

: page 13

3,

# L'atrophie industrielle, talon d'Achille des Etats-Unis

par Jean-Luc Gréau

prospérité américaine suscitait l'admiration. Elle fait maintenant naître un mystère. Au mépris de la crise asiatique et de son prolongement russe, les Etats-Unis sont entrés dans leur huitième année consécutive de croissance. Cependant, la résistance de l'économie américaine au virus asiatique fait oublier le déséquilibre fondamental qui n'a cessé d'accompagner depuis vingt ans sa marche vers le plein emploi : un déficit commercial chronique. Vingt années de déficits accumulés font des Etats-Unis le premier débiteur du monde. Et, tandis qu'ils éclatent de santé apparente, le Japon, premier créancier, s'enfonce dans la déflation tout en subissant, l'oreille basse, la leçon de morale économique de son principal débi-

Face à la réalité américaine, le Français contemporain ne connaît pas d'autre attitude publique que le rejet dans les ténèbres extérieures d'une société aux fondements inégalitaires ou la dévotion à un système protégeant par principe l'initiative et les droits individuels. Toutefols, du strict point de vue économique, les Etats-Unis présentent une image violemment contradictoire. Ce pays constitue un paradis pour trois agents fondamentaux de l'économie : l'en-

consommateur. Or les intérêts des deux premiers nommés entrent en conflit, tandis que le troisième sert objectivement les intérêts des deux autres, mais au prix d'un endettement croissant.

Les Etats-Unis sont un paradis pour l'entrepreneur. Des ingénieurs et des scientifiques français prennent chaque jour le chemin de ce pays pour y participer à des créations d'entreprise. Ils ont pris conscience du formidable décalage entre le statut matériel et moral de l'entrepreneur d'outre-Atlantique, toujours bienfaisant, dans la réussite comme dans l'échec, et celui de l'entrepreneur français, légitime par la seule réussite et, dans ce cas, sommé de prendre sans tarder sa part du fardeau de l'Etat-providence. La révérence américaine pour l'entrepreneur est absolue. Le droit à l'initiative est un pilier de la sociéne américaine.

Mais les Etats-Unis sont aussi un paradis pour l'actionnaire. Moins du fait qu'un Américain sur deux, ou presque, y détient des actions qu'en raison du poids des grands actionnaires sur les directions d'entreprise. Première contradiction : la sacralisation de l'entrepreneur est abruptement contredite par la dictature du capital institutionnel. L'Amérique ne reconnaît ses entrepreneurs comme des hé-

USQU'ICI, l'insolente trepreneur, l'actionnaire et le ros que pour mieux les subordonner aux prêtres-bureaucrates des fonds « mutuels » - nos sicav à l'échelle américaine - et des fonds

Enfin, les Etats-Unis sont un paradis pour le consommateur. Deux Amériques se superposent : celle qui place une épargne croissante et celle, plus modeste, qui s'endette de facon également croissante pour obtenir de nouveaux biens et services.

Cela explique simplement comment les riches deviennent de plus en plus riches tandis que les travailleurs de rang modeste s'enrichissent de dettes. Chaque fois qu'un Américain entre à la Bourse, Il aide les actionnaires plus anciens à s'enrichir encore. Mais, plus encore que la progression boursière, l'endettement des consommateurs est un facteur central pour l'expansion de l'économie américaine, car ces dépenses financées par dettes permettent l'accroissement des chiffres d'affaires, sans l'augmentation des coûts salariaux qui freinerait la hausse des profits. La vigueur des profits soutient à son tour l'investissement et justifie

l'essor boursier. Toutefois, la boulimie du consommateur et la dictature des actionnaires favorisent un déséquilibre croissant finalement dangereux pour l'économie des Etats-

déséquilibre extérieur des Etats-Unis émane d'un déséquilibre structurel intérieur. Les chiffres favorables de l'activité et de l'emploi, qui s'expliquent par la progression des services, masquent le

piétinement de l'industrie. Cela peut être attribué en première instance à l'exigence de rentabilité financière imposée par les grands actionnaires. Il est interdit aux entreprises de prendre tout risque qui pourrait dégrader leur treprises nouvelles ou les entreprises étrangères installées sur le sol américain. Au pis, elles seront laissées aux soins des importateurs. L'industrie avance ainsi moins vite qu'elle ne pourrait.

On peut aussi incriminer la conjugaison du grand marché américain et du statut de monnaie mondiale conféré au dollar. La première cible des exportations de tant de pays « émergents » est l'économie américaine. Leur pre-

La boulimie du consommateur et la dictature des actionnaires favorisent un déséquilibre croissant finalement dangereux pour l'économie

américaine et la stabilité mondiale

ratio de rentabilité. Or, plus le ratio est élevé - et c'est aux Etats-Unis qu'il atteint son sommet -, moins il est permis aux entreprises de s'étendre vers d'autres activités ou d'autres produits. Les actionnaires pressent, au contraîre, les managers de céder les activités qui ne leur apparaissent pas strictement indispensables à l'exercice du métler principal.

Au mieux, les productions nou-

mier souci : l'acquisition de dollars pour rembourser leurs emprunts contractés en dollars ou financer leurs nouveaux investissements.

De cette faiblesse relative de l'industrie découle la vulnérabilité américaine. Plus les Américains consomment, plus le déficit se creuse, mais aussi plus la dette intérieure se gonfie. La robustesse de la prospérité américaine repose donc, en dernière instance, sur la faculté des ménages de contracter des dettes puis de les rembourser. Cela exige le maintien d'un rapport raisonnable - à l'échelle américaine i – entre les dettes et les revenus des particuliers.

Or ce rapport n'a cessé de se dégrader tout au long de la phase de croissance accélérée de la présente décennie. Le nombre des faillites personnelles s'accroît constamment. En dépit du plein emploi effectif et du récent progrès des salaires dans un contexte favorable aux salariés, près d'un million quatre cent mille Américains, chiffre record, ont invoqué les clauses protectrices de la loi sur les banqueroutes personnelles entre juillet 1997 et juin 1998.

Par surcroît, les ménages ont

Ces facteurs placent l'économie américaine sous la menace précise d'un retoumement conioncturel.

Le premier réduit le réservoir d'emprunteurs solvables. Le deuxième fait courir un risque tant matériel que psychologique: une baisse prolongée des actions, rendue de plus en plus probable par l'évolution défavorable des profits, entraînerait une liquidation des portefeuilles, la faillite de nombreux actionnaires injividuels et, par-dessus tout, un ienversement des anticipations des consommateurs, qui sont, aux Etats-Unis, rigoureusement reliées aux perspectives de la Bourse. Le troisième implique une réduction

des actions en Bourse. La bulle fi-

nancière de Wall Street est alimen-

tée par des emprunts d'autant plus

dangereux pour l'économie qu'ils

Enfin, tandis que la dette inté-

rieure s'accroît, les entraprises

américaines tirent de moins en

moins profit de l'expansion Leurs

ventes piétiment ou recuent de-

vant la marée de produts asia-

tiques, brésiliens, voire ruses bra-

dés par les importateurs. Leur

rentabilité se dégrade sous l'effet

de la faiblesse des prix et de stocks

sont totalement improductifs.

du taux d'investissement, strictement corrélé au taux de profit et de l'embauche. La fuite en avant de la réserve

fédérale ne peut qu'accentuer le

double déséquilibre intirieur et

extérieur des Etats-Unis Les débouchés supplémentaires offerts aux pays qui exportent aux Etats-Unis ne suffiront pas à combier les vides résultant, au japon, en Chine ou au Brésil par exemple, de l'effondrement de la demance locale. En tout cas, l'industrie anéricaine n'en profitera pas. Un méajustement de la production, de l'investissement et de l'emploi semble donc inévitable. On apercevra alors mieux l'atrophie industrielle qui constitue le talon d'Achille des

Jean-Luc Gréau st écono-

Etats-Unis.

AU COURRIER DU « MONDE »

La « pause-café » **OU LES 35 HEURES** 

Je lis dans Le Monde du 3 février : « 35 heures : le casse-tête des fonctionnaires ». Sur ce suiet précis. l'honnêteté oblige à reconnaître qu'il n'y a pas grand-chose à négo-cier dans l'administration, d'autant qu'on ne saurait comparer ce qui n'est pas de même nature, à savoir le privé et la fonction publique, laquelle vit beaucoup de dévouements individuels, bien plus que de « rendement ».

Vouloir s'opposer à la durée excessive d'une « pause-café » ou aux papotages dans les couloirs ou les services, c'est bricoler dans l'incurable. C'est pourquoi, en matière de réduction d'horaires, la discrétion s'impose sur ce serpent de mer, ou plutôt sur cette hydre, dont toutes les têtes repoussent quand on prétend les couper.

Le signataire a servi l'Etat inconditionnellement durant quarante-cinq ans, dont trente ans comme responsable.

Louis Canier Yzeure (Allier)

Une région Adour-Pyrénées

L'article paru dans Le Monde du 2 février sur la création d'un département basque inspire au Pyrénéen atlantique que je suis les réflexions

Les départements ont été constitués par la République aux fins d'une administration de relative proximité et volontairement désignés à partir d'appellations géographiques (rivières, montagnes) et jamais ethniques. Un département « basque » se définirait par rapport à une ethnie, ce qui est incompatible avec les traditions de notre nation française, qui est un patchwork consenti depuis la Fête de la Fédération de 1790.

Définir Bayonne comme la «capitale basque » est abusif. Bayonne est historiquement au moins autant ville gasconne. Toutes les archives anciennes sont en gascon, et le tracé théorique du Pays basque a pour limite nord, à Bayonne, l'Adour, qui traverse la ville! Même s'il y a de

très nombreux Basques | Bayonne (...), les vieux Bayonnais et une importante partie de la population 1. 化中间电池

الهيان المامة

200

200

107 20

n'ont rien de basque. Cette limite entre « Pays basque », où s'appliqueraient inévitablement des mesures distriminatoires, et les pays voisins du Béarn et de la Gascogne poseait plusieurs dizaines de problèmes bien concrets qui pourraient dégénérer en petits Fourons, à la belge. (...)

En revanche, la vieille idée d'une région Adour-Pyrénées est beaucoup plus raisonnable. Elle permettrait à trois « pays » à forte identité. le Pays basque, le Béam et la Bigorre, qui se sentent cubilés et très éloignés de leur capitale régionale (Bordeaux et Toulouse) et qui ont touiours vécu en grarde proximité, d'exister à l'échelle erropéenne au sein de notre commune nation française, sans repli identitaire ni

tentation centrifuge.

Jean Hourcade L'Etang-la-Ville (Yvelines)

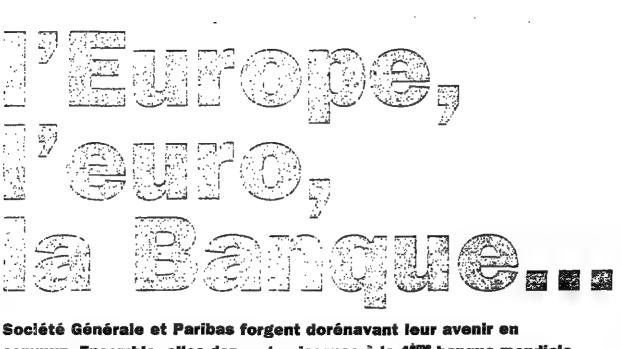
PASSAGE DU TÉMOIN

Au moment où se prépare dans l'industrie automoble la proposition de retraites articipées pour embaucher un grand nombre de jeunes, il serait important de proposer à ceux des personnels susceptibles de bénéficie de cette mesure, et qui le dés eraient, de choisir une formule de cessation progressive d'activités pour assurer

la mémoire de leur emjeprise. Moyennant un comp ément pé dagogique, ces personnels qui ont vu progresser leur entreprise pendant plusieurs décenries sauraient transmettre aux jeures nouvellement embauchés leur enthousiasme, leur passion di travail bien fait, la mémoire de lévolution de l'entreprise et les exigences de qualité des relations humines que cela implique au quotidien

Le surcroît de coût ce ces personnels serait relativement faible face à l'ampleur des enjeux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui: une insertion dans la vie active à favoriser, des motivations à recréer et une éducation citoyeme à réinven-

> Franços Harsany Bas-Rhin)



commun. Ensemble, elles donnent naissance à la 4ème banque mondiale par le total de ses fonds propres. SQ Paribas, leader sur ses marchés, possède un fort potentiel de croissance.

> Quelques jours après la naissance de l'euro, créant un marché de 300 millions de personnes, SG Paribas, puissante et diversifiée, devient la 1êre banque . française et la 1ère banque de la zone euro par le total de ses fonds propres.

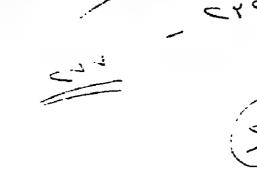
Une référence pour les clients : des services encore plus efficaces à travers tous les modes de distribution, y compris ceux qu'offrent les plus récentes technologies; des produits toujours plus performants et alles compositifs (

Un atout pour les actionnaires : une rentabilité de 15 % sur fonds propres à l'horizon 2000; un bénéfice net par action en croissance de plus de 15 % par an en moyenne sur 3 ans. | -

Une ambition pour les collaborateurs : un dynamisme accru, gage d'avenir et de croissance tant en France qu'à l'international.

SG PARIBAS







PROPERTY OF

the comment when the tree

Being Park

2 B. B. W. W. T. - T.

Alexander St. Co.

Bearing Spile of the

 $= \sum_{i \in \mathcal{I}} \frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} \log \log \frac{1}{2} \log \log \frac{1}{2} \right) = 0.$ 

 $\left(\frac{1}{2}\frac{1}{$ 

The second

5 4 186 mm m

Caration Con

Approximate the first

الأحجامة بالمتال

A Secondary

أوالت المستعيدية

A 12

11 1/20 THE TO The state of the s

1. The 19 1 1 1

Mais qui sont ceux qui ont éprouvé ce séisme dans leur mémoire, qui sont ceux qui avaient enterré ces images? Je suis écrivain et je sais qu'un des pièges les plus indignes consiste à rendre collective, par des procédés de style, une vision intentionnelle des choses, parce que cela nous conduit à établir un autre axiome immoral sur le modèle de : « C'est celui qui paie qui commande » - que l'on peut lire icl : « C'est celui qui écrit qui commande. »

Les victimes de la dictature n'ont pas oublié et encore moins enterré les images de l'horreur qui s'est déchaînée à partir du 11 septembre 1973. De plus, il y a au Chili beaucoup de jeunes qui n'ont pas oublié que, durant seize ans de dictature et presque dix de démocratie surveillée, on les a privés du droit à une mémoire historique. Ils constituent – plus que la justice espagnole ou le juge Garzon, que l'on veut diaboliser - la partie civile dans un éventuel procès Pinochet, un procès qui devra s'étendre à tous les responsables de l'horreur et de la terreur.

Edwards s'affole en disant – et je le cite intégralement, pour ne pas être soupçanné de mauvaise foi en citant des phrases hors de leur contexte : « Le problème du procès de Londre: existe, avec son immense complexité et ses conséquences désastreuse pour nous, car la conscienc: internationale s'est vu bombarde de faits, de témoignages, d'images embles, très difficiles à tolérer. Je ne demande maintenant si personne ne s'était rendu compte des consiguences inévitables que cela allat avoir sur le secteur militaire ou ávil du pinochétisme. Et je me demande dans quel monde on vivait, dars quel délire, dans quelle irréalité. Aujourd'hul, du fait d'un enchaîtement compliqué de circonstantes, nous sommes obligés de regarde en arrière, de fouiller dans notre pissé récent, même à notre corps difendant. »

Pour les uns, la justice s'appelle justice; pour les autres, elles'appelle corséquences imprévisibles pour le modèle économique

Rien ne pouvait phis aider la société chilienne à récupérer son caractère démocratique que le « problème» de Londres. Et seul un procès du tyran et de ses complices démortrera aux Chillens que la démocrate n'est pas seulement un état circonstanciel, un espace octroyé par les détenteurs du pouvoir, in vide permettant l'impunité, mis une valeur qui se fonde sur le courage civil, civique, civilisé. Pour comprendre l'inquiétude

d'Edwards concernant les effets que le « problème » de Londres pourrait avoir parmi les civils et les militaires pinochétistes, il faut savoir que non seulement il y a deux langages au Chili, mais qu'il y a aussi deux pays: l'un, celui des vainqueurs qui, soit ont profité d'un pays en y confisquant tous les droits, droits sociaux, droits du travail, pour faire la loi, emprisonner, assassizer, exiler, soit se sont coutentés des miettes qu'on leur a accordées, à charge pour eux, en échange, de bredouiller des euphémismes tels que régime militaire, excès, autoritarisme, et dans les cas les phis lamentables, de jouer aux propiètes qui avaient prévu, dès le goivernement Allende, la faillite desinstitutions.

L'autre Chili est celui des perdants, celui qu'ont décrit des écrivains remaiquables tels que Baldomero Lillo, Nicomedes Guzmán ou Manuel Rojas, le Chili de ceux qui ont osé rêver de leur petite révolution, l'ont payée très cher, mais dont les survivants continuent de rêver d'une justice libre d'euphémismes, ave le droit d'appeler un

Il n'est pas d'être plus méprichat un chat. sable que chui qui est capable de proclamer qu'il n'a jamais été ni avec les veinqueurs ni avec les

vaincus et qui s'obstine à le répéter à l'unique tribune possible, c'est-àdire comme bouffon au banquet des vainqueurs. C'est à cette classe d'individus qu'appartient Enrique Lafourcade, dont Edwards nous dit qu'il est « un des auteurs les plus prolifiques et les plus doués de [sa] génération ». A la fin de 1973, il a publié un chapelet d'infamies intitulé Salvador Allende, un hybride mélant plusieurs genres où il tentait d'expliquer qui était Salvador Allende et ce qu'était le gouvernement de l'Unité populaire. L'au-teur, qui n'a jamais été ni avec les vainqueurs ni avec les vaincus, présente le président martyr comme un ivrogne invétéré qui, de plus, abusait des somnifères. Tout cela pour soutenir que la responsabilité de la faillite des institutions chiliennes incombe à la pathologie psychique d'Allende. Lafourcade n'a jamais été un proche d'Allende. Le camarade président, son intégrité politique et humaine n'ont pas besoin d'être défendus, mais moi qui l'ai connu, puisque je m'honore d'avoir participé à son escorte personnelle, les GAP, terribles, sanguinaires, anthropophages selon l'hystérie pinochétiste et l'auteur en question, je me révolte contre les ordures dont il a prétendu salir son nom et sa mé-

Allende avait d'autres défauts, et je les livre volontiers à Lafourcade : il appréciait les femmes. Il buvait du Chivas de douze ans d'âge. Il almait les glaces à la noix de coco. Il détestait les poèmes de Neruda et admirait, par exemple, ceux de León Felipe. Il avait l'habitude de dire que le vrai vin est rouge et que les autres sont des imitations. Il collectionnait les cravates italiennes. Il était amateur de bonnes pātes, remarquable cavalier, et avait le cuite de l'amitié. Sa pensée politique était toujours plus proche de Gramsci que de Marz. Et ma génération, qui a donné en quantités industrielles des auteurs prolifiques et très doués, a vu en lui un leader, un compagnon qui la comprenait. Ce n'est pas un hasard si nous avons fêté la victoire électorale du 4 septembre 1970 à la maison de la Fédération des étudiants du Chili.

Je comprends Edwards quand il reconnaît : « Aux élections de 1970, je me suis prudemment absteru, en conscience, en ayant l'intuition, confirmée par les événements uitérieurs, que je ne devais en aucun cas soutenir la candidature d'Allende.» Je le comprends avec tristesse, parce qu'il ne sait pas ce qu'il a perdu en s'étant de lui-même marginalisé par rapport à ce beau l'injustice était flagrante. Si je parie de tristesse, c'est parce que cela me fait toujours mai de voir quelqu'un avouer publiquement son manque de courage.

Personne ne peut ni ne doit se sentir au-delà du bien et du mal, et encore moins nous, qui avons la responsabilité de la parole écrite. C'est là ce qu'ont cru et pratiqué tous ceux qui, au lieu de « s'abstenir prudemment et en conscience », se sont engagés en sachant qu'ils pouvaient y rester. Je pense, par exemple, à Oscar Lagos Ríos, qui m'a remplacé dans le GAP, a combattu aux côtés d'Aliende au palais de La Moneda avant de disparaître, à vingt et un ans, dans les cachots du régiment Tacha de Santiago. Le cas d'Oscar Lagos est un de ceux qui grossissent le dossier du juge Garzón et empêchent de dormir militaires et civils pinochétistes, «obligés aujourd'hui de regarder en arrière » et de voir leur main ensanglantée tandis que l'autre volait les biens de leurs vic-

Le Chili, un pays divisé et deux langages. Pour les uns, la justice s'appelle justice; pour les autres, elle s'appelle conséquences imprévisibles pour le modèle économique. Pour certains, la campagne est le lieu familial où on passe l'été ; pour d'autres, elle est la terre où, de génération en génération, on s'est tué au travail. Les uns parlent de flexibilité de l'emploi, les autres subissent l'exploitation et l'absence de droits.

Je n'aime pas troubler le sommeil de quiconque, mais il est bon que ceux qui, aujourd'hui, sont si atrocement préoccupés par le sort du satrape à Londres sachent qu'ils continueront à avoir des insomnies, quel que soit l'arrêt des Lords, et que nous ne lâcherons pas tant que Pinochet ne sera pas sur le banc des accusés. Notre cauchemar n'est pas terminé. Le vôtre commence seulement.

> Luis Sepulveda (Traduit de l'espagnol par François Maspero)

# Pour un nouveau droit à la banque

par François-Xavier Bordeaux

lien économique, ce qui explique que sa déstructuration déclenche un glissement progressif de la précarité vers l'exclusion. Mais la vraie porte de la déchéance et de la marginalité s'ouvre à partir de la suppression de la relation bancaire. C'est alors pour beaucoup un point de non-retour, malheureusement de plus en plus fréquent, pour deux raisons: l'impitoyable sélectivité commerciale des banques, qui rejettent les clients les moins rentables et les plus fragiles, et la tendance irrésistible à la concentration internationale, qui conduit les établissements de crédit à arbitrer pour le global contre le local. En d'autres termes, la course au bilan des grandes banques accroît la fracture sociale.

Car Paccès au crédit est vital, au mêma titre que l'accès an logement. Si l'on admet communément qu'un Etat perd une partie substantielle de sa souveraineté et de son autonomie quand il devient insolvable, il en est de même pour un homme ou une femme chassés de la banque. Or, aujourd'hui, pour des raisons de coût et de risque, la banque française a déserté une bande de plus en plus large de l'économie nationale, laissant le champ libre au travall au noir, au troc ou aux trafics.

L'enjeu est donc de regagner une partie du terrain abandonné

d'intermédiations économiques, autour d'un crédit et d'une épargne solidaires, dans le but, précisément, de recréer du lien social. Il suffit d'aménager à la marge les textes existants, pour favoriser l'émergence d'une nouvelle forme de banque dédiée au développement local et à l'intégration sociale. Ces banques sociales et locales constitueraient autant de nouveaux outils décentralisés que pourront s'approprier ceux à qui îls sont destinés. Car l'appropriation coûte toujours moins cher à la col-

lectivité que la subvention à vie.

Trois catégories de nouveaux instruments sont à mettre en place. Il y aurait d'abord celui dédié à la distribution du crédit (entre 50 000 F et 150 000 F) pour financer l'emploi de l'emprunteurporteur de projet. Il y aurait, à côté, une nouvelle activité de crédit à la consommation, destinée aux exclus de la banque et qui serait Phéritière moderne du crédit sur gage, avec, bien entendu, des taux d'intérêt sociaux. Sa mission serait de financer l'achat de biens de première nécessité (literie, machine à laver le linge, etc.). Il y aurait, enfin, la collecte locale d'une épargne solidaire, en vue de fournir les ressources nécessaires à ces activités

Un peu partout, en Prance ou en Europe, des initiatives de ce type sont en train d'émerger à la lisière

E lien social précède le en imaginant de nouvelles formes institutionnelle. Ce mouvement se caractérise par son utilité sociale non lucrative. Il faut lui donner droit de cité. La place qui lui revient se situe à la périphérie du système bancaire, tout en maintenant des attaches et des passerelles afin de le prolonger plutôt que de le concurrencer ou de s'y opposer. Il convient en effet de ne pas modifier les règles de sécurité et d'autorité du marché de l'argent, de fa-con à exiger des nouvelles banques sociales rigueur et professionna-

Une des solutions pour y parvenir passe par la «titrisation» des créances bancaires des exclus dans le bilan des grandes banques traditionnelles. Cette mobilisation de créances ne pourrait être acceptée par la banque traditionnelle que si la banque sociale est capable de fournir un minimum de garanties sur les titres proposés. Ces garanties seraient de trois ordres:

– garantie (essentielle) d'un véritable accompagnement social, quelle que soit la nature du crédit. C'est la clef de la réintégration et du rétablissement du lien social;

-lorsqu'il y a création d'emploi, garantie en soutien de l'Etat, comme il le fait déjà avec le Fonds de garantie pour les structures d'insertion par l'économie. Cet engagement coûterait beaucoup moins cher à l'Etat que la réinsertion classique d'un chômeur de longue durée ;

- enfin, dans le cadre du crédit à la consommation, un nouveau type de garantie est à imaginer avec des partenaires venant du monde de la consommation ou de la grande distribution. Leur caution jouerait le rôle du gage des crédits municipaux.

Reste la collecte des ressources, qui doit être organisée à l'échelon local de façon à recréer un véritable face-à-face entre l'épargnant et le porteur de projet, qui pourrait se faire par l'intermédiaire d'un produit d'épargne solidaire standard et populaire. C'est, fort modestement, l'indispensable contrepartie à la globalisation

Il est inutile de passer par Davos pour comprendre que nous devons réinventer un certain nombre de règles et de pratiques pour réaccueillir dans le monde de l'économie marchande les millions d'hommes et de femmes qui en ont été exclus. Des expériences ont montré que c'était possible, Il faut maintenant franchir une autre étape en se donnant les moyens d'agir sur l'ensemble du territoire. Pour que ce nouveau droit à la banque chez nous serve demain de référence à l'Europe.

François-Xavier Bordeaux est président de la Calsse sociale de développement local de

### actionnaires de Paribas

# Participez

à la création de la banque n° 1 en France nº 1 dans la zone euro.

### **8 actions Paribas** pour 5 actions Société Générale

Les actions Paribas apportées à l'échange bénéficieront du dividende Paribas versé au titre de l'exercice 1998.

Offre publique d'échange sur les actions Paribas

Du 12 février au 18 mars 1999 inclus

Paribas Actionnaires 0800 05 17 88

Pour toute information. adressez-vous à votre banque ou à votre intermédiaire financier

he note d'information (visa COB 99-116) est disponible gratuitement sur simple demande auprès des intermédiaires financiers et aux sièges jše Paribas, 3, rue d'Antin, 75002 Paris ह्म de Soc.éte Générale. Tour Société Générale. , gours Valmy.Patis la Défense 🎉 🚁 💍 🤝

Société Générale et Paribas unissent leurs forces, leur culture, leur dynamisme et leur ambition.

SG Paribas 1ère banque française, 1ère banque de la zone ouro et 4ème banque mondiale par le total de ses fonds propres.

SG Paribas: 21 milliards d'euros de fonds propres, 15,8 milliards d'euros de revenus. 2.1 milliards d'euros de résultat net, 220 milliards d'euros d'actifs gérés, 1èr portefeuille européen de participations industrielles.

SG Paribas: 80 000 collaborateurs au service de 10 millions de clients et une présence dans 80 pays.

SG Paribas dispose de tous les atouts et s'affirme des aujourd'hui comme un leader.

SG PARIBAS

is, il ne rit ain-Prance . de œ ₹O,n≎ TCE CU-

### ENTREPRISES

JAPON Le ministère japonais des finances a annoncé, mardi 16 février, qu'il allait augmenter ses achats d'emprunts d'État, après avoir annoncé en janvier qu'il entendait les

réduire. Cette volte-face est destinée à enrayer la remontée des taux d'intérêt à long terme dans l'archipel • L'ENVOLÉE des rendements obligataires au Japon risque d'aggraver

la récession dans l'archipel. Elle renchérit le coût du crédit pour les entreprises et les particuliers et se traduit par d'importantes moins-values dans les porfeuilles obligataires des

établissements financiers ● LES POU-VOIRS publics nippons ont fait savoir, mardi, que les Etats-Unis et l'Europe devaient accepter un affaiblissement du yen. • LES TÂTONNEMENTS des

autorités monétaires japonaises sont jugés sévèrement par la presse. Le quotidien d'affaires Nihon Keizai critique le « mouvement pendulaire » d'une politique « à courte vue ».

 $= \hat{\tau}_{+} \cdot \tilde{\tau}_{+}$ 

1.87.4

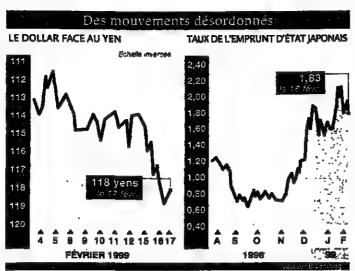
. .

# Pour lutter contre la récession, Tokyo ouvre les vannes monétaires

Le ministère nippon des finances a annoncé, mardi 16 février, qu'il allait reprendre ses achats d'emprunts d'Etat pour tenter d'enrayer la hausse des taux à long terme. Les dirigeants japonais se déclarent favorables à un affaiblissement du yen

LES OPÉRATEURS des marchés financiers internationaux ont de plus en plus de mal à suivre et à comprendre la politique monétaire et financière du Japon. Vendredi 12 février, la Banque du Japon avait abaissé, à la surprise générale, son taux de l'argent au jour le jour, ramené de 0,25 % à 0,15 %, un niveau sans précédent dans l'histoire financière mondiale (Le Monde daté 14 et 15 février). Mardi 16 février, le ministère nippon des finances a fait savoir qu'il allait reprendre ses achats de bons du Trésor après avoir annoncé en janvier qu'il entendait les réduire.

Cette décision, prise à la veille de la réunion à Bonn, samedi 20 février, des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G 7, a eu pour effet d'enrayer la montée du rendement des obligations et d'entraîner le yen à la baisse. La monnale nippone a plongé, mardi, face au billet vert, tombant de 114 yens à 119 yens pour I dollar. De son côté, le taux de l'emprunt d'Etat japonals de référence est retombé de 2,14 % à 1,86 %. Mais les analystes doutent de l'impact durable de cette volteface. Perçue comme une décision « réactive », celle-ci est symptomatique des préoccupations du gouvernement Obuchi, soucleux, à la veille du sommet de Bonn – et de la visite au lapon la semaine suivante du secrétaire adjoint au Tré-



Les décisions annoncées mercii 16 fevrier par le ministère izoonals des finances ont eu pour conséquence de faire reculer le ven et de faire basser les

sor américain, Lawrence Summers – de rassurer ses partenaires sur sa volonté de redressement.

Tokyo a d'ailleurs tenu à désamorcer d'éventuelles critiques de ses partenaires sur ses récentes decisions monétaires. Les Etats-Unis et les autres pays du groupe des Sept doivent accepter « la logique de l'affaiblissement du yen comme une conséquence naturelle de l'assouplissement monétaire », a affirmé, mardi, le vice-ministre des finances, Elsuke Sakakibara. De son côté, le gouverneur de la Banque du Japon, Masaru Hayami, a expliqué que la baisse du yen, « compte tenu des conditions économiques actuelles, est un phénomène positif de nature à revitaliser l'économie intérieure ». Il s'aght là d'une rupture importante dans la politique de change nippone: jusqu'à présent, Tokyo se disait favorable à un yen stable, afin d'éviter un regain de tensions commerciales

mardi démontre que les pouvoirs publics japonais sont désormais décidés à jouer résolument la carte de l'expansion monétaire.

Le ministère japonais des finances a annoncé, mardi, que le « trust fund », qui gère pour son compte les liquidités des comptes postaux, va acheter 200 milliards de yens (1,5 milliard €) d'obligations à dix ans au cours des deux prochains mois, Cette administration avait cessé ses achats début 1999, en arguant de la nécessité de rééquilibrer son actif vers des maturités plus courtes. Ce brusque arrêt, conjugué à la mise en place d'un plan de relance se traduisant par un accroissement important du déficit budgétaire, avait été à l'origine du krach obligataire nippon.

Le revirement de la position du ministère des finances sur ses achats des bons du Trésor s'accompagnera d'une diversification de sa politique d'émission. Le montant des obligations à dix ans émises en mars sera réduit de 400 milliards de yens, pour être remplacées par des bons à deux et six ans. Tokyo entend simultanément réduire l'offre d'emprunts d'Etat à long terme et augmenter la demande.

La décision du ministère des finances, considérée comme une « mesure d'urgence » par le quotidien des milleux économiques NI-

avec Washington. La journée de hon Reizal, vise à enrayer l'accélération de la remontée des taux sur le marché obligataire. En cinq mois, ils ont presque quadruplé. Cette envolée, qui pénalise les prêts aux entreprises et les crédits immobiliers tout en provoquant d'importantes moins-values dans les portefeuilles obligataires des établissements financiers, est une source d'inquiétude pour les pouvoirs publics nippons. Elle l'est aussi pour les pays occidentaux. A Washington, mais aussi à Bonn et à Paris, on redoute qu'une poursuite de l'envolée des taux longs nippons accélère le rapatriement dans l'archipel des capitaux japonais placés à l'étranger. Un tel mouvement risqueralt d'entraîner une vive hausse des rendements américains et européens, ce qui serait une très mauvaise nouvelle économique pour les Etats-Unis et

Les commentateurs japonais jugent sévèrement les tâtonnements des autorités monétaires : le quotidien Nihon Keizai critique, par exemple, le « mouvement pendulaire » d'une politique « à courte vue ». Selon le journal, ces hésitations tiennent aux contradictions de la politique « sans vision » du gouvernement Obuchi. L'économie a assurément besoin d'une injection de fonds publics pour se

dégager de l'ornière, admet le Nihon Keizai, mais si le gouvernement se contente de grossir le déficit et de distribuer avec largesse des fonds publics sans s'attaquer aux problèmes de fond (politique des travaux publics et réforme fiscale vigoureuse), ces palliatifs ne suffiront pas à enrayer la montée des taux longs.

Le revirement de la politique du ministère des finances à propos des bons d'Etat a pour toile de fond la poursuite de la stagnation. Bien que l'Agence de planification souligne, dans son tapport sur l'état de l'économie publié mardi, un « raientissement de la dégradation », elle estime que la situation demoure « sévère » et qu'« il est difficile de prévoir dansquelle direction ira l'économie ».

Parmi les signes négatifs, l'Agence note la chule du profit des entreprises, la dégradation de la situation de l'empki, la baisse des investissements et le recul des exportations. Pis : seloi le compte rendu, publié mercredi de la réunion du conseil de la Basque du Japon qui s'est tenu à la mi-décembre, un membre de l'institut d'émission aurait alors décrit un scénario-catastrophe dans lequel l'économie nipponne secontracterait cette année de 5 %.

Pierre-Antoine Dellommais et Philippe Pons (¿ Tokyo)

### Le groupe hôtelier Starwood cherche toujours à investir

DEUX ANS après le rachat d'ITT Sheraton et de Westin, Starwood Hotels and Resorts affiche de nouvelles ambitions de développement. Mettant à profit l'embellie que connaît la conjoncture hotelière, le groupe, spécialisé surtout dans le haut de gamme, s'apprête à investir 800 millions de dollars (712 millions d'euros) en 1998, après avoir déjà dépensé 2,3 mllliards de dollars en trois ans.

Sixième hôtelier mondial en nombre de chambres ou d'établisnombre d'actifs (hôtels détenus en propre), Starwood est plus connu sous les marques Sheraton, Luxury Collection, Westin, St Regis ou Caesar dans les jeux. De passage à Paris, Jurgen Bartels, directeur général de la branche hôtelière du groupe, a annoncé, mardi 16 février, que Starwood allait ouvrir 116 hôtels en 1999 dans le monde pour posséder 1 000 unités d'ici trois ans. En 1998. Starwood a réalisé un résultat opérationnel de 979 millions de dollars (871 millions €) en hausse de 51 % sur l'année précédente, le chiffre d'affaires a été multiplié par cinq pour atteindre 4,3 milliards de dollars.

Starwood consacrera aussi 1% de son chiffre d'affaires à la formation de ses salariés et lancera un programme de fidélisation, « Starwood prefered guest », d'un montant de 100 millions de dollars. A la

Marriott et Hyatt) le programme proposé par Starwood ne comportera ni limite dans le temps, ni dates interdites pour la réservation des chambres d'hôtels. Les points accumulés pourront être utilisés sur les lignes aériennes, la grande distribution ou le téléphone. Mais tous ces investissements ont un coût. Après en avoir informé ses actionnaires, le groupe a décidé de ramener le dividende de 2 dollars 8 cents à 60 cents ce qui fera faire une économie de près de 300 mil-

#### **OPPORTUNITÉS FRANÇAISES**

Reconnaissant que le marché de l'hôtellerie aux Etats-Unis est « concentre aux trois quarts » entre les mains des grandes chaines, Jurgen Bartels mise sur les autres continents pour sa croissance externe : la crise asiatique a révélé des occasions d'achat mais l'Europe, dont seulement 15 % de l'hôtellerie est la propriété des chaînes, recèle de nombreuses opportunités. Sur le marché français, M. Bartels ne cache pas son intérêt pour Libertel (40 hôtels deux et trois étoiles) et Demeure Hôtels (8 unités de luxe), propriétés de la Compagnie générale d'immobilier et de services (CGIS), filiale de Vivendi.

François Bostnavaron

### Bruxelles mène une opération commando dans les banques de l'Euroland

différence de ceux proposés par ses banques de quatre pays de l'Euroland. Plus de différents concurrents (Hilton, six semaines après le lancement de l'euro, les autorités de Bruxelles sounconnent les banques d'avoir créé un cartel ou une entente pour maintenir les frais bancaires à un niveau élevé dans la zone euro. Le Crédit agricole et la Société générale, en France, ont reçu la visite inopinée de commissaires européens de la DG IV (direction générale chargée de la concurrence), ainsi que la Deutsche Bank et la Dresdner Bank en Allemagne, Argentaria et BBV en Espagne et la Banca Commerciale Italiana (BCI) et Caripio en Italie. D'autres banques sont soupçonnées, mais elles n'ont pas toutes été visitées.

La suppression des risques de change entre les pays de l'Euroland aurait dû faire baisser les coûts. « Nous avons décidé d'entreprendre une action pour obtenir des Indications suffisantes pour savoir s'il y avait eu des concertations au niveau national et/ou européen entre banques », a déclaré, mardi, Karel Van Miert, le commissaire européen à la concurrence, devant la commission monétaire du Parlement européen. « Nous espérons les avoir pris par surprise », a-t-il ajouté. provoquant la colère de certains banquiers. Nous avons des indications selon lesquelles il est possible, voire probable, que les banques pratiquent des commissions bancaires élevées », confie un porte-parole de la Commission. Une telle entente, si elle était prouvée par les inspecteurs de Bruxelles, est évidemment Illégale, et entrainerait de fortes amendes pour les

Concrètement, quels sont les faits? L'arrivée

C'EST UNE véritable opération commando de l'euro a fait disparaître les disques de change. ropéenne. Le Pariement de Strasbourg s'ait mis qu'a menée, mardi 16 février, la Commission eu- Mais cela ne représente en moyenne que 15 % à en lumière, début février, les fortes diparités ropéenne, en envoyant ses enquêteurs dans huit 20 % du coût total des frais bancaires, qui entre les pays de l'euroland mais d'étomantes comprend, outre les frais de personnel, ceux de stockage et de manipulation des billets, expliquent les banques. Il n'empêche, les prix devraient diminuer. Les frais liés aux virements transfrontaliers devralent, eux aussi, être minorés, en raison de cette même suppression des risques de change. Certaines banques affirment avoir baissé leurs tarifs, mais c'est visiblement insuffisant. Les plaintes des associations de consommateurs et de députés européens ont amené l'exécutif européen à sortir de sa réserve sur ce dossier, le poussant même à demander des informations à la plupart des banques et associations de banques. L'Association française des banques (AFB) a, par exemple, reçu de la Commission de Bruxelles un questionnaire sur ce sujet auquel elle doit répondre avant le

### DISPARITES ET SIMILITUDES

Les craintes des autorités européennes ne sont pas nouvelles. Le commissaire européen Mario Monti avait mis en garde, mi-janvier, les fédérations européennes des banques face à de telles dérives. « Toute augentation des charges de conversion (des billets de banque dans la zone euro) menace gravement l'acceptation par le public de l'euro », indiquait M. Monti, cité par la revue européenne 7 lours Europe. Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen aux affaires économiques, monétaires et financières, avait tancé les établissements bancaires il y a quelques semaines (Le Monde du 9 février), relayé par Wim Duisenberg, président de la Banque centrale eu-

similitudes entre banques d'un même jays, et c'est plutôt là que le bât blesse. Ce que rifute en bloc Michel Freyche, président de l'Assiciation française des établissements de crédit etiles entreprises d'investissement (Afecei). Dénonçant « la procédure tendant à jeter la suspicionsur les banques françaises », il a affirmé : « il n'ya pas, en France, le début d'une amorce d'entent entre les établissements ». « La Commission européenne fait de la gesticulation médiatique », a-t-il aouté, non sans agacement. L'AFB s'est déjà défendue, la semaine dernière, de pratiquer des frai élevés pour les paiements en euros. Elle a nis en place un numéro Euro-Azur pour collectir les plaintes des Français.

Ces interventions de la Commission sont à relativiser: «Le volume des transactions en quros est aujourd'hui homéopathique », explique M. Freyche. Contrairement aux entrepases, les particuliers boudent l'euro. Par exemple, selon une enquête du magazine LSA, au coursitu mois de janvier, 6 500 paiements Carte Heue et 1150 chèques en euros ont été effectués lans les supermarchés Carrefour en France, mais aucun en Espagne et en Italie, 3 000 chez Auchan, et seulement 40 au magasin parisien Printemps Haussmann.

La question est de savoir si cette tarification élevée est la vraie raison des faibles volumes des transactions en euros, sachant que le succès de l'euro est un enjeu énorme pour la Commission **∉**шгоре́еппе.

Pascde Santi

### Douze groupes allemands créent un fonds d'indemnisation des travailleurs forcés

Sur Minitel la nouvelle version euro 170 devises en EUR, FRF, USD des taux d'inflation ✓ des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

ŀ,

après la seconde guerre mondiale, douze entreprises allemandes vont créer un fonds d'indemnisation des travailleurs forcés. Elles ont annoncé cette initiative, intitulée « Souvenir, responsabilité et avenir », mardi 16 février, à Bonn, à l'issue d'une réunion avec le chancelier Gertrard Schröder. Le fonds, dont le montant n'est pas encore fixé, sera destiné, à partir du le septembre, aux travailleurs civils qui ont du sacrifier plusieurs années de leur existence dans les entreprises d'outre-Rhin. Entre 200 000 et 300 000 personnes encore en vie seralent concernées. Le fonds pourrait aussi contribuer au règlement du problème des avoirs juifs et assurer une indemnisation aux rescapés des camps d'extermination, réduits à l'état d'esclaves

pendant leur déportation. Tout en reconnaissant leur « res-

CINQUANTE-QUATRE ANS dictature nazie, les entreprises entendent promouvoir des actions humanitaires afin de « prévenir les plaintes, en particulier collectives, aux Etats-Unis, et couper l'herbe sous le pied aux campagnes contre la réputation [du] pays et de son économie », a précisé le chancelier. Cette annonce survient après des semaines de négociations entre le gouvernement, les entreprises, les Etats-Unis et Israël. Le ministre à la chancellerie, Bodo Hombach, cheville ouvrière de l'accord, a multiplié les rencontres, en particulier avec le Congrès juif mondial et les responsables américains. Mais le gouvernement allemand ne financera pas ce fonds, « complément à la politique de réparation » du pays.

Seion la presse allemande, le fonds pourrait atteindre 2,5 à 3 milliards de deutschemarks (1,3 à 1,5 milliard d'euros). Ces sommes nonsabilité morale » du temps de la permettront de régler les réclama-

tions « de façon rapide et individuellement, sans bureaucratie », a souligné M. Schröder. Et en évitant de longs procès : les entreprises signataires (Allianz, BASF, Bayer, BMW, DaimlerChrysler, Deutsche Bank, Degussa Hulls, Dresdner Bank, Krupp, Hoechst, Siemens et Volkswagen) devraient profiter d'une « sécurité légale », dont la mise en place fera l'obiet d'accords bilatéraux avec les Etats.

#### **PLAINTES COLLECTIVES**

Plusieurs industriels ont été la cible de plaintes collectives aux Etats-Unis, en 1998. La mobilisation d'anciens travailleurs forcés a incité les entreprises allemandes à trouver une façon de les indemniser. Les exigences posées par le Congrès juif mondial au rachat de Banker's Trust par la Deutsche Bank, confrontée à ce problème, ont intensifié les débats sur l'attitude des entreprises

sous le III Reich. Des millions de personnes, dont plus de 800 000 civils français dans le cadre du STO, ont été contraints de travailler en Allemagne pendant la/seconde

guerre mondiale. De très rares entreprises avaient lance une politique d'indemnisation. Volkswagen et siemens disposent de leurs propres fonds depuis 1998, dotes d'environ 20 millions de deutschemarks. Siemens, qui évalue à environ 20 000 le nombre de travailleus forcés employés à l'époque chez lui, affirme avoir reçu à peu près 1 200 demandes d'indemnisation, neuf sur dix provenant d'Europe centrale. Les participants au foids, peu nombreux, espèrent être rejoints par d'autres : entre 250 et 300 entreprises auraient employé des travail-

Philippe Ricard

# La justice américaine étudie les moyens de mettre fin au monopole de Microsoft

La défense du géant du logiciel se montre contre-productive

Le groupe de Bill Gates, qui, depuis janvier, fait des systèmes d'exploitation n'est pas un mono-défiler ses témoins à la barre, tente de démon-pole. Mais les dépositions sont confuses et les sanctions qui permettraient d'imposer le retour trer que sa position dominante sur le marché

avocats de Microsoft ont produit une vidéo à une véritable concurrence dans les logiciels.

#### WASHINGTON

de notre correspondant Le procès de Bill Clinton est fini. celui de Bill Gates continue. La défense continue de faire défiler ses témoins à décharge. Mais tout ne se passe pas aussi bien que prévu pour les avocats de Microsoft. Face à l'agressivité de David Boies, qui représente le département de la justice et les Etats qui poursuivent le géant du logiciel pour violation de la loi antitrust, des défauts sont apparus dans la cuirasse de la dé-

े प्रकार कर । विद्युक्त विकास के किस के प्रकार कर कर । असे किस के स्थाप

the safety of the same way to be a second

Bridge Street Control of the Street

The second of the second

A Company of the same

The second of the second of

The second second second

**発電力 ・ 車上が 子 東 が** これ こ

And the state of t

the say in manufacture of the

 $\begin{array}{ll} I_{1,1,\ldots,n}(x) & \cdots & \vdots \\ P_{n-1}(x)P_{n-1}(x) & \cdots & \vdots$ 

The state of the s

The same of the same of the same

A CANADA CANADA

Magazine and the second

**美国大学生的主义**,并且1997年的第三人称 

A STATE OF THE STA

S. And St. St. Married Land Co.

May was and a standard for the

Villa Francisco

The second section is a second of the second of

The state of the s

THE LABOR.

stated to the same of

Service Control of the service of th

 $\mathcal{L}^{(k)} \oplus \mathcal{L}^{(k)} \to (k \oplus \mathbb{Z}_{p \times p} \oplus \mathbb{Z}_{p \times p \times p} \oplus \mathbb{Z}_{p \times p \times p}) = 0$ 

Charles Control

The second second

Pendant ce temps, lè département réfléchit aux moyens de mettre fin au monopole de Microsoft sans mettre à mai la « success story » de l'économie américaine des années 90. Deux solutions sont envisagées. La première s'inscrirait dans la lignée du démantèlement de la Standard Oli en 1911 ou d'AT & T en 1984. Il s'agirait de diviset Microsoft en plusieurs compagnies, tout comme le géant du téléphone a été scindé en plusieurs Baby Bell. La seconde contraindrait Bill Gates à cesser sa politique de contrats d'exclusivité et de pénali-

sation financière des utilisateurs qui refusent de se plier à ses exigences. Pour forcer à la concurrence, les codes de programmation de Windows pourraient aussi être vendus à plusieurs compétiteurs. Les déboires de la défense out

commencé en lanvier avec l'arrivée à la barre d'un professeur du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui a expliqué que la position dominante de Microsoft sur le marché des logiciels n'était pas un monopole, mais une « concurrence lynamique ». Mais l'accusation a déniché un texte de 1982 dans lequel cet universitaire prétendait le contraire. Puis ce fut le tour de plusieurs responsables de la firme de Redmond, mal préparés à une confrontation avec M. Boies. Ce dernier a utilisé une série de courriers électroniques internes. Echangés par milliers à l'intérieur de Microsoft, ils se sont soudain trouvés au cœur du débat. L'un d'entre eux, signé Bill Gates, demandait que l'on « cause beaucoup de mal » à un concurrent. Une série d'autres, certains signés du vice-président Paul Maritz, proposalent une stratégie

navigateur concurrence celui de Microsoft: « Il faut les asphyaier », les « aligner sur nos positions », leur « retirer leur leadership ». Nous recherchions simplement « un terrain d'entente », a-t-il expliqué.

#### ERREUR IMEXCUSABLE

M. Boies a aussi fait état d'une lettre de Hewlett-Packard critiquant les pressions exercées par Microsoft en ces termes : « Si nous avions le choix, je vous assure que vous n'auriez pas eu notre préférence. » Mais, dans ces procès à rebondissements dont les Américains sont si friands. Microsoft a commis une erreur inexcusable en présentant pour sa défense une cassette vidéo. Il s'agissait de prouver que, contrairement à ce qu'affirme le ministère public. « navigateurs » et systèmes d'exploitation sont intrinsèquement liés, qu'ils ne peuvent opérer qu'ensemble et que l'adlonction d'un « navigateur » extérieur - en l'occurrence celui de Netscape - nuisait à leur fonctionnement. Cette expérience a malheureusement été filmée de

musclée contre Netscape, dont le telle manière qu'elle a perdu toute sa crédibilité, et Microsoft a dû s'excuser et demander l'autorisation d'en réaliser une autre. « Nous n'avions pas filmé le bon système », a reconnu James Allchin, responsable de Windows.

Ces ratés, tout comme l'imprécision répétée des gens de Microsoft face aux questions de M. Boies, out agacé le juge, qui l'a fait savoir. Cela n'est guère positif pour l'image d'une entreprise dont, l'un après l'autre, partenaires et concurrents ont décrit la stratégie agressive, prédatrice.

Le symbole du miracie économique américain et de la haute technologie traverse avec peine cette épreuve, à laquelle s'ajoute une profonde réorganisation interne qui vient d'être annoncée. Sa réputation, comme celle de Bill Gates, risque de s'en ressentit. Ce qui ne veut pas dire que tout soit perdu, loin de là. Les débats sur la spécificité du navigateur, et sur la nature d'un monopole, sont loin

### L'union Hoechst-Rhône-Poulenc ne se ferait pas à parité

reconnu, dans le Wall Street Journal du 17 février, que la fusion avec Hoechst, pour créer Aventis, ne devrait pas se faire à 50/50 comme annoncé, mais devrait différer légèrement de cette parité. Le groupe allemand devrait détenir la majorité du capital du numéro deux mondial des sciences de la vie.

Alors que ce projet n'a pas encore été approuvé par les assemblées générales des deux groupes. Hoechst s'est refusé à tout commentaire sur un article de la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 16 février, rapportant que le Koweit, détenteur de 24,5 % du capital, est

Les sites français de Hoechst et de Rhône-Poulenc doivent « conserver toute leur place au sein » d'Aventis, a déclaré, mardi 16 février, Christian Pierret. Le secrétaire d'Etat à l'industrie répondait à une question sur le rapport d'un consultant américain, Monitor, qui a recommandé la fermeture ou la cession sur une période de dix ans de plusieurs sites du nouvel ensemble, notamment celui du centre de recherche de Romainville (Seine-Saint-Denis) appartenant à

La CGT devalt organiser une manifestation devant les sièges des deux groupes à la Défense, près de Paris, jeudi 18 février.

### Framatome rejette l'idée d'une fusion avec la Cogema

DOMINIQUE VIGNON, président du constructeur de réacteurs nucléaires Framatome, a déclaré, dans un entretien aux Echos du mercredi 17 février, qu'« une fusion de Framatome avec la Cogema n'[étalt] pas souhaitable ». S'il souligne l'importance du projet de réacteur franco-allemand EPR, M. Vignon considère que c'est l'association de l'activité nucléaire et de la connectique qui donne à son groupe son équilibre global. « Les électriciens allemands sont assez bien disposés pour participer au financement. Si l'EPR est engagé en France, ils souhaitent prendre une part de 30 % de la centrale », a indiqué le président de Framatome.

A propos de la position de Siemens sur ce dossier, M. Vignon a affirmé que « Siemens s'engogera sur l'EPR aussi longtemps qu'il sera financé. Et il a dit clairement qu'il souhaite continuer ce projet ».

### Le procès n'a pas freiné les projets de Bill Gates

1998 par l'Etat américain contre Microsoft a beau mobiliser les énergies, le groupe continue à avancer ses plons pour gagner encore des parts de marché. Première capitalisation boursière du monde, Microsoft a annoncé, mijanvier, des résultats trimestriels trionphaux: 1,98 miliard de doilars de bénéfices (1,75 milliard d'euros) pour un chiffre d'affaires de 4,94 milliards de dollars, en cróssance de 38 %.

renielles, avec ses systèmes d'explotation Windows qui font tourner 90 % des ordinateurs dans le monde, Microsoft continue de pcusser son avantage. Développer sa présence sur internet est l'une de ses principales préoccupations, notamment par le blais de son site MSN.com. Ce dernier attire plus de 40 % des usagers du Web aux E:ats-Unis, selon la société détudes de marché Media Metrix.

Pour rivailser avec Yahoo i, infoseek ou Excite, Microsoft multirije les points d'entrée vers des sites de commerce électronique: après s'être associé, début décembre, au premier libraire américain, Barnes & Noble, le groupe de 30 Gates s'apprête à annoncer une alliance avec un autre partenaire pour vendre des livres en ligne. Les visiteurs du site de Microsoft peuvent aussi accéder, d'un simple clic, aux services Expedia (agence de voyages), Car-Point (vente de voitures) ou WebTV Network (programmes de telévision). « Un double intérêt nsus pousse à investir dans notre ste, explique Isabelle Polu, responsable marketing pour MSN France. Nous voulons répondre aux besoins des utilisateurs qui désirent faire leurs achats ou trouver de l'infermation sur le Web, et nous souhaitons développer des partenariats avec des sites spécialisés dans le commerce électronique sur inter-

le 26 janvier, Microsoft a conclu un accord avec le moteur de recherche Altavista au terme duquel les deux sociétés feront la promotior mutuelle de leurs sites. « Netre but est de générer le maximun de trafic sur notre site afin d'attrer la publicité », précise Isabelle Polu. La publicité est la principal: source de reveau des activités multimédia de Microsoft, qui ne devraient pas être rentables

avan: 2002. Deuxième axe de développemen du groupe de Bill Gates, l'accès i Internet iui-même. Le marché du transfert des données via le réseiu des réseaux devrait plus que doubler d'ici à 2002, pour représenter un chiffre d'affaires de 19 nilliards de dollars (17 milliards d'erros), estime Datamonitor.

LE PROCES engagé en octobre Pour développer les infrastructures nécessaires, Microsoft multiplie, là aussi, les partenariats avec des spécialistes. En décembre 1998, il a, par exemple, investi 200 millions de dollars dans l'opérateur de télécommunication Qwest Communications International. Cet investissement a pour but d'offrir aux entreprises un réseau de fibre optique pour accéder rapidement à internet via les logiciels de Microsoft de type Windows NT. Afin de développer le Accusé de pratiques anticoncur- même type de services pour les particuliers, le fabricant de logiciels a annoncé fin janvier sa prise de participation pour 500 millions de dollars dans l'opérateur britannique NTL ainsi que l'achat d'actions d'une valeur de 300 millions de dollars dans le câbio-opérateur néeriandais Pan-Europe Commu-

Microsoft n'en oublie pas pour autant d'entretenir ses positions sur le marché des systèmes d'exploitation et des logiciels de bureautique (Word, Excel, Access, Office). Son grand chantier du moment est la préparation du lancement de la nouvelle version de Windows. « Nous réalisons plus des deux tiers de notre chiffre d'affaires dans la vente de systèmes d'exploitation et les applications bureautiques, explique Olivier Ezratty, directeur du marketing de Microsoft France, La commercialisation de notre dernier système d'exploitation. Windows 2000, pour la fin de l'année ainsi que son complément bureautique Office 2000 constitue donc un élément majeur de notre croissance pour 1999 », ajoute-t-ü. Le retard pris dans la commerciallsation de Windows 2000 aurait d'ailleurs suscité la démission du grand patron de la division Windows, Moshe Dunie, en décembre Le groupe, qui a développé un

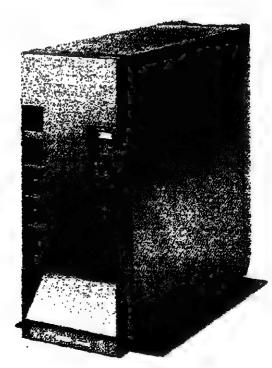
logiciel spécifique pour les machines reliées à Internet, se prépare également à offrir l'accès à înternet depuis un téléphone mobile. Trois mois après avoir créé avec Qualcomm (téléphonie numérique mobile) une filiale commune, Wireless Knowledge, Microsoft a conclu, début février, un partenariat avec British Telecom (BT). Il lui permettra d'implanter le logiciel Windows CE sur le marché des téléphones mobiles et d'étendre ainsi sa suprématie aux nouveaux ordinateurs-téléphones sans fil. Un marché porteur qui devrait atteindre 20 milliards de dollars (17,86 milliards d'euros) à l'horizon 2002, selon le cabinet de consultant Andrew Seybold.

Emmanuel Paquette

Installez votre AS/400 en mars 1999. Ne payez rien avant l'an 2000. Yous avez du 5 au 28 tévrier 1999 pour profiter d'une offre incroyable sur l'AS/400e. Commandez et installez votre AS/400e en mars 1999 et bénéficiez d'un différé de paiement jusqu'en janvier 2000, sulvi de 24 mois de location sans frais". Vous avez bien lu, cette offre sans précédent porte sur la nouveille gamme AS/400e dont le rapport prix/performance est plus favorable que jamais. Février ne dure que 28 jours, ne pardez pas une minute pour renvoyar votre coupon-réponse. Vous pouvez aussi appelar le O 801 TEL IBM (O 801 835 426) ou vous connecter sur internet www.as460.libm.com/france



# Equipez-vous maintenant, payez plus tard. Beaucoup plus tard.



gon 24 layers de 1/24" du pour HT de l'AS-400e. Cede oltre porte sur la nouvelle gamme AS-400e accordée en Herner 1999, avels qué sur le mondée 170 (seut 2299) et carlaines évolutions matériel (nous consultes) Appliquent à des commandes passées avent le 12 mars 1999 pour l'aractin avent le 31 mars 1999, sous réserve d'acceptaines du dossair par BM France Francement. Cess oltre dies commandes passées avent le 12 mars 1999 pour l'aractin avent autre 10

Fax:	e-mail :		
	Déjà équipés d'un AS/400 : 🔲 OUI	☐ NÓN	
ommercial IBM : 🔲 OUI	NON Si oui, ses coordonnées :		!
	Fax:	Fax :	Fax :

conquis Pun paconfie.

es, il ne

rit am-

France

### COMMUNICATION

# Les investissements publicitaires devraient faiblir en France en 1999

Après une croissance de 4,9 % en 1998, les dépenses de communication ne devraient augmenter que de 3,6 % cette année, selon l'étude France Pub. La difficulté des experts à évaluer les investissements réalisés dans la télévision montre le changement de comportement des annonceurs

publicitaire en France sera inférieure, en 1999, à la moyenne mondiale. Les experts français d'Havas, qui devaient rendre publique, mercredi 17 février, leur étude annuelle France Pub. tablent sur une progression du marché français de 3,6 % cette année. Cette prévision, qualifiée de « pessimiste » par les auteurs de l'étude, est sensiblement inférieure à celle de 4,1 % annoncée pour le monde, en décembre 1998, par les experts britanniques de Zenith Media et américains de McCann-Erickson (Le Monde du 24 décembre 1998). Elle devrait, toutefois, être légèrement supéricure à la progression du produit intérieur brut (+ 3,4 %). En 1998, le marché publicitaire a été dopé par la demande intérieure. La presse d'abord. Les quotidiens ont profité des investissements réalisés par les annonceurs pendant la Coupe du monde de football; la presse quotidienne régionale retrouve « enfin et péniblement », selon Alberto Pedrola, le responsable de l'étude France Pub, un taux de croissance positif; la presse ma-

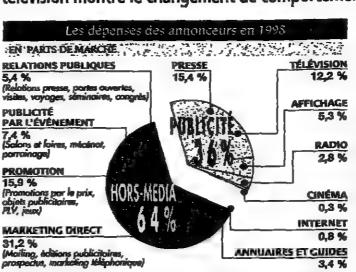
gazine et la presse professionnelle ont amélioré leur performance de 1997 avec une croissance respective de 6,5 % et 5,5 %; la presse gratuite, de son côté, se stabilise.

Les afficheurs ont également su tirer partie de l'envolée des dépenses publicitaires pendant le Mondial, notamment pour les panneaux situés dans les gares, le métro et les aéroports. En revanche, les panneaux grand format sont victimes de la stabilisation des campagnes locales réalisées par les petits annon-

LES CONTRADICTIONS DE LA TÉLÉ

C'est la radio qui a profité de la publicité locale : les annonceurs locaux y ont augmenté leurs dépenses de 5,7 %. Tous médias confondus, les campagnes locales se sont élevées à 51,2 milliards de francs (7,8 milliards d'euros) en 1998, contre 114,9 milliards de francs (17,5 milliards d'euros) pour les campagnes nationales. « La publicité locale devient de plus en plus une déclinaison géographique de la stratégie des grands local souffre du recul du commerce indépendant et du déclin de l'autonomie publicitaire des franchises et des réseaux commerciaux ». explique M. Pedroïa.

Si les médias de masse continuent à attirer les annonceurs, la toute-puissance de la télévision est, en revanche, contestée, les experts d'Havas affirment que les dépenses réalisées par les annonceurs à la télévision ont crû de façon « sensiblement supérieure » (+5,2 %) à celle des autres médias (+4,9 %). Cette statistique, fondée sur des déclarations faites par mille annonceurs représentatifs du marché, contredit les bilans d'autres experts, tels qu'ipsos-Media ou l'agence média Carat Expert. Ceux-ci affirment, en s'appuyant sur les chiffres fournis par l'institut Secodip, que, pour la première fois, la progression de la télévision a fléchi en 1998 : « Les investissements y ont progressé de 5.1 %, contre + 11.2 % pour la presse, + 14,7 % pour la radio et + 10,9 % pour l'affichage », affirme Luciano Bosio, le directeur général adjoint de Carat Expert.



nouvelle réalité de média-planning. Les annonceurs ne réparpar type de support, mais en foncsormais faire de la publicité interactive à la télévision. Considérera-t-il qu'il s'agit d'un inves-

d'autre part, 56 % des dépenses pu-

tissement alloué à la télévision ou au multimédia? Depuis la fin de la crise, ils privilégient la construction des territoires de marques qui valorisent leurs différences, analyse-t-on chez Carat Expert. Les nouveaux annonceurs - le secteur des services, téléphonie en tête, ayant supplanté celui de l'alimentation - ne répartissent plus leurs investissements suivant l'ancienne logique médias/hors-médias, un tiers pour deux tiers.

1

1000

100 Mil.

il est donc de bon ton de distinguer désormais les annonceurs x traditionnels » des annonceurs « relationnels »: « Les deux tiers des annonceurs revendiquent le lien direct avec le consommateur individuel comme axe principal de leur stratégie à venir », indique Alberto Pedroïa. Les bases de dounées constituent leur principal outil de communication (42 % en ont utilisé en 1998 et 13 % ont l'intention d'en créer une en 1999). Leur stratégie s'articule autour des mailings, de la presse éditée par l'entreprise, des salons et du marketing téléphonique. En 1999, 28 % des armonceurs relationnels prévoient d'augmenter leur budget publicitaire principalement dans le multimédia (72 %) alors que seulement 21 % des annonceurs traditionnels envisagent d'augmenter leur niveau d'investissement, majoritairement à la télévision (66 %).

Florence Amalou

#### Internet dépasse le cinéma

La part de marché de la publicité interactive a doublé entre 1997 et 1998. Même si les dépenses des annonceurs sur le Net représentent en France encore moins de 1 % des investissements publicitaires, il s'agit de la seule progression à deux chiffres du secteur, avec le cinéma : Internet a généré un chiffre d'affaires publicitaire de 1.3 milllard de francs en 1998, en progression de 98,4 % par rapport à 1997, désormais supérieur à celui de la publicité au cinéma.

67 % des annonceurs estiment que la publicité sur Internet va devenir incontournable, 68 % reconnaissent qu'elle permet de toucher des cibles précises et 66 % qu'elle est indispensable au maintien de la compétitivité. Toutefois, la majorité des annonceurs estiment que les mesures d'audience ne sont pas flables, affirme-t-on chez Hayas. Et les deux tiers craignent qu'« une présence sur internet n'entraîne le risque d'être sollicité par des importuns ».

### Les annonceurs japonais ont réduit leurs dépenses depuis déjà un an

AU JAPON, les annonceurs out dépensé, en 1998, 3,8 % de moins qu'en 1997 pour leur communica-

Ce chiffre, publié mardi 16 février par le conglomérat de communication Dentsu, était attendu dans l'andété par les professionnels occidentaux puisque le Japon conditionne la croissance mondiale en étant, d'une part, le deuxième marché publicitaire au monde derrière les États-Unis, et en concentrant,

blicitaires de la zone Asie-Pacifique. En mesurant l'impact de la crise financière sur la consommation japonaise, cette statistique confirme la prévision pessimiste des experts britanniques de Zenith Media, qui annoncaient, dès le mois de décembre 1998, une contraction de ce marché publicitaire à l'échéance de 2001 (Le Monde du 24 décembre

Selon le rapport de Dentsu, les investissements publicitaires se sont élevés à 5 759,7 milliards de gression pour la première fois depuis cinq ans. Les investissements dans les quatre grands médias au Japon - journaux, magazines, télévision et radio - ont chuté de 4,2 % sur l'année 1998, les dépenses ayant diminué de 6,7 % dans les journaux et de 2,9 % à la télévision. La baisse annuelle a été enregistrée dès le

Les médias n'ont pas réussi à profiter de l'effet d'entrainement des Jeux olympiques d'hiver de Nagano, en février 1998, et ont subi la récession économique qui s'est amplifiée entre avril et juin. Ensuite, la Coupe du monde de football et la croissance des marchés de l'informatique, du téléphone et des télécommunications, principaux moteurs de la croissance publicitaire en 1998 dans le reste du monde, n'ont pas eu d'effet sur les médias

Seuls les médias électroniques out continué à afficher une croissance à deux chiffres pour la quatrième année consécutive. Ce secteur, également en très forte croissance dans les autres pays du monde, ne représente toutefois pas

1 % des investissements publicitaires japonais. La piupart des entreprises nippones ont tranché net dans leurs investissements publicitaires au deuxième semestre. A l'exception des banques et des compagnies d'assurances, qui ont augmenté ieurs dépenses de 8,1 % par import à 1997. De la même façon, les producteurs de boissons, en faisant porter leurs efforts sur la promotion du café, des boissons sans alcool et du whisky, ont, avec les cigarettiers, augmenté leurs dépenses publicitaires de 3,1% en

Pour 1999, les perspectives publiitaires ne sont guère plus optimistes. Les experts médits du groupe Dentsu tablent su une croissance de 0,2 % des trivesissements dans les journaux, les magazines, la télévision et la radio - soit une quasi-stagnation à 3 776,5 milliards de yens, contre 3 770,3 mil-

### Manière de voir Le bimestriel édité par

**LEMONDE** diplomatique

### L'indispensable atlas des conflits



Une cartographie originale

Une bibliographie commentée

Des sites de référence sur Internet

Un glossaire détaillé

DOSSIER À NE PAS MANQUER

Du Kosovo à la Palestine, du Congo au Timor-Oriental, de Chypre au Soudan, de la Colombie à la Bosnie, du Caucase à l'Irlande, du Golfe à l'Albanie...

### Un éclairage en profondeur sur les crises actuelles qui secouent la planète

La nature et les conséquences de l'hégémonie américaine

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

### Une plate-forme stratégique pour l'AFP

LA RECHERCHE du nouveau président de l'Agence France-Presse (AFP) s'organise doucement après la fin du mandat de lean Miot, le 2 février. Les représentants de la presse et de l'Etat au conseil d'administration ont adopté une « plate-forme stratégique », destinée à fixer des objectifs clairs an futur patron de l'agence. Les administrateurs « estiment que l'AFP ne réunira durablement les conditions de l'équilibre économique qu'en se redéployant efficacement sur les marchés internationaux et en diversifiant ses services sur les nouveaux supports et services d'infor-

mation ». Les administrateurs, qui s'engagent à mener « une réflexion sur la modernisation du statut de l'agence », souhaitent des aménagements de la politique commerciale ainsi qu'une évaluation du « fonctionnement et de la rentabilité des filiales ». Ils assignent deux tâthes prioritaires au futur président : une gestion

de l'agence « sur la base d'un budget de reconduction qui sera adopté dans les plus brefs délais» par le conseil et l'élaboration, « pour septembre, d'un plan stratégique à trois ans assorti d'un échéancier, d'un plan d'affaires et d'un plan de financement, dont le budget de l'an 2000 sera la première année d'exécution ». Les administrateurs préconisent « une amélioration de la productivité (...) par la maîtrise de l'évolution de la masse salariale et de la modernisation de la gestion des ressources humaines ».

Pour l'heure, quatre candidats postulent officiellement au poste de PDG: Daniel Jubert, ancien directeur de La Presse de la Manche; Michel Meyer, directeur de RFO-Guadeloupe et ancien directeur de l'information de Radio-France; Jacques Ravary, ancien PDG de Havas Régies; Gilbert Grellet, directeur pour l'Europe et l'Afrique à l'AFP.

Nicole Vulser

### Prisma Presse renforce son pôle économique

LE GROUPE PRISMA PRESSE, filiale de Bertelsmann, renforce son pôle économique. Christine Mital, directrice adjointe de la rédaction du Nouvel Observateur, est nommée rédactrice en chef déléguée du mensuel Capital. Cette nomination intervient après celle de Vincent Beaufils, ancien directeur de la rédaction du Nouvel Economiste, au poste de rédacteur en chef de L'Essentiel du management.

Jean-Joël Gurviez reste éditeur des deux titres et rédacteur en chef de Capital Christine Kerdellant, ancienne directrice de la rédaction de L'Entreprise (groupe Expansion), rejoint également Prisma Presse. sans affectation particulière, mais pour réfléchir à d'éventuels projets. Le groupe d'Axel Ganz prévoit, pour septembre, le lancement d'une édition française du National Geographic.

AUDIOVISUEL: l'animateurvedette Guillaume Durand pourrait arrêter à la rentrée de présenter l'émission « Nulle part ailleurs », diffusée sur Caral Plus. Alain de Greef, directeur des programmes de la chaîne, n'a pas souhaité commenter cette information parue dans Voici, Nagui a démenti vouloir lui succé-

■ Une pétition de soutien à Henri Chambon, responsable de« Reportages » sur TF 1, 4 été lancée par des journalistes, réalisateurs, cameramen et producteurs, qui soulignent eson éthique et son honnéteté ». Ils regrettent la « curée médiatique » qui a suivi la révélation que deux reportages diffusés dans ce magazine étaient « bidonnés ».

■ Fantôme, une société d'animation en 3D, fondée et dirigée par Georges Lacroix, a déposé son bilan. Le tribunal de commerce de Paris étudiera cette affaire, jeudi 18 février.

■ PRESSE: l'ensemble des syndicats de journalistes (sapf la CFTC) et les représentants de la presse et de l'audiovisuel public et privé (TF 1 et M 6) ont entrepris, mardi 16 février, une discussion « exploratoire » sui l'application des 35 heures dans les entreprises de presse. Le patronat est favorable à une « approche annuelle du temps le travuil » vu la spécificité du métier de journaliste. Le SNJ la dGT et la CFDT souhaitent une semaine de quatre jours.

La firme d'investissements américaine Evercore Patners devrait acquerir, pour 76 millions de dollars (685 milions d'euros) American Media Inc., l'éditeur du National Enquier et du Star, les deux principaul magazines américains, en terne de diffusion, après TV Guide. - AFP.)



مكذا يم الملاحل

The state of the state of the state of

Land to the second

### TABLEAU DE BORD

#### AFFAIRES

#### INDUSTRIE

● MICROSOFT: la justice américaine étudie les sanctions possibles contre Microsoft (Lire p. 19.)

 SCANIA : les discussions en vue d'une prise de contrôle du constructeur suédois de poids ourds s'intensifient. Selon le Wall Street journal du mercredi 17 février, Volvo et Volkswagen, ainsi que Fiat, ont eu des contacts avec Investor (groupe Wallenberg), actionnaire de Scanla.

 AIRISUS : le lancement industriel prévu fin 1999 d'un Airbus de plus de 550 places, connu pour l'instant sous le nom de code A 3XX, devrait être reporté, a annoncé le groupement européen, mardi 16 février, invoquant le ralentissement conjoncturel transport aérien.

SEXTANT: Thomson-CSF déboursera 2,2 milliards de francs (335 millions €) pour racheter la participation de 50 % d'Aerospatiale dans Sextant Avionique dont il détiendra ainsi 100 %. Čette cession, prévue par un accord de signé en décembre 1998, est effective le 17 février, a indiqué mardi Thomson-CSF. Aerospatiale réalise sur cette opération une plus-value de l'ordre de 1 milliard de francs (152

PIRATAGE : les entreprises américaines ont accusé un manque à gagner de 12.4 milliards de dollars (11 milliards €) en 1998, en hausse de 6 %, en raison du piratage de leurs produits, selon l'Alliance internationale pour la protection de la propriété intellectuelle (IIPA). L'IIPA demande qu'Israel, le Mexique, l'Italie, Macao, la Russle, le Kowett, la Turquie et la Pologne solent placés sous survelliance.

• ÉLECTRONIQUE : IBM, NEC, Hitachi, Pioneer et Sony ont amoncé, mercredi, la formation de l'alliance « Galæty group » pour développer un « filigrane électronique » destiné à mieux contrôler la copie de disques et films numériques. Cette technologie pourrait être intégrée à la prochaine génération de vidéodisques DVD.

CHIMIE: la CGT, FO, la CFTC et la CGC ont décidé d'exercer leur droit d'opposition à l'accord sur les 35 heures dans la chimie (250 000 salariés) signé entre le

patronat et la CFDT. Les quatre syndicats estiment que le texte remet en cause les dispositions du code du travail et les acquis sociaux de la convention collective.

#### SERVICES

SNCF : de fortes perturbations du trafic étaient signalées, mercredi 17 février matin, à la suite d'une agression survenue mardi, a annoncé la SNCF. Le trafic de la banlieue nord est fortement perturbé, sauf sur les lignes B et D du RER et sur les lignes Paris-Creil.

#### FINANCES

• CRÉDIT COMMUNAL : le Crédit communal de Belgique (groupe Dexia) et la Smap renoncent au projet de regrouper leurs activités d'assurance-vie sur le marché belge et mettent fin aux négociations à ce sujet, a indiqué mardi 16 février à Bruxelles le groupe Dexia.

ZENECA: le groupe pharmaceutique britannique, qui dolt prochainement fusionner avec le suédois Astra, a annoncé, mercredi, un bénéfice avant impôts et éléments exceptionnels de 1 milliard de livres pour 1998 (1,55 mil-

liards €), en baisse de près de 2 %.

Son chiffre d'affaires a progressé

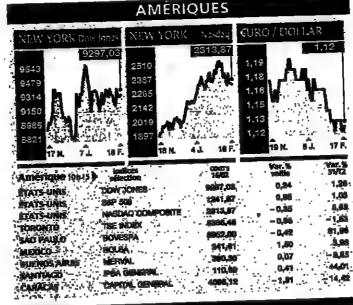
de 6 %, à 5,51 milliards de livres.

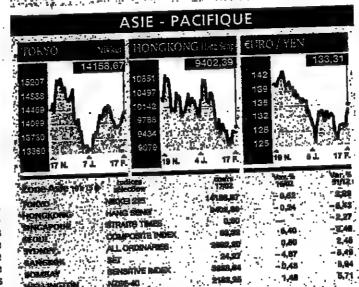
■ NEC: le groupe japonais d'électronique grand public pourrait perdre jusqu'à 200 milliards de yens (1,5 milliard €) au titre de l'exercice s'achevant fin mars, soft beaucoup plus que prévu, affirme mercredi le Nihon Keizai Shimbun. NEC avoue réviser ses prévisions mais se refuse à tout autre commentaire.

■ DEUTSCHE BANK : le premier établissement bancaire privé d'Allemagne, a annoncé, mercredi, que son bénéfice avant impôts a été multiplié par quatre en 1998, atteignant le niveau record de 7.9 milliards de marks (4,04 milliards e). Le bénéfice d'exploitation avant éléments exceptionnels est stable, à 4,3 milliards de marks (2,2 milliards €).

■ WPP: le groupe britannique gistré, en 1998, un bénéfice imposable de 212,8 millions de livres (312,9 millions €), en hausse de 20 % par rapport à 1997. Le chiffre d'affaires a progressé de près de 10 %, à 8 milliards de livres (11,7 milliards €).

#### **EUROPE** 5249 4033 5054 3894 4850 3755 4665 3615 8Ĵ 17 F. 8 J. 17 F. Var. % 16/02 .17/02 Europe 12130 0.21 -1,58 PURO STOXX 50 0,50 -1,34 STOXX 50 -0,96 -1,35 EURO STOXX 324 205.61 1,48 -1,18 BTOXX 653 253,34 1,22 3990,69 PARIS -0,12 -4,08 MIDCAC -- 1,38 ##F 120 PARUS - 0,51 SBF 250 PARIS -5.48 0,19 SECOND MARCHE -4,21 \$15,68 AEX · -4.08-0,96 3370,72 RRIBELLES -3.74-1.83 DAX 30 FRANCEOK -0.69 5,12 FISE 100 LONDRES - 8.57 STOCK EXCHANG 33551,00 -0.83MBTEL 30 -0,85 37 ZURICH





#### ÉCONOMIE

### Un dirigeant de la Banque du Japon évoque un scénario-catastrophe

UN SCÉNARIO-catastrophe où l'économie nippone se contracterait de 5 % en termes nominaux lors de l'année fiscale 1999 (commençant début avril) a été décrit par l'un des dirigeants de la Banque du Japon, lors de la réunion de son comité de politique monétaire (CPM) du 15 décembre. Ce responsable, dont l'identité n'est pas précisée, estime que les entreprises nippones vont procéder à des restructurations massives, ne pouvant plus compter comme par le passé sur les plus-vakues dégagées sur leur portefeuille boursier pour amortir les à-coups de la conjoncture. Selon les minutes de cette réunion du CPM, publiées mercredi 17 février, les entreprises vont devoir s'attaquer aux problèmes jamais véritablement résolus des surcapacités, tant en termes d'outil de production que de per-

■ Le gouvernement s'est félicité, mercredi, du recul du yen, intervenu en réaction aux mesures prises la veille par le ministère des finances pour stopper la hausse des taux à long terme. « Nous allons continuer à suivre attentivement la parité du yen et nous espérons que l'évolution actuelle se poursuive », a indiqué le porte-parole du gouvernement, HIromu Nonaka, lors d'une conférence de presse à Tokyo. (Lire p. 18.) ■ Le nombre de Japonais victimes de faillite personnelle a augmenté de 40 % en 1998, atteignant le chiffre record de 103 800 cas, alors que le pays subit une grave récession. Les faillites personnelles ont atteint 11 300 cas pour le seul mois de décembre, soit plus que pour toute l'année 1990.

■ BCE: la Banque centrale enropéenne laisse entendre, dans son deuxième rapport mensuel, publié mardi soir, que ses taux directeurs resteront inchangés jeudi 18 février Jors du prochain conseil des gouverneurs de la Banque centrale. La BCE considère que les conditions monétaires et financières sont «favorables » à une croissance soutenue de la production et de l'emploi dans la zone euro, compatible avec la stabilité des prix, écrit-elle dans son rapport de février diffusé mardi. « Ces taux d'Intérêt sont très bas, à la fois en termes de comparaison internationale et par rapport au passé », souligne la BCE dans son rapport mensuel, le deuxième depuis qu'elle a pris les rênes de la politique monétaire de la zone euro, le 1º janvier

■ ALLEMAGNE : Pinstitut DIW estime que la production stagnera au premier trimestre 1999. En revanche, il juge que le PIB réel devrait afficher une croissance de 1,5 % par rapport à la période comparable de 1998. Dans un rapport publié mercredi, il évalue à 0,5 % la croissance du PIB au 4 trimestre 1998 et à 2,8 % pour l'ensemble de l'année dernière, contre une précédente prévision de 2,7 %.

■ NORVÈGE : Péconomie pourrait plonger dans la récession si une nouvelle vague de turbulences financières perturbe les marchés ou si la Norvège autorise de nouvelles hausses de salaires, selon une étude de l'OCDE publiée mardi. L'OCDE prévoit que le PIB continental (hors bydrocarbures) devrait croître de 1% cette année et de 1,5 % en 2000, contre 2,9 % en 1998.

■ UKRAINE: la balance commerciale avec la Russie accuse un déficit de 2,22 milliards de dollars (1.98 milliard d'euros) pour 1998, a annoncé, mardi, le comité d'Etat ukrainien des statistiques, cité par l'agence russe Interfax. La Russie reste le premier partenaire commerciai de l'Ukraine, avec 38,5 % du volume total des échanges commerciaux sur l'année.

■ FMI: l'Indonésie « n'a pas encore touché le fond » de la crise économique et il « faut se méfier de tout contentement prématuré », ont déclaré, mardi, des représentants de Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Le représentant du FMI a estimé que le taux de croissance de l'économie indonésienne devrait être cette année « légèrement au-dessous de 0 % ».

■ Une équipe de hauts fonctionnaires brésiliens devalt reprendre mardi des discussions avec le Fonds monétaire international sur les conditions de déblocage d'un nouveau crédit à Brasilia, a indiqué un porte-parole du Fonds. Ces discussions font suite à un accord de principe conclu au début février entre le ministre des finances du Brésil, Pedro Malan, et le numéro deux du FMI, Stanley Fischer.

■ Le Fonds monétaire international a réduit à 3,5 % du PIB ses exigences envers la Russie sur l'excédent budgétaire primaire (avant le service de la dette), a annoncé, mardi, le ministre des finances, Mikhall Zadornov, cité par l'agence Itar-Tass. La Russie doit 4,4 milliards de dollars (3,9 milliards d'euros) au FMI père obtenir un accord sur le rééchelonnement de cette dette, à défaut d'une véritable aide financière, suspendue depuis la crise du mois d'août.

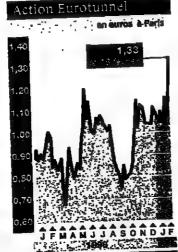
### VALEUR DU JOUR

### Envolée d'Eurotunnel sur fond de rumeurs

L'ACTION Eurotunnel a connu, mardi 16 février, une journée de flèvre. A la clôture, l'action terminait sur une hausse de 17,7 %, à 1,33 euro (8,72 francs). Plus de 81,2 millions de titres du concessionnaire du tunnel sous la Manche avaient été échangés au cours de la séance, soit 4,8 % du capital. Simple redécouverte du titre? Ar-

rivée surprise d'un actionnaire important? Les analystes soulignent que l'action Eurtounnel est en train de retrouver grâce auprès des investisseurs. Le concessionnaire dispose désormais d'une solide activité commerciale. Au premier semestre de 1998, il a enregistré une hausse de 23 % de son chiffre d'affaire, à 2,8 milliards de francs (426,8 millions d'euros), et un bénéfice d'exploitation de 559 millions de francs (85,2 millions d'euros). Ses positions devraient encore être renforcées, avec la suppression, prévue au 1º juillet 1999, du commerce duty free, utilisé comme argument par les ferries. De plus, le groupe est en train de résoudre peu à peu l'énorme problème de son endettement (63,7 milliards de francs, 9,7 milliards d'euros). Profitant des taux d'intérêt bas, le concessionnaire a continué à restructurer sa dette début février. L'opération se traduira par 900 millions de francs (137,2 millions d'euros) de profits exceptionnels dans les comptes de 1999. Depuis, des banques, qui avaient joué la dette du groupe

طائدية ...



contre les actions, se sont ravisées. Elles rachètent des actions Eurotunnel pour déboucler leurs positions à découvert, ce qui alimente

la surchauffe. D'autres rumeurs sur le marché prêtent à Vincent Bolloré d'importants achats d'actions. Est-il intéressé à devenir actionnaire de référence d'Eurotunnel? A-t-il acheté des titres pour placer une partie de son abondante trésorerie (6 milliards de francs; 915 millions d'euros), en attendant de trouver une cible? Le groupe Bolloré déclare refuser de commenter les rumeurs. Les statuts d'Eurotunnel prévoient que tout actionnaire franchissant le seuil des 3 % du capital doit se déclarer. Aucune déclaration dans ce sens, pour l'instant, n'a été faite.

Martine Orange terme.

# **SUR LES MARCHÉS**

L'INDICE CAC 40 a débuté la journée du mercredi 17 février sur une baisse de 0,73 %, et accentuait ensuite ses pertes, abandonnant 1,61 %, à 3 986,93 points, en milieu de journée. Les opérateurs se montrent prudents avant la réunion, jeudi, du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. La veille, le marché avait fait preuve d'indécision. En forte hausse dans la matinée, le CAC 40 avait terminé la séance sur un recul de 0,32 %, à 4 052,32 points.

#### FRANCFORT

L'INDICE DAX 30 était en repli sensible mercredi 17 février en milieu de journée. Il reculait de 1,82 %, à 4806,17 points. La veille, le marché allemand avait légèrement progressé (+ 0,13 %, à 4 895,11 points), soutenu par les valeurs bancaires.

LA BOURSE de Londres qui s'était distinguée, mardi 16 février, par une hausse de 1,42 % de l'indice FT 100, perdait du terrain mercredi comme l'ensemble des places européennes. Le FT 100 perdait 0,67 %, à 6 067,80 points, en milieu de jour-

#### токуо

L'INDICE NIKKEI a abandonné 0,52 %, à 14 158,67 points, à la fin de la séance du mercredi 17 février. Les investisseurs n'ont, contre toute attente, pas salué la baisse du yen ni celle des taux d'intérêt à long

#### **NEW YORK**

L'INDICE DOW JONES a terminé mardi en hausse de 22,14 points (+0,24 %), à 9 297,03 points, tandis que l'indice composite du Nasdaq a reculé de 8,02 points (- 0,35 %), à 2 313,87 points. Un important mouvement d'achat centré sur les valeurs technologiques, qui avait soutenu les principaux indicateurs boursiers en cours de séance, s'est essoufié en fin de journée, ont relevé les analystes.

#### TAUX

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français a entamé la journée du mercredi 17 février en légère baisse. Le contrat notionnel échéance mars du Matif perdait 0,07 point à 111,03. Le rendement des emprunts d'Etat français à dix ans s'inscrivait à 3,99 % et celui des bunds allemands de même échance à 3,92 %.

#### MONNAIES

LE DOLLAR fléchissait légèrement mercredi sur le marché des changes de Tokyo, sous l'effet de prises de bénéfices après sa forte remontée face au yen. Le billet vert s'échangeait à 118,25 yens, contre 118,70 yens à New York la veille. L'euro cotait 1,1236 dollar, contre 1,1205 dollar à New York. L'euro est tombé à 1,1176 dollars mardi, son cours le plus bas depuis son lancement le le janvier. La BCE souligne, dans son bulletin mensuel, que l'euro s'était déprécié d'environ 3,5 % en janvier face au dollar et y voit un soutien a la rroissance.

• 🕻

Jank de cuange	KAC BOLLO GELLO
Euro contre Taux	contre franc Taux
PRINC 1,95883	DEUTSCHEMARK 3,353

Taux de change I	EXE TODE COLO	
LIFO CORTITO TAKE  BANC	QURO	

	INOX D DOLLA -	
	Euro contre 🕨	16/02
48	COURONNE DANOISE	7,4347
	COUR, NORVÉGIENNE	6,6205
74	COUR. SUEDOISE	1,8530
38		38,230
96	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7487
08	DOLLAR CANADIEN	1,6807
94	DOLLAR NEO-ZELAND	2,0854
80	DRACHME GRECOVE -3	22,40
107	FLORINT HONGROIS 2	49,50
24	ZLOTY POLONAIS	4,2747

Hors zone EHIO

### Cours de change croisés

Taux d'int	1,42070 érêt (%)		Mat	lf		
FRANC	Cours <sup>2</sup> DOLLAR 118,56000 0,88932 5,83960 0,81218	Court YEN(100) 0,84324 0,75010 4,91895 0,51620 1,18775	COURTS EURO 1,12445 132,31500 5,55957 0,68820 1,59710	PRANC 9,17142 20,33500 0,15245 0,10495 0,24355	1,63356 198,75000 1,45315 8,92670	FIL 5. 0,70388 83,49500 0,82600 4,10595 0,43090

#### Taux 16/02 4,01 4,89 8,91 4,87 4,60 4,23 4,11 5,07 2,02 ---5,04 E,57 2,51 3,88 4 4,91 CDE-BRETAG. 0,18 5 ETATS-UNIS... 1,12

### Matières premières

En dollars	16/02	Var. % velië
MÉTAUX (LONDRES)	S	TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1413,6	-0.32
COLAKE 3 MO13************************************	1195	0.17
ALUMINIUM 3 MOIS	528.5	0,67
PLOMB 3 MOIS		0.35
ETAIN 3 MOES	5158	0.97
ZINC 3 MOIS	1043	
NICKEL 3 MOIS	4510	0,22
MÉTAUX (NEW YORK)		\$/ONCE
MEIADA (MEN I CITAL)	5,49	-3.77
ARGENT A TERME	78872,86	-0,35
PLATINE A TERME		-
GRAINES DENREES	S/Ri	DISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	252	-0,10
MAIS (CHICAGO)	213,75	-0,12
MAIS (CHECKLOPERSON	128,8	
SOJA TOURTEAU (CHG.).		/TONNE
SOFTS	1	
CACAO (NEW YORK)	1280	1,91
CAFE (LONDRES)	1738	24.64
	233	
SUCRE BLANC (PARIS)	200	

Matif	
Cours 12h30 Volume	
Notionnel 5,5	

MARS 94	2200	110,82	****
Euribor 3 mols	1899	96,86	96,98
Pétrole			
En dollars		Cours 16/02	Var. veli
Brent (Londri Wii (New York Light Sweet C		10,06 11,33 11,38	-0,: -2,:

7 OR FIN KILO BARRE 8250 -0,3 2 OR FIN LINGOT 8330 -0,1 3 ONCE D'OR (LO) \$ 285,30 +1,2 7 PIÈCE FRANCE 20 F 50 -0,2 U PIÈCE UNION LAT. 20 F 49,80 +1,2 0 PIÈCE IO DOLLARS US 280 450 -1,4		WTI (NEW YORK)	11,33 11,38	- 0,35 - 2,23
15/02   15/0	E 1 7		Cours	Var!
OR FIN LINGOT	5	En Euros >	16/02	15/0
IC	2 7 5 U 0	OR FIN LINGOT	8330 285,30 49,80 50 49,80 260 450	-0.3 -0.1 -1.3 +1,2 -0.2 +1,0 -1,6 +0,3

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». w.lemonde.fr/bourse

plutot is, il ne rit ain-France i de cë 3O, № rce out 2000QUIS l'un pacontie.

minant, : page 13

● L'action Deutsche Bank a gagné 4,43 %, mardi 16 février, en anticipation d'un bénéfice record. Ce demier, publié mercredi 17 au matin, a été multiplié par quatre, à 4,04 milliards d'euros.

● L'action de la Barclays a grimpé de 8.37 %, mardi, grâce à l'annonce d'un bénéfice net en hausse de 12 %, à 1,91 milliard de livres (1.33 milliard d'euros).

La spéculation sur le titre BMW s'est ralentia mardi 16 févriere.

s'est ralentie, mardi 16 février ; l'action s'est adjugé un gain de 0.3 %, à 747,6 euros.

L'action du groupe Royal Dutch a abandonné 2,28 %, mardi 16 février, poursuivant ainsi le mouvement de baisse enclenché depuis la publication de mauvais résultats, le 11 février.

ciels informatiques Baan s'est adjugé un gain de 6,21%, mardi lé février, après l'annonce d'un important contrat avec Delta Airline.

• Le titre Electrolux a bondi de 8,54 %, mardi 16 février, soutenu à 6 milliards de couronnes suéattentes des analystes.

● Le titre du laboratoire pharmaceutique Astra a progressé de 3,54 %, mardi 16 février, grace à l'annonce d'un bénéfice net 1998 en hausse de 16 %. Le groupe doit prochainement fusionner avec son partenaire, Zeneca.

2 (88)	Code	Cours	% Var.
	pays	en euros	veille
na tanàna m	11.70	No in the last	- 10 A
		C-10-10	31.73
	V. D.		
DW	35	35,41	
	Be-	30,65	+ 0,10
	<b>⊃÷</b> -	746	-0,67
AL AG	35+	26,1	+1,16
irysler	DE -	84,6	- 0,82
	IT =	2,84	-1,73
	17 -	1,48	- 1,36
Ph.	55.	187	
el Tr	22	4.14	+ 1,07
MARELLI	17 =	1,35	+ 0,75
·B- :/R54	cb.	40,25	- 0,62
<i>የ</i> ሮጓ1	: P?	129,6	+0,78
	17 4	2,62	-1.87
	7R =	45,06	+0,12
ALLIBER.	FR -	22	-2.54
, I	5R +	76,4	-4,50
GEN	DE +	84,3	- 1,30
	SE	25,63	181
	SE	24,40	* ***
OXX AUTO	0.00	266,73	~ U 7c
Sile of Si	7		
-1100	100		<b>100</b>
THOMAL	GB	19,58	+ 3.25
and the second second	Lit a	40.6	A 20

				CONGLOME	RATS	Mary Co.	. ). !
<b>第23年代</b> 第			Statistics.	the property of the property of	Sec. 25. 25.	75 (1997)	130
100 m				AKER RGI -A-	NO	10,21	
JANCITALI ISB	GB	19.58	+ 3.25	CGIP /RM	FR +	48,0	-6
NAMES HOLDIN	ME 4	18.2	-0.56	CIR	1T =	1,04	+1
LIED IPISH BA	8.0	18,01	- 4.02	D'IETEREN SA	52 +	444	- 0
PHA CRETAT BA	QR.	107.79		GAZ ET EAUX /RM	FR +	41,5	-3
CENTARIA PS	ES •	22,09		GBL	BE÷	171,6	+0
INTO MAYOR R	PT+	18,53		GENL ELECTR CO	Q.B	7,48	+ 0
NCO ESSI R	PT -	10.59		GEVAERT	Bê ÷	47,5	+1
NN AUSTRIA AG	AT +	48.8	-0,41	HAGEMEYER NV	NL +	31,96	-0
NK OF IRELAND	GB	18,16	-0.15	INCHCAPE PLC	45	2,23	+0
NA JE FIRABUS	52	42,17	1.00	INVESTOR -A-	36	38,12	-
NKINTER	ES -	34.75		INVESTOR -B-	35	38,91	
RCLAIS PLC	CB	24.12	- 2.30	KVAERNER -A-	NO	17,90	•••
IR HYPO-UVER	0E+	54,5	-1.45	KVALINE	NO	14,67	
A FIDEURAM	37.4	5.31	- 5,30	LVMH / RM	FR *	214	-0
A INTESA	П -	4,68	+0.43	MYTILINBOS HOLD	GR	15,81	100
A ROMA	IT *	1,25		NORSK HYDRO	NO	32,94	
O BILBAO VIZC	E5 .	13,16		OERLIKON-BUEHRL	CH	110,33	+0
O CENTRAL HIS	E8 •	10.31	4.00	ORKLA -A-	NO	12,83	
O POPULAR ESP	28 •	80,6		ORKLA -B-	NO	11,02	
O SANTANDER	ES -	17.25		SONAE INVESTIME	PT =	38,48	1 1941
P REG	PT ·	27,35		YERA AG	DE +	8,08	- 2
P /RM	FR *	72,3	- 0.07	▶ D) 1.5100X c.056	P	231.14	- 0
F/RM	FR -	79,5	-0,55				
PISTIANIA BA	ИO	3,64		TELECOMORE	initia A	TIONS	1
MIT	Π·	5,55		TEFECOWWI	ildich	HONS	
MIM.BANK OF GR	G#	114,70		BRITISH TELECOM	QB	15,39	-3

BCO CENTRAL HIS	E8 +	10.31	2.00	OKKLA -A-	NU	12,49	200
SCO POPULAR ESP	28 •	80,6	,	ORKLA -B-	NO	11,02	
BCQ SANTANDER	IS-	17.28		SONAE INVESTIME	PT =	38,45	190
BCP REG	PT ·	27,35		VERA AG	DE +	8,08	~ 2,5
BNP/RM	FR *	72,3	- 0.07	▶ D) I \$1000 €056	P	231.14	0.4
CCF /RM	FR -	79.5	- 0.55				
CHPISTIANIA BA	ИO	3,64		TÉLÉCOMMI		TIONS	100
COMIT	Π·	5,55		TEFECOMINIC	idich	HONS	
COMMISANK OF GR	Ġ#	114,70		BRITISH TELECOM	QB	15,39	- 3,6
COMMERZBANK	DE .	25,3		CABLE & WIRELES	G9	11,88	-0.3
DEN DANSKE SK	DK	112,86		DEUTSCHE TELEKO	DE .	87	- 3,6
DEN NORSKE BANK	MO	3,46		EUROPOLITAN HLD	8E	98,84	
DELITSCHE BANK A	DE *	48,6	+ 0,52	FRANCE TELECOM	FR •	74	-8,6
DEMA CC	35.	148,2	+ 0,47	HELLENIC TELE (	GR	24,97	Inc
DENA PCE RM	7월 =	135	- 0,07	KONINKLIKE KPN	NL =	45.8	-1.2
DRESDNER BY AC	DE •	32,7		PORTUGAL TELECO	PT •	45,34	
ERGO BANK	98	75,09		SWISSCOM IN	CH	340,82	-1.0
FIRST AUSTINAN	AT-	49,42	- 91,41	TILLE DANMARK	DK	104.84	- 0,6
FOEREIHNGSSB A	SE	22,76		TILLICEL	PT =	171,2	
FO+ US BA	NO	5,82		TELECOM ITALIA	IT-	8,47	-0.9
HALIFAX	GB	11,39	+1,43	TELECOM ITALIA	IT *	5,66	+0.5
HSBC HOLDS	37	23,17	- 2,28	TELLFONION	25 +	40,1	1841
IG-EI	17 =	1000		1704	Π •	5,48	- 1.0
io::Ian BK PEGS	QP .	52,73		VOCAFONE GROUP	GB	16,50	~ 0.0
JYSKE BANN PEG	OK.	77,61		▶ D) E STOXX TCOM	P	844.39	- 0,1
KAPITAL HOLDING	Dr.	43,04					
I.BC BANCASSURAN	8£ +	70,75		A STATE OF THE PARTY OF THE PAR			. 525
LLCYDS TSB	Gå	13,10	****	CONSTRUCT	ON		
MERITA	FI +	6,8	- 0,90	AALBORG PORTLAN	DK	16,14	-4
nat bank greece	GR	63,59		ACCIONA	ES-	64,75	-
NATEXIS	FR -	84	- 0,93	ACESA REG	ES .	12.8	
NATE WESTM BIL	G19	19,70	- 1.75	AKTOR SA	GR	14,27	
NORDBANKEN HOLD	35	5,87		ASKO OY	FI +	13.7	+ 0.74
OBERBANK	AT -	63	+ 1,61	AUMAR	ES-	22.05	- 0,11
POLO BANCA 1473	17 *	22,7	-0,44	AUTOSTRADE	π٠	7.22	÷0.84

NATE WESTM BIL	GB.	19.70	- 1,75	ACESA REG	E\$ •		
NORDBANKEN HOLD	35	5.87		AKTOR SA	ĞĦ	14,27	
OBERBANK	AT -	63	+ 1,61	ASKO OY	₹1 •		0,74
POLO BANCA 1473	ıT *	22.7	-0.44	AUMAR	E\$ -	22,04	
ROYAL BY, SCOTL	G9	17,74	-1.78	AUTOSTRADE	л •		0,95
S-E-BANKEN -4-	58	0.83		BCA INTESA	II •		0,43
SPAKESANKEN NOR	NL .	165		BLCC PLC	GB	1,21 +	1,22
STE CENERAL-A-	FQ.	135,1	- 0.59	BILFINGER & BER	DÉ •	18,5 +	1,09
SV HANDSF -4-	SE	35.13	- 0,00	BLUE CIRCLE IND	GB.	4,65 +	0,63
UKS W	CH	278,26	-0,89	BOUYGUES /RM	FR •		1.82
UNICREDITO ITAL	IT -	4.61	- 0,00	BPB	GB		0,86
UNIDANMARK -A-	Qr.	67,28	+ 0.60	CARADON -	GB	2,08	
J3OSBANK	38	47,15		CBR	BE.	8,80	2,12
DJ ESTOXX BANK			- 0.23	CHARTER	G8	4,96 -	1,45
				CIMPOR SGPS'R	PT •	25,17 .	
				COLAS /RM	FR +	180 +	0,39
PRODUTSD	5	200	200m 9	CRH PLC	<b>GB</b>		0,09
	خثت	-	7.	CRISTALERIA ESP	25 -	60,79	
ACERINOX REC	ES.			DRAGADOS CONSTR	ES+	35,17	
ALUMINIUM GREEC	äA	62,52		FOM CON CONTRAT	25 +	66 .	
ARJO WINGGINS AP	32	1,74	-0.83	GROUPE GTM	FR =		0,34
ASSIDOMARN AB	56	15,60		HEIDELBERGER ZE	D2 -		2.45
AVESTA	3E	3,14		HELLTECHNODO.R	QB.	11,14	
REMARKT	SE A	493,5	+0,75	HERACLES GENL R	GR	23,73	
BILTON	G 5	4,49	+ 1,65	HOCHTIEF ESSEN	DË •		1,25
BOEHLER-UDDEHOL	AT *	61,1	- 6,99	HOLDERBANK FINAL	CI		0,81
BRITISH STEEL	3B	1,81	~ 0.80	HOLDERBANK FINA	CH FR•		0.53
BUHRMANN NV	NL s	18,15	- 4,15	IMETAL/RM			2,67
BUNGS PLC	G₽	3,43		ITALCEMENTI	IT *		1,06
CART BURGO	IT 4	5,2		ITALCEMENTI RNC	PR -		1,43
DEGUSSA-HUELS	DE .	35	+ 2,94	LAFARGE /RM	GR GR		
ELKEM ASA, OSLO	NÖ	12,53	****	MICHANIKI REG. PARTEK	Ear. Fi⇒		0.67
FLVAL	GA	11,94		PHILIPP HOLZMAN	DE+		0.64
INPARSA	PT +	20	a haiti	PILKINGTON PLC	GS.		1,54
IOHNSON MATTHEY	GB	6,42	****	POTAGUA -B-	DK		0.74
MAIR-MELNHOF KA	AT+		-0.61	RMC GROUP PLC	GB		0.83
METSAE-SERLA A	Fl •	9,45	- 0,15	RUGBY CRP	GE	4.00	
MODO B FR	5E	23,49		SAINT COBAIN /R	FR ·		 0.31
NORSKE SKOGIND-	NO	27,26		SEMAPA	FT .		-
OUTOKUMPU OY ·A	Fi •	7,5	+ 1,35			15	
PECHINEY-A-	FR •	31	- 0,96	SKANSKA -B-	SE		-
PORTUCEL INDUST	P1 -	5,35		SUPERFOS	DK	14,39 +	
PAUTARUUKNI K	FI +		- 1,83	TARMAC	ĞB		0.90
RIO TINTO	GB	11,51		TAYLOR WOODROW	OB		0,60
SIDENOR	GR	23.71		TECHNIP /RM	FR -		1.87
SILVER & BARYTE	GR	33,19		TITAN CEMENT RE	33	73,20	-
SMURFIT IEFFERS	GB		+0.84	UNICEM	П.+	-	1,79
SONAE INDUSTRIA	27.	12.1		URALITÀ SA	E5 +	9	
	P7 ~	11,01		VALENCIANA CEM	25 •	11,54	
SOPORCEL		0.74	-	WIENERS BAUSTOF	AT •	173,7 -1	7,63
ssab SW ST a FR	SE FI		- 1.27	WILLIAMS	GB	5,30 - 1	1,56
STORA ENSO -44				▶ D) ESTOXX CNST P		184.54 - (	0,04
STORA ENSO -R-	FI •		-0,98				
SVENSNA CELLULO	SE				Access Server	ريار بيكر مايودك أأرا	
THYSSEN	DE *		- 1,45	CONSOMMA	TION	YCLIOL	]E
TPELLEBORG 6	SE			Springer Control of the Section of t			
UNION WINIERS	2£ *	*31 ·	- 0,32	ACCOR/RM	FR •		7,23
UPAI-KYNIMENE COR	A.	23,6	- 1.63	ADIDAS-SALOMON	DE+		1,02
USINOR	FR .	12.01	£0,03	AMER GROUP A	Fi •		1,69
VIOHALCO	Q6			AUSTRIAN AIRLIN	AT v	29,69 +0	0,64
PORTALEO	AT-		 - 0,91	BANG & CLUFSEN	CK	59,65 + °	1.14
			0.23	BARRATT DEV PLC	CB	3,96 - (	37
ADJESTOXXB4SMI		(130,14	.0,00				

STOXX 653		20/	our vous	265,54 17 FÉV.	<ul><li>281,10</li><li>4 281,86</li></ul>	75,285,57	Z 283,34
BEAZER CROUP BENETTON GROUP BERTELEY GROUP BRITISH AIRWAYS BRYANT GROUP PL CHARGEURS RM CLUB MED. RM COMPASS GRP COMPASS GRP COURTABLIDS TEXT DT.LUFTHANSA N ELECTROLUX - B- EMI CROUP	GE IT • GE GE GE GE GE GE GE	2,87 1,47 8,36 5,98 1,68 42 95,2 0,51 10,69 2,33 19 17,23 6,06	+ 0.57 + 0.68 - 1.38 + 0.49 - 0.87 - 3 - 3.07 - 1.87 + 1.31 - 0.78	LIBERTY IN T.H.D.G MEDIORANICA MEDIORANICA MEDIORANICA MEPC PLC METROVACESA MATIO-INTER -C- PARIBAS PROVIDENT FIN ROMACO NV SCHRODERS PLC SEFIMEG N /RM SHACO N /RM SHACO N /RM SLOUGH ESTATES	GB IT * IT * GB ES * *HL * FR * GB FR *	8,52 9,9 5,73 6,41 23,76 83 12,74 21 16,98 81,2 78,5 4,57	-1,49 -0,52 -0,23 

ELECTROLUX - B-	SE	17,23		SMICO N /RM	PR •	78,5	-0,
EMI GROUP	GB	6,08	- 0,95	SLOUGH ESTATES	QB .	4,67	+0,
PURD DISNEY IRM	FR +	1,11	-1,77	SOPHIA /RM	FR *	37,55	
FINNAIR	FI -	6	+ 1,21	UNIBAIL/RM	FR ·	112,5	-1,
WIMPEY PLC	GB	1,86	+0,78	UNIM	Π÷	.0,48	- 2
GRANADA GROUP P	OB	17,08	-0,76	VALLEHERMOSO	E8 =	11,28	****
HERMES INTL	FR =	73	- 2,54	WOOLIVACH PLC	GB	5,60	+4,
HPI .	1T-	0,59	- 1.89	D) E STOXX FINS I	,	243,39	+ O.
HUNTER DOUGLAS	ML 4	28,2	- 0,35				
CLM;	시노 =	25,1	-1,15				
ADBROKE GRP	G-3	3,85	-0.76	ALIMENTATI	ONE	ROIS	SO.
MOULINEX /RM	FR -	1,0	- 0,20				,,,,
WCI, HLDG	NO	2,47		ALLIED DOMECQ	<b>@3</b>	6,83	-0,
PATHE /RM	FR =	236,3	+ 0,04	ASSOCIATE BRIT	GB	7,27	- 0,
PENTLAND GRP	GB	1,44		BASS	G5	11,67	- 1,
PERSIMMON PLC	GB.	3,08	+ 0,96	BBAG DE BRAU-BE	AT A	42,5	+3,
VANK CROUP	09	2,58	+ 0,99	BONGRAIN /RM	FR •	382	- 2,
AIRCROUP N	CH	185,60	- 1.17	BRAU-UNION	AT =	45,78	
ias danmark as	ЭK	9,51	- 0,43	CADBURY SCHWEPP	GB.	13,93	-0,
EB /RM	FR +	81,6		CARLSSERG -B-	OK	42,23	+1,
THE SWATCH GRP	CH	501,41	-1,50	CARLSBERG AS -A	DK	40,35	- 0,
THE SWATCH GRP	CH	117,68	-1.44	CHR HANGEN HLD	DK	104,24	-1.
William Bairid	GB	1,37		CULTOR -?-	Fi +	7,85	- 6,
MILSON BOWDEN	GB	8,55	+ 0,51	DANISCO	DK	41,78	1111
NOLFORD AG	AT -	42	- 2,35	DANONE /RM	FRE	233,5	-1,
WWWW UK UNITS	GB	0,84	- 4,35	DELTA DAIRY	GR	. 17,45	100
> DI € STOXX CCYC!	2	154,4	-0.27	DIAGEO	GB	9,31	-2,
				ELAIS GLEAGINOU	GR ·	21,09	
				ERID.BEGH.SAY/	F71 +	125,1	-0,
PHARMACIE	100	487 augu	1	GREENCORE GROUP	32	3,65	+ 0,
HARNIACIE	10. 7	300	6 6	HEINEKEN	NL .	48,5	- 0.
STRA -A-	SE	18,19		HELLENIC BOTTLL	GR	, 34,50	

					ublicité)	_ ,	
HÉRING AG	DE .	118.6	+ 0.30	UNICER REG	b1 -	80,56	
MAR FION	FR -	148	- 2.68	TATE & LYLE	GB.	6,84	- 9.0
CHE HOLDING G	CH	11364.63	- 0.30	RIEBER & SON -8	NO	8,09	
CHE HOLDING	CH	15902,97	+0.12	RAISIO GRP V	FI-	6,75	- 0.3
ONE POUL/ROM	FR •	41,3	-1.20	RAISIO GRP N	Ħ۰	6,7	-5
ION B	Pi •	20,4	-0,43	PERNOD RICARD!	FR =	54,9	+ 1,01
ON A	Fğ.	20,5	112	PARMALAT	ET 4	1,31	
NO NORDISK B	DK	102,90	-1,10	NESTLE N	CH	1593,11	1104
WARTIS N	CH	1865,57	-1.19	MONTEDISON	ſĨ •	0,8	-
axo wellcome	GB	29,24	- 1,52	KERRY GRP-A-	GE	11,09	- 12,44
AN CORP	G <b>B</b>	67,11	-2,13	HUHTAMAEKI I YZ	n.	33,5	
TRA -B-	SE	18,13		HELLENIC SUGAR	GA	9,27	****
TRA -A-	SE	18,19		HEITENIC BOLLIT	GR	, 34,50	
to a residence of the second will be the		75 C. S.	0 61	HEINEKEN	NL .	48,5	- 0.6
HARMACIE		Company and		GREENCORE GROUP	<b>GB</b>	2,63	+ 0,85
				ERID BEGH SAY /	77.0	126,1	-0,7
				ELAIS GLEAGINOU	GR	21,09	
ы в этохх ссус	P	154,4	-0.07	DIAGEO	GB	9,21	-2,1
MAMA DIK DIKETS	QQ.	U <sub>1</sub> D4	- 4,33	DELIA DAIRT	-	. 11,46	100

EURO STOXX 50		sur un ac
	Λ	3349,25
3685 3432	<b>√</b> `\	IMA
378 / Y		JW :
2925 2672	M	
2419	19 ÂOUT	17 FÈV.

METRA A -	<b>FI</b> *	14,8	-1,33	В
MORGAN CRUCISLE	GB	3,02	- 1,43	
NFC .	66	2,14	+0,68	AH
NKT HOLDING	DK	72,63		ASC
OCEAN GROUP	GΒ	11,44	-0,25	ΑT
PENINS.ORIENT.\$	60	19,42	+3,03	AU!
PREMIER FARNELL	GB.	2,83	-	BEI
PREUSSAG AG	QE •	428	- 1,15	BIC
RAILTRACK	98	21,74	- 3.62	BRI
RANDSTAD HOLDIN	NL .	48,5	- 1,02	CAS
RATIN -A- ` -	DK	175,53	+0,38	CFF
RATIN -B-	DΚ	186,91	+0,75	CPI
RAUMA OY	<b>₽</b> •	10,8	°-1,82	DE
RENTOKIL INITIA	GB	6,33	+ 1,17	땅
REMAIN .	99	2,77	+ 0,53	ETS
REXEL/RM	FR *	78,6	***	FYF
RI II AG	AT •	24.5	- 1,80	GIR
RIETER HUDG N	CH	824,57		CO
SANDVIK -A-	SE	18,07	. 88	IME
SANDVIK -8-	SE	18,02	M 15	KES
SAURER ARBON N	CH	400	-0,16	LYCK
SCANIA AB -A-	9.6	23,69		MO
SCANIA AB -B-	82	24.08	per y	PAP
SCHINDLER HOLD	CH	1439.75	-1.29	PRO
SCHINDLER HOLD	QН	1502,35		REC
SCHNEIDER /RM	FA •	53,05	- 1.08	SAF
SEAT-PAGINE GIA	П.	1.15		SAI
SECURICOR	GB	8,62	-0.54	SEC
SECURITAS -B-	3E	12.82	900	SMI
SGS GENEVA BR	CH	726,13	-2.11	514
SHANKS & MICHAAN	88	3,30	+0,44	TAS
SIDEL /ROA	FR 4	86.4	-0.75	TAN
BTR SEEE	015	3.82	+0.40	TES
SITA/RM	FR •	_	- D.84	TN
SKF-A-	SE.	189,4 12,26		
	,	12.82	pite	► I
SKF -8-	SE.		-0.90	-
SOPHUS BEREND -	DK		-0,88	5
SOPHUS BERENDS	DК	25,92	-0,92	
STORK NV	NL+	18,65	-8,80	AR(
SULZER FRAT.SA1	CH	643,95	- 0,60	80
SVEDALA	B.E	14,81	ė.	CAR
SVENDBORG -4-	DK ·	7065,76	-2,68	CAS
TLIGROUP PLE	0.5	5,64	+1,01	CEA
TOMRA SYSTEMS	NO	29,61	1764	CO
ULSTEIN HOLDING	NG	19,72	411	DUS
UNITOR	ЯĢ	8	+ 6,15	CIL
VA TECHNOLOGIE	AT •	68,8	-0.86	GRI
VALMET	<b>FI</b> •	9,85	-0.50	GU
► DEESTORNING P		307,85	- 2.17	HE
				III be

ROUP PLC RA SYSTEMS EIN HOLDING OR ECHNOLOGIE IET E STO SKIND	BB ON ON ON OTA • ITI	5,64 29,61 19,72 8 60,8 9,66	+ 1,01  + 6,15 - 0.56 - 0,50
EIN HOLDING OR ECHNOLOGIE IET	NG OK T+	19,72 8 68,8 0,85	+ 6,15 - 0,86
OR ECHNOLOGIE ET	AT .	8 69,8 0,96	+ 6,15 - 0,55
ECHNOLOGIE ET	AT •	9,05	-0.86
ET	H٠	9,05	
			-0,50
€ STURNIND	(*	201.86	2 450
		Sis II pos	4,
SURANC	ES		45
	FR *	52	- 0.57
RUM.			7 Q.30
	RM		RM FR 82 ANZA ASS · IT - 8.82

ASSURANC	ES		
AGF /RM	FR+	52	- 0,57
ALLEANZA ASS .	· 33 =	9,82	<b>₹0,30</b>

"DEPUIS QU'ON LUI PARLE DE SELF TRADE, IL S'ÉNERVE POUR UN RIEN, IL PARLE TOUT SEUL ..."

(LA SECRETAIRE D'UN BANQUIER)

14,95 EUROS HT PAR ORDRE DE BOURSE QUEL QUE SOIT LE MONTANT DE LA TRANSACTION 5017 98,07 F HT

APPELEZ LE 0 800 16 9000



SELF - TRADE ACTIONS, OBLIGATIONS, REVOLUTION www.selftrade.fr

MATTHILINE BLEC	ĞB		-0.46	UNICATE PLC	03	1,65	+ 0.75	ALLIANZ AG	0=-	284	-0,8
ENECA GROUP	62		-0.73	UNILEVER	ME .	- 44	+ 0,53	ALLIED ZURICH	48	13,06	+8,8
D) E STOXX PHAR	P	390,42	- 0,0-1	LINILEVER	ᅋ	8,80	~ D,33	aspis pronia ge	GR.	18,77	
				► DI E STOXX F & BY	/.P	235,43	-0.65	AKA/RM	FA.	119,4	~ 0,6
ENERGIE 284	9 FV-125	200	april 10 miles					CGU	G3	13,92	+1,0
ENERGIE		- 150	1 3 miles				_	CORP.MAPFRE REG	£8-	20,32	
KER MARITIME	ND	6.50		BIENS D'EQU	IIPEN	SENT:		ERGO VERSIONERU	DE-	121,5	+0,4
eg .	QB	5.03	-1.15	From the state of the state of the	- 11 - 1	A STATE OF THE STA		ETHNIKI GEN INS	GR IT+	40,32	-
SP AMOCO	GB	12.33	-3,32	ABB AB -A-	5E	10,73	***		DK.	4,7	~ 1.0
FURMAH CASTROL	Q.S	11,35	- 0,25	ABS AS -B-	8E	10,79		FORSIKRING CODA FORTIS AMEV NV	NL a	94,15	-1
<b>ESPA</b>	E\$ •	\$3,41		ABB BADEN	CH	1138,03	- 0,66	GENERALI ASS	17.	73,95	+0.5
LECTRAFINA	85 -	109	+ 0.09	ADECCO CHISEREX	CH FR •	424,41 23.6	+0,15	CENERALI HLD VI	AT -	34,2 193,63	+0.3
LF AQUITAINE,	FR •	92	- 0.43	ALSTOM				INA	17.4	2	- D.:
NI .	(T •	5,26	- 1,60	ALUSUISSE LON G ASSOC BR PORTS	CH CH	1911,58 3.97	+0,68	IRISH LIFE	GB	9.09	+0.6
nterprise cil	GB	3,79	+4		E.S	3,82		LEGAL & CENERAL	96	12.98	-1.1
LOLSEN ENERGY	40	5,68	1000	ATLAS COPCO -A- ATLAS COPCO -B-	SE	22.70	••••	MUENON RUECKVÉR	DE a	185.5	+0.
ASMO	GS	1,72			OR.	8.2B	****	NORWICH LINION	GR	105,5	-5.0
OCEAN RIG	УØ	0,21	,	ATTICA ENTR SA BAA	GE	10.37	- 1.25	POHIOLA GRP.B	File	46	-3.5
DANY AG	AT -	76,7	-0.20	BBA GROUP PLC	48	6.39	+1.39	PRUDENTIAL CORP	QB.	13.10	+1.
ETROFINA SA BA	BE -	408	- 2,39	BERCESEN	NO	12.30	4	RAS	т.	9.71	-0.5
ETROLEUM CEO-S	NO	10,44	-	BONHEUR	NO	17.17	- 5.90	ROYAL SUN ALLIA	Δa	7,41	- 6.
RIMAGAZ :RM	- 55	75	P04 1	CMB	BE -	37.4	+ 0.93	SAMPO -A-	H+	31.6	+6.
ROSAFE	NO	5,22		COOKSON GROUP P	GE	2.01	-4	SCHWEIZ RUECK N	CH	2042,57	-0.
EPSOL	25.	48,47	11064	DAMPSKIBS -A-	36	8111.17	- 2.56	SECUROS MUNDIAL	PTA	29.71	-0.0
KOYAL DUTCH CO	NL =	37,95	- 1,43	DAMPSIONS -B-	26	5514.68	- 1.20	SKANDIA FOERSAE	25	14,35	
AGA PETROLEUM	NO	7,71	***	DAMSHIBS SYEND	DK	R272.02	+ 2.50	STOREBRAND	NO	6.90	100
AIPEM	IT-	3,27	-0.61	DELTA PLC	GB	1.62	+0.91	SWISS LIFE BR	CH	620,24	-0.3
HELL TRANSP &		4,73	- 1,52	DET SONDENA NO	NO	6.84		TOPDANMARK AS	DK	172.84	- 1.4
MEDVIG -4-	40	7,54		ELECTROCOMPONEN	GB.	6.91	+ 0.25	TRYC-BALTICA	DK	22.87	
OTAL /RM		92,7 232,13	- 1.90	EQUANT NV	DE -	68		ZURICH ALLIED N	CH	605,32	- 3.1
DJ E STOXX ENGY		-262,13	- 9.87	FINALINES	Fiv	26.9	+0.37	D) E STOXX INSU I		-SS1,54	
				FKI	GB	2.20	- D.66				
SERVICES FI	LA LIST	IERS -	4 . 3	FLS IND.B	DK	18.83	+3.70				
SEKAICES LI	VIAINIC.	IERS -	4	FLUCHAFEN WIEN	AT.	38.7	- 1.15				
	GB	8.84	+0.63	GKN	GB	12.30	- 0.59	N. S. S. A. C. S. Co.	2.000	The same of	
LMANI	SC -	72.05	-0.48	GLYNWED INTL PL	GB	2.65	- mpa-	MEDIAS	? <b>∀</b>		بالجرزاء
LPHA FINANCE	68	43,35		HALKOR	GR	10.48			· · · · · · · · · · · · · · · ·		- 20.
MAFSCAP	GB	8.65	~ 1.98	HANSON PLC	G5	6.65	-0.44	B SKY B GROUP	GB	7.22	- 1,
AIL INVEST #RM	FR +	127	+0.19	HAYS	98	8.51	-0,68		FR-	267.1	
PLSCPS N	P7 =	32.18	. 0112	HEIDELBERGER DR	DE	51.1	•	CANAL PLUS /RM			-0.
	Ġ8	7.35	PMI		GR .		••••	CARLTON COMMUNI	GB	8,26	-3,
RITISH LAND CO	GE GE	5.63	 	HELLAS CAN SA P IFIL	17 a	20,94		ELSEVIER	NL -	14,15	+1,0
APITAL SHOPPIN	_	-,	~0.77			3	+ 0,33	HAVAS ADVERTISI	F9I -	165	~ 1,
OBEPA .	BE -	86,8	+1,14	IMI PLC	30	3,46	+0,42	INDEPÉNDENT NÉW	IR +	3,4	Perm
ORP FIN ALBA	25 +	121,4	44	ISS INTL SERV-B	DK	55,15	-2,36	LAGARDERE SCA N	PR =	38,9	+1,0
PR/RM	5 t	35	-0.03	NOEBENHAVN LUFT	DX	<del>97,32</del>	- 2.29	MEDIASET	2T 4	7,83	- 1
S GROUP N	ĆН	144,44	+ 0,87	KON NEDLLOYD)	NL s	11,5	+ 0,68	PEARSON	ĠΒ	20,03	-1,1
URAFRANCE /RM	FR.	450.5	- 0,99	KONE B	FI -	197		REED INTERNATIÓ	GB.	8,26	- 1,5
ONCIERE LYONNÁ	F5 *	126,5	-0,39	LAHMEYER	DE .	46,5		REUTERS GROUP	GB	12,77	+ 2,3
ORTIS AG	BĒ-	less		LEGRAND /R:4	FR•	194	-1,62	SCHIBSTED	NG	11,43	****
PCINA/RM	FF +	102		LEIF HOEGH	פנו	10.67	****	יקע	F2 w	153	+2
AMMERSON	GS	5.82	+ 0.50	LINDE AG	DE.	476	- 1.04	UNITED NEWS & M	GE	8.64	- 1.8
AMÉLIELES FRANC	-E .	17		MAN AC	CE.	228	- 1.94	WOLTERS KLUWER	NL *	184,75	- 0.3
		•				116	- 0.26				
APITAL HOLDING	38	43.04	an	MANNESMANN AG	<b>∂</b> € +			WPP GROUP	ζB .	7,02	- 2.1

	MUENCH RUBLKVER	DF .	185,5	+0,27	-
441	NORWICH LINION	G.E	8,54	- 5,GE	Ě
1,25	POHJOLA GRP.8	PT 4	45	- 3,23	E
1,39	PRUDENTIAL CORP	QB	13,10	+1,47	E
	RAS	п•	9,71	-0,92	E
5,90	ROYAL SUN ALLIA	Ģ2	7,41	-6,79	į.
0.93	SAMPO -A-	Pl 4	31,6	+ 6,32	Ċ
	SCHWEIZ RUECK N	CH	2042,57	<b>-0.5ĕ</b>	H
2,56	SECUROS MUNDIAL	PT 4	29,71		- 14
1,20	SKANDIA FOERSAE	8E	14,35	10.00	11
2,50	STORESPAND	NO	6,90	erro.	- 5
0,91	SWISS LIFE BR	CH	620,24	-0,30	N
	topdanmars as	DK	172,84	- 1,41	N
0,25	TRYC-BALTICA	DK	22,87		C
	ZURICH ALLIED N	CH	605,32	- 1,12	Þ
0,37	D) E STOXX INSU I		-331,54	-0,53	R
0,66					5
3,70					\$
1.15					5
0.59	MEDIAS	3.22	70.00	30.532	5
	MED (A)			2005	5
					T
0.44	B SKY B GROUP	GB	7,22	- 1,59	T
0.68	CANAL PLUS /RM	FR -	287.1	-0.96	U
	CARLTON COMMUNI	GB	8.26	-3.74	U
	ELSEVIER	NL a	14.15	+1.07	v
0.33	HAVAS ADVERTISI	FR-	165	~1.37	٧
0,42	INDEPENDENT NEW	18 -	3.4		Č
2.36	LAGARDERE SCA N	PR +	38.9	hn	
2,29	MEDIASET	7T 4	,-	+1,04 = 1	-
			7,93	-	7
0,68	PEARSON	ĠΒ	20,03	-1,15	F
	REED INTERNATIO	GB	8,26	- 1,57	ii
	reuters group	GB	12,77	+ 2,34	Ü
1,62	SCHIBSTED	ЯG	11,43	4484	_
-	יקנ	F2 w	153	+2	F
1,04	UNITED NEWS & M	98	8,64	- 1,82	C
1,94	WOLTERS KLUWER	NL *	184,75	- 0,30	ō
0,26	WPF GROUP	ÇB,	7,02	- 2,64	Ğ
0.89	DI E FIOXX MEDIA	P			ú

0,68	AHOLD	M1. +	33,85	+ 9,30
0.92	ASDA GROUP PLC	GB .	2,25	-1,91
0,25	ATHENS MEDICAL	GR	21,98	****
3,03	AUSTRIA TABAK A	AT 4 -	89	
_	BEIERSDORF AG	DR -	85,8	- 2.21
1,15	BIC /RM	PRA	62 -	-4,06
3.62	BRIT AMER TORAC	GB;	8,88	-0.82
1.02	CASINO GP /RM	· FR +	. 84	-1.01
0.38	CFR UNITS -A-	CH	1432,24	-0.52
0,75	CFT MODERNES /R	FR .	- 505.5	-
1,82	DELHAIZE	B% *	88.5	+ 1.67
1.17	ESSILOR INTL/R	PR e	243	-0.35
0.53	ETS COLRUYT	BE -	700	+1.45
9,00	FYFREE	as	2.30	+2.63
1,80	GIR	BE:	87,73	-0.05
		GR "	27,61	
-1	GOODYS	69	10,94	-0.53
m	IMPERIAL TOBACC		10,34	
14	KESKO OY	Ne		+0,83
0,16	L'OREAL/RM	PN +	578	
	MODELO CONTINEN	श •	19,38	90.00
16	PAPASTRATOS CIG	<b>QR</b>	15,35	P. II
1,22	PROMODES /RM	PR w	307	+ 0,38
	RECKITT & COLMA	<b>48</b>	12,48	- 3,15
1,08	SAFBMAY .	<b>8</b> 8	4,27	+0,34
98,0	SAINSBURY J. PL	GB	5,53	-0,52
0,84	SELTA /RM	FR +	. 64,6	-0,81
_	SMITH & NEPHEW	Q8	2,68	-0,57
2,11	STACECOACH HLDG	Q#	3,43	-0,42
0,44	TABACALERA REG	E8 +	20,01	ME
0.78	TAMRO	<b>A</b> •	3,86	
0.40	TESCO PLC	QB.	LOT	
0.84	THT POST GROEF	NL .	29,45	+0,34
	DI E STOXX CNCY		486,71	-0.07
4=	P D) E 3. 0. 1. C. (C. C. C.		10,5.11	
10 10 10 10		_		
88,0	COMMERCE	DISTE	NBUTIC	17.5
0,92				
08,8	ARCADIA GRP	GB	2,61	- 1,65
0,60	BOOTS CO PLC	<b>GB</b>	13,39	-0,22
	CARREFOUR /RM	FR+	eri	-0,52
2,68	CASTOLDUBORS AR	FR <	186	~ 0,54
1,01	CENTROS COMER P	E# +	21,5	••••
-	CONTINENTE	68 v	28,85	2001
	DIXONS GROUP PL	O.B	18,36	-0,67
6,15	GEHE AG	DE a	B	+ 2,32
0.86	GREAT UNIV STOR	GB.	10,65	- 0.14
0.50	GUILBERT IRM	FFF		-0.70
2,17	HENNES & MAURIT	\$E	69.24	
	JERONING MARTIN	· PT •	38,45	
	NARSTADT AG	Dall o	342	-0.58
		66		+ 9,58
	KINGASHER		10,17	
0.57	MARKS & SPENCER	65		+ 0,27
0,57	METRO	DE+	61,6	-1,42
0,30	NEXT PLC	QB.	0,16	
	PRAJIT PRINT!	桐中	.188,4 ;	
	RINASCENTE	## +	8,18	- 8,73

IENS DE CONSOMMATION

(1)

The state of the s		
HAUTE TECH	NOL C	igie .
ALCATEL/RM	FR *	95,2 -0,52
ALTRE SA REG.	QR	32,80
ASK PROXIMA	NO	6,38
BAAN COMPANY	MI +	8,8 -0,58
BARCO	BE .	172,5 ]
BOWTHORPE	65	5,73 + 0,26
BRITISH AEROSPA	98	8,28 · + 0,47
BRETISH BIOTECH	03	9,32 +4,78
CAP GEMINI /RM	FR *	168,1 (-0,56
COLOPLAST 8	BK .	97,52 - 0,65
DASSAULT SYST!	FR+	85,78 - D,83
ERICSSON A.	9年	25,06
FINMECCANICA	17 4	1,11 -0,89
FRESENBUS MED C	- DE 41	50
CAMBRO -A-	82	7,79
CAMERO -B-	糖	7,88
GETRÓNICS	NL 4	37 -1,20
CN GREAT NORDIC	DK	20,00 11,73
INSTRUMENTARIUM	F) ·	82,5 1,52
INTRACOM N	QR.	87,23
KON. PHILIPS EL	NL a	61,35 -0.24
MERKANTILDATA .	MO	10,44 8,03 +0,65
MISYS	GB NO	
NERA ASA. NETCOM ASA	NO	i para i è i
NOKA-A-	7U	27,72 .l . 116 -12.07
NOKIA -K-	Ele.	
HACOMOD SWEESIN		116 -2,48
OCE	NL	6,60 +0,62 25,9 +1,06
OLIVETTI	17 *	3.05 -0.83
RACAL ELECT CON	88	5.65 -0.26
RADIOMETER -B-	DK -	43,71
ROLLS ROYCE	28	2.74 -0.30
SAGEM		546 ·
SAP AG	DE •	295 -0,87
SAP VZ	26-	013 - 1.88
SEMA GROUP	48	10,61 - 0,41
SIEMENS AG	DE+	\$0.6 ÷1.41
SIRTI	п-	5.05 - 1.17
SMITHS IND PLC	QB .	14.21 -8.10
STMICROELEC SIC	FR+	B1 1-5.81
TANDBERG DATA A	NO	3.65
THOMSON CSF /RM	FR +	29,6 - 3,63
WILLIAM DEMANT	DK	84,47
ZODIAC /RM	FR-	184,5 -0,97
▶ D) E STOXX TECH 1	1	338,21 - 1.02

7

ZODIAC/KM	_ FR =	184,5	-9,97
D) E STOXX TECH	12	338,21	- 1.02
SERVICES CO	NIEC	TICE	
SEKAICES C	JLLEC	1115	
ANGLIAN WATER	QB	11,31	+1.17
BRITISH ENERGY	GB	9,64	+0.46
CENTRICA	GB	1,68	- Q.86
EDISON	£T ≠	8.5	- 1,73
ELECTRABEL	BE +	340	- 4.80
ELECTRIC PORTUG	PT ·	26	-
ENDESA	55.	23.29	
EVN	AT *	118	-1,17
GAS NATURAL SDG	EG .	89.1	
HAFSLUND -	NO	5.68	400
HAFSLUND -8-	NO	3.48	
18ERDROLA	E .	14,82	- T
ITAL GAS	17 *	4,85	-1,22
NATIONAL GRID G	<b>9</b> B	6,78	0,85
NATIONAL POWER	GB	7,72	-0,94
OPSTERR BLEKTR	AT +."	143	+0.21
POWERGEN	āB.	12,62	+0,12
RWE .	DE •	38,3	-0,52
SCOT POWER	QB	8.93	+1,66
SEVERN TRENT	GB	18,16	-1.70
SUEZ LYON EALIX	FR +	173,1	-1,14
SYDKRAFT -A-	SE	24,40	
SYDNRAFT -C-	SE	18,69	lear.
THAMES WATER	GB	15.95	+2,82
TRACTEBEL	BE -	157	-4.78
UNION EL-FENOS	ES+	14.96	
UNITED UTILITIE	GB .	11,99	+0.98
VIAG	DE =	482 -	- 1.23
VIVENDI/RM	FR »		- 0.21
TACALONAM	_ F (7) P	241	- 4,21

\* CODES PAYS ZONE EURO
FR: France - DE: Allemagne - ES: Espagne
IT: Italie - PT: Portugal - IR: Irlande
LU: Lucembourg - NL: Pays-Bas - AT: Autriche
FI: Finlande - BE: Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse NO : Norvege - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suisse

100

C 4 9

明明書 おおまするとうなるを報告の

李明知道於原於東北南部衛衛衛衛衛衛衛衛衛衛 東北京北部

CUYENNE GASCOGNE... HACHETTE FILLME ...... HAWAS ADVERTISIN .....

FINANCES ET MARCHÉS

GUIL BERT

INCERUCO \_\_ INTERBAIL INTERTECHNIQUE..... • LE MONDE / JEUDI 18 FÉVRIER 1999 / 23

### **VALEURS FRANÇAISES**

● Elf abandonnait 1,51 %, mercredi 17 février, au cours des premiers échanges à la Bourse de Paris, à 91 euros.

Le titre ne profitait pas de l'annonce officielle en début CARBONE de lournée d'un accord entre l'Iran. Elf et l'italien Agip CARBERO de journée d'un accord entre l'Iran, Elf et l'italien Agip pour la mise en valeur du gisement gazier offshore de

● Le titre Eurotunnel, qui a été la vedette de la Bourse de Paris, mardi, avec plus de 80 millions d'actions crouser échangées et une hausse de 17,7 %, à 1,33 euro (lire page CGP\_\_\_\_ 21), reculait de 1,5 %, mercredi, à 1,31 euro.

 Après l'annonce de l'abandon par le Crédit communal de Belgique (groupe Dexia) et la Smap de leur pro-jet de regrouper leurs activités d'assurance-vie sur la CLARINS. marché belge, le titre Dexia cédait 0,74 %, à 134,5 euros.

\*\*CLAINNO —

marché belge, le titre Dexia cédait 0,74 %, à 134,5 euros.

\*\*CLAINNO —

CLAINNO après avoir gagné 13,5 %, mardi, dans un marché portant sur 1,30 % du capital.

● L'annonce du transfert à l'Etat des 4 % de Thomson- L'amionce du transfert à l'Etat des 4 % de Thomson-CSF détenus par Aerospatiale Etat avait déplu au mar-ché, qui craignait que ces actions soient reclassées en Bourse. Le gouvernement ayant affirmé qu'il les conser-verait. Le titre Thomson avant affirmé qu'il les conserverait, le titre Thomson restait stable autour de 30,58 euros.

● Le CCF, qui a beaucoup profité de l'intérêt présumé d'ING, perdait un peu de terrain (- 0,3 %), à 79,75 euros.

### REGERNER WERENE

MERCREDI 17 FÉVRIER

Liquidation : 19 février						
		A 2	i territorio de la	- 10		
France >	Prácidani. On Gardi	Cours on Surge	Cours ag franci	% Var. Valle	Prisonant deroity coupon (1)	
B.N.P. (T.P)	146 143	148	967,70 920,98	- 1.81	30/07 22/10	
RENAULT (T.P.)	440	-	2973,09	- 0,45	24/10	
SAINT GOBAIN(T.F THOMSON S.A. (T.F	177,20 143,50	138	1174,18 811,78	+ 1,01	15/07 01/08	
ACCOR	218 52,30	25	1410,31 536,83	- 1,37. - 1,81	15/06 12/06	
ALCATEL	194 96,70	131 102 74	959,30 814,94	- 2,28 - 2,05	28/05	
ALSTOMALTRAN TECHNO. #	24,05	24.11	158,15 1561,18	+ 0,12	1999	
ATOS CA	239,70 196	1952	1282,40	- 1,26	1974	
AXABAIL INVESTIS	120,50 126,80	125,42	775,34 822,57	- 1,90 - 1,10	11/05 10/07	
BAZAR HOT, VILLE	95,80 56	96.80	828,41 364,71	+ 2,13	17/07 20/04	
BIC	54,20	21.43	350,81	- 1,58		

BIS	79.15 82.49	540,61 + 4,10 01/07
B.N.P.	72.35 71.69	469.01 - 1.17 30/08
BOLLORE	172 472	1128,25 01/0?
BONGRAIN	389,90 358,90	2350,29 - 3,13 14/05
BOUYCLES	225.10 225	1475,90 - 0.04 06/07
BOUYGUES OFFS	24 24.14	158,35 + 0,58 25/06
BULLA	6,12 6,01	39,42 - 1,79
CANAL +	, 6,12	
	266,70 -266,90	
CAP CEMINI	100 107.70	1834,44 - 1,43 17/64
CARBONE LORRAINE	39,19 398	249,28 - 3,03 12/06
CARREFOUR	574 384	3699,60 - 1,74 27/04
CASINO GUICHARD	88,90 88,05	577,57 - 0,95 10/08
CASINO GUICHADP	56,30 - 55,50	364,71 - 1,24 10/06
CONTROL GUICHARDY	20,20 - 20,00	
CASTORAMA DUB(L	188 195.80	1290,32 + 5,80 15/05
CCf	79,95	528,05 + 0,68 11/05
CECID (LY)	154 152.60	1000,98 - 0,90 02/06
CERUS EUROP, REUN	6.81	44,57 17/06
CGIP	50.30 49.80	328.57 - 0.99 12/08
CHARGEURS	43,30 43	282,06 - 0,68 25/06
CHRISTIAN DALLOZ	44.10 44.00	292,56 + 1,13 02/07
CHRISTIAN DIOR	112.30 112.50	737,95 + 0,17 01/18
CIC-ACTIONS A	81,50 280 4	524,77 - 1,84
CIMENTS FRANÇAIS	E4 10 11 ARR BIN	347 - 2,21 30/06
CLARINS	68,60 88,70	427,03 - 5,10 21/07
	00'00 . 00'10	
CLUB MEDITERRANE	87,90 35,70	582,18 - 2,50 24/08
CNP ASSURANCES	25 23,90 54.50 52,80	156,77 - 4,40
COFLEXIP		344,38 - 3,68 09/06
COLAS	178,20 178,40	1170,23 - 0,50 29/06
COMPTOIR ENTREP	2.06   2.08	13,38 - 0,97 15/07
CPR	35.01 36.18	230,63 + 0,42 06/07
CRED FON FRANCE		90,59 - 2,05 16/06
CFF.(FERRAFLLES)	30,57 36,77	201,84 + 0,65 30/03
		201,04 + 0,00 30/03
CREDIT LYONNAIS	39.60 40,10	263,84 + 1,26 01/07
CS SIGNALIX(CSEE)	70,15 . 68,85	448,35 - 2,56 01/07
DAMART	63,05 63,70	417,84 + 1,03 16/12
DANONE	236 221	1515,28 - 2,11 26/05
DASSAULT-AMATIO	153,60 185	1816,73 + 0,91 25/06
DASSAULT SYSTEME	36.05 35.20	231,55 - 2,08 07/07
DE DIETRICH	43.50 43.98	288,49 + 1,10 05/06
DEVEAUXILYM	79.50 79.50	\$20,17 - 0,25 01/07
DEV.R.N-P.CALLL		63,63 - 1,02
DECIA FRANCE	AREAR AND ST	85Z,74 = 3,77 11/98
	135.10 130.	852,74 = 3,77 11/08
DMC (DOLLFUS MI)	6.12 6.07	39,82 - 0,81 20/06
DYNACTION	23,20 23	150,87 - D,86 10/07
ECIA	99.80	649,40 - 0,80 06/05
ØFFAGE	61,10 2:69,68	399,16 - 0,40 04/01
ELF AQUITAINE	92,40 . 90,60	594,30 - 1,94 18/08
ERAMET	54.90 3 39.90	222,37 - 0.87 09/06
ERIDANIA BEGHIN		826,51 - 0,78 15/07
ESSILOR INTL	med on . base	2263,05 + 1,11 01/07
	341,20 345	
ESSELOR INTLADP	308 308	2020,35 01/07
ESSO	67 71.00	471,96 + 7,58 16/02
EURAFRANCE	466 465 元	2964,60 18/12
FURO DISNEY	1,18	7,48 + 0,88 23/02
BUROPE 1		- 01/04
EUROTUNNE	1,50	8,33 -4,51
FIMALAC SA	100 95	842,84 - 2 01/07
FINEXTEL	19.35 13.17	
FIVES-ULLE	66,80 - 66,16	483,59 - 1,04 15/07
PRANCE TELECOM	78,40 78,90	504,48 - 1,91 17/06
FROMACERIES BEL	644,90 .665 828 - 548	4198,12 - 0,69 29/07
GALERIES LAPAYET	828 LB45 -	5562,52 + 2,41 18/06
GASCOGNE	78,10 74,73	490,35 - 0,46 02/08
GALIMONT #	65,78 (.65,79)	417,84 - 3,11 24/08
GAZ ET EALX	42.98 3 4130	270,31 - 3,90 10/08
	102 102.10	240 26 + 0 00 02002
GECINA	2 2 2 2 2 2	869,73 + 0,09 27/07
GEOPHYSIQUE	37,80 111,30	242,70 ~ 2,11 12/07
GRANDVISION	22,40	141,08 ~ 4,01 05/06
GROUPE ANDRE SA	109.50	862,52 ~ 1,45 10/02
GPE VALFOND ACT.	43,40 43,50	285,34 + 0,23 03/07
GRZANNIER (LY)	17,79 12,60	115,45 ~ 1,06 01/07
	80 80 111/05	573,98 ~ 0.90 15/05
GROUPE GTM	80,30 80,66	
GROUPE PARTOUCHE	64 95	423,76 + 0,93 07/05

- 1,74 27/04	1915
- 0,95 10/08	JEAN LEFERVRE KLEPIERRE LABINAL LAFARCE
- 1 <u>.2</u> 4 10/06	KLEPIERRE
+ 5,80 15/05	LABINAL
+ 0,68 11/05	LAFARGE
- 0,90 02/06	LACARDERE
7 - 0.59 12/08	LAPEYRE
	LEGRAND ADP
- 0,68 25/06	LEGRAND
+ 1.13 02/07	LEGRAND ADP
+ 0,17 01/18	LEGRIS INDUST
-1,84	L'OREAL
- 2,21 30/06 - 5,10 21/07	LVMH MOET HEN.
- 2,50 24/08	MARINE WENDEL
-446	METALEUROP
- 3.68 09/06	MICHEUN
- 0,50 29/06	MONTUPET SA
- 0,97 15/07	MOULINEX
+ 0,42 06/07	NATERIS
- 2,05 16/06	NORBERT DENTRES.
+ 0,65 30/03	NORD-EST
+ 1,26 01/07	NORD-EST
+ 1.03 16/12	OUPAR-
+ 1,03 16/12	OUPARPARIBAS
+ 0,91 25/06	PATHE
- 2,08 07/07	PECHINEY ACT ORD
2,08 07/07 1 + 1,10 05/06 7 = 0,25 01/07	PERNOO-RICARD
+ 1,10 05/06	PEUGEOT
-1.02	PINAULT-PRINT-RE
- 3,77 11/08	PLASTIC OMN_(LY)
- 0,81 20/08 - 0,86 10/07	PRIMAGAZ PROMODES PUBLICIS P
- 0.86 10/07	PROMODES
- 0,80 06/05	REMY COINTREAU
- 0,40 04/01 - 1,94 18/08	RENAULT
- 0,87 09/06	REXEL.
- 0,78 15/07	RHODIA
+ 1,11 01/07	RHONE POULENCA
01/07	ROCHEFORTAISE CO
+ 7,38 16/02	ROCHETTE (LA)
18/12	
	RUE IMPERIALE (L
01/04	RUE IMPERIALE (I
-4,91	54GEM 5A
- 2 01/07 - 8.09 26/08	SANT-CUSAIN
- 8,08 26/08 - 1,04 15/07	SANOFI
- 1,91 17/06	SALIPSCHIFT (NS)
- 0.89 29/07	SAUPIQUET (NS)
+ 2.41 18/06	\$COR
- 0,48 02/08	SER
- 3,11 24/08	SER SEFIMEG CA
~ 5,90 10/08	SETA
+ 0,09 27/07	SELECTION QUE
~ 2,11 12/07	\$FIM
~ 4,01 05/06	\$GE
- 1,45 10/02	SIDEL
+ 0.23 03/07	SILIC CA
~ 1,06 01/07	SELECTIBANQUE SITIM SGE SIDEL SIRCCA SIMCO SLITA
+ 0,90 15/05	SIGS ROSSIGNOL
+ 0,93 07/05	3/1/2 PL/33/U/PU/

116	115,10	755,01	- 0,77	08/06	SOCIETE CENERALE
364	. 390,10	2352,10	- 1,07	19/06	SOCTONCTAONS
212 168,20	219,56	1442,45	+ 3,72	02/08	SODEXHO ALLIANCE
105	185,50	1092,17 670,39	- 1,01 - 2,66	03/09 25/06	SOCEPARC (FIN) SOMMER-ALLIBERT
17	15.00	110.88	- 0.58		SOPHIA
61,55	63	400,13	- 0.89		SPIR COMMUNIC
22,95	22,41	147	- 2.35	01,00	STRAFOR FACOM
22	22	144,31	W-	30/06	SUEZ LYONLDES EA
284,50 32	269,10 52,50	1699,58 344,38	- 2,04	30/09 30/06	SYNTHELABO
83.80	79,70	522.80	+ 0,96	05/05	TECHNIP
88	82,50	573.96	- 0.56	23/03	TOTAL
167	171,10	1122,34	+ 2,45	08/07	UNIBAIL
B3	30,39	526,73	- 3,25	08/06	UNION ASSURPDAL
38,50 62,75	<b>47</b> ,北 <b>50,8</b> 0	245,68 397,51	- 3,50 - 3,42	02/06 27/05	USINOR
36,99	36.50	239,42	- 1,32	03/07	VALLOUREC
197	128,10	1299,45	+ 0,55	01/02	VIA BANQUE
117,90	117,84	772,72	- 0,08	01/02	VIVEND!
42,15	41	268,94	- 2,72	10/07	WORMS (EXSOMEAL
118 576	:118	774,03 3738,95	- 1,04	01/07 12/06	ZODIAC ENDT DIV
215	. 211,40	1886.09	- 1,87	01/12	
181,60	174,70	1745,98	- 3,79	30/11	
4,74	4,65	30,50	- 1,89	04/07	
40,50 37	35,32	257,92 941	- 2,91 - 0,70	10/07	
9,92	9,79	64,22	- 1,31	14/09	
53,50	.53	347,66	- 0,93	20/07	
28	27.21	178,49	- 2,82	08/05	
28,68 71	23,2p - 88,20	152,18 447,35	- 1,52 - 3,94	08/07	International >
176,90	175	1147,92	- 1.07	17/05	
6,92		***	100	-	AMERICAN EXPRESS
83,15 236,20	232,06 232,09	538.21 1527,72	- 1,32 - 1,39	29/05	A.T.T. #
31,30	21.12	204,13	- 0,57	30/06	CROWN CORK ORD
54,35	54,25	355,66	- 0,18	12/01	DE BÉÉRS #
128,50	127,00	836,35	- 0,77	1D/06	DU PONT NEWOURS
153,50 68,50	150.20	985,90	- 2,08 - 0,71	01/07	FORD MOTOR #
75	75	491,97	- 0,11	12/06	CENERAL ELECT.
566	582 **	3688,48	- 0,53	08/08	GENERAL MOTORS
150 15.98	149,80 45,10	981,31	- 0,26	10/07	RITACHU #
17,25	42.55	99,05 279,11	- 1,17 - 1,04	03/07	ITO YOKADO
78.80	78,90	502,48	- 0,26	01/07	MATSUSHITA #
13	12,05	82,98	- 2,89		MC DONALD'S #
41,50 110	105	258,94 714,99	- 1,91 - 0,90	03/06	MERCK AND CO #
2.42	2.43	16.84	+ 0,41	25/06	MOBIL CORPORAT.
43,85	44.00	295,12	+ 2,59	08/04	MORGAN J.P. #
1940	1040	8821,95	1900	10/07	NIPP. MEATPACKER
35,80 545	35,15	284,82 3609,37	- 7,83	12/08 12/07	PHILIP MORRIS # PROCTER GAMBLE
127.50	125,70	824,54	- 1/1	29/08	SEGA ENTERPRISES
74	74.80	490,58	+ 1,08	05/08	SCHUIMSERGER
149	145.60	854,42	- 2,34	05/08	
57,80 53,60	55,96 52,55	367,01 344,71	- 2,88 - 1,86	21/04	- and stations
49,50	48.20	316,17	- 2,52	03/08	ABRÉVIATIONS
61,80	59,50	390,35	~ 3,24	12/08	B = Bordeaux; Li = Life;
63	61,28	405,05	~ 1,88	0B/08	SYMBOLES
10.80	10.58	350,94 68,86	~ 2,72	17/08	1 ou 2 = catégories de
36,36	19,36	238,51	- 2,17	01/08	détaché; • droit dé d = demandé; † offre
39,50	30,56	259,10		05/07	DERNIÈRE COL
96,90	67.56	440,48	+ 0,37	05/08	Lindi daté mardi : % v
185,40 78,55	78,90	997,05 817,55	- 2,18 + 0,44	15/07 30/05	coupon en euros; M
78,30	188	1233,20	- 1.57	06/17	Jeudi date vendredi :
	10/70	70,19	- 0,92	25/09	A 2 Th Training Control of the Control
					22 12 12 14 141

_						
		_				
	SOCIETE GENERALE	135,90	133,10	873,08	- 2,06	13/05
	SOC.FONCLYON.	127	129	846.1B	+ 1,57	01/07
	SODERHO ALLIANCE	160	158,80	1027,23	- 2,12	05/03
	SOCEPARC (PIN)	73.26	. 79,60	483.11	- 3.55	04/01
	SOMMER-ALLIBERT	23.60	22,75	149,23	- 3.60	18/06
	SOPHIA	37,55	37.40	245.33	- 0.39	
	SPIR COMMUNIC	รา	21	834,54		29/05
	STRAFOR FACOM	63	52,40	415,88	+ 0.63	
	SUEZ LYONLDES EA	175.10		1131,59	- 2,48	
	SYNTHELABO	190	172,50 188,50 88,15	1238,48	- 0,78	
	TECHNIP	85.50	88,15	585,11	+ 0,76	
	THOMSON-CSF	30.58	29.80	185.48	- 2.55	
		94,50	93	610,04	- 1.58	
	TOTAL UNIBAIL	113,50	112.80	739.92	- 0,98	
	UNIBAR	114	109.60		- 3.85	
	UNION ASSURFDAL	12		718,93		
	USINOR.	80	11,74	77,01	- 2.16	
	VALEO		77,86	509,35	- 2,93	
	VALLOUREC	25,40	27,28	183,54	- 1,47	
	VIA BANQUE	26.51	25,51	173,69		13/06
	VIVENDI	241,50	230,20	1549,37	- 2,19	08/06
	WORMS (ELSOMEAL	13.66	13.50	88,55	- 1,17	
	ZODIAC EXIDT DIV	188,30	182	1193,84	- 2,30	08/01
			7.			
			1,550			
						ς-, .
				Paum	E have	er
	International >	Procedent on Cares	Cours en Garca	Cours on fracts	% Var.	dernier
		to gaser	Cours en Euros	en francs	Wille.	compon ()
	AMERICAN EXPRESS	en Cares 91,20	Cours en Euros	687,08	- 1,86	demier coapon (1 10/02
	AMERICAN EXPRESS	91,20 77,50	Cours on Garca 66.60 75.46	687,08 494,92	- 1,56 - 2,64	demie: coapon (1 10/02 01/02
	AMERICAN EXPRESS	91,20 77,50 17,10	Cours on Survey 08,60 75,46	687,08 494,92 112,82	- 1,86 - 2,64 + 0,58	denie: coapor (1 10/02 01/02 15/12
	AMERICAN EXPRESS	91,20 77,50 17,10 26	Cours on Survey 08,60 75,46	687,08 494,92 112,82 170,02	- 1,86 - 2,64 + 8,58 - 0,30	denie: cospon (1 10/02 01/02 15/12 22/02
	AMERICAN EXPRESS	91,20 77,50 17,10 26 14,95	Coursi on Suros 05,80 75,46 17,20 25,42	687,08 494,92 112,82 170,02 96,43	- 1,86 - 2,64 + 0,58 - 0,30 - 1,57	demier Coapon (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10
	AMERICAN EXPRESS A.T.T. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DU PONT NEMOURS	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88	Cours on Surea 08,60 75,46 17,20 18,70 14,70	687,04 494,92 112,82 170,02 96,43 \$10,66	- 1,86 - 2,64 + 5,58 - 0,30 - 1,67 - 1.08	demier coapon (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03
	AMERICAN BOPRESS ATT. #  ATT. #  BARRICK GOLD #  CROWN CORK ORD #  DE BEERS #  DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK #	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25	Cours to Sures 65,60 75,46 17,20 95,52 14,78 17,16	687,08 494,92 112,82 170,02 96,43 310,66 374,88	- 1,56 - 2,64 + 5,58 - 0,30 - 1,67 - 1,08 - 1,88	demier coapon (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01
	AMERICAN EXPRESS ATT. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK # FORD MOTOR #	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25 51,80	Court en Suron 68.00) 75.46 75.46 75.46 75.46 77.38	687,08 494,92 112,82 170,02 96,43 \$10,56 374,88 \$35,85	- 1,56 - 2,64 + 5,58 - 0,30 - 1,57 - 1,08 - 1,88 - 1,15	denier Chapen (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 01/03
	AMERICAN BOPRESS AT.T. 8 BARRICK GOLD 4 CROWN CORK ORD 5 DE BEERS 9 DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK 8 FORD MOTOR 9 GENERAL ELECT. 9	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25 51,90 98,65	Court en Suron 68.00) 75.46 75.46 75.46 75.46 77.38	687,09 494,92 112,82 170,02 96,43 310,66 374,88 335,85 572,96	- 1,86 - 2,64 + 5,58 - 0,30 - 1,57 - 1,08 - 1,88 - 7,15 - 1,48	denier Chapen (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 01/03 25/01
	AMERICAN EXPRESS ATT. #  BARRICK GOLD #  CROWN CORK ORD.#  DU PONT NEMOURS EASTMAN KNOURK #  FORD MOTOR #  GENERAL LECT. #  GENERAL LECT. #	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25 51,80 98,65 74,70	Course on Europe 185,005 17,200 185,005 187,200 187,20	687,08 494,92 112,82 170,02 96,43 310,66 374,88 5372,98 485,41	- 1,86 - 2,64 + 5,58 - 0,30 - 1,57 - 1,08 - 1,88 - 7,15 - 1,48 - 0,93	denier cospon (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 01/03 25/01 10/03
	AMERICAN EXPRESS ATT. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DU PONT NEMOURS EASTMAN KOUNK # FORD MOTOR # GENERAL ELECT. # GENERAL MOTORS # HITACH #	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25 51,80 98,65 74,70 5,62	Course on Europe 195, No. 107,	687,08 494,92 172,82 170,02 96,43 \$10,66 574,68 335,85 572,96 485,41 36,08	- 1,86 - 2,64 + 0,58 - 0,30 - 1,67 - 1,08 - 1,15 - 1,48 - 0,93 - 2,13	denier Conpos (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 01/03 25/01 10/03 31/12
	AMERICAN EXPRESS AT.T. 8 BARRICK GOLD 4 CROWN CORK ORD 5 DI BEERS 9 DIJ PONT NEMOURS EASTMAN KODAK 8 FORD MOTOR 6 GENERAL ELECT. 9 GENERAL MOTORS 1 RITACH 8 LEM 8	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25 51,80 18,65 74,70 5,62 157,60	Course on Europe 195, No. 107,	687,08 494,92 112,82 170,02 96,33 \$10,66 574,68 335,85 572,96 485,41 36,08 1001,65	- 1,86 - 2,64 + 5,58 - 0,50 - 1,57 - 1,08 - 1,15 - 1,15 - 1,46 - 0,93 - 2,13 - 3,10	denier coapen (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 01/03 25/01 10/03 31/12 10/03
	AMERICAN EXPRESS ATT. 8 BARRICK GOLD 4 CROWN CORK ORD. 9 DE BEERS 9 DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK 9 FORD MOTOR 9 GENERAL ELECT. 9 GENERAL BLECT. 9 GENERAL BLECT. 9 HITACHU 9 LEM 8	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25 51,80 18,65 74,70 5,63 167,60 53,90	Committee Carron 65.00 75.00 75.00 47.00 47.00 57.00 57.00 57.00 57.00 57.00 57.00 57.00	687,08 484,92 112,82 170,02 96,43 \$10,56 374,68 335,95 572,96 485,41 36,08 1001,85 341,76	**************************************	denie: conport (1 10/02 01/02 15/02 22/02 22/02 21/10 01/03 25/01 10/03 25/01 10/03 13/11 10/03
	AMERICAN EXPRESS ATT. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS P DLI PONT NEMOURS EASTMAN KODAK # FORD MOTOR # GENERAL MOTORS # HITACH #	ea Sares 91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,25 51,85 74,70 5,62 15,10	Committee Carron 65.00 75.00 75.00 47.00 47.00 57.00 57.00 57.00 57.00 57.00 57.00 57.00	687,00 494,92 112,82 170,02 98,43 310,66 374,88 335,85 572,96 485,41 36,08 1091,85 341,76 96,62	- 1,86 + 2,64 + 5,58 - 0,30 - 1,57 - 1,08 - 1,16 - 1,48 - 0,93 - 2,19 - 3,33 - 2,25	denie: conport (1 10/02 01/02 15/02 22/02 22/01 15/03 04/01 01/03 25/01 10/03 31/12 10/03 31/12 31/12
	AMERICAN EQPRESS AT.T. 8 BARRICK GOLD 4 CROWN CORK ORD 5 DE BEERS 9 DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK 8 FORD MOTOR 9 GENERAL ELECT. 9 GENERAL MOTORS 9 HITACH 9 LEM 9 MATSUSHITA 8 MATSUSHITA 8 MC DONALD'S 9	91,20 77,50 17,10 26 14,95 47,88 58,55 74,70 58,55 74,70 58,50 15,10 72,70	Committee Commit	687,08 484,92 172,82 170,92 96,43 310,66 374,85 572,96 485,48 1001,85 341,75 96,62 474,58	- 1,86 + 5,58 - 0,50 - 1,67 - 1,06 - 1,16 - 1,16 - 0,93 - 2,13 - 3,10 - 3,25 - 0,48	denile: coupon (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 01/03 31/12 10/03 13/112 11/12 11/12
	AMERICAN EXPRESS ATT. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DU PONT NEMOURS EASTMAN KODON # FORD MOTOR # GENERAL ELECT. # GENERAL MOTORS # HITACH # HITACH # MATSUSHITA # MC DONALD'S # MERCK AND CO #	91.20 77.50 77.10 26 14.95 47.82 58.25 58.85 74.70 5.62 157.60 15.70	Cours on Garney (M. 20) 75,455 77,456 77,745	687,08 494,92 172,82 170,93 96,43 710,66 574,88 35,86 572,98 485,41 36,08 1001,85 341,75 98,82 474,58 831,46	- 1,86 + 5,58 - 0,30 - 1,56 - 1,06 - 1,88 - 7,16 - 1,48 - 0,43 - 2,13 - 2,13 - 2,13 - 2,28 - 0,07	denie: conport (1 10/02 01/02 15/12 22/02 221/10 01/03 15/03 11/03 11/12 10/03 13/11 31/12 04/01 04/01
	AMERICAN EXPRESS A.T.T. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DIJ PONT NEMOURS EASTMAN KODAK # FORD MOTOR # GENERAL MOTORS # HITACH # HITACH # HITACH # MC DONALD'S # MERCK AND CO # MITSUBISHITA # METSUBISHITA # METSUBISHITA # METSUBISHITA # METSUBISH CORP.	91.20 77.50 17.10 26 14.95 47.82 58.25 51,80 88.65 74.70 5,62 167.60 15.10 72.70	Course on Survey (19) (19) (19) (19) (19) (19) (19) (19)	687,08 484,92 112,82 196,43 110,02 96,43 310,06 574,98 335,85 572,98 485,41 36,08 1001,85 341,76 98,82 474,58 831,83	- 1,86 + 5,58 - 0,30 - 1,57 - 1,15 - 1,16 - 1,16 - 1,16 - 2,13 - 2,13 - 2,13 - 2,25 - 0,07 - 2,48	demier coapen (1 10/02 01/02 15/12 22/02 21/10 15/03 25/01 10/03 13/11 31/12 10/03 13/11 31/12 10/03 13/11 31/12 10/03 13/11 31/12 10/03 13/11 31/12
	AMERICAN EXPRESS ATT. #  BARRICK GOLD #  LINOWN CORK ORD.#  DE BEERS #  DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK #  FORD MOTOR #  GENERAL ELECT. #  GENERAL BLECT. #  ITO YORADO #  MATSUSHITA #  MC DONALD'S #  MERCK AND CO #  MITSUBISHI CORP.  MOSEL CORPORAT. #	91.20 77.50 17.10 26 14.95 47.82 58.25 51.80 58.25 57.470 5.62 157.60 157.60 157.90 157.90 157.90 157.90	Commence of the Commence of th	687,08 454,92 112,82 1170,02 96,43 310,63 374,83 335,86 572,98 485,41 36,08 1001,85 341,76 98,82 831,45 30,83 495,82	**************************************	dender coapen (1 10/02 15/12 25/02 21/10 15/03 04/01 01/03 25/01 10/03 31/12 10/03 31/12 11/12 94/01 11/13 11/13 10/03
	AMERICAN EXPRESS  ATT. # BARRICK GOLD # CROWN COR ORD # DE BEERS # DUI PONT NEMOURS EASTMAN KODAK # FORD MOTOR # GENERAL ELECT. # GENERAL MOTORS # HITACH # HITACH # MATSUSHITA # MAC DONALD'S # MATSUSHITA # MAC DONALD'S # MERICK AND CO # MITSUSHISHI CORP. MOSIGN 1.P, #	11.20 77.50 17.10 26 14.95 47.82 51.80 15.10 72.70 18.82 17.70 18.82 17.70 18.82 17.70 18.82 17.70	Lours on Survey Control of Sur	687,08 484,92 112,82 196,43 110,02 96,43 310,06 574,98 335,85 572,98 485,41 36,08 1001,85 341,76 98,82 474,58 831,83	**************************************	demier coapen (1 10/02 15/12 22/02 21/10 01/03 15/03 10/03 13/12 10/03 11/12 04/01 31/12 04/01 15/01 15/01 15/01 15/01
	AMERICAN EXPRESS A.T.T. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK # FORD MOTOR # GENERAL MOTORS # HITACH # HITACH # HITACH # MC DONALD'S # MERCK AND CO # MERCK AND CO # MORGAN J.P. # MORGAN J.P. # MORGAN J.P. # MORGAN J.P. #	91.20 77.50 17.10 26 14.95 58.25 51.85 58.25 74.70 5.82 19.70 19.70 19.81 10.8	Lours on Survey Control of Sur	687,08 484,92 170,02 170,02 98,43 310,66 374,88 335,56 572,98 485,41 36,08 1001,85 341,72 474,58 831,46 30,83 495,25	- 1,86 - 2,64 + 8,58 - 0,58 - 1,67 - 1,08 - 1,48 - 7,16 - 1,48 - 2,10 - 3,33 - 2,25 - 0,07 - 2,48 + 2,02 + 0,06	demier coapon (1 10/02 11/02 15/12 22/02 15/03 04/01 07/03 31/12 10/03 11/13 1
	AMERICAN EXPRESS ATT. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD.# DE BEERS # DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK # FORD MOTOR # GENERAL ELECT. # GENERAL BLECT. # HITACHI # LLEM # HOTO YORADO W MATSUSHITA # MAC DORALD'S # MERCK AND CO # MITSUBISH CORP. MOREL ORPORATA # MIPP. MEATPACKER PHILIP MORRES #	91.20 77.50 17.10 26 14.95 47.82 58.25 51.80 15.	Comp en Gerna (E. A.	687,08 494,92 170,02 96,43 310,66 574,88 355,85 572,98 485,41 36,08 1001,85 341,75 96,82 474,58 831,48 495,26 638,57	- 1,86 - 2,64 + 5,50 - 1,57 - 1,05 - 1,15 - 1,15 - 1,15 - 1,15 - 2,13 - 3,10 - 3,10 - 3,25 - 0,07 - 2,48 - 0,07 - 2,02 + 0,06	dender Coapon (1 10/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 10/03 25/01 10/03 13/12 10/03 13/12 11/12 04/01 31/12 11/12 04/01 31/12 11/12 04/01 31/12 11/12 04/01 31/12 11/12 04/01 31/12 11/12 04/01 31/12 11/12 04/01 31/12 11/12
	AMERICAN EXPRESS ATT. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DUI PONT NEMOURS EASTMAN KODOK # FORD MOTOR # GENERAL BLECT. # GENERAL MOTORS # HITACH # MOTOR # MATSUSHITA # MC DONALD'S # MERICK AND CO # MITSUBISHI CORP. MORGAN 1, # MORGAN 1, # MUPP. MEATPACKER PHELP MORRIS # PROCTER GAMBLE	91,20 77,50 17,10 26 14,98 58,25 51,80 5,70 15,70 15,80 15,70 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 13,81 14,81 15,8	Comp en Garra	687,08 494,92 170,02 98,436 3710,92 98,436 374,98 355,85 572,98 485,41 35,08 1001,85 341,75 98,82 474,58 837,48 30,83 485,28 638,57 520,50	- 1,86 - 2,64 + 0,30 - 1,67 - 1,88 - 1,15 - 1,16 - 1,93 - 2,19 - 3,33 - 2,25 - 0,48 + 2,026 - 1,98	dender coapar (1 10/02 15/12 22/03 15/03 04/01 07/03 25/01 10/03 25/01 10/03 13/11 31/12 04/01 31/13 15/01 15/03 15/01 15/03 15/01 15/03 15/01 15/03 15/01 15/03 15/01 15/03 15/01 15/03 15/03 15/01 15/03 15/03 15/03 15/03
	AMERICAN EXPRESS ATT. #  BARRICK GOLD #  LINOWN CORK ORD. #  DE BEERS #  DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK #  FORD MOTOR #  CENERAL ELECT. #  CENERAL BLECT. #  CENERAL BLECT. #  ITO YOKADO #  MATSUSHITA #  MC DONALD'S #  MERCK AND CO #  MITSUBISHI CORP.  MOSEL CORPORAT. #  MORGAN J.F. #  MIPP. MEATPACKER  PHELIP MORRIS #  PROCTER GAMBLE  BEGA ENTERPRISES	91.20 77.50 17.10 26 14.95 58.25 51.95 58.25 74.70 5.82,90 15.70 15.80 17.70 17.80 17.70 17.80 17.70 17.80 17.70 17.80 17.70 17.80 1	Lours to Survey (A) A A A A A A A A A A A A A A A A A A	687,08 484,92 170,02 86,43 310,56 574,88 335,59 485,41 36,18 341,72 474,58 831,46 30,83 495,25 633,57 280,57 520,57	- 1,86 - 2,64 + 5,50 - 1,57 - 1,88 - 1,16 - 1,88 - 1,16 - 1,16 - 1,16 - 2,13 - 2,13 - 2,13 - 2,25 - 0,49 - 2,48 + 2,02 + 0,06 - 0,98 + 0,98 + 0,545	dender Coupon (1 10/02 10/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 10/03 13/12 10/03 13/12 10/03 13/13 10/03 15/01
	AMERICAN EXPRESS ATT. # BARRICK GOLD # CROWN CORK ORD # DE BEERS # DUI PONT NEMOURS EASTMAN KODOK # FORD MOTOR # GENERAL BLECT. # GENERAL MOTORS # HITACH # MOTOR # MATSUSHITA # MC DONALD'S # MERICK AND CO # MITSUBISHI CORP. MORGAN 1, # MORGAN 1, # MUPP. MEATPACKER PHELP MORRIS # PROCTER GAMBLE	91,20 77,50 17,10 26 14,98 58,25 51,80 5,70 15,70 15,80 15,70 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 12,81 13,81 14,81 15,8	Lours to Survey (A) A A A A A A A A A A A A A A A A A A	687,08 494,92 170,02 98,436 3710,92 98,436 374,98 355,85 572,98 485,41 35,08 1001,85 341,75 98,82 474,58 837,48 30,83 485,28 638,57 520,50	- 1,86 - 2,64 + 0,30 - 1,67 - 1,88 - 1,15 - 1,16 - 1,93 - 2,19 - 3,33 - 2,25 - 0,48 + 2,026 - 1,98	dender Coupon (1 10/02 10/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 10/03 13/12 10/03 13/12 10/03 13/13 10/03 15/01
	AMERICAN EXPRESS ATT. #  BARRICK GOLD #  LINOWN CORK ORD. #  DE BEERS #  DU PONT NEMOURS EASTMAN KODAK #  FORD MOTOR #  CENERAL ELECT. #  CENERAL BLECT. #  CENERAL BLECT. #  ITO YOKADO #  MATSUSHITA #  MC DONALD'S #  MERCK AND CO #  MITSUBISHI CORP.  MOSEL CORPORAT. #  MORGAN J.F. #  MIPP. MEATPACKER  PHELIP MORRIS #  PROCTER GAMBLE  BEGA ENTERPRISES	91.20 77.50 17.10 26 14.95 58.25 51.95 58.25 74.70 5.82,90 15.70 15.80 17.70 17.80 17.70 17.80 17.70 17.80 17.70 17.80 17.70 17.80 1	Comp en Gerna	687,08 484,92 170,02 86,43 310,66 574,88 335,59 485,41 36,18 341,72 474,58 831,46 30,83 495,25 633,57 280,57 520,57	- 1,86 - 2,64 + 5,50 - 1,57 - 1,88 - 1,16 - 1,88 - 1,16 - 1,16 - 1,16 - 2,13 - 2,13 - 2,13 - 2,25 - 0,49 - 2,48 + 2,02 + 0,06 - 0,98 + 0,98 + 0,545	dender Coupon (1 10/02 10/02 15/12 22/02 21/10 15/03 04/01 10/03 13/12 10/03 13/12 10/03 13/13 10/03 15/01

<b>ABRÉVIATIONS</b>	•	
B - Booleans - H = ( Max )	le - lune i	<b>14</b> – 14

gerinde gelogere grande von der dag die der Williams der Geber Gebaut der

ories de cotation - sans indication canigorie 3 ; M coupon iroit détaché; & contrat d'animetion ; o = offert; † offre récluite ; & demande réduite; & cours précident. 06/07 + 0,37 05/06 - 2,18 15/07 + 0,44 30/05 - 1,57 06/07 - 0,92 25/08 DERNIÈRE COLONNE RM (1): Lundi daté mardi: % variation 31/12; Mandi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté Jestil : palement demicr coupon; Jeudi daté vendredi : compensation; Vendredi daté samedi : nominal.

NO	ME	N.	
		E	

3100

المحاورته والأخبى 20 39-4

Property Company

PARLE

UN RIEN.

 $\mathcal{N}_{\mathcal{L}_{p}}$ 

7-12-10

\*

MERCREDI 17 FÉVRIER

<u> </u>				INICOM GRUUP"	
Une sélection. Cours relevés à 12 h 30				INFONIE	22.50
		INFOTEL F	2.25		
\$ 10 mm and a	Supplemental Suppl		-	LINIBOOK #	27.40
Valeurs D	0	Costs	S.W.	JOUEZ-REGOL	7.70
Awterns b	es Gorse	<b>≠ 1</b> 0000	-	HOLLET-RECOL 4	2.00
ADLPARTNER	7 - 45 mg	160.08	- 3.86	LACIE GROUP	10.40
AB SOFT		95.11	+ 1,39	MEDIDEP #	10.00
ALPHAMEDIA	97.70			MILLE AMB	Cr. 900
ALPHA MOS	8.00		+ 0.50		111
ALTAMIR & CL	752.00	966,02	, 300	NATUREL	193.00
APPLIGENE ON		17,45		OLITEC	78 1
ASTRA	i nas	6.77	- 2.22		100
ATN	. 22	84,95	-	CHOIS INTL RG	
AVENIR TELEC	44.73	277.00		PERFECT TECH.	13.00
BELVEDERE		573,66	- 2.23		110. 120
		117.20		PICOGIGA.	10.50
BIODOME #		315,53		PROSODIE.	200
BYRP EX DY S		48.07		PHOLOGUE SOF-	100
CAC SYSTEMES		127.25		QUANTEL	
CERRP					24. 200
CHEMUNEX #		8,58			
COIL		202,38		RADOUX INTL	
CRYO INTERAC		184,47		RECK A	4.0
CYBER PRES.P	44.0	293,21	+ 1,59		1-32.90
CYRANO #	1350	88,55			1 4 40
DESK #	3, <b>1989</b>	183,27			25,30
<b>DESK BS 98</b>	3.	18,68	+ 7,52		11.63
DMS 4		60,26	***	SERP RECYCLA	T-131-20
DURAND ALLIZ	8.03	39,42	+ 0,53		200
DURAN DUBOL		593,84	etha	STACI F	22.11
DURAN NV ICE	87	570,88	-	STELAX	10,30
EFFIK O		148	mary .	SYNELEC 1	37,80
ESKER		157,48	- 4	LA TETE D.L.,	250
EUROFINS SCI		439.48	+ 3.25	THERMATECH I	200
EURO.CARGO 5		74.78	+ 6.04	TITUS INTERA	1.10
EUROPSTAT F		229,52	- 0.02	TITUS INTER	100.00
FABMASTER #		121.35	Per	TRANSGENE I	4.4
AI SYSTEM P.	4 100	180,06		TR SERVICES	14. 他点
FLOREANE MED.	4 4 4 4	61.68		VALORUM #	人一人
GENERIX #		373.90			
GENESYS F		67.56			
		344.38		Management of the last of the	100
GENSET	A A TORNAGE	911/90	-		1440001201

Printer Steel	444.00		_
3.00	141,08	- 5,70	_
4.25	267,34	- 5,09	
39.40	2,82	- 2,48	÷
	458,19	+ 2,72	
	265,50	- 0,12	
La Carta and	<b>2007-20</b>	- 4,12	
(10)	262,38	- 2,67	
9.50	25,61	- 4	
37.00	57,72	- 3,29	
1,5	19,80	+ 1,38	
200	147,59	- 1,74	
T. CASS	141,00	- 1,14	
23.34	151,79	+ 0,60	
44.44	243,35	- 0.68	-
7. 200	49,96	+ 1,46	- 18
4.00	1,44	22.0	
	79.00	-	-
140	72,02 100,23		
. 10/53	709,53	+ 1,91	
7.700	40,67	- 0,50	1
1.44	54,57	+ 5,63	31
13.45	87,80	+ 3.07	-
700	486,53	- 3,79	
7	900,27	4.4	
the States of	10.75	. 0 44	
7977	14,76	-0.44	
	121,35	- 0,50	
162.130	53,70	-2.14	
34.24	78,81		
200	501,81	- 1.22	
100		- 1,B1	
<b>分型是</b>	100,39	- 1,01	м
4.00	32,99		
	301,74	+ 1,09	
47.00	301,74 246,31	- 0,86	
	91,88		
10.00	116,78	+ 5,32	
31,00		T DIRE	
C 60 M	30,88	-	$\mathbf{T}_{i}$
24.19	189,40	+ 6,19	40
11.6	72,81	+ 0.03	753.,
1 118 36	880,95	+ 8,83 - 1,25	70
	170,58	-	
-		404	4
27.14	145,03	pe 34	1
10,70	2,40		
37.90	248,61	+ 2,43	M
2.50	16.48	- 9.58	(A)
. 5	183,67		
1	644,44	- 0 40	Un
11.00		- 6/46	4.7
7.70	959,30		
1	275,50	+ 2.43 - 9.00 - 0.60 - 2.00	Va
(1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1)	78,71	- 10,44  - 0,57	
人。不是	9,57	-14	AD
1	25,21		AIC
		- 2 -	
10,61	34,14	- U <sub>2</sub> 3/	ALC
The same of			API

+ 1,38 - 1,74 + 0,95 - 0,95 + 1,46 + 1,46 + 3,07 - 0,44 - 1,51 - 1,52 - 1,51 - 1,53 -	IA GRANDEUR WEST PAS UNE	RE 66
+ 5.18 + 6,80 - 1,25 - 1,25 - 9,08 - 0,86 - 10,44 0,57	MERCREDI 17 FÉVRIER Une sélection. Cours relevés à 12 h 30  Valeurs Cours colores colo	ASSUR BQ POP

			CALICLE 6 W CALOREM CADD NOR CA DIS CC CAPAS DE C CATOLIO CREAM TOL CROMETAL GROUPE J.C DAUPHIN O DECAM GPE DU PAREL EXPAND S.A EXPAND S.A L ENTREPHIN S
AILLE	LUF	)	ETAM DEVEL EUROPEAN EUROP.EXTI DUEL INDUS FACTOREM. FACTOREM FAIVELEY 6 FINACOR
· 化表面积 医乳球	475,57 829,72 134,47 996,74 41,86 376,86 308,30 611,32 114,73 39,36 278,17 275,44 696,28 276,18 322,75 186,67 557,56	+ 1,82 	FINATIS(ELL FININFO: FILO (GROUT FOCAL (GRO FOCAL (GRO FOCAL (GRO FOCAL (GRO GARONOR ( GAUTIER FR GEL 2000 GENERAL F II GEODIS F GEODIS F GE PASQL GE INDUST GFI INFORM GO SPORT FINANCIERI GRAND MAI CROUPE BO GUERBET S. GUY DEGRE

CGS1	163.99 - 3.47	GUYOMARC H N。 🥹 概念	350.78
CLAYEUX (LY)	48.57		472.20 - 3.87
CNIM CAL	224.47 + 0.02	LINDARI O MIN	885.30 - 2.05
COFITEM-COFI	350.78 - 1.98	LCC1	178.68 - 0.14
CIE FIN ST-H	400,18 - 1.61	IMMOB.BATIBA 50	327.98 - 0.89
CA PARIS I	977.28 - 0.28		85,80 - 0,99
CAILLE & V	316.14 + 0.04	IMPO DEAL POR	845.98 - 1.57
CALCHRE/H	274.19 - 0.68	INT. COMPUTE	47,82 - 0,25
CAMORBIHAN	214.86 - 1.43	JET MULTIMED	609,38 + 0.64
CADU NORDO	488.08 - 0.13	LATECOERE	475,57 + 3,57
CA OISE CC	382.92 + 0.33	LATECOERE	708.43 + 2.38
CAPAS DE C	589.37 - 0.11	LECTRA SYST	41.39 - 1.40
	488.63 - 1.42	273	262.54 + 0.39
CATOULOUSE		LOUIS DREYFU SZ 90	150.21 - 3.57
CRCAN CCI NY ♦ 11 15 20 CRCAN TOURLY	272,22 345.03 - 0.28		106.92 + 0.18
Clarest Lonics Printing	298,48 + 3,40		1018,73 + 3,67
CROMETAL		MEDASYS DIGI LAS	12.63 ~ 2.05
GROUPE LCD	321.42 -8.82		864,87 + 0,07
The state of the s	800.85 - 0.66		347.85 - 3.63
DAUPHIN OTA		MARC ORIAN 198.90	714,34 - 0,09
DECAN GPE NO	282,38 423,75 - 9,15		273.86 - 0.23
EXPAND SA 35.40	232.54 - 4.03		201.05 - 2.54
	M07,51 + 0,16	MGI COUTIEK 41.39	270,91 + 1,97
C CIT I HOLL WORK - AND	188.00 -0.66		716.27 + 2.35
ETAM DEVELOP			58.38 + 1.13
EUROPEENNE C.	567,54 + 4,10 394,56 - 0,80	TOUPANGEL (C	71.17 - 3.12
			246.98 + 1.35
DEL INDUSTR 14	354,22 - 2,52		1630.05 - 1,36
FACTOREM TO	911,78 _		
FACTOREM NV	881,10		
FAIVELEY 4	131,19		503,69 365,36
FINACOR	25,45 - 0,51		
FINATIS(EX.L	804,10 - 0,12	RALLYE(CATHL	384,39 - 0,67
FININFO	1042,97 + 2,58	REYNOLDS SF	242,70 + 0,54
FLO (GROUPE) 33,74	254,28 - 1,72		157,42 - 2,23
FOCAL (GXOUP, 1º 98589)	318,14	SABATE SA I 111,40	731,39 - 1,24
	360,78 - 3,50		413,95 + 0,80
GARONOR ORD	122,34	SIDERGIE	590,69 - 2,11
GAUTIER FRAN	327,96	5 PAREX (LY)	161,68 - 1,28
GEL 2000	13,12	SOCAMEL-RESC 18.60	110,86 + 0,05
GENERALE LOC 27	177,11 + 0,74	SOPRA #	1920,84 + 1,17
GEODIS #	442,12 - 0,22	SPORT ELEC S 1 3.75	24,80
G.E.P PASOUI	15,02 - 4,87	STALLERGENES 27,40	180,32 - 0,93
GFI INDUSTRI	196,79	STEF-TFE dayment (5,50	265,66 - 2,40
GFI INFORMAT \$39,70	653,99 - 2,26		15,55
GO SPORT 48	383,57 - 0,16	SYLEA.	319,45 - 0,61
FINANCIERE G 7-7.50	49,20 + 4,80	7F1	1027,23 + 4,40
	31848,43 - 0,02	TRIGANO (2-29,70	194,82 - D,33
GROUPE BOURS - 188.26	306.33 - 0.63	UBI SOFT ENT	744,51 - 1,39
GUERBET SA 16 15.81	88,46 + 0,06	UNILOG	2761,26 + 1,48
GUY DEGRENNE. "40.40	285.01 - 1.22		127,98 - 0,71
At hedrenand Lake			

2457,02 964,45 1638,74 881,41 274,71 957,78 6210,78

145,00 145,00 163,00 41,00 146,01

SCAV	
LD	
(ine sélection.	

Original Education in			
Cours de clôture le 1	6 février		
A continue to	Valeurs is	-	Date
Émetteurs	Quros		CHOPS
ACIPI			
AGIPI AMBITION (AXA) AGIPI ACTIONS (AXA)	23,02	156,61 151	16/02 16/02
BNP	3615 SNP		
ANTIGONE TRESORIE	14 (422,00	929247,71	16/02
NATIO COURT TERME	2271,62	14899,54 404861,58	16/02
NATIO COURT TERME 2	\$189Q.28 ************************************	2272,17	18/02
NATIO EPARGNE		4030.33	16/02
NATIO EP. CROISSANCE		169.30	16/02
NATIO EP. PATRIMOINE		197.18	16/02
NATIO EPARCNE TRESOR		12090,99	16/02
NATIO EURO VALEURS		1352,78	16/02
NATIO EURO OBLIG	773.91	1140,77	16/02
NATIO EURO OPPORT.	495,84	1284,63	16/02
NATIO EURO PERSPECT	326,25	2140,06	16/02
NATIO IMMOBILIER	~ 25001	1848,52	16/02
NATIO INTER	270,33	1169,77	16/02
NATIO MONETAIRE C.	885,17	5875,14	16/02
NATIO MONETAIRE D	795,35	5223,71	16/02
BLATTIC COST IC. IT.	30.51	241,46	16/02
MATIO OBLIG. MT C		941,89	16/02
NATIO ORLIG. MT D.	1,70,21	898,76	16/02
NATIO OPPORTUNITES	32,44	218,12	16/02
		82280,88	16/02
NATIO PLACEMENT D	11455	75299,41	16/02
NATIO REVENUS	173,88	1135,33	16/02
NATIO SÉCURITÉ	1761,20	11552,71	16/02
NATIO VALEURS	258,44	1760,85	16/02

LTIO REVENI	AENT D TIS AS	1195,33 11552,71 1760,85	16/
ONE DEN	BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT	97186,08	16/
	www.odr-2000 Management	etmanagenië	mt.co
FUROPL	D PEA	1097,22 2713,59	07/ 15/

	14-00-211		
	NORD SUD DÉVELOP. D	2480,62 16/02	OBLIFUTUR C OBLIFUTUR D ORACTION
	PATRIMOINE RETRAITE C.	297,91 18/02	REVENU-VERT.
	PATRIMOINE RETRAITE D	310,48 16/02	SÉVÉA
	# Sh	Minital :	UNIVERS ACTIO
M41 4	CDC TRISON 3616 CD	C TRESOR (1.29 F/ess)	UNI ASSOCIATI
		20671.04 16/02	UNI-FONCIER.
	MUTUAL DEPÔTS SIC C	20571,00 16/02	UNI-RÉGIONS., UNIVAR C
		Siray en tione :	UNIVAR D.
- :	CAISSE D'EPARGNE	36 (\$1.05 00 (2,23 f/m)	UNIVERS-OBLIC
into	ECUR. ACT. FUT.D PEA 20,88,44	\$83,67 14/02	Fonds comm
-	CUR. CAPITALISATION C	279,11 16/02	INDOCAM DOL
	CUR EXPANSION C	67686,30 16/02	INDOCAM VAL.
6/02	ECUR. GEOVALEURS C	4242,07 16/02 304,89 14/02	OPTALIS DYNA
6/02	ECUR INVESTIS D PEA (1)	1356,65 16/02	OPTALIS DYNAI
	EC. MONET.C/10 30/11/98 356.32 EC. MONET.D/10 30/11/98 125.38	1223.88 16/02	OPTALIS ÉQUIL
	ÉCUR. TRÉSORERIE C	332,83 16/02	OPTALIS EXPAN
6/02	ÉCUR TRÉSORERIE D	304,23 16/02	OPTALIS EXPAN
6/02	ECUR TRIMESTRIEL D	2128,15 16/02 200 16/02	OPTALIS SÉRÉN
0/02		14533.32 16/02	OPTALIS SÉRÉN
6/02 6/02	GEOPTIM C	13010,91 16/02	PACTE SOL LO
6/02	HORIZON C	2886,87 16/02	
6/02	PRÉVOYANCE ÉCUR D	110,88 18/02	CIC
6/05	CHE		
6/02 6/02		CRÉDIT AGRICOLE	FRANCIC PIERR
6/02	100	3668 56 55 (2,23 F/mn)	EUROPE RÉGIO
6/02	AMPLIA	125389,33 17/02	
6/02	ATOUT AMERIQUE	237,13 16/02 82.96 16/02	CIC
2817	AIUUI ADIE	GE-GG IUFUZ	

ECUR. TRIMESTRIEL D	- PA	2128,15	16/02
ENABLES FIGURE		200	16/02
GÉOPTIM C	2265.50	14533,32	
GÉOPTIM D.	1993.2	19010,91	16/02
HORIZON C	440,48	2886,87	
HORIZON C	10,00	110,88	18/12
mad			
		CRÉDIT AGE	BOOLE
INDOCAM And Management	čin.	3683550	
	_		
AMPLIA	197197	125389,53	
ATOUT AMÉRIQUE		237,13	
ATOUT ASIE	230	82,96	
ATOUT ASIE		1116,44	
ATOUT FRANCE MONDE		274,98	
ATOUT FUTUR C	2 40 100	1093,68	
ATOUT FUTUR D	154.52	1014,24	
		2128,97	
DIÈZE	ATT ATT	2724,98	16/02
ELICASH	_1001万四	998204,07	17/02
EURODYN	S12-12	3359,29	16/02
INDICIA	7000	2378,63	15/02
INDOCANA CONSEST C	GLASS 202	18023,39	18/02
INDOCAM CONVERT. D	7236	14887,85	16/02
INDOCAM EUR NOUV.	*1065.63	11122.60	15/02
INDOCAM EUR. NOUV	793.72	1270,72	16/02
		1199,15	16/02
INDOCAM MULTI ORUG	453.67	1009.98	16/02
INDOCAM OPIENT C	2L28	159,27	16/02
INDUCATE ORIGINATION	61.84	143,08	18/05
INDOCAM HOR, EDR. D. INDOCAM MULTI OBLIG. INDOCAM ORIENT C. INDOCAM ORIENT D. INDOCAM UNIJAPON INDOCAM STR. 5-7 C. INDOCAM STR. 5-7 C.	195 35	881,34	16/02
INDOORN UNITATION	TOTAL SA	2129,30	18/02
INDOCAM SIR 5-7 C	A make as	1457,47	
INDOCAM STR. 5-7 D	.4. 222.19		17/02
MONETC	_ 12665.44	12433,27	
MONE D		11507,85	17/02

6/02	OBLIFUTUR C OBLIFUTUR D OBLIFUTUR D SEY, 1 ORACTION STYLE SEYEA SE	620,08
	OBLIFUTUR D	671,54
	ORACTION	1180 1194,24
8/02	REVENU-VERT	1194,24
6/02	SEVEA	21380.79
	SYNTHESIS	305,09
atel :	UNIVERS ACTIONS	120,11
( <del>/10</del> 0)	UNI ASSOCIATIONS	1873.16
8/02	UNI-FORCIEK.	1835.04
6405	UNI-RÉGIONS	322.34
gne :	UNIVAR C MINISTER OF CAR SS	302.20
Messi	UNITED AN ICATIONS 4445	271,89
4/02	Fonds communs de placements	20.1
6/02	POINTS CONTRIBUTE DE PROCESSES	108949,41
8/02	INDOCAM DOLLAR 3 M 1858,28	17705.98
6/02		120.24
4/02		110 00
6/02	OPTALIS EQUILIB. C	116.83
6/02	OPTALIS FOURLIS D	116,83
6/02	OPTALIS EXPANSION C 12 2020	109,41
6/02	OPTALIS EXPANSION D	109,41
6/02	OPTALIS SÉRÉNITÉ C	109,48
6/02	OPTALIS SÉRÉNITÉ D	164,63
6/02		523,32
6/02	PACTE VERT T. MONDE 7 8187	535,72
6/02		
8/02	CIC CIC SANQUES	
	197127	
ZJOQ.	FRANCE	191,93
F/mn)	FRANCIC PIERRE	174,09
7/02	EUROPE REGIONS	253,46
6/02	CTC CONTRACTOR	
6/02	CIC PARIS	
6/02	PARIS	1102,93
6/02	ASSOCIC	179.73
5/02	CICAMONDE	495.38
6/02	CONVERTICIC	1948,78
8/02	BULKER, manufactures and a second by	9587.47
6/02	MENSUELCIC 1822.58	4314.56
7/02	OBLICIC MONDIAL	4314,50

/02 /02	OPTALIS SÉRÉNITÉ C	98,600		5/02
/02 /02	OPTALIS SERENITE D	15.95		15/02 16/02
702	PACTE SOL LOGEM	Children Co.		8/02
/02	PACTE VERT T, MONDE	4 101404	933,72	gruz
102	CIC of	SANOUES		
M.E	FRANCIC	29,29	191,93	
un)	FRANCIC PIERRE	20,54		£/05
/02	EUROPE RÉGIONS	38,64	253,46	6/02
/02				
/02	CIC	CIC PARIS		
/02	FARIS	f: 406/44	1102.93	6/02
/02	ASSOCIC	100,14		6/02
/02	CICAMONDE	27,20		6/02
/02	CONVERTICIC		1948,78	
/02	SCOCK	4000 00	9587,47	RM2
/02	MENSUELCIC	* 1025/30.	4314,56	
/02	OBLICIC MONDIAL	401.44	1255.57	6/02
/02	RENTACIC	CE 41		8/02
702			IOQ31	
102	CREDIT LYONNAIS			
/02	CT ASSET MANAGEMENT			
/02	EURCO SOLIDARITÉ	- 22K1Z	1470,13	6/02
/02	LION 20000 C	2721:24		6/02
/02 /02	LIÓN 20000 D	~ 2482.02	18281,31	8/02
/02 /02	LION-ASSOCIATIONS C	4809.75		6/02
702 702	LION-ASSOCIATIONS D	1527.18	10708,40	16/02
/02	LION COURT TERME C	4227.29		16/02
/02	LION COURT TERME D	3014,25		16/02
/D2	LIONPLUS C	270.18		6/02
/02 /02	LIONPLUS D	247,48		6/02
/02	LION TRÉSOR			6/02
-	ARIA LUMAN TOLINATION	Seibes		

(2) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1	17705,98 120,24 119,06 118,83 113,87 109,41 109,41 109,48 104,63 523,52 835,72	15/02 15/02 15/02 15/02 15/02 15/02 15/02 15/02	CM OPTION ÉQUIL. CM OBLIC. COURT TERME. CM OBLIC. MOYEN TERME. CM OBLIC. QUATRE. CM OPTION MODÉRATION. LCF E. DE ROTHSCHILD BANQU ASIE 2000. SAINT-HONORÉ MAR. ÉMER. ST-HONORÉ PACIFIQUE ST-HONORÉ PACIFIQUE ST-HONORÉ PACIFIQUE ST-HONORÉ VIE SANTÉ.
145 145 145 145 145 145 145 145 145 145	191,93 174,09 253,46	16/02	LEGAL & GENERAL I
1815 1516 1516 1516 1516 1516 1517 1517	1102,93 179,73 495,38 1948,78 9887,47 4314,56 1255,57 164,91	16/02 16/02 16/02	AMPLITUDE AMERIQUE C AMPLITUDE AMERIQUE D AMPLITUDE EUROPE C AMPLITUDE EUROPE C AMPLITUDE MONDE C AMPLITUDE MONDE C AMPLITUDE MONDE C AMPLITUDE MONDE C AMPLITUDE PACIFIQUE C AMPLITUDE PACIFIQUE C

GBLILION.......
SICAV SOOF......
SLIVAFRANCE.
SLIVAM......
SLIVAME.NTE....
SLIVARENTE....
SLIVARENTE....
TRILION......

Crédit Mutuel

16/02 16/02 16/02 16/02 15/02 16/02 16/02 16/02 16/02 17/02 16/02

/02 /02	CM OBLIG. MOYEN TERME. 213,88 CM OBLIG. QUATRE. 7 18,88	
/02	CM ORDE CONTREMENT ". " 168801	
102	Fonds communs de placements	
/02	CM OPTION MODERATION	
/02 /02	LOF E. DE ROTHSCHILD BANQUE	
<b>702</b>	ASIE 2000	
/02	SAINT-HONORE CAPITAL 3394,48	
	SAINT-HONORÉ CAPITAL SEA 49 ST-HONORÉ MAR. ÉMER SEA 51 ST-HONORÉ PACIFIQUE PS.99 ST-HONORÉ VIE SANTÉ 318.92	
	ST-HONORE PACIFIQUE	
	ST-HONORE ALE ZULLE "STR'SE	
VO2	. A LEGAL & GENERAL BANK	
105		
/02	Ciecrosia.	
	SECURITAUX	
	STRATEGIE IND. EUROPE	
	STRATEGIE RENUEMENT	
702	APOSTEX	
V02		
	Facility of the later with the later	١
/02		ì
/02 /02	AMPLITUDE AMERIQUE C * 22.74	
/02 /02 /02	AMPLITUDE AMERIQUE C * 2236	
/02 /02 /02 /02	AMPLITUDE AMERIQUE C	
702 702 702 702 702	AMPLITUDE AMERIQUE C	
/02 /02 /02 /02	AMPLITUDE AMERIQUE C	
702 702 702 702 702	AMPLITUDE AMERIQUE C	
702 702 702 702 702	AMPLITUDE AMERIQUE C	
V02 V02 V02 V02 V02	AMPLITUDE AMERIQUE C	
105 105 105 105 105 105	AMPLITUDE AMERIQUE C	
102 102 102 103 103 103	AMPLITUDE AMERIQUE C 22年 AMPLITUDE AMERIQUE D 22年 AMPLITUDE EUROPE C 22年 AMPLITUDE EUROPE D 22名 AMPLITUDE MONDE C 18年 AMPLITUDE MONDE C 18年 AMPLITUDE PACIFIQUE C 132年 AMPLITUDE PACIFIQUE C 132年 AMPLITUDE PACIFIQUE D 24年 ELANCIEL FRANCE D PEA 24年 ELANCIEL EURO D PEA 244	
VO2 VO2 VO2 VO2 VO2 VO2	AMPLITUDE AMERIQUE C	
102 102 102 103 103 103 103 103	AMPLITUDE AMERIQUE C	
102 103 103 103 103 103 103 103 103 103 103	AMPLITUDE AMERIQUE C	
102 102 103 103 103 103 103 103 103 103 103 103	AMPLITUDE AMERIQUE C	
	AMPLITUDE AMERIQUE C	
	AMPLITUDE AMERIQUE C	
	AMPLITUDE AMERIQUE C	

2457.02	18/02	PLENITUDE D PEA	203.95	18/02
864.45	16/02	PLENITUDE D PEA	15014.98	16/02
1638,74	16/02	POSTE PREMIÈRE SI	42538,48	16/02
BB1,41	16/02	POSTE PREMIÈRE 1 AN	254357.78	16/02
274.71	16/02	POSTE PREMIÈRE 2-3 2365.50	54811,70	16/03
957.78	18/02	DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF	5326.04	16/02
8210,78	18/02	TUFSORA /	1771,45	16/02
		THESORA C	972,39	16/02
		TRÉSORYS C 42886.79	281174,59	16/02
		SOLSTICE D	2407,08	16/02
123,91	16/02	M W-4 W	nell branco	****
189.02	16/02		BET MANAGE	
157,63	16/02	30	Serveur v	
1972,53	16/02	AMET MANAGEMENT	36683662 D.;	
701,81	16/02	ACTIMONETAIRE C 8055,38	39694,45	16/02
176,58	16/02		30614,89	16/02
323,98	16/02	CADENCE 1 D	1077,08	16/02
985,82	16/02	CADENCE 2 D	1065,39	16/02
2058,72	15/02	CADENCE 3 D	1065,80	16/02
1107,65	16/02	CAPIMONETAIRE C	426,04	16/02
		CAPIMONETAIRE Deserved 1- 57,78	375,08	16/02 16/02
116,10	16/02	ACTIMONETARE D  CADENCE 1 D  CADENCE 2 D  CADENCE 2 D  CADENCE 3 D  CAPIMONETARE C  CAPIMONETARE C  CAPIMONETARE D  ST. 88  INTEROBLIG C  INTEROBLIG C  SELECT DEFENSIF C  SELECT D  SELE	335,19 449,66	16/02
		INTERSELECTION FR. Dame you - Bear of	1179.02	16/02
		SELECT DYNAMIQUE C	1374.49	18/02
374,35		SÉLECT ÉQUILIBRE 1	1001.12	16/02
2266,33	16/02	SELECT PEA 3	841,63	16/02
328,31	16/02	SOGEPEA EUROPE	1418.38	16/02
488,46	16/02	SC FRANCE OPPORT. C. 301.81	2504,51	16/02
2089,35	16/02	SG FRANCE OPPORT, D SESSO	2354,49	16/02
		SOGENFRANCE C	2773,65	16/02
		SOGENFRANCE D	2507,92	16/02
		SOGENFRANCE C	625	16/02
1905,42		SOGEPARGNE D	306,27	16/02
1199,48	16/02	SOCINTER C	372,52	10/02
2171,28	16/02			
a	B	For the paperson represents professionary to the paperson reports  The beautiful paperson of the name of the name of the transport of the tran		
icav info		And the second s		
85010 (2)		market and the second description of the second sec		
	18/02	manufacture of management planet before the set of the		
,	16/02	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		
215,48	16/02	management of the second secon		
211,35	16/02	The state of the s		
1275,84	16/02			
1198,05	16/02	Charles and the second		
85,86	16/02	approximation of the P		
85.21	16/02	same entire material plant and the second se		
258,38	18/02			
852,09	16/02	the same of the sa		
184,91	16/02			
724,44	18/02	Commence of the self-time of the self-ti		
677,93	16/02	Characteristics and the population of the control o		
125,22	16/02			
115,19	16/02			_
154,94	16/02	LÉGENDE		
137,55	16/02	→ Hors frais. → A titre indicatif.		
893,41	16/02		nagement of the	118.78%.
2241.11				

ide cé 10, ne- roz ou- conquis l'un pa- confie,
minant,
fign18 bord15
*2 7
ore!

plutöt 15, il ne tit ain-

:2

### AUJOURD'HUI

SPORTS Le navigateur italien Giovanni Soldini a récupéré, mardi 16 fé-vrier, la Française Isabelle Autissier, qui était en perdition dans le Pacifique sud lors de l'Around Alone, la

solitaire avec escales. • SON MONO-COQUE, PRB, avait chaviré la veille en raison de la défaillance de l'un de ses pilotes automatiques. La navigatrice ta del Elste (Unuguay), terme de la

course à la voile autour du monde en avait alors déclenché sa balise de dé-troisième étape. Isabelle Autissier ne tresse. • PARTIS SÉPARÉMENT d'Auckland (Nouvelle-Zélande), les deux afin que Soldini puisse rester en marins vont regagner ensemble Pun-

doit participer à aucune manœuvre, débat sur la capacité des bateaux de

course à se redresser. Christophe Auguin, vainqueur du Vendée Globe 1997 et président d'une association course. CE CHAVIRAGE relance le de marins pour la sécurité en mer, évoque un travail de chaque instant.

# Giovanni Soldini et Isabelle Autissier voguent ensemble vers le cap Horn

Après avoir passé vingt-quatre heures dans la coque de son bateau chaviré dans les eaux du Pacifique sud, la navigatrice française a été sauvée, mardi 16 février, par le marin italien, qui a réussi une manœuvre parfaite

SA VOIX ferme est remplie d'étonnement. Non qu'Isabelle Autissier se soit vue novée, mais elle est là, au sec dans un bateau qui n'est pas une épave et qui n'est pas le sien, celui de Giovanni Soldini, un marin et très grand ami, venu la sauver après vingt-quatre heures d'une rude descente vers le Sud. Isabelle avait déclenché sa balise de détresse lundi 15 février, à 15 h 23. Elle a été sauvée, mardi, à peu près à la même heure, par le marin italien. Deux heures après le sauvetage, les deux marins ont téléphoné au PC course de la navigatrice, à Paris, pour raconter l'aventure.

isabelle prend la parole la première et raconte. Pendant ces vingt-quatre heures, elle a organisé sa survie dans un petit coin sec de son cockpit. Elle n'a pas eu peur, car elle savait Marc Thiercelin ou Giovanni Soldini non loin, et pouvait aussi compter sur ses cinq balises, dont une clignotait, point de repère ténu dans un désert de mer. Dans ce monde clos, elle a dù penser aux interrogations, à l'attente aux quatre coins du monde, peutêtre s'est-elle souvenue du précédent naufrage, quatre ans avant. Sans doute a-t-elle vécu l'épreuve avec encore plus de nerfs et de cœur, ce qui s'appelle de l'expé-

LE BATEAU S'EST EMBALLE Pour Isabelle, la journée de ce

lundi semblait tranquille. Elle manœuvrait pendant que le pilote automatique gardait le cap, une chose très courante dans ce genre d'étape. PRB filait vite et presque doux. Il y avait du travail, un peu de tracasseries, mais pas assez pour empêcher un marin de bien effectuer sa course. Isabelle était deuxième, pas bien loin derrière Marc Thiercelin. Et, soudain, le bateau s'est emballé sans raison. Isabelle raconte: «Il y avait 10 nœuds de vent, le pilote automatique a mai réagi, le bateau s'est retrouvé à presque 90 degrés, j'ai fait une tentative pour le redresser, mais, en deux minutes, il s'est mis à l'envers tout doucement. Très rapidement, le mât s'est brisè et a fait office d'ancre flottante, j'ai juste eu le temps de fermer les portes du cockpit. » La navigatrice déclenche immédiatement sa balise de détresse et s'installe dans l'attente. Dehors, le vent est tombé et la mer aussi. Ses espoirs de retourner le bateau s'évanouissent. Elle poursuit: • le me suis cram-

ponnée, ça bougeait, tout était dé-

goulinant d'huile et de gazole (le

carburant du groupe électrogène). » Tout le temps, Isabelle met le nez dehors, à l'arrière du bateau, pour voir si quelqu'un arrive: « l'estimais hautes mes chances de survie », dit-elic.

Alerté, Giovanni Soldini a piqué au sud à la rescousse. En chemin, ses désormais traditionnels e-mails phonétiques pourraient être adorables s'ils n'étalent empreints d'angoisse. La mer est dure en route pour Isabelle, il enrage et peste, insulte et continue: il sait qu'il peut perdre : « Il faudra se dépêcher, écrit-il, parce que, après le centre de la dépression, il va arriver du sud-ouest très fort. » A Pugetsur-Argens (Var), Pierre Lasnier, ancien routeur d'Isabelle et routeur de Giovanni, aide le marin dans sa

moindres faits et gestes du naviga-

Mardi, à 15 heures (heure de Paris), Giovanni Soldini annonce entrer dans la zone de recherche. Tout se passe très vite. Tout à l'heure, dans la liaison par satellite, il dira avoir eu beaucoup de chance dans une situation pas évidente, il parlera vite et ponctuera toutes ses phrases en exclamation, fou de joie. « Quand je suis arrivé sur place, je me suis dit "Je vais jamais la retrouver", l'avais peu de visibilité! J'ai eu conscience que je pouvais passer à côté d'elle. » Il poursuit : « Et si je la trouve pas, je fais quol ? Quand je l'ai trouvée, J'étais content! » [] se jette sur ordinateur pour gribouiller: « Bateau en vue, j'embarque Isabelle, tout va bien. »

La mer était à peu près tranquille. Il s'est approché et a lancé un marteau sur la coque, Isabelle est sortie, a gouffé son « blip », un petit canot de sauvetage, elle s'est amarrée une dernière fois à PRB. Giovanni est venu, lui a tendu une corde, c'est alors qu'elle a coupé

tache et tient Paris au courant des l'ultime amarre qui la liait encore au bateau avec qui elle a vécu pendant trois ans. Maintenant, Isabelle est là. Ils dégustent du vin rouge et du parmesan. Tout à l'heure Gio va

« II. MYA SAUVÉ LA VIE »

Isabelle Autissier se retrouve une nouvelle fois en naufragée. Elle dit : « c'est quand même assez fou, assez brutal. Une seconde le bateau va bien, l'autre seconde c'est une épave. » Il va falloir quelque temps pour réaliser, comme elle en avait eu besoin en 1995 après avoir laissé Ecureuil-Poitou-Charente au milieu de l'océan Indien quand elle s'était fait hélitreuiller par la marine australienne. Elle le sait blen : « Entre le bateau et une vie humaine, il n'y a pas de choix, Gio peut être fier de son travail. Il m'a sauvé la vie. »

Son bateau était-il flable? Elle répond en responsable. C'est elle qui a pris la barre à Charleston (Caroline du Sud), en septembre, au départ de l'Around alone. Elle peut avoir un avis critique sur un bateau qu'elle barre depuis 1996 et à bord

duquel elle a déjà fait un tour du monde en solitaire, lors du Vendée Globe 1997. Mais le constat est limpide: « C'est clair que oz naufrage remet en cause cette génération-là de class 60, les PRB ou les monocoques d'Yves Parlier (Aquitaine-Innovations) ou de Christophe Auguin (Géodis). » Mais pas celle de l'ultra-moderne Fila, qui vient de la cueillir au beau milieu de l'océan.

Giovanni Soldini et Isabelle Autissier vont remonter ensemble vers Punta del Este (Uruguay), arrivée de la troisième étape de l'Around alone. Lui parle de belle croisière ; elle de vacances en Italie, pas seulement pour se remonter le morai. Car isabelle laissera Giovanni manœuvier seul, afin qu'il puisse continuer la compétition et prétendre à la victoire finale. Car, mardi, en « invitant » Isabelle Autissier à son bord, Giovanni Soldini n'a pas été mis hors course. Un concurrent qui s'est dérouté pour tenter, aider ou sauver ne peut être disqualifié. En mer, c'est l'évidence.

1:55

### « C'est beaucoup plus beau qu'une victoire »

LA MER lui devalt quelques vies, celle d'Andrea Romanelli, son ami et coconcepteur de Fila, arraché du cockpit et jeté à la mer lors d'une tempète au large de la mer d'irlande ; celle de deux amis de fraiche date qui l'ont survolé, le 6 février, lors de son départ d'Auckland et se sont abimés en mer. Mardi 16 février, Giovanni Soldini a arraché son amle Isabelle Autissier

d'une épave perdue au milieu du Pacifique sud. A trente-deux ans, et après dix jours de mer. le marin a laissé comme à chaque période de navigation la barbe envahir son visage. vie », comme si tout devait être écrit. Si ce n'est cette économie du geste et de la parole, peu de choses laissent deviner, derrière ce visage d'ange et cette dégaine à la Nanni Moretti, une personnalité volontaire. Parce qu'il aimait la mer, il a quitté Milan. Il s'est embarqué dans des transferts de bateaux et, à dix-sept ans, il a

traversé l'Atlantique pour la première fois. En 1995, il est deuxième du Boc Challenge (précédent Around alone), dans la catégorie des 50 pieds. Un an plus tard, il s'impose sur la transatiantique Québec-Saint-Maio.

Il aime la course en solitaire - « parce qu'en

course solo on n'a pas le temps de penser, le temps vole ». Il connaît le prix d'un bateau pour en avoir perdu un, Misco, en 1992, après avoir chaviré sur la transatiantique Québec-Saintteaux qui n'en finissent plus d'évoluer. Avec Fila, entré en chantier en 1997, il a pu se faire tailler une embarcation pour lui. Sur les d'Andrea Romanelli, il a mis à l'eau un bateau

Fila est doté de deux innovations majeures

sur un Open: un mât-aile rotatif et une quille basculante. « Je peux contribuer à faire avancer le bateau plus vite, il n'y a pas de règlement pour m'en empêcher », assure-t-il. La sécurité est toujours présente chez lui, comme un instinct

Au départ de l'Around alone, à Charleston, en septembre 1998, il pensait à Andrea Romanelli et disait : « Repartir en course, c'était l'unique chose que je pouvais faire. Je ne vois pas la mer différemment parce que je la connais. je ne viens pas de découvrir que naviguer est dangereux. Il faut être prêt et chanceux. » Mardi 16 février, Giovanni Soldini est allé se battre pour chercher son amie et une vie. Quand il a vu Isabelle sortir de la coque, il a crié de sa voix chantante: « Vraiment, c'est beaucoup plus

### Marins et architectes privilégient la sécurité UN PROBLÈME de généra- en cause la conception des ba-

tions. Isabelle Autissier, bien placée pour en parler, a ainsi commenté son naufrage, lundi 15 février, dans le Pacifique sud. Ce qui soucie le plus la navigatrice, c'est qu'elle n'a pu redresser son bateau. La quille pivotante qui aurait pu être utilisée pour cette manceuvre s'est révélée encore trop rigide, son angle d'inclinaison trop étroit. Enfin, le pont trop piat, qui a assuré la stabilité du bateau retourné (une nécessité en cas de naufrage), a empêché une manœuvre de retournement. De plus, la navigatrice n'avait pu embarquer le bailon de secours (équivalent d'un « airbag »). Celui commandé à Auckland ne correspondait pas au cahier des charges de l'organisation de la course.

CONCEPTION DANGERISISE

Depuis la construction de PRB, en 1996, les monocoques de 60 pieds ont considérablement évolué. Giovanni Soldini navigue sur l'un d'eux. Fila est doté d'une quille à l'amplitude plus vaste et son pont a été arrondi pour que le bateau soit plus maniable en cas de retournement. Giovanni avait connu pareille mésaventure en avril 1998, en mer d'irlande. Il avait réussi à redresser le monocoque en six minutes et demie (c'est lors de cet accident qu'Andrea Romanelli avait été jeté par-dessus bord). Depuis sa mise à l'eau, PRB avait subi des modernisations mais n'était plus tout à fait à la page : il restait néanmoins un bateau dont Isabelle Autissier était suffisamment sûre pour s'élancer dans un

nouveau tour du monde. Pendant que la navigatrice attendait son sauveur, en France un collège d'architectes navals s'est élevé contre la « conception futuriste mais dangereuse » des monocoques du type de celui d'Isabelle Autissier. Ils metteni

teaux par le groupe Finot-Conq, qui équipe la majorité des marins de compétition: «il faut analyser cette situation avec calme, estime Jean-Marie Finot, l'un des deux directeurs du groupe. C'est la première fois qu'un bateau se fait pièger de la sorte. Lorsque i'on rate le coup c'est que nous n'avons pas fait ce qu'il fallait. »

La recherche d'une mellleure sécurité des bateaux de course en mer s'était accélérée après le Vendée Globe 1996-1997. Lors de cette course autour du monde en solitaire et sans escale, trois monocoques avaient été victimes d'avaries dans les mers du Sud et le skipper canadien Gerry Roufs avait disparu en mer. Pour la prochaine édition de l'éprèuve (2000-2001), la réglementation de la construction des 60 pieds va être être encore étudiée. Ainsi, la « redressabilité » des bateaux, qui avait été fixée à 110 degrés pour le Vendée Globe 1996-1997, a été fixée à 125 de-

grés pour le prochain. Au-delà de la conception des bateaux, le naufrage d'Isabelle Autissier met en avant l'indispensable besoin d'une réglementation pour les bateaux de course valable dans tous les pays. Et un besoin urgent d'harmonie: «L'architecte se trouve parfois tiraillé entre les organisateurs et les marins, qui veulent préserver leurs acquis, explique Jean-Marie Finot. Nous défendons pourtant les mêmes idées ». Aujourd'hui, les différents acteurs de la voile commencent à construire ensemble. Il en est ainsi de l'IMOCA (International monohull class association), présidée par Christophe Auguin, qui est née après le Vendée Globe 1996-1997 et travaille avec la Fédération internationale de voile.

### Christophe Auguin, vainqueur du Vendée Globe 1997

### « Nous ne sommes pas les nouveaux gladiateurs »

« Comment avez-vous vécu les vingt-quatre beures d'incertitude sur le sort d'Isabelle Autis-

- Comme une période de grand stress, d'autant plus grande que je connais bien Isabelle et aussi Glovanni Soldini. Nous avons fait des tours du monde ensemble et nous partageons beaucoup de passions. Pendant les escales, parfois, nous louons des maisons ensemble et nous avons toujours évoqué le danger dans les mers du Sud et nous en parlons encore pour pouvoir trouver des solutions et nous battre sans cesse pour la sécurité. Nous ne sommes pas de nouveaux gladiateurs.

– Vous étes président d'une as-Sociation de marins pour la sécurité dont le vice-président est Giovanni Soldini et la secrétaire générale Isabelle Autissier, qu'allez-vous tirer de ce nau-

- Nous avons une assemblée générale à la fin de cette course, où nous allons étudier de nouveaux éléments de réflexion et voter des textes qui vont apporter plus de

sécurité sur les bateaux. Il s'agira, par exemple, de répandre un système qui remet le bateau dans le bon sens quand il a chaviré. comme c'est le cas d'Isabelle cette fols. Son témoignage, comme celui, en avrii, de Giovanni Soldini quand il avait chaviré au large de l'Irlande, est indispensable pour rassembler encore des données. C'est un travail de chaque instant. Nous devons continuellement réfléchir si nous voulons avoir de la maîtrise dans les mers du Sud: nous pouvons encore progresser. On le voit bien avec la formule 1. il y a quelques années, il y avait beaucoup plus d'accidents mortels dans ce sport. Les règlements renforcés de sécurité ont permis de litniter ces accidents.

- Mais la vitesse sur les circuits a aussi été ralentie par des chicanes, Dans l'océan Indien, après de nombreux naufrages, le point de passage obligatoire a été remonté au nord pour éviter des dangers. Pourquol pas dans le Pacifique sud?

-Quand on fait le tour du monde, il est difficile d'éviter le Pa-

blème parce qu'il n'y a que peu de secours possibles. Le cap Horn est un passage obligatoire situé très au sud et très bas. Nous devons aussi rester dans une philosophie. mais, c'est vrai, nous pouvons envisager de remonter le passage et de faire un crochet au sud pour le cap Horn, qui n'est finalement pas le point le plus dangereux de cette étape. Le problème avec le Pacifique, c'est que nous ne disposons pas de données fiables pour savoir vraiment ce qu'il s'y passe, alors que nous en avons besoin pour que nos parcours s'adaptent à la météo, comme c'est maintenant le cas dans l'océan Indien. Le Pacifique sud est un océan qui n'a pas d'intérêt économique ou militaire. Il y a eu peu d'études intéressées par le sujet. Nous possédons plus d'informations sur les mers de Russie, mais nous ne naviguons pas sur les mers de

- Comment commentez-yous la réaction des architectes qui se sont élèvés contre la conception celui-ci d'Isabelle Autissier, les jugeant peu sûrs? - J'ai fait trois tours du monde

sur un Finot-Conq, je n'ai jamais

eu de problèmes. - Vous avez-eu de la chance? Oui, je n'ai pas eu de malchance. - Une rumeur court que les

monocoques sont allégés, avec l'accord des sponsors, pour aller plus vite. - C'est ridicule, et il est facile de

prouver le contraire : le centre de eravité de ces bateaux est très bas. Il n'est qu'à 20 centimètres au-dessus du fond. Si on a allégé le bateau, eh bien on l'a allégé au-dessus de son centre de gravité, ce qui est piutôt un avantage pour la sécurité du marin à bord!

- Y a-t-fl une perfection possible en matière de sécurité en

- La perfection, c'est zéro accident sur dix ans. Nous ne sommes jamais parvenus à un niveau d'accident qui soit acceptable, entre guillemets. »

> Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

Le Monde interactif

### http://www.lemonde.fr

Toute l'actualité du cinéma : les critiques du « Monde », les horaires, les salles, la réservation et les fiches de plus de 30 000 films.



Des monastères tibétains à la Pitié-Salpêtrière, un scientifique hors norme traque les mécanismes intimes du fonctionnement du cerveau

« RÉGARDEZ: c'est comme un nuage. L'ombre de la pensée. » Sur l'écran de l'ordinateur, le schéma d'une calotte crânienne est balayé de droite à gauche par une tache

#### PORTRAIT\_

\_ - 0 % - 0

- « Une seule question me tourmentait:
- le rapport entre le corps et le mental »

rouge dont la luminosité croît, puis décroît avant de disparaître. Cette image, Francisco Varela l'a probablement vue un bon millier de fois. Mais, visiblement, elle le fascine toujours autant. Cela fait trente ans que ce chercheur traque les manifestations physiques du mental de l'homme. Une obsession qui l'a amené à balayer tous les champs de la connaissance, tous les lieux de recherche, des laboratoires aux salles de soins du service de neurologie de la Pitié-Salpêtrière, en passant par les monastères tibétains. Un parcours atypique qui ne l'a pas empêché de oubiler ces quatre derniers mois, dans la prestigieuse revue Nature, deux comptes rendus de travaux scientifiques aussi « classiques » que remarqués, fondamentaux pour la compréhension du fonctionnement du cerveau humain.

Rien ne prédisposait ce fils d'entrepreneur en travaux publics, petit-fils de paysan, à aborder de tels horizons. Et pourtant, assure-t-il, « dès l'âge de neuf ou dix ans, une seule question me tourmentait: comment comprendre le rapport entre le corps, tellement "physique", tellement lourd, et le mental, vécu éphémère, presque \*atmosphérique "? ». C'était en 1955, dans un village de montagne au nord du Chili. Depuis, il n'a eu de cesse d'y répondre.

#### L'esprit et la lettre

Francisco Varela a écrit (seul ou en collaboration) une dizaine d'ouvrages parmi lesquels :

L'Inscription corporelle de l'esprit (traduction de The Embodied Mind, paru aux éditions du MIT). Seuil, collection La couleur des idées », 1993. 377 pages, 178 francs (27,13 euros). Invitation aux sciences cognitives, Seuil, Points sciences. 1996, 122 pages, 31 francs

(4.73 euros). Dormir, rèver, mourir, explorer la conscience avec le dalaï-lama. Nil Editions, 1998, 325 pages, 120 francs (18,3 euros).

VAULX-EN-VELIN (Rhône)

La démarche est assez peu « politiquement correcte » pour qui veut faire carrière dans la recherche. Son maître de thèse à Harvard, Torsten Wiesel (Prix Nobel 1981), lui conseillera, d'ailleurs, en 1969, de « mettre les questions philosophiques dans le tiroir » pour se limiter aux investigations purement fonctionnelles. A l'époque, tous les neurophysiologistes out une conception nettement plus « mécaniste » du cerveau. Ils le considèrent un peu comme un super-ordinateur dans lequel les neurones seraient les composants électroniques, les puces, tandis que l'esprit, la pensée, figureraient les logiciels, les programmes informatiques. Cette approche, toujours représentée en France comme à l'étranger, a permis de remarquables progrès dans la connaissance. Mais elle ne satisfalt pas Francisco Varela. « On ne peut pas isoler le cerveau, le découpler de l'homme ou de l'animal en oction », dit-il. Son rêve: mettre concrètement en évidence le rôle de l'expérience et du vécu de l'homme dans

#### les mécanismes mentaux. MEDITATION DECEVANTE

Aujourd'hul, tous ses collègues ne sont, certes, pas prêts à le suivre sur ce terrain. Mais son approche ne choque plus personne. Sans doute le résultat d'un parcours scientifique sans faute, mené avec rigueur et pragmatisme. « C'est vrai que notre travail fiirte avec la philosophie, reconnaît-il. Mais n'est-ce pas le cas de tout problème scientifique? La seule question est de savoir si ce que vous cherchez est accessible à l'investigation rationnelle. » Il n'a jamais dérogé à cette règle,

même dans son travail avec les yogis tibétains. Au-delà du bouddhisme, ce qui l'intéresse, c'est « l'extraordinaire expérience de l'in-trospection accumulée par ses adeptes. Je peux ainsi, dit-il, récupé-rer le miroir distant qui manque aux Occidentaux pour l'observation de leur propre conscience ». Rencontré en 1983, le dalaf-lama lui corte son appui. Le chercheu chillen monte alors une expérience pour étudier l'activité neuro-électrique du cerveau de moines en méditation intensive. Le résultat sera très décevant. « Il nous fallait travailler dans une ambiance culturellement trop éloignée de la nôtre. De plus, il était difficile de monter un équipement important dans les monastères himalavens. » Retour à la case départ. « J'al réduit mes ambitions, transformé le protocole pour refaire à l'occidentale le même tra-



dans son domaine, une référence mondiale.

électrostimulation des formes pharmacorésistantes de la maladie devrait pouvoir être mis au point d'ici quelques années.

« Il faut écraser la fausse dichotomie entre recherche fondamentale et appliquée, précontse-t-il. Quand on fonctionne bien, on n'arrive même plus à faire la différence. » A

une autre Amérique latine. » Allende était au pouvoir. « C'était une époque formidable. A la fac, la créativité scientifique était débor-

« FÂCHÉ » AVEC LE CHILL

Au coup d'Etat de Pinochet, le révell est rude. Retour à Harvard. En 1984, il prend une année sabbatique pour travailler, au Max Planck Institut de Francfort, avec Wolf Singer, I'un des pionniers des recherches similaires à celles qu'il mène aujourd'hui. « Là, je me suis rendu compte que ma formation et ma culture me poussaient plus vers l'Europe que vers les Etats-Unis. » Les choses front alors très vite. Deux ans plus tard, la Fondation de France lui offre une chaire de sciences congnitives. Il postule ensuite au CNRS, qui, en 1989, l'engage immédiatement au grade de directeur de recherche.

fère retourner à Santiago. «J'ap-

partiens, dit-il, à cette génération de

Latino-Américains qui ont rèvé à

Il a obtenu la nationalité française en 1993, écœuré par l'obstination des autorités chiliennes à refuser de solder le passé. « le suis faché avec mon pays », dit-il. Les réactions de Santiago à l'arrestation de Pinochet par les Britanniques l'ont encore renforcé dans cette conviction. Une fois n'est pas coutume : la France a su promer de l'occasion, favoriser la « fuite » de ce « cerveau » qui, logiquement, aurait dû bénéficier aux Américains. Pour son plus grand bénéfice : les travaux de Francisco Varela et de son équipe intéressent beaucoup les neurologues et les psychiatres, mais aussi les éducateurs, managers ou militaires... Ceux - et ils sont nombreux - pour qui la compréhension des mécanismes de la concience peut servir des besoins spécifiques.

Jean-Paul Dufour

### Les généticiens décryptent le virus de la grippe espagnole

POURQUOI le virus responsable de l'épidémie de grippe espagnole a-t-il fait, en 1918 et 1919, plus de vingt millions de morts? Au terme d'un long travail de génétique moléculaire, une équipe de biologistes dirigée par Jeffrey K. Tautenberger, des forces armées américaines, révèle, dans le numéro de février des comptes rendus de l'Académie américaine des sciences, de nouvelles données sur les origines de cette pandémie hors du commun.

L'équipe américaine a pu travailler sur des prélèvements de trois victimes, décédées en 1918, de la première vague de l'épidémie : deux soldats américains qui étaient basés en Caroline du Sud et à New York et une femme inuit inhumée en Alaska et dout le coros était, depuis, resté congelé dans le soi perpétuellement gelé de cette région. Les investigations ont permis aux biologistes de retrouver les traces moléculaires du virus et de séquencer l'un des fragments de son patrimoine génétique. Les chercheurs se sont tout particulièrement attachés au gène qui dirige la synthèse de l'hémagglutinine, l'une des principales protéines du virus impliqué dans l'infection

Conclusion: l'épidémie meurtrière de 1918 était bien due à un virus particulier, différent de ceux que nous avons, depuis, appris à connaître. Les résultats obtenus iaissent penser, de surcroit, que le virus meurtrier avait commencé à infecter l'espèce humaine ~ à bas bruit - entre 1900 et 1915 avant, brutalement, de se révéler hautement contagieux et très virulent. Les résultats ne permettent, toutefois, pas encore de trancher de manière définitive sur l'origine de cette entité virale. S'agit-il, comme on l'a récemment observé à Hongkong avec la « grippe du poulet » d'un virus d'oiseau qui a réussi à infecter l'homme sans transiter, comme c'est la règle, par le porc? A-t-11 etc neberge mammifères ? A-t-II été capable de pulser sa virulence au sein de l'espèce humaine au début du siècle?

Des investigations complémentaires sont en cours sur d'autres régions du génome de ce virus fossile. Les chercheurs de l'institut Pasteur de Paris pourraient aussi, prochainement, se lancer dans cette quête scieptifique à partir des archives biologiques des armées françaises conservées à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce.

Jean-Yves Nau

### Une question de synchronisation

base, mais en milieu hospitalier, ou-

verts à toutes les coopérations. »

Une situation probablement

Les chercheurs neuvent ainsi.

pour leurs études fondamentales,

se pencher (avec l'accord des ma-

lades concernés) sur des enregis-

Les expériences menées sous la direction de Francisco Varela et de Bernard Renault, publiées récemment dans la revue Nature, traitent toutes deux de la synchronisation des différentes zones cervicales dans le fonctionnement global du cerveau humain. La première, réalisée par Jacques Martinerie, le mathématicien de l'équipe, décrit l'apparition, en cas de crise, d'une synchronisation périodique dans le fonctionnement neuro-électrique - de type chaotique en temps normal - des malades éplieptiques (Le Monde du 7 octobre 1998). C'est Eugenio Rodriguez, neurophysiologiste, qui, plus récemment, a mis en évidence « l'ombre de la pensée », dont son chef est si fier (Nature du 4 février). Tout cela est hé, explique le mathématicien. « L'épliepsie est une synchronie pathologique tellement forte et généra-lisée que le cerveau perd toute fonctionnalité. En situation normale, les taches cognitives s'y traduisent par des synchronies successives, courtes et localisées, portées par des oscillations gamma de fréquence de 30 à 80 heriz. » Eugenio Rodriguez a pu mettre ces dernières en évidence et montrer que la synchronie disparaît totalement entre deux actions - en l'occurrence, reconnaître une figure et appuyer sur un bouton pour le signaler.

trements de patients éplieptiques dans le cerveau desquels des électrodes ont été implantées à des fins thérapeutiques. Cela pourrait\* tions tombent quand ces recherches trouvent une application presque immédiate.

#### **GPILESSIE EN TEMPS RÉEL**

Un jour, l'un de ces patients a fait une crise qui fut observée en temps réel par les chercheurs et les cliniciens qui le soignaient. Ces derniers « ont ouvert de grands yeax » quand its out compris que les ondes de type chaotique analysées par le mathématicien de l'équipe permettaient de prévoir la survenue d'une crise, se souvient

lègues ». Il y excelle. « J'ai travaillé avec beaucoup de chercheurs qu' etuaient l'attention. Ils sont souvent... très distraits, persifie Jean-Philippe Lachaux, l'un de ses anciens thésards, un polytechnicien aujourd'hui aux Etats-Unis. Pas Varela. Son travall est incarné dans son comportement. Il concille toujours la théorie à la pratique. Et, s'il s'Intéresse au fonctionnement cérébral, c'est aussi pour l'appliquer, essayer de se changer soi-

condition de « garder les oreilles

blen ouvertes, de se parler entre col-

Cet enracinement dans le quotidien a guidé toute la vie de Francisco Varela. Son doctorat en poche - à vingt-trois ans i -, une

### EbulliScience, école de la curiosité et de la découverte

de notre envoyé spécial « C'est pas une auestion de gravité? » Assis sur un tabouret, agrip-pé au moyeu d'une roue de bicyclette qu'un de ses camarades vient de lancer énergiquement, l'enfant tente de comprendre pourquoi, lorsqu'il incline l'objet, Il se met lui-même à tourner sur son axe. Il n'aura pas la réponse : le principe de la salle EbulliScience, qui vient de s'ouvrir à Vauix-en-Velin (Rhône), est de faire de lui un expérimentateur en herbe, pas un singe savant. « Il est expressément interdit de donner la solution », insiste Henri Latreille, le président fondateur de ce site pilote. Et d'inviter chacun à se poser les questions « qu'est-ce qui va se passer? » et « qu'est-ce qui compte? » avant de toucher, d'expérimenter avec frénésie.

Face à un cylindre biseauté qui semble remonter un plan incliné, ou ce petit carrousel qui se met à tourner quand on l'éclaire, chacun formulera des hypothèses qu'il tentera de valider en faisant varier divers paramètres. Au risque d'être en butte à l'agressivité d'enseignants qui ne trouvent pas la solution aussi rapidement que leurs élèves, ou de parents qui estiment avoir droit, contre les 25 francs d'entrée, à l'explication ultime, les « complices », ces animateurs en emplois-jeunes qui assistent petits et grands dans leurs

manipulations, ne donneront pas la réponse. « C'est spécifié dans leur contrat d'embouche », assure Henri Latreille, qui tient à cette approche anti-académique, différente de celles retenues à La Villette, au Palais de la découverte ou à l'Explor@dôme du Jardin d'accil-

#### GEORGES CHARPAIC EN MARIAIN

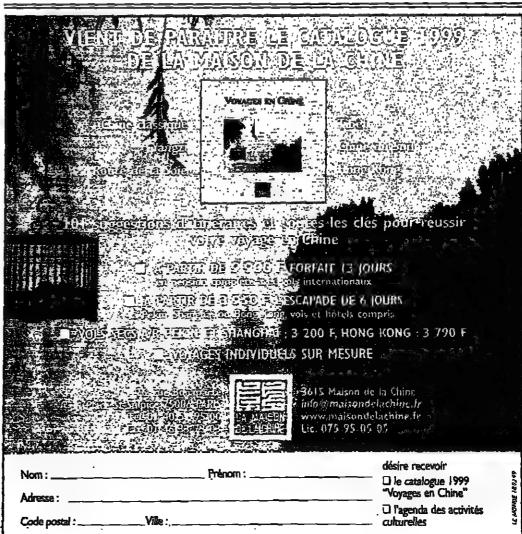
Chimiste de formation, « prof pendant trente-huit ans, sous vingtneuf ministres de l'éducation nationale », il a sa petite idée sur le meilleur moven de transmettre le savoir. Cette pédagogie icono-claste est dérivée de « la main à la pâte » promue en France par le Nobel de physique Georges Charpak, une méthode d'enseignement elle-même inspirée par les initiatives menées dans la banlieue de Chicago par le Nobel de physique américain Leon Lederman. La quarantaine d'expériences proposées n'ont pas vocation à délivrer une vision bien structurée du savoir. Elles permettent, en revanche, au visiteur « de faire des découvertes personnelles qui lui donnent confiance pour explorer plus encore », explique Yves Janin, directeur d'école vaudais et président de l'Association pour le développement dans l'enseignement de la micro-informatique et des réseaux (Ademir).

Georges Charpak et son collègue astrophysicien Pietre Léna, parrains de l'opération, ont d'ailleurs pris plaisir à se torturer les méninges devant de simples bocanx remplis de sable. Le Nobel a vu dans ces petites énigmes un parallèle avec la vie des laboratoires. où il est parfois réconfortant de se dire « je ne sais pas, mais mon maître non plus ». Au risque de l'approximation, voire du contresens, EbulliScience se veut une machine à décomplexer l'enfant et le citoven face à la science toutepuissante et intimidante.

Le maire (divers gauche) de Vaulx-en-Velin, Maurice Charrier, qui a déjà accueilli dans sa cité un planétarium très fréquenté et une péniche dédiée à l'environnement, y voit « une occasion d'amener les individus à s'interroger sur le réel, pour développer un esprit de critique et de remise en cause et, espérons-le, pour le transformer ». Sa commune commence à récolter les fruits de ces efforts. « Depuis 1993, l'écart entre la moyenne des résultats scolaires des Vaudais et la moyenne nationale a diminué de moitié », assure-t-il.

#### Hervé Morin

★EbulliScience, 15, rue des Verchères, 69120 Vaulx-en-Velin. Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, et les samedi et dimanche de 13 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 francs (3,8 euros). Tél. : 04-78-80-70-42.



plutôt es, il ne rit am-France .decé∽ 10, neconfie. *imirant*.

# Le nouveau pari de Las Vegas

LAS VEGAS de notre envoyé spécial Faut-il l'aborder du ciel, de préférence la nuit, quand, en plein désert, elle apparaît soudain, îmmense tache scintillante, pareille à une soucoupe volante geante? Ou bien, sous le soleil du Nevada, pour la voir surgir de nulle part, mirage ondulant à l'horizon? Dans un cas comme dans l'autre, le choc est le même. Une ville m'as-tu-vu vous en met plein la vue. On aime ou on déteste. Sans retenue. Comme ce critique de théatre américain qui voyait récemment, dans ce paradis de l'artifice. « le premier cercle de l'En-

Sur son berceau s'étaient penchées des fées aux visages de mafiosi. Vouée au ieu (et aux gémonies), elle incarnait le péché. La ville à abattre, en somme. Racoleuse, amorale et insomniaque, à l'image de ses casinos étincelants, où des milliers de « bandits manchots » (surnom des premières machines à sous) vous détroussent en toute légalité non sans vomir, régulièrement, des flots de pièces dont le bruit métallique entretient l'espoir des Joueurs, au même titre que les photos de ceux qui décrochent le jackpot. Des joueurs bichonnés et dont les plus pro-digues se voient même offrir le vivre et le couvert.

Longtemps accusée de blanchir l'argent sale, Las Vegas s'est attachée depuis à se blanchir ellemême. Alnsi, pour effacer l'image peu reluisante qui lui collait à la peau, elle a misé sur le spectacle. qu'il s'agisse du sport (la boxe notamment) ou du show-biz. A l'affiche, superstars, revues emplumées et magiclens tels Slegfried et Roy, qui, depuis près de trente ans, font disparaître tigres blancs et éléphants.

#### FIN DU MONOFOLE

Plus qu'à un problème d'image, Las Vegas est aujourd'hui confrontée à une crise d'identité. Dans les années 80, la ville a en effet perdu son lucratif monopole avec la multiplication des casinos Mississippi) et la légalisation du jeu dans de nombreux Etats (une quarantaine actuellement), y compris, demain, dans la Californie voisine. « Dans trois ans, relèvent les analystes, 90 % des Américains seront à 300 kilomètres d'un casino. » Un constat qui condamne la ville aux néons à rectifier le cap en permanence et à modifier son apparence en conséquence. Ainsi, après avoir découvert que le joueur pouvait être marié et père de famille, elle a multiplié les attractions spectaculaires et les luxueuses galeries marchandes. Dans celle du Caesars's Palace, on fait son shopping dans un décor romain ponctué de piazzas et de fontaines animées, sous un ciel en trompe-l'œil où, en moins d'une heure, on passe d'une aube rose à un crépuscule rougeovant.

Le spectacle est également dans la rue avec une floraison d'hôtels à thème (l'Egypte des pharaons, la Rome antique, les chevaliers de la Table ronde, les pirates des Caraibes, l'univers du cirque), qui

### Confrontée à une concurrence accrue, la capitale du jeu mise sur le luxe excentrique et la clientèle européenne

permettent de faire le tour du monde ou de plonger dans le pas-sé tout en déambulant le long du Strip. Hier encore, la présence d'un piéton sur la plus célèbre artère de la ville éveillait les soupcons. Aujourd'hui, quand la nuit tombe, la foule envahit les trottoirs, et il faut jouer des coudes pour assister aux shows qui, à intervalles réguliers, animent les abords des grands hôtels : ici, une éruption volcanique tous les quarts d'heure, là, une « vraie » bataille navale ou, toutes les 90 minutes, des pirates envoient par le fond une frégate anglaise! Sans oublier, dans Downtown, les son et lumière informatisés (deux millions d'ampoules!), destinés à réveiller un quartier quelque peu assoupi. Autres vedettes, les montagnes russes qui serpentent au milieu des gratte-ciel de Manhat-tan et, au sommet de la Stratosphere (345 m), le « Big Shot » où. sangle sur un siège éjectable, face au vide, on vous projette à 50 mètres en 2,5 secondes !

DE VRAIS PACASSO

De là à saluer l'apparition, dans le désert du Nevada, d'un Disneyland pour adultes, il n'y avait qu'un pas que se sont bien gardés de franchir ceux qui façonnent le Las Vegas de l'an 2000, Steve Wynn, cinquante-six ans, et Sheldon Adelson, soixante-cinq ans. Attirer des joueurs avec leurs familles, passe encore, mais ouvrir la ville à des familles sans joueurs, uniquement en quête de vacances ludiques et bon marché, certaine-

Un méli-mélo planétaire

des gondollers poussant la canzonette.

des sommes considérables (de 1 à

2 milliards de dollars [900 millions

à 1,8 milliard d'euros) pour les éta-

blissements les plus récents!) sans

la perspective de récupérer sa

La solution? Le luxe! Monter

les prix et. pour cela, offrir à une

clientèle haut de gamme, notam-

ment européenne, le meilleur en

Il y avait déjà le Sphinx et la pyramide de Kheops, les tourelles

crénelées du château du roi Arthur, la statue de la Liberté, le pont de

Brooklyn, les gratte-ciel de Manhattan et les montagnes russes de

Coney island. Et vollà que de l'autre côté du « Strip », ont surgi un

mini-arc de Triomphe, une demi-tour Eiffei et les façades de l'Opéra

et de l'Hôtel de Ville, fleurons du Hilton Paris qui sera mauguré à la

fin de l'année et dont on précise qu'il baignera, France oblige, dans

une odeur de pain chaud. De quoi perturber les 3 000 pigeons qui,

non loin de là, seront dressés pour survoler, cinq fois par jour, le pa-

lais des Doges, le Campanile et le Rialto, emblèmes du Venetian,

dont les 3 000 premières suites seront livrées en avril. A l'intérieur,

sous un faux ciel, une délirante galerie marchande conduira place

Saint-Marc via un Grand Canal de 365 mètres avec, comme à Venise,



Sous un ciel en trompe-l'œil, la galerie marchande du Caesars Palace (ci-dessus) décline une Rome antique aux fontaines ostentatoires. Une tour Eiffel modèle réduit (ci-contre) « signe » l'arrivée du Hilton Paris sur le « Strip », où le New York/New York recrée l'île de Manhattan (page de droite).

termes d'hébergement, de restauration, de shopping et de divertissements. Exemple: le Bellagio, dont l'imposante silhouette se reflète, depuis octobre, dans un lac de Côme miniature surplombé de terrasses d'où, le soir, on admire des jeux d'eau dignes de Versailles.

sonnelle du propriétaire, Steve Wynn, estimée à quelque 300 mil-lions de dollars! « Now appearing, Van Gogh, Monet, Cézanne, Picas-

so!», proclame, à l'extérieur, une enseigne lumineuse qui, habituellement dévolue à d'autres stars, aurait pu également citer Gaus, Manet, Renoir, tisse, Modigliani, Miro, De Kooning et Pollock. . Génial! ». s'exclament les experts en marketing. « Simulacre d'art », grommellent ceux que laissent perplexes les lubies pharaonesques de ces nababs saisis par l'esthétisme. Ville inhumaine? Cité artificielle? Certes, on y flambe, jour et nuit, et on y convole (un mariage toutes les 5 min 17 s!) aussi vite

qu'on y divorce à Reno, la voisine. Mais on y travaille aussi, et les congrès (de l'informatique au cinéma porno) s'y succèdent à un tythme soutenu. Mieux encore, quelque 400 000 personnes (1,1 million dans le comté) y résident à l'année et 4 000 s'y installent chaque mois, séduits non seulement par ses 320 jours de soleil par an mais aussi par un dynamisme qui, à en croire le magazine américain Point of View, en fait la troisième boomtown du pays. Belle revanche pour une ville qui, pendant longtemps. fut créditée du taux de suicide le plus élevé des Etats-Unis.

Patrick Francès

### Carnet de route

● Repères. Légalisés en 1931 pour financer les écoles, les jeux d'argent alimentent, par le biais des taxes, plus de 43 % du budget du Nevada. Quelque à sous) opèrent dans Clark County. En 1997, la ville a accueilli 30,5 millions de visiteurs dont 126 000 Français. Accès. En avion, de Paris/Orly via Los Angeles avec AOM (à partir de 3 200 F TTC, 488 €, tel.: 0803-00-12-34) puis America West Airlines.

 Hôtels. Avec l'ouverture du Mandalay Bay en mars, du Venetian en avril et du Paris, cet autonne, la ville devrait. fin 1999, compter 121 000 chambres. plus que New York ou Paris. Demier-né, le Bellagio. Au Desert inn, le golf est une agréable pasis de verdure. Les familles apprécieront l'Excalibur et le New-York. négociés. Citons La Compagnie

 Voyagistes. Y recourir, c'est bénéficier d'attractifs tarifs des Etats-Unis (tél. : 01-55-35-33-55) avec un forfait autour de 8 100 F (1 235 €) par personne (quatre nuits au Bellagio, un show, un dîner et l'avion), Council Travel (tél. :

01-40-75-95-00), Directours

(tél.: 01-45-62-62-62), Flâneries américaines (agences), Jetset (agences et 01-53-67-13-00), Jumbo (agences et 01-46-34-19-79), Vacances Air Transat (agences), Vacances abuleuses (tél.: 01-53-67-60-60) et Voyageurs aux Etats-Unis (tel.: 01-42-86-17-30).

 Shows. En priorité, ceux du Cirque du Soleil, Mystère au Treasure Island et surtout « O.». un superbe ballet aquatique, au Bellagio, ainsi que les magiciens Siegfried et Roy qui, au Mirage, font disparaître tigres biancs et éléphants.

 $\mathcal{S}(\mathbb{Z}_+)$ 

Far y

\* : .;·

1 4 4 5 8 a 1 4

Visites, Les seuls « monuments » sont les hôtels-casinos que l'on explorera systématiquement. A l'Imperial Palace, une exceptionnelle collection de voltures anciennes. Escapades, Survoi nocturne de la ville et excursions aériennes vers le Grand

● Guides. Le Routard « côte Ouest » (Hachette) et, en anglais, les guides Access et Time Out (Penguin Books) et The Unofficial Guide to Las Vegas (Macmillan).

• Informations. A Paris, au 01-43-80-36-09.



collection de villas, fermes et appar tements en châteaux aux amateurs de culture et calme, de confort et ovalité. Prix à partir de 3.500 E/semaine Catalogue Italie (Toscane, Ombrie, Vénétie...) 336 pages, 30 E

Nº Vert (964) 909222 - 907995 - 907995

La bosse du voyage... Des dunes de l'Erg Des dunes de l'Erg
Ouarane en Mauritan
aux tassilis de l'Akakous libyen,
des oosis des déserts égyptiens
aux fakaises du pays den,
cet hiver, prenez un peu d'été
en marche... ZNG ZAGUEZ.

20142.85.13.93 nitel: 3615 ZIG ZAG VOYAGES.

gant et audacieux, à l'instar de

l'époustoutiant plafond en verre

souffié d'un hall prolongé par un

jardin d'hiver tapissé d'une mo-

saïque de fleurs multicolores. Ce-

rise sur le găteau, un restaurant

baptisé Picasso (aux murs, une di-

zaine de toiles de l'artiste) et, sur-

tout, une galerie d'art (entrée 10 \$)

où est exposée la collection per-

990 Frs EQUATEUR PEROU

THAILANDE Sej. Photost 6 570 Frs

**,《报**》的**对对** 05350 MOLINES-EN-QUEYRAS SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER eil - Neige - Tons Ski - Raquettes HÔTEL LE CHAMOIS\*\*

1/2 pension 280 F - 310 F Tcl : 04,92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58 **一种人类自己人类的主义** 

VOTRE SEJOUR EN QUEYRAS
(300 jours de soleil/an)
piscine, tennis, balnéo, jeux d'entant
hébergement : Hôtels 2 ou 3\*\*\*
résidence hôtel ou studios
St. Mém. 1 has balles premiera an : plus haute commune 2040 m. site classé, chalets du XVIIIe Arvieux : 1800 m au pied du fameux

col de l'Izoard 1/2 Pension de 255 à 390 Fijour Pension de 317 à 451 Fijour résidence à partir de 2 000 Fisemal Tél. 04.92.45.82.62 Se recommander du "Monde"







DANS CETTE RURRIOUS APPELEZ LE



#### A tous prix

M 990 F (151 C): le forfait spécial « vacances enfant » en l'impr proposé par Mannana, pour les séjous bahiénies programmes, mi-mai à la fin juin, dans pou selection de clobs ou d'h près d'Emir, Bodrum ou Antalya-Réservé aux enfants de deux à onze ans, il débute à 990 F (hors taxes d'aéroport et itals de dosse soit 190 F ou 29.6) et inclut les vols charters directs de Paus et de province, les transferts, la deuri-pension, sept inits dans la de deux adultes et l'assurance essistance dapathement

# 3 990 P (608 €) : one semante à la Martinique, à Pelije-Anse, dans une villa créole, en bois, sur la côte cararbe, au sud de l'Se. Mer d'indie, piage de sable blanc, piscuse privée, chambres cinnansées. Le prix, par personne, comprend les vois A/R Paris - Fort-de France, les taxes et l'hébetgement sur la base de quatre personnes. Pour les repas, on va faire ses courses au village de périgues de Ause d'Aries. Office du tourisme de la Martinique (tel.: 01.44.77.86-00):

in 6 450 F (983 d) : un séjonr d'un semaine aux Comorés, dans l'océan Indien, Un archipel da quarre lles dont (élle de Grande-Comoré. Au pled du volcan Karthala, nature toxinishte et plages de sable blanc. Proposé jusqu'au 31 octobre par sun Vacances (pel : 01-45-15-17-07 et agences), le forfait comprend les vois de Paris ou Nice vid Dubai, cing muits en chambre double au Galaiva Beach, en demi-pension. Un paradis pour la plongée

■ 11 890 F (1 812 C) : martinuit en Afrique du Sud (17 iours/8 milts), en ampçar, avec guide françophorie, à travers les plus belles régions « Cape Town et la région des vignobles, la route des jantins, le Kwazulu-Natal avec Durbain et la réserve d'Itala, le Swaziland et le parc animalier Kruger, Blyde River Canyon et la région du Gauteng avec Pretoria. Pris en baisse par rapport à 1998. Départs de Paris et de province guantis à payir de quatre personnes. Renseignements auprès d'Anstral (tél.: 61-45-61-47-25).

#### Week-end art nouveau à Bruxelles

La capitale de la Belgique s'est taillée, ces dernières années, une exécrable réputation architecturale en démotissant sans vergogne quelques-uns de ses loyanz au nom d'un urbanisme dicte par l'affairisme et quartiers d'Uccle et d'Ixelles, quelques témoignages de cet art nouveau iont Bruxelles fut, au début du siècle, l'une des capitales.

On commencera par le Musée Horta (23, rue Américaine), consacré à la vie et à l'œuvre de l'architecte Victor Horta (1861-1947). Il est situé dans ance de celui qui fut le chef de fil empreinte nombre d'édifices privés ou publics destinés à la bourgeoisie libérale bruxelloise. Pour une découverte méthodique des maisons art nouveau de la ville, on s'en remetira à l'Atelier de recherche et d'action urbaine (ARAU, tel.: 00-32-2-219-33-45) qui, à partir de l'hôtel Métro-

pole, organise regulèrement des visites. La maison Van Brunen (41, avenue Errera, visites le dimanche de is heures à 18 heures et le landi de 14 heures à 18 heures), autre haut beu de ce style, est située dans le quartier huppé d'Uccle. Construite en 1928 par de riches banquiers hollandais, elle abrite également l'excep-tionnelle collection de peintures de la famille, dont la fameuse Chute d'Icare, attribuée à Breughet. Bruxelles est également un paradis pour les chineurs amateurs d'art nouveau et d'art déco, qui trouveront

leur bonheur chez les brocanteurs et les antiquaires concentrés autour de la place du Sablon et du Musée Horta, Chinis Paisons un reve (112, avenue Lepoutre, le samedi de 10 h 30 à 18 h 30) ou la Galerie Thierry Camus et son atelier d'ébénisterie d'art (373, chaussée de Waterloo, le samedi de 11 beures à 19 heures). On pourra aussi aller voir un film au Kladaradatsch Palace (boulevard Anspach), un cinéma à l'ancienne, ré-Germinent restaure, tini se distingue agreablement des multiplexes « Coca-Cola - pop-com ». A deux pas, l'Ambassator, un piano-bar de la rue Adrieu-Dansaert, accueille, le samedi soir, les meilleurs ensembles de jazz de la ville. Quant aux multiples tavernes populaires comme le Blauwe Lemmel on le Schieve Architek, clies constituent des haltes obligées près du marché aux puces de la place du Jeu-de-Ballé.

#### de notre correspondant à Bruxelles, Luc Rosenzweig

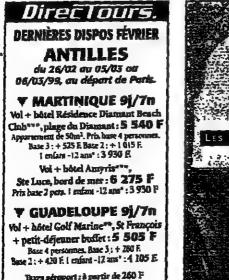
\* Avec le Thâtys, Bruselles est à 1 h 20 de Paris. Forfaits « train plus hôtel » avec Frantour (agences) #1/hôtel Métropole, fleuron de l'art nouveau (place de Brouckère, tél.: 00-32-2-217-23-00, 1 000 F, 152 €, chambre double avec petits déjeuners). A proximité, le Plaza, récemment rénové, offre des chambres luxueuses (800 F, 121 €, le week-end, tél. : 227-67-00). 🖈 Un guide pratique, Bruxelles aller & retour (Gallin

### DÉPÊCHES

# MAX ERNST À BERLIN. Une importante rétrospective Max Ernst (quelque 120 œuvres de l'ar-tiste surréaliste) est présentée jusqu'au 30 mai à la Neue Nationalgalerie de Berlin. Les billets d'entrée sont en vente dans les FNAC au prix de 52 F (8 €). De son côté, Euro Pauli (8, rue Daunou 75002 Paris, tél.: 01-42-86-97-04) week-ends à Berlin à partir de 2170 F (330 €) par personne avec l'avion et deux nuits d'hôtel.

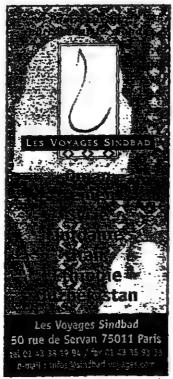
BANQUETS MÉDIÉVAUX. « Fêtes gourmandes au Moyen Age » reconstitue un banquet en Franche-Comté: vaisselle d'époque, recettes extraîtes de manuscrits français, latins et occitans. Une anthologie des saveurs et des pratiques de la table alliant sens de l'étiquette, goût de la luxutiance et souci diététique. Au Musée d'archéologie du Jura (tél. : 03-84-47-12-13), à Lons-le-Saunier, jusqu'au 2 mai.

LES USA À PETITS PRIX. Deux brochures pour voyager économiquement aux Etats-Unis: Trek America (minibus et tentes, pour « jeunes de dix-hult à trente-huit ans ») et Greyhound 99 (bus et auberges de jeunesse) avec certains forfaits à moins de 35 F (5 €) par jour. Chez Councii Travel (tél.: 01-44-41-89-80).



Tuzza aéroport : à partir de 260 F l'enfant -12 aus dans la chambre de 2 adulte

Byrchiores grunnings 01.45.62.62.62 ou de province au 08.01.63.73.43 Minitel 3615 Directours (221 F/m) ce au 08.01.63.75.43





LES ANTILLES 2490 F 379,60 €

"LA REUNION 3480 F 50,52€ \*\*TAHITI 5580 F 850,66 €

la folie du voyage s'empare du Web et du Minitel découvrez ·· CONTRE **ENCHÈRES** du Groupe Dégriftour Dès le 18 février et pour quelques jours

www.degriftour.fr et 3615 DT

### ISLANDE ILES FÉROÉ Rendez-vous avec la nature Partez avec votre vaiture -a bord du NORRONA Confectional Agence de Advages voyages gallia 2, rue Auber, 75009 Paris cit of 53 43 36 36 y fox 01 47 42 84 07 Internet : http://www.gallia.itor.fr Brodiera Skyrd UNE

A 22.2 न देखन होतु र

-

ABIDJAN 2490 F 379,60 6 **VOLS ALLER RETOUR** \*DEPART DE PROVINCE EGALEMENT
\*\* REDUCTION DE 33 % POUR UNE 2" PERSONNE A CERTAINES DATES HORS TAXES AFRIENNES (1,29F LA MINUTE)

j.

conquis Tun pai confie, e page 13

us, il ne

rit ain-

France s de cé-

-917, OF

ACC OU-

22

### Faiblement pluvieux

situé des Açores à l'ouest de la France. Une faible perturbation prise dans un flux de nord-ouest évolue sur le pays, avec de l'air doux et humide. De l'air plus froid résiste encore sur le Nord-Est jeudi, mais vendredi le redoux sera général.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps restera couvert une bonne partie de la journée, avec quelques bruines près des côtes. Le vent d'ouest à nord-ouest soufflera à 50 km/h en rafales. U fera de 10 à 12 degrés.

Nord-Picardle, Ile-de-France. Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur les Ardennes, le temps restera faiblement pluvieux toute la journée. Ailleurs, les faibles pluies du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi. Il fera de 8 à 10 de-

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -Les nuages resteront abondants

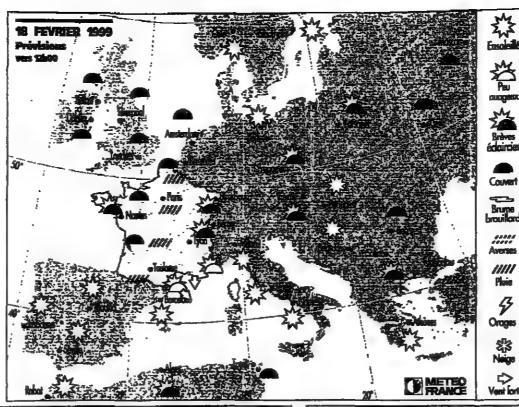
JEUDI. Un vaste anticyclone est toute la journée, avec de faibles chutes de neige au-dessus de 400 mètres sur le relief, et quelques pluies intermittentes en plaine. Il fera encore froid, avec seulement 3 à 5 degrés l'après-mi-

> Poltou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les pluies faibles et intermittentes du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 10 à 12 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages resteront abondants toute la journée, avec quelques faibles pluies. Il neigera faiblement sur les Alpes au-dessus de 600 mètres et sur le Massif Central au-dessus de 1100 mètres. Il fera de 5 à 8 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Albes-Côte d'Azur, Corse. - Le ciel restera voilé sur l'ensemble des régions, avec de la tramontane soufflant à 60 km/h en rafales. Les températures maximales avolsineront 13 à 16 degrés.

PAPEETE



MARRAKECH

NAIROBI

PRETORIA RABAT TUNIS ASIE-OCE

BANGKOK BOMBAY DIAKARTA

HONGKONG

JERUSALEM NEW DEHLI PEKIN SECUL

9715 C

26/33 S 22/32 S 25/28 C 17/25 S 20/23 P 17/26 S

-5/0 -3/5

20/29 N 21/26 N

-5/1 21/24

12/19 N 9/21 S -5/-2 C 3/6 P 10/13 C

15/32 5 -4/1 N -2/9 P

# LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ FRANCE. Près de trois millions de personnes sont attendues au départ ou à l'arrivée dans les différentes gares parisiennes durant les week-ends des vacances d'hiver de la zone C, les 19-21 février et 6-7 mars. La pointe du trafic, avec 2 168 trains et plus d'un million de voyageurs, est annoncée pour les 26-28 février. Durant ce mois, le volume de places supplémentaires offert est de 15 % supérieur au quota de l'an passé pour la même période. Renseignements et réservations, tél.: 08-36-35-35-35.

■ CANADA. Spécialiste des vols secs, GO Voyages propose, au départ de Paris, Mulhouse, Strasbourg, Nice, Marseille et Bordeaux, des vois A/R à 1 960 F TTC (299 €) à destination de Montréal, Toronto, Québec et Ottawa. Réservations avant le 15 mars pour des départs et des retours jusqu'au 31 mai. Renseignements au 0-803-803-747.

117 A 348

1 1 2 N 4 2 4 2 1 9 1

and a spirit was



Ville par ville, les minima/maxima de et l'état du ciel 5 : ensoleillé; N : nuage

PRÉVISIONS POUR LE 18 FEVRIER 1999

C : couvert; P : ;	41.000					
		-		AMSTERDAM		
FRANCE MAR		NANCY	-1/4 C	ATHENES		
AJACCIO	4/13 5	NANTES	6/11 N	BARCELONE		
BIARRITZ	7/11 P	NICE	5/14 N	BELFAST		
BORDEAUX	7/11 C	PARIS	5/9 P	BELGRADE		
BOURGES	5/8 P	PAU	6/11 P	BERLIN		
BREST	6/10 N	PERPIGNAN	6/13 N	BERNE		
CAEN	6/9 C	RENNES	6/11 C	BRUXELLES		
CHERBOURG	6/10 N	ST-ETIENNE	3/6 P	BUCAREST		
CLERMONT-F.	4/8 P	STRASBOURG	-1/3 C	BUDAPEST		
DUON	1/4 C	TOULOUSE	6/10 P	COPENHAGUI		
GRENOBLE	1/5 C	TOURS	5/9 P	DUBLIN		
JULE	2/8 P	FRANCE out	re-ther	FRANCFORT		
LIMOGES	4/7 P	CAYENNE	24/28 C	GENEVE		
YON	3/6 C	FORT-DE-FR.	21/26 5	HELSINKI		
MARSEILLÉ	5/12 N	NOUMEA	25/28 N	ISTANBUL		
IARDINAGE						

LES GLAÏEULS? Oui, bon, ils

sont raides, poussent souvent de travers, ont des fleurs dont les co-

loris sont parfols un peu trop vifs.

Dans un vase, posés sur un plano

à queue, à côté d'une lampe

chinoise avec son grand abat-lour

à pompons et des photos dans

leur cadre, ils sont le symbole du

mauvais goût. Enfin, à chacun le

de cinq ou six, dans des plates-

blandes fleuries, ils pourront

jaune citron - plutôt que multi-

colores. Et de préférence des va-

riétés ordinaires qui ne sont pas

passées entre les mains d'hybri-

prix à produire les fleurs les plus

grosses.

Mais disséminés, par paquets

sien. Ce au'on en dit....

SOFIA ST-PETERSB. STOCKHOLM TENERIFE VARSOVIE -2/3 N 1/5 C -9/6 C glaïeuls prendront le relais des

Dans les régions au climat doux, ils pourront rester en place d'une année sur l'autre et former, petit à petit, des touffes à l'allure plus naturelle. Mais il faudra alors penser à enrichir, chaque année, la terre d'une bonne poignée d'engrais, car cette plante est gourmande et a besoin d'être bien alimentée pour ne pas dépé-

rendre de grands services, surtout Elle est surtout sensible à des si on les choisit dans des couleurs franches - blanc pur, rose doux, deurs fous qui cherchent à tout dant prévenir que guérir.

Bien prendre garde, cependant, à les installer près de plantes vivaces assez hautes - phiox, asters, reines-marguerites, lupins afin que leurs tiges nues et raides se fondent dans la végétation.

Il est également possible de les associer avec des arbustes bas. des rosiers, par exemple. Les deux plantes ne se generont pas et les Quelques bulbes pour composer un joli tableau coloré

roses après la première vague de

LIVERPOOL LONDRES LUXEMBOURG

MADRID

MILAN MOSCOU

NAPLES OSLO

PALMA DE M.
PRAGUE
ROME
SEVILLE

1/7 C

1/7 C 7/15 S 7/15 S 7/16 C -3/1 S -3/0 S -5/0 C -4/5 C -4/5 C -4/0 S -5/1 N 7/10 C

parasites qui semblent être identiques à ceux qui attaquent les poireaux: une sorte de petit ver qui mange les feuilles de l'intérieur. Il faut donc bien surveiller leur croissance et les traiter en conséquence. Mieux vaut cepen-

PORME D'AILES DE PAPILLON Il y a d'autres plantes dont le feuillage ressemble à celui du glaieul et poussent elles aussi de caveux que l'on met en terre, dès le mois d'avril dans le climat moven de la France. D'abord, le glaïeul des champs - dit de Colville. Beaucoup plus petit, de port souple, on le trouve de plus en plus fréquemment dans les jardineries et dans tous les catalogues de vente par correspondance. Et de moins en moins dans les champs, dont il a été éradiqué par la mécanisation et les désher-

BRASILIA BLIENOS AIR. CARACAS

CHICAGO LIMA LOS ANGELES

NEW YORK SAN FRANCE, SANTIAGOACHI TORONTO WASHINGTON AFFRIQUE

MEXICO

ALGER

Un sort subi par les coquelicots, les bleuets et les pensées cornuto. si lolles pourtant. Celui-là est un bliou aux fleurs en forme d'ailes de papilion, dont les tons acidules, souvent maculés de blanc, éclairent un massif à peu de frais.

ment les terres riches, eux aussi, et bien drainées, même s'ils n'aiment pas les terres sèches pendant leur période de croissance. Au jardin, ils peuvent être associés avec des rosiers nains, avec quantité de plantes annuelles pas trop hautes (40 centimètres maximum). Une idée: plantée près d'un pied de sauge grise ou de la-vande, une variété blanche ou rose fera un joli petit tableau.

Dans certains vieux jardins, on trouve parfois des touffes de Ils sont accommodants, mais ai- montbretias orange qui se

> année après année. **PARFUM PUISSANT**

Les amateurs de raretés pourront tenter d'acclimater Watsonia pyramidata, dans les régions maritimes aux hivers doux. Ainsi dans l'île de Madère, il en pousse des champs entiers face à la mer. L'effet est suffocant, quand on les découvre au détour d'un chemin. Des feuilles en forme de lame effilée surgissent des grappes de fleurs blanches.

et à mi-ombre. Résistante au gel,

cette ancienne variété a été sup-

plantée par des nouveaux culti-

vars jaunes (« Citronnelle ») et

rouges (« Lucifer ») beaucoup

moins robustes mais il est vrai

autrement plus florifères. L'hiver,

leur souche devra être protégée

des grands froids. De leurs an-

cêtres, ils ont conservé un besoin

d'eau régulier à leur pied pendant

la belle saison et une terre pas

trop compacte dans laquelle ils

puissent lancer les stolons souter-

rains par lesquels ils s'étendent

Beaucoup plus aisé à trouver, le glaïeul d'Abyssinie, de son vrai nom Acidentera muriaele. Il atteint quatre-vingt centimètres de

hauteur, épanouit pendant plus d'un mois une grappe de fleurs blanches à la base marton. Avec le temps, cette hampe d'abord érigée se courbe de façon gra-

Une jolie fleur de plus? Non, nous l'avons plantée pour la première fois dans notre jardin, au printemps 1998, Revenant, en pleiñe nuit du Festival de Salzbourg, à la mi-août, quelle ne fut pas notre surprise de sentir un parfum puissant, aussi suave que celui de la tubéreuse, des notre descente de voiture. En nous laissant guider par notre nez, nous avons trouvé l'origine de ces effluves perçus à vingt mètres de

distance Nous en avons déjà acheté trois paquets pour l'été qui vient : 22 F (3,3 €), les vingt bulbes, ce n'est vraiment pas cher. Il va juste falloir chercher un endroit pour les installer. Un paquet non loin d'un banc, un autre près du portail et un près de la porte d'entrée de la maison. Celui-là sera installé dans un grand pot dont la terre sera garnie par un liseron de Mauritanie bieu lavande...

Alain Lompech

### A acheter maintenant

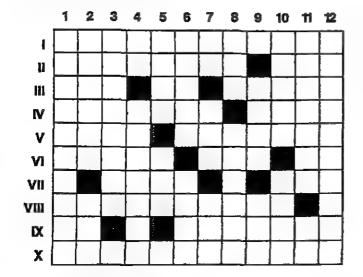
Les tulipes, les jacinthes, ne sont pas encore fleuries que les buibes d'été sont déjà en vente. Il est bon de se précipiter pour les acheter, car îls se remettent mal d'être conservés dans des magasins parfois trop chauffés. Les lys et les cannas tout particulièrement. Les autres buibes n'apprécient, en tout cas, pas trop ce traitement.

Il faut donc acheter maintenant et conserver les sachets dans un endroit frais et sec s'ils sont dans des sacs en papier et impérativement les sortir des sachets en plastique s'ils sont ainsi conditionnés. Les cannas pourront d'ailleurs être mis en végétation des maintenant dans des pots maintenus dans une ambiance tiède et peu arrosée au début et les lys mis en pleine terre dès que le sol sera dégelé. Rejeter tout paquet contenant des bulbes recouverts de poussière verte ou grise, tout bulbe de lys déjà en végétation. Ils sont condamnés à la mort.

### **MOTS CROISÉS**

PRUBLÉME Nº 99042

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min). BRIDGE PROBLÈME Nº 1828



#### HORIZONTALEMENT

ř.

L Traces du temps qui passe. - Il. Met à la taille. Supprime. - III. Se débite en chapelets. Points sur une carte. Mauvaise exécution. - IV. Ouvre les portes du bonheur. Comme un vieux cheval. - V. Repas souvent reproduit. Supprimer le mal ou pratiquer l'horreur. -VI. Beau comme un arc. Vient d'avoir. Pourri à l'extrémité. - VII. Facilite les bonnes relations. Possessif. - VIII. N'a plus beaucoup d'utilité, l'endroit et à rembourser. Fera une petite friture. - X. Bien agité.

#### VERTICALEMENT

1. A divisé la France à coups de hache. - 2. A besoin d'appui pour aider. Rassemblement blen éparpillé. - 3. Nous laisse beaucoup de temps. -4. En trop. Folie du passé. - 5. Prit des détours. A mis un nom à la rose. - 6. Toujours sacrée, mais maintenant informatisée. Vétu n'importe comment. - 7. Lettres de sauf pour tomber. - IX. A remettre à Shakespeare. Donna la direction.

Lourd et solide dans un sens, souple et fragile dans l'autre. - 8. Bien descendu. Pour atteindre les bons objectifs. - 9. Célébré pour le repos de l'âme. Lettres de Lawrence. - 10. Sans scrupule. Nous prend dans ses chaines. - 11. Support mural. Le temps de faire un tour, - 12. Evite

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 99041

### HORIZONTALEMENT

l. Illumination. - Il. Mouron. Messe. ~ III. Puceron. NoëL - IV. Rai. Acidulés. - V. Egoistes. Aso. VI. Sel. Sac. Et. - VII, Eleveuses. - Vill. Rasa. Suce. - DK. If. Li. Egaråt. - X. Opportuniste.

#### VERTICALEMENT

1. Imprésario. - 2. Louage. AFP. -3. Lucioles. -4. Ure. Lalo. -5. Morasse. Ir. - 6. In-octavo. - 7. Nièce Eu -8. AM DS. Gr. -9. Ténul Essail - 10. Isolateurs. - 11. Osées. Scat. - 12. Nelson. Eté.

#### même en regardant les quatre jeux. **4642** 794 OD853 **4**DV98 & D & # R 1076543

AAV5

♥R6

LES RUSSES ET LA TECHNIQUE

Voici une manche contrée qui a

été gagnée à Monte-Carlo, en 1992,

par le champion russe Leonid Ka-

retnikoff. Vous verrez comment

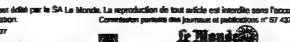
une bonne technique permet de

réaliser un contrat difficile à réussir

OAR107642 4.4 Ann.: S. don. Pers. vuln. Sud Ouest Nord Est 10 passe passe 4 0 4 📤 4 🛡 contre passe passe...

Ouest ayant entamé la Dame de Cocur, Est a pris avec l'As et il a

Le Mande est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sons l'accord pire des journeux et publications nº 57 437.



12, rue M. Gunstroung

PRINTED IN FRANCE

dindaur gönörai ; Dominique Al dem ; Gérard Norax piñerai ; Stéphane Con de-Bernard - BP 218 216is, net Class 75226 PARIS CEDEX 05 TEL: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26

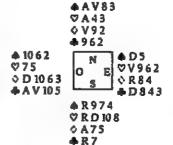
contre-attaqué le 10 de Pique. Comment Leonid Karetnikoff, en Sud, a-til gagné CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Il est invraisemblable qu'Est ait contre-attaqué sous le mariage à Pique. Il faut douc mettre l'As de Pique en espérant que Ouest détienne la Dame ou le Roi sec. Mais, Ouest ayant fourni le 7 de Pique, la situation n'est pas encore désespérée s'il a un honneur sec à Pique. Alors, grâce à un jeu d'élimina-

tion, Sud est arrivé à faire onze levées : après avoir fait l'As de Pique, il a tiré le Roi de Cœur, l'As de Trèfle, l'As et la Dame de Carreau, puis il a joué le 4 de Pique pour le 8 d'Est et... le 5 de sa main. Ouest a pris avec la Dame de Pique sèche, et il n'a en d'autre ressource que de rejouer Trèfie. S'il tire le Roi de Trèfie, le déclarant monte au mort grâce au 8 de Carreau pour faire la Dame de Trèfle et défausser son dernier Pique (le Valet). Il n'aurait servi à rien qu'Est se précipite sur le Roi de Pique (quand Sud a joué le 4 de Pique du mort), car la chute de la Dame de Pique auralt affranchi le Valet.

#### LE RÔLE DE LA CHANCE

Pour remporter un grand charepionnat par paires, il faut très bien jouer et avoir aussi de la chance. La donne ci-après en est une excellente



Ann.: N. don. N.-S. vuin.

Ouest	Nord	Est	Sud
X	Danuta	Y	<b>Rowalski</b>
-	passe	passe	I SA
passe	24	passe	2 🜣
passe	3 SA	passe	passe

Ouest ayant entamé le 3 de Carreau pour le 9 de Nord et le Roi d'Est, comment Kowalski, en Sud, a-t-il gagne TROIS SAINS ATOUT?

#### Note sur les enchères Comme Kowalski jouait pour la

première fois avec Danuta, il n'étalt par certain que le Stayman de sa partenaire promettait obligatoirement une majeure par quatre, et il renonça alors à déclarer « 4 Piques » (ce qui ne les a pas empêchés de remporter la médaille d'or!). Mais la manche à Pique avait été annoncée à presque

Philippe Brugnon

vrier, dans la salle de l'Alhambra, un cinéma de quartier animé par l'une des trois associations à l'origine de cette initiative. • DES FILMS et des documents vidéo venus de plusieurs

pays d'Europe, réalisés par des jeunes hors du circuit commercial et hors de l'enseignement, ont montré les espoirs que les animateurs mettent dans cette forme d'expression. 

DE

VALEUR artistique très inégale, cette manière d'appréhender le réel n'a pas pour ambition d'entrer en compétition avec le milieu professionnel. Elle témoigne pourtant, en réaction aux

courants commerciaux dominants, d'un renouveau du cinéma documentaire et du rôle des salles d'art et d'essai, comme l'explique le directeur de l'Alhambra, Jean-Pierre Daniel.

# A Marseille, des jeunes caméra au poing

Les premières Rencontres européennes des jeunes et de l'image, organisées du 12 au 15 février à l'Alhambra, par trois associations marseillaises, ont confronté des œuvres réalisées, en Europe, par une génération née sous le signe de l'audiovisuel

MARSEILLE

de notre envoyé spécial Trois cents participants, des centaines de documents filmés venus de toute l'Europe : la première édition des Rencontres européennes des jeunes et de l'image, du 12 au 15 février, à Marseille, a permis, de tables rondes en projections, d'évaluer cette production et de se demander si les voies de la formation socioculturelle et celles de la création artistique peuvent se croiser.

La lassitude suscitée par le diktat de l'Industrie et du box-office, l'épuisement des recettes dominantes de la fiction, ont suscité ces dernières années, particulièrement en France, un grand nombre d'initiatives destinées à élargir l'horizon du cinéma et à bousculer son mode traditionnel de consommation. La revitalisation du genre documentaire, la résurgence d'un cinéma différent ou expérimental, la renaissance des ciné-clubs, la multiplication des lieux de production et de diffusion alternatifs, témoignent en bloc d'une voionté, diffuse mais bien réelle, de rouvrir la cinéphilie à d'autres espaces et d'autres pratiques, sociales et esthétiques.

Dans cet esprit et dans ce sillage, les Rencontres de l'Alhambra à Marseille avaient pour objectif d'évaluer à l'aune du cinéma une série de films réalisés par des jeunes dans un cadre non professionnel de formation à l'image. Trois associations se sont alliées pour l'organisation de cette première : l'Alhambra, un cinéma des quartiers nord de Marseille dont une part importante de l'activité est consacrée à l'initiation des jeunes au cinéma; Kyrnéa, une structure parisienne mandatée par le Centre national du cinéma, la division interministérielle à la ville et le Fonds d'action sociale pour organiser l'opération « Un été au ciné » (projections de films à tarif réduit et organisation d'ateliers de formation au sein des quartiers défavorisés); entin, la Friche de la Belle-de-Mai, haut lieu des scènes alternatives

Le succès de l'entreprise tient d'abord dans les réponses massives qu'elle a suscitées. Quelque trois cents films out été envoyés, sans limitation de durée ni de format, en provenance de structures aussi diverses que des ateliers scolaires, des associations de quartier, des télévisions privées, sans compter les demarches individuelles. Quelque trois cents participants ont également fait le déplacement, parmi lesquels cinéastes expérimentés et jeunes amateurs, comédiens, animateurs, elus municipaux et représentants de diverses institutions culturelles ainsi que du ministère de la jeunesse et des sports, du ministère de la culture et du CNC.

Andrew Marie Marie

大きな サイカナ ハース・カイ・・ The same of the

The state of the s

A STATE OF THE STA

Pour un coup d'essai qui se voulait coup de sonde, l'effet fut plutôt radical, et les organisateurs un peu surpris. Résultat : quelques attentes de transport collectif par un mistral soufflant à cent à l'heure, de légères failles dans l'orientation des débats,

de plus surprenantes faiblesses dans la sélection des films. En contrepartie: une liberté chaleureuse et foisonnante dans l'échange et une occasion unique, de l'aveu des participants, de se rencontrer en provenance de toute l'Europe et d'élargir le maillage des réseaux socioculturels. Plus essentiel encore ; le sentiment que la problématique envisagée l'était à juste titre, tant elle suscita de débats, de conflits, mais aussi d'ouvertures possibles.

Car il ne va pas de soi de « regor der ces films comme des œuvres, indépendamment de leur condition de production et de leur finalité culturelle », comme l'a noté Jean-Pierre Daniel, directeur de l'Alhambra. Après tout, ces images ne relèvent pas nécessairement d'une vocation artistique. Parfois, elles sont délibérément à l'écart des modes de reconnaissance et de légitimation de l'art. Certaines sont issues d'un travall collectif qui, relevant de la pédagogie socioculturelle, instrumenta-ilse le savoir qu'elle transmet et remet en cause la notion même d'auteur. Pourquoi vouloir y chercher de l'art? L'idée est suffisamment tordue, ou subversive, pour vous faire tomber ensemble sur le paletot le responsable socioculturel qui s'en tient à une mission pédagogique, l'industriel de la culture qui ne jure que par le professionnalisme, ou l'esthète pour qui l'art reste l'affaire des élites.

Faire du cinéma pour devenir un être social, faire de sa vie une histoire de cinéma. Deux logiques également défendables

Mais la réalité est loin d'être aussi

tranchée, et le corpus envisagé au cours de cette manifestation trop disparate pour qu'on puisse se contenter de généralités. Un lycéen en option cinéma n'a ainsi ni les mêmes demandes ni les mêmes aspirations qu'un jeune issu d'un quartier défavorisé dans le cadre d'une association, ou qu'un cinéphile qui désire s'initier à la technique sans pour autant pouvoir ni vouloir suivre un cursus professionnel. Tel jeune se présente en atelier de formation par désœuvrement, tel autre avec un projet de film mûri de longue date. Tel « encadrant » a conscience d'être lui-même « encadré » par la demande de l'institution dont il dépend, tel autre n'est pas même effleuré par ce doute. Tel animateur estime qu'il faut encourager la spontanéité, au risque de la médiocrité, tel autre ou'il faut transmettre un savoir, au risque de la normativité. Il n'est pas exclu qu'une



Devant L'Alhambra, à Marseille, la jeune réalisatrice italienne Laura Faraone.

œuvre naisse, par miracie, d'une conjugaison favorable de ces divers

facteurs. Encore reste-t-il à savoir ce qu'on en fait. Pour Philippe Metrieu, directeur de l'institut national de la recherche périagogique, la réponse est claire : « La finalité, ce n'est pas que les films circulent, c'est que les gens prennent en main leur vie. » Pour le chercheur, sortir du « délire individuel », se préservet de « la valeur marchande scolaire » (la note) ou extrascolaire (l'Audimat), « donner la parole au "moins compétent" est donc fondamental, pour aboutir à ce que ces œuvres témoignent d'un lien maintenu à "l'humaine condition" ». Philippe Metrieu a raison. Mais Carine Bratziavsky, responsable de la coordination des programmes RTBF-Arte, a-t-elle tort pour autant quand elle fui répond que la question essentielle, pour une œuvre, c'est d'être vue, et plus encore lorsqu'elle ajoute que « le délire individuel [lui] paraît être au contraire une condition sine qua non à la création artistique, qui trahit toujours le groupe .-?

Faire du cinéma pour devenir un être social, faire de sa vie une histoire de cinéma. Deux logiques, deux points de vue également défendables. L'ironie du sort a voulu que la réponse de Corine Bratzlavsky alt été prononcée après le départ de Philippe Meirieu, de sorte qu'il ne l'a pas même entendue. Tout le pari et toute la passion de ces rencontres tenaient dans la proposition délicate et incertaine de ce dialogue, dont il n'est pas certain que les intervenants puissent jamais s'entendre. Il est en tout cas méritoire d'avoir tenté de l'instaurer, sans préjuger des développements qu'il connaîtra nécessairement lors des éditions ulté-

### Jean-Pierre Daniel, directeur de l'Alhambra

### «Je ne veux pas rompre avec le public qui m'entoure »

· Ouel a été votre parcours avant de prendre en charge le destin de l'Alhambra?

- l'ai fait l'Idhec en 1959, et, à ma sortie de l'école, on m'a proposé un poste de conseiller technique au ministère de la jeunesse et des sports. Je suis retourné dans ma région natale. Je ne l'ai plus quittée. J'avais carte blanche, et ma mission consistait déjà, à l'époque, à réfléchir sur les relations de la création artistique et de la pédagogie du cinéma.

» l'ai soutenu la réalisation de films de commande, j'en ai fait moimême, puis j'ai rejoint, après une tentative infructueuse de création d'un studio de cinéma dans le quartier du Merlan, à Marseille, René Allio qui se lançait dans l'aventure d'un Centre régional de la création

cinématographique à Vitrolles. C'était une structure de production et de création régionales qui a très bien fonctionné de 1975 à 1985. Godard, Rozier, Eustache, nous soutenaient et venaient participer à des séminaires. Tout a capoté quand l'Etat a voulu nous faire entrer dans une logique industrielle.

- C'est contre cette même logique que vous vous battez aujourd'hui, à la tête de l'Alham-

- L'Alhambra était un vieux cinéma de quartier désaffecté, que la mairie a décidé de réhabiliter à la fin des années 80 pour en faire un centre culturel à destination des quartiers nord. J'ai proposé qu'on conserve malgré tout sa vocation initiale, et c'est comme ça que j'ai plongé dans un métier que je ne tion lui sont consacrés.

connaissais pas, celui de l'exploitation. Le cinéma a ouvert en juin

 Onelles sont ses particulariles?

- La salle est prise en charge à 50 % par la ville, à 25 % par l'Etat, les 25 % restants étant constitués par nos recettes propres. Cela ne me gêne pas car je considère que le cinéma n'est pas seulement un lieu de programmation, mais aussi un lieu d'action culturelle. On ne peut se contenter de programmer des films, et moins encore d'une programmation univoque. Je considère que l'art et essai a fini par modéliser un certain type de public. Moi, le ne veux pas rompre avec les golfts du public populaire qui m'entoure, et environ 65 % de ma programmales choix du César, qui est le principal cinéma art et essai de Marseille. Robert Guédiguian, lean-Louis Comolli, Robert Kramer, sont des hôtes privilégiés de l'Alhambra. A coté des dessins animés, car les enfants du quartier, où le taux de chômage atteint 40 % de la population, représentent la moitié de notre public. Nous avons aussi créé un atelier de cinéma pour les jeunes et nous sommes partenaires culturels de deux grands lycées marseillais.

» Le reste est destiné à compléter

- Qui accueillez-vous dans ces atellers?

- Des enfants, des lycéens..., qui veut venir. Nous avons déjà réalisé une trentaine de films, qui sont projetés au cours d'une séance hebdomadaire. Chaque fois, la

salle est comble, des débats sont organisés, ensuite les cassettes circulent. Nous avons, dans le quartier, un public potentiel de cent cinquante milie spectateurs. Ces films existent donc bel et bien, même si les conditions de divulgation sont

extérieures au circuit traditionnel. - C'est ce que vous vouliez prouver en organisant cette ma-

- Oui, et en même temps qu'il est impératif de s'ouvrir au maximum, qu'il est possible d'échapper à la fois au conditionnement industriel à l'américaine et au protectionnisme français qui ne favorise pas, selon moi, les plus originales hypothèses de cinéma. »

> Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

### Beaucoup de films, peu d'élus

MARSEILLE

de notre envoyé spécial On cause, on coupe les cheveux en truatre à la Priche et on en oublieralt. que l'essentiel - les films - se passe le soir, à l'Alhambra. Sur la route qui mène jusqu'au quartier Saint-Henri, tout près de l'Estaque, chère à Guédiguian, on croise en passant l'UGC Citéciné, perché, altier, sur une colline, et derrière lui le plus grand centre commercial d'Europe. Selon la rumeur, il glisse avec le terrain pentu sur lequel on l'a construit, phénomène baptisé ici, pour le plaisir de la pointe, « la dérive du Continent ».

Activé à bon port, on apprend que derrière l'autre colline, celle qui donine l'Alhambra, se trouve, selon Jean-Pierre Daniel, fun des organisateurs des Rencontres, « le désert » - comprendre : Vitrolles. Entre la dérive et le désert, nous vollà calé. Que la fête commence. Cinquante-cinq films, sur les trois cents reçus, ont été sélectionnés pour ces projections étalées sur trois sofrées consécutives.

Pour être honnête, on déchante. Non que les films proposés soient dépourvus de qualité (poids d'humanité, trouvailles fugaces...), mais trop peu peuvent constituer une œuvre à part emière. C'était quand même, à ce qu'on sache, le but essentiel de la manœuvre. Bilan des opérations : une saile comble de trois cents personnes le vendredi soir en ouverture, une dizaine de résistants passablement perclus lors de la séance de clúture dimanche. La sélection était-elle ou non représentative ? Si oui, il faudraft alors en condure que la production amateur ne tient pas une seconde devant une selection de films d'écoles de cinéma, telle par exemple que le festival Premiers Plans d'Angers (Le Monde du 5 février) en présente chaque année.

**OUELOUES INSTANTS ÉRICUISSANTS** Le critère déterminant n'est évi-

demment pas celui de la technique domination de la vidéo -, qui est fréquemment défaillante. C'est plutôt que, loin de proposer une forme de création originale - comme c'est le cas avec la musique, la danse ou le tag -, ces films se tiennent tantôt dans un rapport inquiétant d'inféodation au cinéma dominant, tantôt dans un reoli sur soi qui confine parfois à la complaisance. Sans doute l'accession à l'image et à la parole estelle fondamentale pour ceux qui en sont ordinairement privés. Cela n'en neste pas moins une succession plus ou moins informe d'images dans l'univers proliférant des images, pas du cinéma. Mais que font donc lei les « encadrants », sinon tournir une attestation audiovisuelle de la ghettoisation?

Tout serait donc perdu? il suffit d'un film pour reprendre espoir. Il y en a davantage. Vincent Sorrei a tourné Par des voies si étroites à l'age de vinet-deux ans, à titre individuel. en 16 mm. Quelques instants syncopés, en noir et blanc, d'un troupeau et de ses vachers durant l'alpage. Esctérisme ébiouissant des hommes et des bêtes, dans la manière d'un Picasso qui parle, meugle et bouge.

L'Enjado est un film réalisé à l'ate-Her de l'Alhambra dans le cadre du baccalauréat cinéma. Juliette Mouchonna, dix-sept ans, en est l'auteur et signe en vidéo un film sans dialogue qui fait se rencontrer l'âge du mythe et celui de l'adolescence en une fusion primitive et dionysiaque. Le corps lascif d'une jeune fille nue, le sable et la mer de Porquerolles, filmés avec un désir palpable, y auront suffi. Denis Clarac et Philippe Hauer, étudiants à l'Ecole d'art d'Aix-en-Provence, proposent, eux, un montage video qui compose par la saturation des signes (photos, graphiques, images, sons, voix...) une évocation brouillée et désenchantée de la monstruosité du siècle.

J.M.

France s de ce 70, ne conquis thin pa-( coone urninars.

us, il ne

THE AIR

22

e page 13



**AUJOURD'HUI** 

# La mort comme un aléa de la vie

Feuille sur un oreiller. Une fiction sur les enfants des rues à Djakarta

Film indonésien de Garin Nugroho. Avec Christine Hakim, Kancil, Sugeng, Heru. (1 h 23.)

Présenté dans la sélection (in certain regard lors du Festival de Cannes en 1998. Feuille sur un oreiller avait attiré l'attention sur la situation des enfants abandonnés dans les rues de la capitale javanaise. Après avoir réalisé un documentaire sur le même sujet, Garin Nugroho a voulu témoigner, par le biais d'une fiction utilisant une partle des enfants qu'il avait rencontrés lors de son tournage pré-cédent, sur une situation de misère et de détresse authentique. Le film suit olus précisément trois gamins. réunis autour d'une femme qui les héberge tant bien que mal et attachés à survivre par la mendicité, le tation de ses plans, il le gagne dans vol et toutes sortes de petits boulots.

Le réalisateur, oubliant les leçons du documentaire, a délibérément opté pour une approche stylisée qui amoindrit la force de son témoignage. Le décor au sein duquel évoluent les enfants est un espace artificiel dont il est impossible de savoir s'il relève de la réalité brute ou s'il recrée les conditions d'une scène de théâtre. De la même façon, la composition des plans, très élaborée, l'utilisation des couleurs primaires donnent au film un aspect légèrement distancié, quasi publicitaire, qui contrevient au vérisme recherché. La position du cinéaste apparaît soudain bátarde, inaboutie. Mais ce que Garin Nugroho perd en raison de la trop grande concer-

la narration. Les gamins de son film meurent soit pour d'obscures raisons liées au fait qu'il n'ont pas d'état civil, soit parce qu'ils étaient au mauvais endroit lors d'un règlement de comptes entre gangs. Dans ces cas-là, la mort arrive sèchement, aléatoirement. Les plans surprennent un spectateur qui suit les déambulations des personnages et investit inconsciemment sur leur devenir. En rendant à la violence son caractère aveugle, obtus, en la dédramatisant, le cinéaste atteint une vérité indiscutable. L'horreur de la situation vécue par les personnages réside aussi dans le fait que la mort fait ici partie des aléas

Jean-François Rauger

2.30

化二氯苯基酚 化氯

10070

 $\mathcal{F}_{A} = A_{A} - p A_{A}$ 

1998 Series Stephen

and a feet to be seen

#### LES FILMS DE LA SEMAINE

MOY MOY ■ Amos Gitaï, qui a longtemps vécu en France, est retourné s'installer dans son pays natal, Israël. en 1993. Tout en poursulvant un travall documentaire qui n'a jamais manqué d'intérêt, il s'y est attelé essentiellement à une œuvre de fiction qui n'en veut pas moins fournir un état des lieux du pays, sous la forme d'une trilogie citadine. Après le point de vue désespérément tel-avivien de Devarim, et en attendant Jérusalem, voici le Yom Yom («d'un jour à l'autre ») de Haîfa, qui semble, et c'est une bonne nouvelle, incomparablement plus pétri d'émotion, de vie, d'humour, de cinéma. Peut-être parce que son personnage principal, Moshe, est boulanger, certes hypocondriaque mais non sans raisons. On metira fort beureusement un certain temps à les comprendre, ces raisons, en passant par le prisme d'une construction narrative kaléidoscopique qui embrasse, d'un jour l'autre, comme le suggère le titre, le destin et la relation des nombreux personnages, la composition de la villè elle-même et le nœud du drame sous le signe du double et de l'Irréconciliation. Juste le temps de subodorer que le problème de Moshe, sa peur panique de la mort, son amour lâche de la vie, ses tergiversations entre sa femme et sa maîtresse, sa maîtresse et sa mère, sa mère et son père, est à peu près le même que le nôtre: celui d'être un juif palestinien, et Film israelien d'Amos Gital. Avec Moshe Ivgi, Hanna Maron, Juliano

Merr. (1 h 39.)

VERY BAD THINGS

/...

■ Chnq amis d'enfance partent à Las Vegas enterrer la vie de garcon d'un de leurs compères. La fête tourne mal, et l'un des larrons, emporté par son élan, tue accidentellement une prostituée qu'ils avaient fait monter dans leur chambre. Plutôt que de se rendre à la police, ils préfèrent enterrer le corps. Very Bad Things exploite la veine d'humour noir qui, depuis Petits Meurtres entre d'un enfant endormi contre un amis, Heathers et Mary à tout prix, a permis de dépoussiérer la comé-devenue adulte accompagne la

die hollywoodienne. Mais il le fait avec un cynisme et un goût de l'emphase qui lui enlèvent tout intérêt. Peter Berg entasse les macchabées et transforme, en un raccourci bien sommaire, ses gentils bourgeois en psychopathes certifiés. Ce discours sur la pourriture de la classe moyenne américaine est évidemment un trompel'œil pour ce film médiocre qui compense son absence d'idées par une accumulation d'effets

Film américain de Peter Berg. Avec Christian Slater, Cameron Diaz, Daniel Stern, Jon Pavreau. (1 h 40. )

■ Jean Vigo occupe une place très nette, dans l'histoire du cinéma en général et du cinéma français en particulier, marquée par quelques courts-métrages et surtout L'Atgiante, chef-d'œuvre de ce cinéaste mort très jeune. Pour qui voudrait la connaître, on conseillera de voir ce film (les autres sont rarement programmés), éventuellement de feuilleter une histoire du cinéma, mais sûrement pas d'aller voir la biographie filmée que lui consacre Julian Temple. Celui-ci, et c'est d'ailleurs son droit, s'est surtout intéressé à la vie conjugale de Vigo, cui fut assez brève en raison de la maiadie. Soit un homme condamné par la tuberculose qui vit une histoire d'amour tourmentée avec sa femme et qui, incidemment, tourne des films. Ce type-là pourrait être n'importe qui, y compris la dame aux camélias. Film angiais de Julien Temple. Avec Romane Bohringer, James Frain, Jim Carter. (1 h 42.)

LA BIOGRAPHIE D'UN JEUNE ACCORDÉONISTE

■ Présenté au cours d'un hommage à la nouvelle vague kazakh lors du récent Festival d'automne de Paris, la sortie en salle de ce film réalisé en 1994 permet de faire la connaissance d'un cinéaste inconnu en France, Satylbady Narymbatov. Ce film est un récit de formation, qui débute à la manière d'un conte, avec l'image

disparition de ses parents dans le brouillard. C'est assez beau, mais un peu compassé. Cela s'arrange par la suite, dès que la caméra nous entraîne à éprouver le temps que cet enfant vivra, avant de quitter l'enfance. C'est celui de l'Union soviétique à l'issue de la seconde guerre mondiale. Une bande de gamins curieux de tout y est aux prises avec le monde, qui ressemble à peu près à cela: des prisonniers japonais qui traînent, une pute admirable. queiques bedaines en uniforme, une radio officielle distiliant ses romances, et le drame, soumois. Là-dedans, de vraies fulgurances - un cavatier qui perd son ceil de verre, un garçon déjà grand qui tête sa mère - et une grande justesse de touche, comme dans cette scène où le même se couche à côté de sa mère, au moment où son père, déconfit, s'apprêtait à la posséder. Le mouvement d'humeur du père, l'égoisme tranquille du petit, la sensuelle plénitude de la femme qui redevient mère entre son mari et son fils font de ce tableau noctume un des sommets du film. L'érotisation du regard, déclinée dans de multiples situations où l'enfant épie, désigne ce dernier comme l'intercesseur privilégié du spectateur au film et suffit à expliquer l'attachement qu'on ressent pour lui. J. M. Film kazakh de Satybaldy Narymbetov. Avec Daylet Tanlev, Pit Haytovich, Bakhitshan Halpeisov.

VIRUS

L'équipage d'un navire composé d'aventuriers divers s'installe à bord d'un immense vaisseau scientifique russe apparemment déserté par son équipage. Après avoir pris possession des lieux, les protagonistes découvrent qu'une ... entité extraterrestre a pris possession des réseaux informatiques et dirige l'ensemble des machines et robots du lieu. Les humains sont capturés et transformés par les bienfaits d'une chirurgie-minute, improbable et folklorique, en méchantes créatures mi-organiques, mi-mécaniques. On n'en finiralt pas de citer les emprunts et les influences dont s'inspire ce film très banal, Alien, Terminator et The Thing étant les plus visibles.

Film américain de John Bruno. Avec Jamie Lee Curtis, Donald Sutherland, William Baldwin. (1 h 40.)

Ø

4

PLEASANTVILLE Lire page 31. FEUILLE SUR UN OREILLER Lire ci-dessus. **SEUL CONTRE TOUS JACK FROST** MADELINE LES COLLÈGUES

Les critiques de ces quatre films paraitront dans nos prochaines édi-

LES PUBLICATIONS DU Monde

> Un ancien numéro vous manque?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Multiplexes autour de Lyon

Les entrées du 10 au 14 février

ASTÉRIX et Obélix contre César, a attiré, lors de la semaine du 10 au

14 février, 1 600 000 nouveaux spectateurs, ne perdant que 26 % de

ses entrées par rapport à la semaine précédente, affichant surtout

une impressionnante moyenne de 1970 spectateurs par copie.

Après sa première semaine record (2,7 millions de spectateurs

France). Astérix totalise déjà 4 345 000 entrées. 1001 pattes, la dernière production Disney, gagne directement la deuxième place du box-office avec 471 000 entrées et une honnête moyenne de

779 spectateurs par copie. Il démarre ainsi mieux que Fourmiz, la

production DreamWorks en images de synthèse, sortie en novembre. A noter enfin le score remarquable de Vénus Bequté, qui at-

tire 152 000 spectateurs en deuxième semaine (+ 5 % par rapport à la

LA COMMISSION départementale d'équipement cinématographique (CDEC) du Rhône a autorisé la construction d'un multiplexe de quinze salles à Brignais, à une dizaine de kilomètres au sudouest de Lyon. Ce multiplexe pourrait ouvrir au premier semestre 2000 et vise 850 000 entrées par an.

La région lyonnaise, considérée par les exploitants comme sousexploitée par rapport à d'autres régions françaises, est l'objet depuis plusieurs mois de la convoitise des acteurs du multiplexe. Gaumont a un projet à Givors, UGC un à Vénissieux. Un projet de Pathé - 16 salles et 4 000 fauteuils à Genas, à l'est de Lyon -, rejeté en novembre par la CDEC, doit être examiné en appel en mars. - (AFP.)

Pleasantville. Ordre moral et couleurs du bonheur réincarnés dans l'imagerie des années 50

Film américain de Gary Ross. Avec Reese Witherspoon, Joan Allen, William Macy, Tobey Maguire, Jeff Daniels. (1 h 59.)

the state of the s

Control of the second

 $\frac{z_{i+1}}{z_{i+2}},$ 

1.

455

25

 $e \geq \gamma_{ij} e$ 

400

.

- TO 1

and and

THE PARTY

THE STATE

. .

Tan.

No.

Après The Truman Show et Celebrity, Pleasantville exprime la volonté du cinéma hollywoodien de se plier aux règles de l'entertainment tout en les critiquant. Le premier film de Gary Ross - qui rédigea les discours de Michael Dukakis et de Bill Clinton lorsqu'ils étaient candidats à la Maison Blanche - avance sur cette corde raide. Son esthétique est empruntée à La vie est belle de Frank Capra et à plusieurs épisodes de La Quatrième Dimension, mais son propos est celui d'un réalisateur qui adapte la rhétorique politique aux exigences du grand

Construit selon un gigantesque trompe-l'œil, le film montre deux adolescents, David (Texcellent Tobey Maguire) et Jennifer (la très sexy Reese Witherspoon), transportés, non pas dans les années 50, mais dans leur représentation, Pleasantville, sitcom en noir et blanc de ces années-là.

Le film évite le piège de la reconstitution et impose sa version des années 50 comme le négatif de notre monde moderne. Pour appuyer sa démonstration, Gary Ross commence par un montage en parallèle des images idylliques de Pleasantville et de l'univers déprimant du lycée où vont David et lennifer, bombardés de cours sur la propagation du sida, l'augmentation du chômage, et l'état déplorable de la planète. A l'opposé de cet enfer version années 90, le sitcom fait penser aux images de Norman Rockwell, avec ce couple idyllique formidablement inter-

prété par William Macy et Joan Allen, devenant d'un coup de baguette magique les parents de David et Jennifer.

Puisque nous sommes « à l'intérieur » de la télévision, il ne pleut jamais à Pleasantville. La température ambiante plafonne à 25 °C. Les toilettes et les lits doubles n'existent pas. Les femmes restent derrière les fourneaux, les hommes vont au travail, les enfants honorent famille et patrie.

Un dieu veille évidemment sur Pleasantville. Son envoyé prend la forme d'un vieux réparateur de télévision présidant aux destinées des habitants de la petite cité. Pleasantville regorge de métaphores empruntées à l'Ancien Testament; Gary Ross tient précisément à rendre son histoire édifiante. Après avoir mordu dans la pomme, Jennifer fait entrer la vie sexuelle dans cet Eden cathodique, le rendant, par cette découverte du désir, infiniment plus amusant. Cette apparition de la libido se traduit par un passage progressif de certains personnages - les plus perméables au désir - à la couleur, un miracle appuyé par des images aussi bibliquement parlantes qu'un buisson ardent ou un arc-en-ciel.

D'UN CONSERVATISME L'AUTRE

Ce schisme entre, d'une part, les jeunes garçons et jeunes filles, découvrant dans une extase en technicolor L'Attrape-Cœurs et Huckleberry Finn, d'autre part les conservateurs, maintenus dans le carcan du noir et blanc, tous favorables à l'instauration d'un ordre fasciste garant d'un ordre moral, rappelle le combat entre Rome et les premiers chrétiens. Fort de son expérience électo-

rale, Gary Ross devait avoir en



Tobey Maguire (David) et Reese Witherspoon (Jennifer) dans « Pleasantville ».

tête les paroles incendiaires du candidat républicain Bob Dole contre la décadence morale incarnée par Hollywood. Le jeune réalisateur s'est senti obligé de mettre le ver dans le fruit de l'Amérique des années 50 qui, dans l'inconscient de la droite américaine. demeurent un âge d'or moral. Pleasantville est donc une réaction d'autodéfense de la part d'Hollywood. A cela rien de répréhensible. Sauf qu'à ce conservatisme, Gary Ross répond par un autre conservatisme. Il prétend habiller les années 50 avec les oripeaux de la révolution sexuelle, mais son film est au mieux une version co-

lorisée d'un imitateur de Frank

Capra. Une fois la couleur installée à Pleasantville, une fois ses habitants révélés à leur sexualité, se laisse découvrir la même ville, blanche, protestante, et hétérosexuelle

Au téléviseur défectueux du début, cause de tous les malheurs de David et de Jennifer, succède un autre poste de télé, encore plus rutilant, signe que le perfectionnement technologique reste synonyme de perfectionnement tout court. Cette conclusion en dit long sur la manière dont Hollywood envisage son avenir: en termes strictement techniques.

Samuel Blumenfeld

#### Paris 1e. Me Châtelet. Du 17 au 20 et du 23 au 27, 20 heures et

22 heures. Tel.: 01-40-26-46-60. De 80 F à 120 F. Manghaniyars du Rajasthan Habitué des musiques savantes indiennes, le Théâtre de la Ville revient à ses amours, mais par les formes populaires du Raiasthan. Bardes, poètes, les

Manghaniyars parcourent le désert du Thar en organisant des

ioutes chantées accompagnées à la vielle Théâtre de la Ville, 2, place du

Châtelet, Paris 4. M. Châtelet. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77.

Lin Yuan Shang, Emmanuelle Vo Dinh

Lin Yuan Shang est né à Taïpeh Avec Où m'emmenez-vous en voyage cette nuit? et Oiox, il veut revitaliser le langage scénique chinois au contact de l'Occident principalement de la Prance, où il travallle. Emmanuelle Vo Dinh, longtemps interprete de François Raffinot, a créé en 1996 sa propre compagnie, Sui Generis, D'origine vietnamienne, née en France, elle cherche, dans son solo Texture, à montrer, non sans violence, une délicatesse qui n'appartiendrait qu'à elle. Solitipi, piazza du Centre Beaubourg, Paris F. Du 17 au 20. à 19 h 30. Tel. : 01-44-78-13-15.

#### GUIDE

SORTIR

Richard Galliano Trio

L'accordéoniste Richard Galliano

Ecay à la guitare et Rémi Vignolo

à la contrebasse. Il propose une

musique où la mélodje a la part

belle, comme dans les standards

French Touch (Dreyfus Jazz), des

du jazz. Au répertoire, des

airs tendres et swingants

Sunset, 60, rue des Lombards

extraits de son nouvel album.

s'installe pour une dizaine de

soirs en club, avec Jean-Marie

PARIS

**VERNISSAGES** 

Dubuffet : l'enfance de l'art retrouve Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>a</sup>. Mª Alma-Marceau. Tél.: 01-53-67-40-80. Du 17 février au 10 avril. 50 F.

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moltié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi : de 12 h 30 à 16 heures, le

Les Chants de Maldoror (1) de Lautréamont, avec Ophélia Teillaud et Marc Zammit.

L'Œuvre érotique (2) de Georges Bataille, avec Marc Zam-

Théatre Mollère-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, Paris 3. MP Rambuteau. Le 17, à 19 heures (1), à 21 heures (2), Tél.: 01-44-54-53-00, 60 F et 80 F. Jusqu'au 28 février.

Donatoni : Fire, création. Bloch : Schelomo. Beethoven : Symphonie nº 3 « Héroique ». Marie Devellereau, Rié Hamada (soprano), Nadine Denize (mezzo-soprano), Cécile Eloir (contralto), Eric Picard (violoncelle), Christoph von Dohnanvi (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du faubourg-Saint-Honoré, Paris Br. Mª Ternes, Les 17 et 18, à 20 heures, Tél. : 01-45-61-65-89. De 80 F á 290 F. Chœur de Radio-Fran

Archangelski, Chesnokov et Sviridov. Vladislav Tchemouchenko (direction). Eglise Notre-Dame-du-Travail de Plaiance, 35, rue Guilleminot. Paris 14 MP Pernety, Le 17, à 20 heures, Tél. : 01-

42-30-15-16, 80 F. Gary Hoffman (violoncelle) Jean-François Heisser (piano) Bach : Sonate pour violoncelle et piano BWV 1028. Beethoven: Sonate pour

violoncelle et piano op. 69. Rachmaninov : Sonate pour violoncelle et piano Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Cir-

menceau, 92 Sceaux. RER Bourg-la Reine. Le 17, à 20 h 45. Tél. : 01-46-60-

Sarah Bittloch (violon) Miquel Angel Clares (violoncelle) Haydn: Trio pour piano, violon et violoncelle nº 44. Beethoven: Trio pour piano, violon et violoncelle pp. 1 nº 1. Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1" . Mª Louvre. Le 18, à 12 h 30. Tél. : 01-40-20-84-00. 60 F.

Ensemble Accroche-note

Schoenberg-Webern: Kammersymphonie. Schoenberg : Pierrot lunaire. Françoise Kübler (soprano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7. Mº Solferino. Le 18, à 18 heures, Tél. ; 01-40-49-47-57. 80 F. Alain Rigout, Satchie Noro

Et maintenant voici que c'est la nuit qui monte. Théâtre contemporain de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris 4. MP Saint-Paul. Les 17, 18 et 19, à 19 heures, Tél.: 01-42-74-48-22, 100 F.

eu Verges : *Asphykie*s. La Ménagerie de verre, 12, rue Léche-vin, Paris 11°. Mº Parmentier. Le 17, à

20 h 30. Tel.: 01-43-38-33-44. 60 F et Chant de lune. Les Quatre Saisons. Les Abbesses (Théatre de la Ville), 31,

rue des Abbesses, Paris 18. Mª Abbesses. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F. Jusqu'au 21 février, Béjart Ballet Lausanne Le presbytère n'a rien perdu de son charme, ni le jardin de son édat. Palais des sports, porte de Versailles,

Paris 15". Mª Parte-de-Versailles. Le 17, 1 20 h 30. Tél.: 01-44-68-69-70. De 195 f à 330 f. Jusqu'au 21 février. Dave Weld & the Imperial Flames Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17. MP Porte-Maillot. Le 17, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F. Jusqu'au 20 fè-

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1º. Mº Châtelet. Le 17, à 22 heures. Tél.: 01-42-33-22-88. 80 F. Michel Graillier Petit Opportun, 15, rue des Lavan-

dières-Sainte-Opportune, Paris 1" M+ Châtelet. Le 17, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36, 80 F. Ruins, Don Caballero

Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Mª Robespierre. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 f à 50 E Cristina Branco

La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris 20°. Mº Gambetta. 20 h 30, le 17. Tél. : 01-40-33-30-60, 80 F.

ANNULATIONS

Le planiste Gabriel Tacchino annule pour raison de santé sa participation aux deux concerts qu'il devait donner les 13 et 14 mars à l'Opéra-Comique avec l'Orchestre Pasdeloup. C'est Plerre Réach qui interpétera le Deuxième concerto pour piano de Camille Saint-Saëns au cours de ces concerts de musique française où se-ront donnés également l'Ouverture de Benvenuto Cellini de Berlloz, la Habanera et la Bourrée fantasque de Chabrier, la Symphonie en ut de Bizet. Opéra-Comique, place Boleidieu, Paris ≥. Tél. : 01-42-44-45-46.

RÉSERVATIONS

Ce soir on improvise de Luigi Pirandello, mise en scène de

Théstre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6. Du 4 au 17 mars. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F. Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Jacques Maison de la culture, 1, boulevard Lé-

nine, 93 Bobigny. Du 5 mars au 3 avril. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

de Michel Vinaver, mise en scène d'Alain Françon. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20°. Du 11 mars au 25 avril. Tél. : 01-44-62-52-52. De 55 F à

160 F. Le Juil de Malte de Christopher Marlowe, mise en cène de Bernard Sobel. Théâtre, 41, avenue des Grésillons,

92 Gennevilliers. Du 12 mars au 18 avril. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F. Natacha Atlas Olympia, 28, boulevard des Capucines,

Paris 9. Le 17 mars, à 20 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 159 F.

DERNIERS JOURS 19 février :

Les Oranges d'Aziz Chouaki, mise en scène de Laurent Vacher. Théâtre de la Cité internationale, 21,

boulevard Jourdan, Paris 14°. Tél.: 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F. idylle à Oklahoma, une offre d'emploi de Claude Duparfait, d'après Franz

Kafka. Théatre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers, Tél.: 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F.

La Maison du peuple de Louis Guilloux, mise en scène de François Bourgeat.

Théatre du Rond-Point Champs-Elysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8. Tél.: 01-44-95-98-10. 50 F.



### Le boucher revient, et il n'est pas content

Seul contre tous. Une potion amère mais stimulante à base de mal de vivre

Film français de Gaspar Noé. Avec Philippe Nahon, Blandine Lenoir, Frankye Pain, Martine Audrain. (1 h 33.)

Lui, le type, là, qui occupe tout l'écran et plus encore la bande-son, on le connaît ! C'est-à-dire que les (rares) spectateurs du premier moyen métrage de Gaspar Noé ont déjà fait la connaissance de son « héros », ont appris comment, parti de rien, il est arrivé en taule après avoir cru connaître l'aisance avec sa boucherie chevaline, la sécurité affective avec sa femme, l'amour avec sa fille, la vengeance en blessant à coups de couteau celui dont il croyait qu'il avait attenté à sa progéniture. C'était en 1991, le film s'intitulait Carne, il était sombre, violent, glauque, dépressif, et pourtant palpitant à force d'absence de concessions et de vitalité réduite à l'essentiel. Seul contre tous est pire, c'est-à-dire mieux.

Comme en informe un prologue en forme de « si vous avez manqué le début » (ce qui n'a aucune importance), on retrouve le boucher coincé à Lille entre sa peu avenante maîtresse, la mère de celle-ci, un appartement minable et un boulot de gardien de nuit dans un hospice de vieux. L'homme n'étant pas du genre délicat, ça

tourne brutal et peu ragoûtant avant qu'il déguerpisse. Direction Paris, son chômage, sa solitude. Mais aussi la possibilité de revoir sa fille. Sauf que l'important n'est pas tant ce que fait ce prétendue poésie des caniveaux. boucher mal embouché, qui carbure au Pernod et à la parano et s'enivre de haine. Ce qu'il fait. très vite, on ne saura plus bien si c'est « réel » ou rêvé. De toute façon, ça veut dire quoi, « réel », dans un film ?

LE VERBE S'EST FAIT CHAIR

L'important n'est même pas que la France puisse être, à la fin du XX siècle, aussi sordide, laide et méchante que ça. Elle peut. Comme le cinéma oublie le plus souvent de s'en souvenir, il est bienvenu qu'un film au moins s'en avise. Ce boucher est un salaud, un raciste, une ordure. Au fond du malheur et du mépris de soi, il a pété les boulons du code moral!

Pas le film l'Parce que, oui, ce film-là est une épreuve, une question posée droit en face, et avec mauvaise haleine en plus.

Au bout de ce cauchemar naturaliste, assené pian à pian par le filmage verdâtre, la pesanteur et la tension du corps du personnage principal, la laideur des banlieues, il n'y a pas seulement le problématique carré de ciel bleu qui, paraît-il,

ciales - on n'est pas du tout dans les régions du réalisme poétique à la Carné-Prévert et de la Le «je t'aime, un point c'est tout » final signe

brille au bout des plus sombres impasses so-

moins une improbable redemption que l'ultime affirmation de ce qui s'est accompli devant nous, et dans une large mesure maigré nous, sinon contre nous, tant le film est en tous points « incorrect ». Il s'est accompli, ce vieux miracle : le verbe - aussi sale soit-il - s'est fait chair. Onelone chose de vivant, donc de troublant, a pris forme sur l'écran. Parce que, précisément, sous l'apparence de

documentaire misérabiliste, il s'agit d'une mise en forme extrêmement stylisée. Ces images « brutes » sont en réalité très travaillées, ces personnages sont des acteurs parmi lesquels Philippe Nahon impose sa présence, bouleversante au-delà des règles et au-delà de leur transgression. Il devient davantage que le héros du film : son être même, le matériau humain ultime et irréfutable dont l'existence justifie ce film d'autant plus humaniste qu'il se ferait passer au hachoir plutôt que de l'admettre.

### Gaspar Noé, réalisateur

### « Les tournages éloignent les films de la réalité »

IL A le visage très pâle et le crâne rasé. Il parle très vite. Comme s'il fallait toujours être prêt à en découdre, mais surtout échanger, interroger. Il a l'air un peu déstabilisé par le bon accueil, croissant depuis sa présentation à Cannes, obtenu par un film qu'on annonçait promis à la censure. Il l'a terminé grâce, entre autres, à Lucile Hadzihalilovic, la réalisatrice de La Bouche de Jean-Pierre, qui s'est occupée de la production.

« Comment avez-yous décidé de donner une suite à Carne? - On m'a conseillé de transfor-

mer ce film de 40 minutes en longmetrage. J'ai donc écrit ce qui aurait dû être un complément, et j'ai cherché de l'argent dans le seul endroit où il y en ait pour le cinéma : dans les chaînes de télévision. Refus systématique. Tout un pan du cinéma, qui se confronte aux horreurs intimes, ne peut pas exister en France du fait des télévisions. Il ne faut pas se plaindre ensuite si les films d'auteur se ressemblent, et s'il n'y a personne ici pour rivaliser avec Brian De Palma, Dario Argento ou David

- Comment avez-vous néan- trême droite omniprésente à la moins réussi à monter votre

 Les seuls qui s'y sont intéressés sont les responsables de « Programmes courts », à Canal Plus. Nous avons donc monté le film comme un deuxième court-métrage, distinct de Carne. Mais, en cours de tournage, il a pris de l'ampleur... et, faute d'argent, s'est arrêté avant la fin. A ce moment est arrivé un miracle : Agnès b. m'a donné l'argent nécessaire pour terminer le tournage. Le montage, le mixage et le laboratoire ont été financés en faisant des dettes.

- Ces difficultés de production sont la rançon du ton provocant du film. Considérez-vous que toute transgression est bené-

Non, je ne suis pas si puéril Mais lorsque des films sont bioqués par les commissions qui représentent l'Etat, c'est bien qu'il y a une remise en cause qui gêne la société. Carne est né à une époque où je voyais chaque jour les conséquences de Maastricht et de Schengen: les contrôles policiers, l'extélévision... Seul contre tous est la poursuite de la même réaction d'hostilité violente à cette Francelà. Durant le montage, on me disait : « Tu vos être interdit. » Ça ne

me faisait pas peur l Mais la censure est plus habile aujourd'hui : on ne bloque plus les films en commission de contrôle mais au stade du financement, ou dans les salles. Le mien a échappé à ce dernier écueil grace au distributeur Jean-Michel

-Le scénario de Seul contre tous était d'emblée aussi violent que le film? - Non. Le tournage l'a rendu en-

core plus sombre et plus tendu. Presque toute la voix off a été ajoutée ensuite. Quant à la violence verbale, elle correspond à une réalité que le cinéma français refuse en général de montrer. Par exemple, dans les querelles ou les bagaires, la très grande majorité des insultes sont homophobes - davantage, me semble-t-il, en France qu'ailleurs. Mais les films le cachent.

-Comment rester aussi proche des réalités peu avenantes que vous décrivez ? En me méfiant sans cesse des

effets induits par le tournage. La machine cinématographique, l'organisation, la volonté de chacun de bien faire son boulot » s'interposent entre le cinéaste et la réalité. Je sais combien, comme réalisateur, il faut être constamment paranoiaque face à la reproduction des rituels sur un plateau: J'essaie de les perturber constamment, par exemple en demandant à chacun d'exécuter d'autres tâches que celle pour laquelle il a été engagé.

-Vos deux premiers films imposent un ton et un style d'images très particuliers. Est-ce la signature que vous envisagez d'apposer sur tout votre travail? - Au contraire, je ne veux surtout

pas me laisser enfermer dans un style défini. Mon prochain projet, conçu dans l'esprit de Vidéodron ou de la séquence finale de 2001, l'adyssée de l'espace, doit être entièrement différent dans son traitement de l'image et sa réalisation. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

36 15 LEMONDE

Jik ain-France s de ce--10.TR-NO OU conquis Jun pai confie,

page 13

En participant au fonds d'indemnisation et à la Fondation pour les victimes du nazisme, les entreprises industrielles allemandes qui ont employé des travailleurs forcés sous le III. Reich pourront déduire 40 % de leurs contributions

■ Selon un rapport du gouvernement israélien, publié mardi 16 février, l'augmentation de l'antisémitisme en Europe occidentale s'explique largement par la publicité donnée aux efforts de restitution des biens juifs confisqués pendant la deuxième guerre mondiale.

■ En 1994, 14 % de Suisses estimaient que « les juifs ont trop d'influence dans le monde ». Ils étaient 31 % en 1997, au moment où les critiques pleuvaient sur leur Banque nationale au sujet de l'or volé par les nazis.

🔳 « Il ne supporterait pas un nouveau venu », estime le service national des parcs contre l'avis de Matt Salmon, représentant de l'Arizona, qui veut faire sculpter. aux côtés de George Washington, Abraham Lincoln, Thomas Jefferson et Theodore Roosevelt, ie visage de Ronald Reagan sur le mont Rushmore, fissure.

■ John Gillespie, président du Wine Market Council, une organisation de viticulteurs et de producteurs, encourage les Américains qui, en movenne. consomment chaque année 7,5 litres de vin, à en boire tous les jours, « conune le font les Français : (75 litres par an).

■ Selon un sondage de la société britannique Euromonitor, les Tchèques, plus gros buveurs de bière au monde, en absorbent en moyenne 180 litres par an.

■ Vendredi 12 février, un des spots publicitaires, impatient de visionner une cassette, appuie sur le mauvals bouton : « un désastre l « s'exclame Mohammad Maher, directeur de l'Autorité du métro du Caire, en voyant s'animer à l'heure de pointe des images pornographiques sur les écrans du

■ Mardi 16 février à Or Yehuda, les gardes du corps de Benyamin Nétanyahou, en campagne électorale, ont arrêté dans son élan, l'assommant par erreur, un des chauds partisans du premier ministre israélien qui bondissait vers la tribune pour lui serrer la

■ En Chine, au cours des trois derniers mois précédant le nouvel an lunaire, les explosions accidentelles de feux d'artifice ont fait quatre-vingt-seize morts et quatre-vingts blessés.

Christian Colombani

### De la vie sexuelle des Américains

L'affaire Clinton-Lewinsky a eu des répercussions inattendues dans les colonnes et sur la hiérarchie d'une des plus prestigieuses revues médicales aux Etats-Unis, « The Journal of American Medical Association »

LA LONGUE tourmente judiciaire, politique et médiatique que viennent de traverser les Etats-Unis avec l'affaire Clinton-Lewinsky n'a pas épargné les principales revues spécialisées dans l'information médicale. Le 15 janvier dernier, l'une des plus puissantes d'entre elles, The Journal of American Medical Association (JAMA), créaît une vive émotion en décidant de licencier sur le champ le docteur George D. Lunberg, employé depuis dix-sept ans par cet hebdomadaire dont il était devenu le rédacteur en chef (Le Monde daté 17-18 janvier).

Vice-président de l'Association médicale américaine, le docteur E. Ratcliffe Anderson expliquait avoir pris cette décision en décou-

vrant que la prochaine édition du JAMA comportait les résultats d'une enquête très sérieuse concernant la perception que pouvaient avoir les adolescents américains de ce qu'est - et de ce que n'est pas - une « relation sexuelle ». On apprenaît ainsi, peu de

temps avant l'ouverture du procès du président des Etats-Unis, qu'une majorité des jeunes interrogés ne considérait pas que la feilation était, stricto sensu, une relation sexuelle. Or, cette perception des choses était, précisément, celle défendue par Bill Clinton qui qualifiait ses relations avec M™ Lewinski d'« inappropriées » mais en aucun cas de relations « sexuelles » au sens où l'entendait le juge qui l'interrogeait dans l'affaire Paula

JAMA

fones. Il y avait là pour les responsables de JAMA, proches dit-on des milieux républicains, une « implication inexcusable du journal dans le début politique ». L'affaire fit grand bruit dans le monde de la

lan avec toutes les garanties qui lui

sont dues, pour prouver que la

Turquie est bien un Etat de droit.

C'est un préalable indispensable à

tout règlement de la question

kurde. Le moment est favorable

(...). Le procès d'Ocalan doit four-

nir à Ankara l'occasion d'amorcer

une solution au Kurdistan, où vit

un habitant sur cinq du pays. L'oc-

casion ne se représentera pas.

FRANCE-INTER

Dominique Bromberger

presse médicale d'audience internationale.

Dans son édition du 11 février, le docteur Jerome P. Kassirer, rédacteur en chef du prestigieux New England Journal of Medicine, prenait solennellement la défense de son confrère licencié, écrivant notamment qu'« un journal médical ne doit pas être la réunion poussiéreuse d'études cliniques et de comptes-rendus, mais un forum vivant présentant et discutant les auestions essentielles qui concernent, même indirectement, la

santé et la médecine ». Le JAMA aurait-il entendu le message? Dans son dernier numéro, il aborde l'ensemble des comportements et des difficultés sexuelles. Et le tableau fourni n'est

mis en gage de bonne volonté à leur allié stratégique au Proche-Orient, la Turquie. En revanche, au Kurdistan irakien, les mêmes pays entretiennent l'agitation des Kurdes qui s'opposent à Saddam Hussein. Ils les arment et se servent d'eux pour déstabiliser le président iraklen. Et le fait que cette région soit la principale plaque tournante pour le trafic de drogue ne semble troubler personne. Pas même l'Amérique, pourtant très sourcilleuse sur le sujet. Au fond, le seul point sur lequel les ennemis du Moyen-Orient, Israël et l'Iran, les Etats-Unis et l'Irak, la Turquie et la Syrie tombent d'accord, c'est pour refuser toute idée d'indépendance du

pas rassurant. On apprend ainsi. grâce à une étude du département de sociologie de l'université de Chicago menée auprès de 1749 hommes et 1 410 femmes âgés de 18 à 59 ans, que 43 % des Américaines et 31 % des Américains souffrent de troubles sexuels. L'étude, la première du genre après le célèbre rapport Kinsey des années 1950, détaille tous les maux qui, dans ce domaine, peuvent être recensés, parmi lesquels l'absence de désir sexuel, l'absence d'érection chez l'homme ou de lubrification chez la femme, l'éjaculation précoce ou l'absence d'orgasme.

Aux Etats-Unis, la fréquence de ces troubles est, statistiquement. moins élevée chez les personnes. hommes et femmes, ayant fréquenté l'université que chez celles des classes sociales défavorisées qui, écrivent les auteurs, déclarent prendre moins de plaisir et sont plus anxieux quant à leur sexualité. Les femmes noires sont en moyenne plus concernées par ces troubles que les Blanches, les femmes d'origine hispanique étant celles qui ont le moins de difficultés. Moins marquées, les mêmes tendances sont observées chez les hommes. Soucieux des faits et des chiffres autant que de la respectabilité de leur titre, les responsables du JAMA ne commentent pas ces données qui, concluent les auteurs de l'étude, démontrent à l'envi que « les difficultés sexuelles constituent, aux Etats-Unis, un important probième de santé publique ».

Jean-Yves Nau

#### DANS LA PRESSE

LIBÉRATION iacques Amairic

■ La baile est aujourd'hui dans le camp d'Ankara. L'alternative est simple : ou les dirigeants turcs considérent qu'ils ont gagné la guerre, et ils seront contraint de la poursuivre; ou, tout en se félicitant de leur succès, ils s'engagent enfin vers une solution politique d'un problème qui passe obligatoirement par une décentralisation radicale. C'est ià que le rôle des Etats-Unis, qui ont lourdement pesé dans l'arrestation d'Ocalan en qui ils ne veulent voir, pour l'instant qu'un terroriste, pourrait se révéler déterminant. Autant que celui de l'Union européenne (...).

« LA CRÉATION est le fruit de l'in-

son instrument. Or, ici, l'instrument

est un langage de programmation,

un ensemble d'algorithmes. L'art du

dessin sur ordinateur doit combiner

la beauté physique du geste et la

beauté formelle des formules mathé-

matiques. » Joanna Berzowska est

persuadée que, pour être un bon

artiste sur ordinateur, il faut maltri-

ser les techniques classiques de la

peinture et du dessin, mais aussi les

langages informatiques. Joanna sait

de quoi elle parie : elle possède un

diplôme de mathématiques et un

autre de beaux-arts, obtenus à

Montréal. Cette double formation

L'occasion d'en finir avec un conflit barbare ne se représentera

LE FIGARO Pierre Rousselin

■ Les Kurdes sont, avec les Palestiniens, l'un des rares peuples à ne pas avoir bénéficié d'un Etat lorsque l'empire ottoman a été démantelé. (...) Ils se retrouvent éparpillés dans quatre pays (...). Ils sont devenus un facteur d'instabilité dans une région déjà très tourmentée. Plus près de nous, la cause kurde bénéficie d'importants relais dans la population qui a dû guitter les confins de l'Anatolie pour trouver du travail en Europe. (...) Ankara doit maintenant agir. Il lui faut d'abord juger Öca-

■ Aucun gouvernement ne souhaite la constitution d'un Kurdistan indépendant. Au contraire, la situation actuelle en satisfait plus d'un. Prenez le cas de l'Amérique et d'Israël. Ces deux Etats ont aidé à l'arrestation du leader kurde, re-

www.media.mit.edu/\_joey/xy « L'expressionnisme informatique » expliqué en vingt-deux leçons interactives

> cascade de conséquences impréviconferent au dessin des « propriétés temporelles »: une ligne continue à s'allonger toute seule, un motif se propage automatiquement selon une logique géométrique, une mosaïque changeante poursuit sa mé-

tamorphose... Joanna a voulu que les motifs ainsi créés soient éphémères. On ne peut ni les mémoriser ni les reproduire à l'identique : « Ces applications sont en fait des œuvres très personnelles. Quand j'ai écrit les programmes et trouvé les algorithmes, j'avais déjà en tête des images précises, qui n'appartiennent qu'à

Son prochain projet doit consister à mettre au point des outils qui aideront les non-spécialistes à réaliser leurs propres programmes: « Ainsi, ils pourront à leur tour donner vie aux images qui sont dans leur tête. Ce sera beaucoup plus intéressant pour eux que d'emprunter les miennes et de jouer avec. »

Yves Eudes

#### **SUR LA TOILE**

LYCÉES

🗷 Le conseil régional de Picardie a 🕒 annoncé que les 126 lycées publics, agricoles et privés de la région étaient désormais reliés à Internet grâce à un réseau à haut débit. Sedisposent de quatre à trente ordinateurs connectés au réseau. -

PERMIS DE CONSTRUIRE

■ La direction départementale de l'équipement du Calvados a ouvert un site permettant aux particuliers « de suivre l'état d'avancement de leur permis de construire », c'est-àdire de « savoir en temps réel quels sont les délais et les étapes de l'instruction de leur demande ». 4-D'autres départements devraient ouvrir bientôt des sites similaires. www.calvados.equipement.gouv.fr

HANDICAPÉS MOTEURS

■ La Fédération française des associations d'infirmes moteurs cérébraux (FFAIMC) a ouvert un site Web d'information, de documentation et de dialogue « destiné à tous ceux qui sont concernés par l'infirmité motrice cérébrale, handicap constaté chaque année lors de deux mille naissances ». www. ffaim. org

# DE DESSIN.

DÉJA À L'ÉPOQUE, LE GRIBOUILLAIS

DES MATHÉMATIQUES SUR MES CAHIERS

lui a ensuite permis d'être admise au Media Lab du MIT (Massachusetts Institute of Technology), où elle a étudié pendant deux ans avant d'être promue, à vingt-six ans, artiste en résidence. Son site Web, baptisé « Computational Expressionism », explique sa démarche mieux qu'un long discours. Elle y a réuni une vingtaine de ses créations, des applications

graphiques utilisables en temps réel

par les visiteurs. La première, qui sert d'introduction, permet de tracer avec la souris des lignes droites, courbes ou brisées, comme un logiciel classique. Mais le programme, pour rappeler sa toute-puissance, défait aussitôt tous les dessins, en redressant les lignes avant de les

faire disparaître. En passant d'une application à l'autre, le visiteur fait naître des univers graphiques très variés, composés de lignes, de faisceaux, de grilles ou de mosaïques multicolores, qui peuvent être modifiées et enrichies indéfiniment. Parfois, un seul geste décienche une

# M. Charasse joue Arletty par Alain Rollat

d'investigations délicates, a refusé de participer au « Gai savoir », le bistrot littéraire de Paris Première. Selon Franz-Olivier Giesbert, qui a déploré son absence, il a eu « très peur » de la présence de Michel Charasse, Ce dernier s'en est dit étonné: « Je ne comprends pas. C'est moi qui suis intervenu en sa faveur auprès de François Mitterrand quand il était question de son désaisissement... Cela n'a pas peu contribué à sa publicité, et c'est peut-être grâce à

Le juge Halphen n'a donc pas assisté à la représentation de M. Charasse, qui s'est acquitté à la perfection de son rôle habituel de diseur de gentillesses. Il ne l'a pas entendu brocarder «Bertrand Tavernier et les faux-culs qui manifestent contre lean-Pierre Chevenement en disant que sa politique d'immigration est trop sé- pas pire que quand on se fait sau- est un homme sensé.

ça qu'il vend un peu son livre ces

vère et qui acceptent le traité d'Amsterdam, dont l'application se traduira, dans cinq ans, par des mesures beaucoup plus sévères. » Il ne l'a pas entendu déplorer, au nom du \* peuple souverain \*, que les mœurs républicaines aient été dévoyées par la multiplication des organismes indépendants de l'Etat au point que les contribuables mécontents aient, de nos jours, « le pouvoir de renverser les maires, mais pas le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel s'il vole dans la caisse ».

Le juge Halphen a donc raté le nouveau numéro, ô combien sentimental, conçu par M. Charasse à l'attention de son public féminin. Il ne l'a pas vu plaider, contre les justiciers de la Libération, la cause d'Arletty, sa compatriote auvergnate : « Est-ce que le fait de coucher avec un Allemand, s'il est beau, s'il est jeune, est un acte de collaboration? C'est

ter par un VRP qui vend des casseroles: vous ne savez pas s'il n'est pas lepeniste, mais, s'il est beau, s'il sent bon, vous vous faites sauter quand même !... » Pour égayer encore davantage l'atmosphère, l'ancien ministre a également pris la défense de Christine Deviers-Joncour par le biais d'une question énigmatique : « Est-ce qu'on aurait parlé de la même manière de la liaison de cette dame avec Roland Dumas si elle avait été un homme? »

Le juge Halphen s'est donc privé du morceau de bravoure de M. Charasse, qui s'est référé à l'affaire Calas et à l'opposition des parlements de l'Ancien régime à la politique « sociale » de Louis XVI pour conclure son propos par une charge épique contre « les juges qui veulent se venger de la République parce que, depuis deux cents ans, elle les a privés de leur pouvoir. » Le juge Halphen

7 

**3** 

Abonnez-vous au Monde Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : Jusqu'à □3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F au lieu de 585 F° au lieu de 1170 F° au lieu de 2340F économie Date de validité LLLL Signature : SOIL □ M. □ Mme Nom: semaines de lecture USA-CANADA 2190F 2950F 1 AN ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR naz au 01-42-17-32-90 de 8h 30 à 18 heures du lundi au vendredi. PRIVILÉGIÉ DU MONDE Builetin à remoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE,

FILMS

Service and a se

1331

 $\mathbb{T}_{\mathcal{A}_{|\mathcal{I}_{0}|}}$ 

...

 $a_{i}^{*} \in \mathbb{N}_{+}$ 

4.2

or graph

 $A_{k}^{(i)}(Q_{k})$ 

100

 $\hat{\nabla} = \mathcal{Z}_{\mathbf{p}}^{\mathbf{q}} \nabla_{\mathbf{p}}$ 

11.00

1.7

1.00

 $U_{\mathcal{F}}$ 

~ ·

 $(x,y)^{2}\partial_{x}$ 

11.5

. . . .

400

Sec. 15

3. 31

Mag.

Ä...

4.00

**建** 

-

Calmirian.

C. C. C.

destalli ...

-

-

T. 778 PER

Ministra

and the

MARINE.

-

4

البيط ويعوشوا

A ....

# W. T

200

·

-

20. 27

-

-

-

ALC: NO

-

A STATE OF THE STA

4-24-

**斯斯 海州** 

A STATE OF THE STATE OF

· 神神

Contract of the last

Alogo Alogo

\$ 150 m

.

Complete St.

والمحمية والوجا إلحنها

الله المناوي والمنافقة المنافقة ا

The state of the s

المتراضية المقية ويبرعنان

المراجع المراج

A STATE OF

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

San Allen et e e

ili An Andrew III (1985) (1985) (1985) Springer (1986) (1985)

A CARROLL STATE OF

TOTAL BOOK OF THE SAME AS

.

AND THE REAL PROPERTY.

A STATE OF THE STA

The state of the s # 5458 1

-

· Parker V

A STATE OF THE STA

Marie Walt

MY II

Strange Louder &

🗯 راه درمیستونور

4 4 71.

MAGAZINES

18.00 et 21.00 Le Grand Journal. 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : IAM, Patrick Modiano, Stéphane Peyron.

19.10 et 0.10 Le Rendez-vons de Ruth Elkrief. 20.00 20h Paris Première. Cristiana Réali. Paris Première 20.45 Les Mercredis de l'Histoire.

Histoire d'une droite carême [1/2]. 20.45 Les Dossiers de l'Histoire. 20.50 Combien ça coûte ? Les jeux. Avec jean-Pierre Papin, José Garcia. TF 1 20.50 Des racines et des alles. Première tempète. Femmes de mer. Les nouveaux

Fernmes de mer. Les nouveaux chiens de guerre. France 21.05 Strip-tease. Faux mage ou désert? La course de l'échevin. Le chagrin de l'échevin.

**TELĖVIŠION** 

20.40 Des racines et des ailes

Abbouche et Marc Savineau.

FRANCE 3

TV 5 22.40 Ça se discute. Samé : Peut-on dire toute la vérité ? France 2

23.10 Le Droit de savoir. Vols de voitures : les filières sans retour. TF 1 MUSIQUE

Planete

23.20 Un siècle d'écrivains. Jean Paulhan, le don d'ubiquité. 0.10 Guy Béart : ma vérité. 0.55 Le Canal du savoir. La psychanalyse en France aujourd'hui. Paris Première

DOCUMENTAIRES

22.00 Tsar Boris. [1/2].

20.30 La Guerre Forum Planète des billets. 20.35 Les Possédés du jeu. 20.55 Les Mamy miss. 20.55 Angano... Angano... Nouvelles de Madagascar. 21.25 Les Tribus indiennes. [8/20], Les Crows. 21.45 Naples chante la lune rouge.

Teva 22.00 Le Japonisme. 22.30 Francis Bacon. Au-delà du réel : la vérité. Forum Pla 22.40 Gérard Souzay. Arte 22.55 Divorce, quand le rabbin

s'en mêle... 23.15 Filmforum. Ouo Preminger. Planéte

20.45 La Fiesta des Suds 98. Avec Youssou N'Dour, Natacha Atlas, Sally Nyolo, Hakim. 22.15 Fantaisies nº 1 et 3, de Schumann. Avec Martha Argerich, piano ; Mischa Maisky, violoncelle. Mezzo

Paris Première 22.55 Simply Red. 0.00 The Joshua Redman Quartet. Bruxelles 1994. Muzzik

SÉRIES

20.30 Star Trek, la nouvelle génération. 20.40 Homicide. Série Club La loi et le désordre. France 2 20.55 L'Instit. Frères de sang. 20.55 Le Chinois. Lumière noire. TMC 21.30 Two. L'œil de Moscou. Série Club

21.50 Presque parfaite. La guerre des sourires (v.o.). Canal Jimmy 22.15 Urgence. 22.15 Oz. De grands hommes (v.o.). Série Club

22.20 Friends. The One with the Yetl (v.o.). Canal Jimmy
22.30 Ally McBeal. Baby Blues. Le pingouin. M 6
22.45 Absolutely Fabulous. Le magazine (v.o.). Canal Jimmy 23.10 3º planète après le Solcil. [2/2]. Fun With Dick and Janet (v.o.). Série Club 23.30 Townies. Thanksplving (v.o.).

sur Tokyo 🗷 🗷 Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 135 min) O. Ciné Classics

0.45 Baisers volés B B François Truffaut (France, 1968, 90 min) O. Cinétoli

#### PROGRAMMES

#### TÉLÉVISION

17.50 Les Maudits = E René Clément (France, 1946, N., 100 min) 9. Cinétolle TF 1 18.40 Swing Kids ##
Thomas Carter (Etats-Unis, 1992, 110 min) O. Cinestar 1 18.25 Exclusif. 19.30 Baby Doll = = Elia Kazan (Etats-Ur N., v.o., 115 min) O.

20.30 Le Trésor de la Sierra Madre E E E John Huston (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 125 min) O. Ciné Classics 20.30 Excalibur

مكذا بن الملاحل

John Boorman (Irlande, 1981, 140 min) O. Ciné Cinéma 2 20.30 La Reine des handits II II Sheidhar Kapur (Grande-Bretagne 1994, v.o., 120 min) O. Ciné Ciné 1994, v.o., 120 min) ©. Ciné Ci.
21.25 America, America E E E E E E Kazan (Etats-Unis, 1963, N., v.o., 170 min) Q.
22.30 Trainspotting E E Danny Boyle (Grande-Bretagne v.o., 90 min) Q.

27.50 Cassan E E

22.50 Cocoon II II Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 125 min) O. Ciné Cinéma 2 23.10 Le Mécano

de la « General » ■ ■ Buster Keaton et C. Bruckman (Etats-Unis, 1926, muet, N., v.O., 80 min) O. Ciné Classics



0.00 Kika 🗷 🖷 Pedro Almodovar. Avec Veronica Forque, Victoria Abril (Fr.- Esp., 1993, v.o., 115 min) O. Cinestar 1

8.15 L'Amour à vingt ans 
Prançois Truffaux (France, 1962, N., 30 min) O. Cinétoli 0.30 Treate secondes

19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Combien ça coûte ? Les jeux. 23.10 Le Droit de savoir.

Vois de voitures : les filières sans retour. 0.30 Minuit sport. Bove. 1.20 TF I nuit, Météo.

#### FRANCE 2

18.10 Friends. O. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 20.00 Journal, Météo. 20.55 L'Instit. Frères de sang. O.

22.40 Ca se discrite. Santé : Peut-on dire toute la vérité ? 0.30 Journal, Météo. 0.50 Le Cercle.

#### FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'inforamtion, Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport

20.50 Des racines et des alles. Première tempête, Femanes de mer. Les nouveaux chiens de guerre. 22.50 Météo, Soir 3. 23.20 Un siècle d'écrivains. Jean Paulhan, le don d'ubiquité

Nocturnales.
 Carmen à Bastille. Opéra de Bizet.

#### CANAL +

▶ En clair jusqu'à 21.00 20.30 Le Journal du cinéma 21.00 Coup de foudre

0.10 Guy Béart. Ma vérité.

et conséquences Film. Andy Tennam. O. 22.44 Les Facil. Court métrage. Lyonel Kouro O. 22.45 Les 161 Dalmatiens E. Film. Stephen Herek (v.o.) O.

0.25 South Park. L'eté, ca craint. O. 0.45 Spin City. La chanson. O. 1.10 Homère, la dernière odyssée ■ Film, Fabio Carpl. O.

#### ARTÉ

19.00 L'Année du bœuf de feu. 19.45 Météo, Arte Info. 20.15 Reportage. Histoires d'iles. 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Histoire d'une droite extrême (1/2).

21.35 Les Cent Photos du siècle. Carlos, de Nik Wheeler (1975). 21.45 Musica. Naples chante la lune rouge 22.40 Musicarchive. Gérard Souzay. 23.15 Filmforum. Otto Preminger. 0.35 La Lucarne. Dial H-I-S-T-O-R-Y. 1.25 La Fourmilière 
Film. Michael Glawogger (v.o.1 O.

#### M 6

18.00 Sports événement. 18.25 Lois et Clark. C. 19.20 Mariés, deux enfants. 3 20.10 Notre belle famille. O. 20.40 Décrochage info, Une journée avec

20.50 Le Mensonge.
Teléfilm. Laurem Carceles G.
22.30 Ally McBeal.
Baby Blies. G. Le pingouin. G.
0.10 Les Moments de vérité.

### 1.55 Boulevard des clips.

RADIO

### FRANCE-CULTURE

20.30 Agora, Jacques Duquesne. 21.00 Philarobule. Les passions 22.10 Fiction. Sam Shepard. 23.00 Nuits magnétiques. Detective.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.00 De vive voix. Chants de Páques russe. Œuvres de Tchaikovski, Arkhangueiski,

22.30 Musique pluriel. OEuvres de Schwarz, klanac. 23.07 Les Greniers de la mémoire.

### RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Boccherini. 20.40 La Favoritz. Opera de Donizetti. Par le Chœur et l'Orchestre du Teatro nuniale de Bologne, dir. R. Sonynge. 23.32 Hommage à Beana Cotrubas.

LA CINQUIÈME/ARTE

1430 La Cinquième rencontre... Justice, société. 1435 Le carnaval des illusions. Engretien avec Francis Affenyan.

17.30 100 % question. 17.55 Déconverte du Kenya.

18.30 Le Motode des animaux.

19.00 L'Année du bœuf de fet. 19.45 Météo, Arte info.

19.45 Mezeu, Arte mo.
20.15 Reportage. Reconversion on ice.
20.46 Soirée thématique.
L'Esprit de Weimar.
20.45 L'Esprit de Weimar.
21.45 Un nouveau départ
pour Weimar.

ville culturelle européenne. 22.15 Nu parmi les loups E Film. Frank Beyer (v.o.). O.

1.15 Bella Block. Mort d'une jeune fille. C.

15.15 Les Routes du paradis. C.

16.15 Boulevard des clips. 17.40 Les Nouvelles Aventures

19.20 Maries, deux enfants. O.

19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. O.

22.55 Les Visiteurs du futur. Téléfilm, Barry Sanson, O. 0.20 La Maison de tous

les cauchemars, le cri. O. 1.20 Dj d'une nuit.

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Claude leanguard et Will de Graaff.

21.00 Lieux de mémoire. Saint-Cyr [2/2].

23.00 Nuks magnétiques. La fau-frère. 0.05 Du jour au fendemain. Claude Régy (Espaces perdus).

19.00 Restez à l'écoute.
Ceuvres de Mâche, Stravinsky.
19.40 Prélude.
20.00 Pages baroques. Par le Pariement de musique, dir. Martin Gester : Ceuvres de Scarlatti, Dazzi, Delalande et De Baciñy.

22.10 For intérleur. André Barbault.

FRANCE-MUSIQUE

22.30 Musique plurie). Œuvres de Schapira, Agobet. 23.07 Papillons de nult.

RADIO CLASSIQUE

20.50 Deux super-flics. Film. E.B. Clucher. Q.

**RADIO** 

20.40 Décrochage info, Passé simple.

22

phướt

us, il ne

France

5 de cé-

70.TE

ace out

conquis fun pa-

i confie.

uminant,

: page 13

de Robin des Bois. C. 18.25 Lois et Clark. C.

0.15 Vies d'artistes.

18.25 Météc

16.00 Plégale 3,14... 16.30 Correspondance pour l'Europe. 17.00 Au nom de la loi. O.

### **GUIDE TÉLÉVISION**

DÉBATS 21.20 Les Pierres précieuses.
Invités: Jean-Claude Boulliard,
Pierre-Christian Guicilard,
Jean-Claude Michel, Daniel Plat,
Jean-Paul Poirot. Forum Planète 23.20 La Légende des Joups. Invités : Jacques Ballion, Michel Bouvard, Thierry Giordan, Marie-Odile Guth, François Moutou. Forum Pla

Forum Planett MAGAZINES 10.40 Arrêt sur images. Sang contaminé : que disaient Sang contamine : qui les médias en 1985 ? Olivier Beaud, Hélène Cardin.

13.05 Strip-tease.
Faio: mage ou désert?
La course de l'échevin.
Le chagrin de l'échevin.
Conem ou on n'aime pas. 13.30 Envoyé spécial, les années 90. Paroles de Nobel.

Une voix pour les réfuglés. Invité : Stéphane Déli-Georges, Philippe Chabasse. Philippe Chabasse.

16.05 Le Vrai Joutmal.

La National Security Agency.

Anniversaire de la mort du préfet
Erignac en Corsa. Charles Pasqua
en campagne dans le sud.
Le procès Einaudi - Papon.
Invite: François Hollande.

17.10 Le Débat
de Pierral, un Séputillon.

de Pierre-Luc Séguillon. 18.00 et 21.00 Le Grand Journal.

18.30 Nulle part ailleurs.
Invitées: Robert Pirès, P18,
Ariette Laquiller,
Dorotty Alison.
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief.

20.55 Envoyé spécial. Spéciale Afrique, Mama Daktari. Amref : Safari chirurgical. Le marché sauvage des animaux. 23.00 Le Magazine de l'Histoire. Invité : Michel Pastoureau.

23.20 Le Club. Pierre Vaneck 23.45 Tapage. Faut-il avoir peur de nos enfants ? 1.00 La 25º Heure. Les enfants cachés. France 2

#### DOCUMENTAIRES

17.30 Conférences de presse. du 21 février 1966 [2/2]. Histoire 17.30 L'Eden russe. 17.35 Zoo, état des lieux. [1/6]. Dernère les barreaux.

17.53 Découverte du Kenya. Pemba, ancien comptoir aux épices. La Cinu

TELÉVISION

FRANCE-CULTURE

Vouée au sacré depuis la nuit des

temps, la musique a, par là même,

partie liée avec les démons. L'in-

tervalle fa-si (dans la gamme de

do), appelé Diabolus in musica,

était déconseillé par les théoriciens

du Moyen Age. Berlioz et Liszt as-

socièrent cet intervalle à Méphis-

tophélès. C'est une vision roman-

tique. Car, à l'époque classique, le

diable peut, au contraire, être un

musicien consommé.

16.30 Figures libres

20.45 Les Mercredis de l'Histoire Dans un documentaire en deux La Sierra Leone vit les affres d'une volets au clair souci didactique, guerre de pauvres. Les deux camps William Karel se propose de dése disputent « les plus beaux diacrypter les origines intellectuelles mants du monde », mais combatet émotives du Front national, étatants et civils s'entretuent dans le blissant les strictes filiations et les dénuement. Même des merceinvariants tenaces d'un discours naires se plaignent du leur. Un qui doit peu à la conjoncture mais grand reportage d'autant plus métout aux postulats proprement ritoire que réalisé « à chaud », jusréactionnaires de ses penseurs. qu'aux derniers rebondissements Une leçon résolument nécessaire. du conflit, par Morad Alt-Second volet le 24 février.

17.55 Le Japonisme.

18.25 Portraits de gangsters. [3/10], John Dillinger.

19.00 Boat people, les oubliés

19.10 Les Grandes Expositions.

20.30 Ratnapura ou le mirage

20.45 Thema. L'Esprit de Weimar.

20.45 Mstislav Rostropovitch.

les autres. Sicile (2/2).

21.40 Les Grands Compositeurs. [6/7]. Richard Wagner.

et des hommes. Forum Planète

0.10 Tear Boris. (1/2). D'un pursch à l'autre. Planète

0.40 Putur Pantastique. Le mystère des extraterrestrés. 1340 Rue

18.30 Tennis. Tournoi féminin de Hanovre (Allemagne). Eurosport

17.00 Natelia Trull joue Chopin. Sonate

19.55 Pedosselev dirige.
Roméo et juliette, de Tchalkovski.
Aver l'Orchestre symphonique
de la Radio de Moscou.
Me
21.40 Concertos n° 1 et 2 de Haydn.

par Rostropovitch.

23.10 Je suis le seigneur

Histoire d'amour et de haine entre

deux enfants, face à des adultes

désemparés, dans un château bre-

ton des années 50. Le fils du châte-

lain a perdu sa mère et doit veiller

sur son père. La gouvernante a un

gamin du même âge que l'autre.

Les deux garçons s'agressent mu-

tuellement. Ce conflit devient une

audacieux de Regis Wargnier.

du château 🗷 🗷

21.05 Des trains pas comme

21.20 Le Musée d'Orsay. Vers le XX siècle.

22.10 Les Mentawai.

22.30 Des loups, des cerfs

22.40 Les Possédés du jeu.

22.45 Balthus. De l'autre côté du mirois.

0.25 Sénateurs juniors.

s'en mêle...

LCI

1.00 Divorce, quand le rabbin

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis. Tournol messieurs de Rotterdam (Pays-Bas).

20 30 Basket-ball, Euroligue m Asvel - Alba Berlin .

1.35 Hockey NHL. Ottawa - Boston.

MUSIQUE.

19.00 L'Année du boeuf

de fen. (2/2).

de l'espoit

19.55 Les Gens du tas

20.20 Napoléon.

20.15 Reportage.

des pierres. 20.35 Cinq colonnes à la une.

#### FRANCE 3

23.20 Un siècle d'écrivains Si vous ne l'avez déjà savouré, courez vite à Jean Paulhan (1884-1968). Paulhan et son regard d'oiseau effaré, son côté « farces et attrapes », lecteur, découvreur et critique comme il y en eut peu dans le siècle, épistolier prolifique, tout entier dans la permanence d'une interrogation sur le langage et dans le parti pris de l'art. Une belle orchestration entre témoignages et archives inédites.

23.40 Concert de gala. Tel-Aviv 1990.
Avec Viviane Hagner, violon ;
Sharon Kam, clarinette.
Per les Orchestres philitarmoniques
de Berlin et d'Israël,
dir. Zubin Mehta. Parls Premi

0.00 Bris Godounov.
Opéra de Moussorgski.
Mise en scène. Herbert Wernicke.
Par l'Orchestre
philharmonique de Berlin,
dir. Claudio Abbado.
Mu

d'Arthur Honogger. Par l'orchestre de la Télévision suisse Italienne, dir. Marc Andreae. Mezz

23.55 Pacific 231,

TÉLÉFILMS

20.40 Sleepwalker. John Cosgrove.

SÉRIES

18.25 Bonheur d'occasion. Claude Fournier.

20.55 Un solell pour l'hiver. Laurent Carceles.

22.40 Made in America. Panique sur le grand huit. Sam Pillsbury.

22.55 Les Visiteurs du futur. Barry Samson.

17.25 Seconde B. La petite ritournelle

17.50 Hartley, corurs à vif.

19.20 Mariés, deux enfants. Touche pas à mon œuf.

19.50 La Vie de famille. [3/3] Vive Paris.

20.15 Ellen. The Note.

20.35 Julie Lescaut. Délit de justice.

22.15 La Rédac. Le petit lapin.

FRANCE 2

tragédie. Style hyrique, superbe et vif qui se mélangent aux anecdotes

1.1

1.00 La 25º Heure

20.05 Cosby.

18.30 Deux files à Miami. Un vieux copain.

18.30 Magnum. On douce nuit.

20.00 Larry et Balki. Une de perdue. TMC

20.13 Alfred Hitchcock presente.

20.40 Buffy contre les vampires.
[2/2]. Kendra. Sárie Club

20.50 Julie Lescaut. Arrêt de travail. TF 1

0.50 Babylon 5. Le grand déparz. Canal +

Combien d'enfants juifs ont vécu

l'Occupation, dissimulés sous des

noms d'emprunt, dans des fermes,

des collèges ou des soupentes ? Ce

documentaire, réalisé par Raphaél

Delbard, qui s'appuie sur des

images d'archives, des extraits de

films et une trentaine de témoi-

gnages, fait revivre un passé tou-

jours douloureux, des souvenirs à

tragiques ou surprenantes.

21.35 Stargate. L'œil de Pierre.

22.05 Pitié pour les rats.

Odystés

Arte

Mezzo

Odyssée

Planète

Odyssée

Planète

TMC

Paris Première

TF 1

TMC

RTL9

M 6

RTL9

RTL9

RTBF 1

TSR

France 5

France 2

### 🛥 JEUDI 18 FÉVRIER 💻

#### **FILMS** 14.05 Trente secondes sur Tokyo 🗷 🖷 dervyn LeRoy (Etats-Unis, 1944, 1., v.o., 140 min) O. Cipé Classics

14.36 L'Espoir E E André Makaux (France, 1939, N., 75 min) O. 14.40 La Reine des bandits E E Steithar Kapur (Grande-Bretagn 1994, 115 min) O. Ciné Cit e-Bretagnė, Cinė Cimėma 1

15.15 L'Eau froide E E Olivier Assayas (France, 1994, 95 min) O. 18.35 Cocoon M M Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 115 min) O. Chré Ciméma

2030 je vous aimė II II. Gaudė Berri (France, 1980, 100 min) O. Ciné Cinéma 2 20.45 Viva Pitalia 🗷 🗷

21.00 La Mort en ce jardin 🗷 🗷

21.00 Boris Godounov E E E Andrzej Zulawski (France, 1989, 115 min) O. 21.00 A Talent for Loving # # Richard Quine (Etats-Unis, 1969, 105 min) Q.
21.55 Lodwig on le crépuscule

des dieux # # # Luchino Visconti [1/2] (Fr. - It. - All., 1972, v.o., 115 min) 9. Ciné Cinéma 1 22.15 Blade Runner E E E Ridley Scott (Etats-Unis, 1982, v.o., 115 min) 9. Canal Jimury

22.45 Ceux de Cordora 🖷 🗷 Robert Rossen. Avec Gary Cooper, Rita Nayworth (Etats-Unis, 1959, v.o., 125 min) O. Cinétolle

Le petit lapin.

22.30 L'Inspecteur Lavardin.
L'Escargot noir.

22.35 La Chambre secrète. Mon.

22.35 La Chambre secrète. Mon.

22.36 La Chambre droit (v.o.). or un armere oron (v.o.). 13—Rue 23.25 3º planète après le Soleil. Tricky Dick (v.o.). Série Club 23.50 Cosmos 1999. La mission des Darlens. Série Club

# explosive Frank Tashlin (Etats-Unis, 1957,

# vo., Lo min) O. Cinétoile 22.45 Chacun sa chance II III Karel Reisz (Etats-Unis, 1989 100 min) O. 23.00 La Blonde

23.10 Je suis le seigneur do château 🗷 🗷

### Régis Wargnier, Avec Jean Rochefort, Dominique Blanc (France, 1988, 90 min) O. 23.50 Je vous aime Claude Berri (France, 1980, 100 min) Ciné Ciné ma I

### **PROGRAMMES**

#### TÉLÉVISION

TF1 15.30 La loi est la loi. O. 16.25 L'homme qui tombe à pic. O. 17.40 Beverly HIIIs. O.

19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo. 20.50 julie Lescaut, Arrêt de travall. O. 22.40 Made in America.

Panique sur le grand huit.
Teléfilm. Sam Pillsbury. O.

0.15 Les Rendez-rous de l'entreprise.

FRANCE 2 15.45 Tlercé. 16.00 La Chance aux cha 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Un livre, des livres. 17.20 Cap des Pins. O. 17.50 Hartiey, cœurs à vif. C. 18.45 Et un. et deux, et trois 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal, Météo.

20.55 Envoyé spécial. Spéciale Afrique. 23.00 Expression directe. 23.10 Je suis le seigneur du château **II II** Film. Régis Wargnier. O. D.40 Journal, Météo.

### 1.00 La 25º Heure. Les enfants cachés.

FRANCE 3 14.58 Questions au gouvernement. 16.00 Côté jardins. 16.40 Les Minikeums. 17.45 Le Kadox

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un Hyre, un jour. 18.55 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Consomag. 20.55 A la poursuite

d'Octobre rouge ■ Film. John McTiernan. O. 23.15 Météo, Soir 3. 23.45 Tapage.
Faut-il avoir peur de nos enfants ?
0.45 Espace francophone.
1.10 Des racines et des ailes.

#### CANAL + 15.35 L'ŒII du cyclone.

16.05 Le Vrai Journal.

16.50 Le Plus Fon des deux ► En clair jusqu'à 20.40

18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.40 Le journai du chieffia. 20.40 L'Armonce faite à Marius. Film. Harmel Sbraire. O. 22.00 Contre-attaque. Film. Stanley Tong (v.o.). O. 23.19 Les Faell.

23.19 Les Paell.
Court métrage. Lyonel Kouro. C.
23.20 La Révolte des morts-vivants E
Film. Amando de Ossorio. C. 0.50 Babylon 5. Le grand départ. O. 1.35 Hockey sur glace NHL

### 20.15 Les Soirées. Œuvres de Schubert. 20.40 Concert par le Qualitor Frazzk, François-Frédéric Guy: Œuvres de Haydin, Zeminski, Brahms. 22.20 Les Soirées... (Suite). Concert de Mahler Œuvres de Mahler

#### Les codes du CSA

O Tous publics Accord parental souhaitable Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans

Public adulte Interdit aux moins de 16 ans Interdit aux moins de 18 ans

#### Les cotes des films

■■ Chief-d'œuvie ou classique Les symboles spéciaux de Canal + DD Demière diffusion

On peut voir
A ne pas manquer

### SIGNIFICATION DES SYMBOLES

♦ Sous-titrage spéciai pour les sourds et les malentendants

Les messagers par Pierre Georges

DRAME INSTANTANÉ, sauvetage instantané, titre instantané, messages instantanés. Tout au plaisir réel de savoir qu'Isabelle Autissier a été « sauvée des eaux », on ne put cependant s'empêcher de sourire à certains passages du communiqué publié, mardi soir, par la vigie de permanence sur la dunette de l'Elysée. Et à la réplique presque immédiate improvisée par la vigie de garde sur le pont du Matignon Rien de ce qui se passe par le

vaste monde, les vastes cieux et les vastes mers et qui concerne la vaste France ne saurait échapper au président de tous les Français. Navigateur solitaire lui-même, ayant eu à affronter des coups de tabac féroces et des cohabitations de forces diverses, Jacques Chirac a fort normalement adressé un message personnel de connaisseur à la sauvée

Le message personnel a ceci de particulier en politique qu'il ne saurait le rester par trop. Ce serait gacher! Donc à 19 h 38, heure de l'AFP falsant foi, l'Elysée virait en tête à la bouée postale. Extraits essentiels : « Comme tous les Français, l'étais inaulet de vous savoir en situation périlleuse dans cette mer démontée de l'océan Pacifique ». Effectivement, nous étions inquiets, tous bouiets et sans les mots pour le dire aussi poètiquement, « Cette mer démontée de l'océan Pacifique ». Admirable, hugolien même! « Heureusement, vous êtes saine et sauve et je ne doute pas un instant que votre volonté et votre courage vous remettront rapidement en quête de nouveaux défis ». Le tout enrichi d'une mention manuscrite, précise l'agence, « Avec toute mon estime et mes amities ». Commandant

chef d'un exécutif local ».

DÉPÊCHES

E pericoloso spogersi aurait pu murmurer, en rigolant, le brave sauveteur Soldini s'il avait œuvré dans la récupération ferroviaire. Car, d'évidence, un message personnel peut en cacher un autre. A 19 h 43, heure d'AFP, donc en retard de 5 minutes, un communiqué tombait du Matignon. Capitaine Lionel y saluait vivement « la force morale et la détermination » d'Isabelle Autissier ainsi que « l'esprit d'équipe et de solidarité » de son sauveteur. Avant d'ajouter : « Vous avez fait montre, dans ces moments particulièrement éprouvants, de votre force morale et de votre détermination que j'avais d'ailleurs remarauées lors de notre rencontre à la Rochelle à l'occasion du départ de la Whitbread en mai dernier » Déjà, sous Autis-

Bref, que ce soit clair pour un esprit populiste, en France, on est « messagés ». Et, pendant ce temps-là, que faisalent, dans les hostiles mers du Sud, Isabelle Autissier et son providentiel et admirable hôte. Discutaient-ils de la parité en matière de circumnavigation? De l'importance des quilles en architecture navale? Transmettalent-ils des messages pour dire leur soulagement, leur épuisement et leur joie? Sans doute oul. Et quel bonheur de line, avec accent dans le texte cette déclaration du sauveteur Giovanni Soldini : « C'est mieux au'une victoire, mais maintenant je suis bien « couite ».

sier, perçait la sauvée des eaux !

\* Bien couite », en effet. Le mot est formidable pour dire, de la plus pudique façon, combien il s'est défoncé, comme un fou, pour sauver son égale, sa paire. Et pour lui offrir un fameux banquet de spaghettis et de vin rouge. A la table réservée des

# Un forum de stabilité financière, seule proposition du rapport Tietmeyer pour réguler les marchés mondiaux

Bundesbank, Hans Tietmever, à la stabilité du système financier mondial se bornera-t-il à proposer la création d'une commission ? C'est la crainte que l'on peut noutrir après la lecture du rapport qu'il devrait remettre, samedi 20 février à Bonn, aux ministres des finances du G7 et dont Le Monde révèle la teneur. Etudier les moyens de mieux réguler la planète financière : la mission avait été officiellement confiée au patron de la Bundesbank, fin octobre 1998, en pieine crise brésilienne.

Depuis, ce rapport, présenté comme l'une des contributions ma-jeures à la stabilisation des marchés financiers et le pilier de la nouvelle architecture mondiale, était attendu de semaine en semaine par l'ensemble de la communauté financière. M. Tietmeyer a semble-t-il préféré attendre la présidence allemande de l'UE, et la première réunion du G7, pour remettre ses conclusions.

L'attente risque d'être déçue. Long d'une dizaine de pages seulement, le document rappelle, en préambule, ses objectifs : amener les institutions internationales et les autorités concernées par la stabilité activités pour éviter les risques en chaîne dans le système financier international: « Les dispositifs actuels ont permis d'améliorer les standards de bonne santé et de prévention des risques. » En revanche, « le rythme des évolutions des marchés et des intermédiaires impliqués par la globalisation financière a montré les limites

d'une telle approche ». Pour répondre à « la fragmentation des stuctures de surveillance et à l'intégration croissante des marconise trois pistes : ne plus différencier les aspects macro et microéconomiques en matière de règles prudentielles ; amener les institutions multilatérales et les autorités nationales à mieux travailler ensemble : associer les pays émergents à ce nouveau dispositif. Cette coopération renforcée, estime M. Tietmeyer, permettra « l'utilisation maximale des bénéfices considérables au'apporte à l'ensemble des participants du système financier glo-

bal la libre circulation des mouvements de capitaux ».

Le diagnostic de M. Tietmeyer rejoint le consensus international sur la nécessité d'une plus grande transtion avec le secteur privé et de la régulation des opérateurs agissant en dehors des règles existantes (notamment fonds spéculatifs). Pour mettre en œuvre ces objectifs, il propose à ses collègues du G7 la création d'un forum de stabilité financière, qui se réunirait « régulièrement pour faire le point des vulnérabilités affectant le système financier et pour identifier les moyens de les sur-

Ce forum rendrait compte aux ministres du G7 et aux gouverneurs de banques centrales et serait composé de représentants des autorités nationales (membres du G7. dans un premier temps) et internationales. M. Tietmeyer suggère de confier, pour un mandat de trois ans, la présidence de ce forum à Andrew Crockett, directeur général de la Banque des règlements internationaux. La première réunion pourrait avoir lieu au printemps 1999.

Babette Stern

### « La nouvelle architecture financière » de M. Chirac

A la veille de son voyage aux Etats-Unis, du 18 au 20 février, Jacques Chirac publie dans le Wall Street Journal Europe du 17 février un point de vue dans lequel il définit les grandes orientations de « la nouvelle architecture du système financier mondioi » qu'il compte proposer au président Clinton. Après les crises mexicaine, russe et brésillenne, le président français souhaite que « les Etats et les institutions financières internationales soient plus transparentes » et que soit « améliorée la régulation des marchés [financiers mondiaux] par l'adoption d'un véritable code de la route pour la circulation des capi-taux ». Demandant que « la dimension sociale des crises soit davantage prise en compte », il propose d'accroître l'engagement des responsables politiques dans le fonctionnement du FMI. M. Chirac propose de réunir « si possible à l'automne », « et pourquoi pas à Paris?», les pays membres du Comité intérimaire du FMI pour adonter ces réformes.

### Après une nuit d'émeutes, le leader des mineurs roumains a été arrêté

FIDÈLE À SA RÉPUTATION de casseur, ce n'est ou'à l'issue d'un uitime et violent baroud d'honneur que Miron Cozma, le leader syndical des mineurs roumains de la vallée du Jiu, est tombé, mercredi 17 février, entre les mains de la police. Auparavant, aux alentours du pont de Stoenesti, qui enjambe l'Olt à 160 km à l'ouest de la capitale, quelques milliers de mineurs 'étaient affrontés pendant plusieurs heures avec les force de l'ordre, avant d'être mis en déroute, à l'aube. Ils tentaient depuis la veille d'atteindre Bucarest pour protester contre la lourde condamnation de leur leader (Le Monde du 17 février),

C'est vers 9 h 30 que le ministère de l'intérieur a annoncé l'arrestation de M. Cozma qui est sous le coup d'une peine de 18 ans de pricrivons ce privilège dans la loi, proposons l'exception sénatoriale, et son prononcée, lundi, pour atteinte à la sureté de l'Etat, nous rapporte notre correspondant sur place, Mirei Bran. Environ 70 personnes. dont 35 policiers et gendarmes, auraient été blessées dans les affrontements et plusieurs centaines de « gueules noires » ont été appréhen-

dées, nous a-t-il précisé. Durant la nuit, 4 000 à 5 000 mi-neurs avaient tenté, à coup de barres de fer, de chaîne et de haches, de forcer le barrage, dressé sur le pont par les forces de l'ordre. Ils s'étaient alors heurtés à 800 policiers des troupes spéciales et 200 gendarmes équipés de gilets pare-balles, de fusils lance-grenades et de boucliers anti-émeutes. « Il faut laver la honte du mois de janvier (lorsque les mineurs ont provoqué la débandade des gendarmes] et retrouver notre dignité », avait déclaré,

mardi soir, le commandant de la eendarmerie roumaine. Anghel Andreescu. C'est semble-t-il chose

Le convoi de mineurs, fort d'une cinquantaine de bus et de camions était partis dans l'après-midi de la vallée du Jiu avant d'atteindre la ville de Craiova dans la soirée. A l'inverse de la précédente marche des mineurs sur Bucarest, en janvier, il n'était plus question de revendications syndicales. Les mineurs exigeaient nen moins que la démission du gouvernement et la relaxe de leur leader condamné pour une précédente « minériade » en 1991. « C'est un acte terroriste », a dénoncé le ministre de l'intérieur, Constantin Dudu Ionescu. « La protestation des mineurs est un acte de sédition », avait averti un communiqué officiel. « Miron Cozma est entouré de personnes d'expérience dans le domaine militaire », précisait le ministre de l'intérieur, faisant référence aux officiers de réserve envoyés par le dictateur Ceausescu dans les mines après les émeutes de

la vallée du Jiu en 1977. Le premier ministre, Radu Vasile, czitiqué par l'opposition pour avoir négocié en janvier avec ce même Cozma, a rappelé aux mineurs qu'il fallait dissocier leurs revendications sociales des problèmes pénaux de leur leader. Il a confirmé son intention de se rendre dans la vallée du Jiu la semaine prochaine. M. Vasile n'aura sans doute pas grand chose à leur proposer: mardi solr, le Parlement a voté un budget 1999 d'une extrême rigueur.

Christophe Châtelot nier d'amortir les effets des crises

### L'excédent commercial français a résisté aux turbulences de 1998

LE COMMERCE EXTÉRIEUR français se porte bien. Malgré les crises internationales, en Asie puis en Russie, il s'est, l'an dernier, quasiment maintenu au niveau historique de 1997 : il a enregistré, selon les statistiques publiées mercredi 17 février par la direction générale des douanes, un solde positif de 160 milliards de francs (24,4 milliards d'euros), soit 6 milliards de francs de moins qu'en 1997.

La France a bénéficié de la baisse de sa facture énergétique de 25 milliards de francs (3,8 milliards d'euros), suite à l'effondrement du cours des matières premières. Mais dans le même temps, l'excédent industriel s'est contracté de 21 milliards de francs (3,2 milliards d'euros), et l'excédent agroalimentaire de 6 milliards de francs (0,91 milliard d'euros). La vigueur de la consommation française l'an dernier, qui a soutenu la croissance (+ 3,1 %) surtout dans la deuxième partie de l'année, a provoqué une hausse des importations de produits manufacturés (+10%), notamment en provenance des pays de l'Union européenne, avec lesquels le solde

commercial français s'est dégradé. \* L'évolution la plus encouraeante pour nos entreprises tient à la solidité de nos performances à 'exportation », considère Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Ce que l'on a longtemps reproché à la Prance, qui réalise près de 75 % de ses échanges avec les pays de l'OCDE - sa faible ouverture sur les pays émergents -, lui a permis l'an derasiatique et russe. Auparavant excédentaire, le solde commercial avec les pays en développement d'Asie est devenu négatif (- 18 milliards de francs, 2,7 milliards d'euros). Les échanges avec le Japon ne se sont dégradés, eux, que dans de faibles proportions.

A l'inverse, la forte croissance aux Etats-Unis a soutenu les ex- 🐔 portations françaises: si le solde commercial avec ce pays reste négatif (- 18 milliards de francs, 2,7 milliards d'euros), il ne s'en est pas moins considérablement amélioré (+ 8 milliards de francs. 1.2 milliard d'euros). Surtout, la très forte progression des grands contrats (ventes d'Airbus, de TGV...), qui représentent désormais 13 % des exportations françaises, est arrivée à point nommé : «Leur montant atteint, au regard des signatures intervenues en 1998, le niveau record de 243 milliards de francs. En progression de 30 % par rapport à l'excellente année 1997, ce chiffre a doublé depuis 1995 », pré : " cise M. Dondoux.

étude

饱运机 网络胡椒树 电电路槽

La France accumulait les déficits commerciaux jusqu'en 1982, quand elle a pris le chemin de la rigueur - désinflation compétitive et désindexation des salaires sur les prix - et celui des excédents. En 1992, la balance commerciale est redevenue positive, et, depuis, elle n'a cessé de progresser. La compétitivité française s'est fortement améliorée. Les exportations, encore largement subventionnées par l'Etat vers des pays en voie de développement très endettés au début des années 80, out été réorientées vers les pays de l'OCDE.

Les milieux patronaux n'en tirent pas moins la sonnette d'alarme, prétendant que la France perd du terrain dans la compétition mondiale. En valeur, la part de la France dans le marché mondial s'est légèrement renfor-cée en 1998 : elle est passée à 5,3 % contre 5,2 % l'année précédente. Mais, pour l'institut Rexecode, cette progression cache une légère dégradation en volume. A Bercy, on rétorque que cette baisse n'est pas due à une perte de compétitivité mais au dynamisme des échanges réalisés par les pays émergents.

en Memarr

« En 1999, l'excédent commercial de la France pourrait ne diminuer que modérément et rester proche de 20 milliards d'euros », estime M. Dondoux. Toutefols les risques de dégradation existent : explosion de la bulle financière améticaine; extension de la crise sudaméricaine, agressivité de pays asiatiques comme la Corée, qui profitent de taux de change très compétitifs, ralentissement de la croissance européenne et surtout allemande.

Virginie Malingre

### FOOTBALL: cinq clubs de division 1, l'Olympique lyonnais. l'AS Monaco, l'Olympique de Marseille, le RC Lens et le Paris-Saint-

police après avoir force un barrage près de Fontainebleau.

Cumul des mandats: 7 députés PS

proposent une « exception sénatoriale »

SEPT DÉPUTÉS socialistes - Christophe Caresche (Paris), Gaétan

Gorce (Nièvre), Arnaud Montebourg (Saône-et-Loire), Christian Paul

(Nièvre), Vincent Peillon (Somme), Marisol Touraine (Indre-et-Loire),

André Vallini (Isère) - constatent que le Sénat fait usage de son

« droit de veto » sur le projet de loi portant sur le cumul d'un mandat

parlementaire national et d'un mandat exécutif local. « Puisque le Sé-

nat semble attaché à son spiendide isolement et au maintien de ses privi-

lèges, affirment-ils, nous proposons qu'on lui reconnaisse ce statut. Ins-

disons que la limitation du cumul des mandats ne s'appliquera qu'aux

députés, les sénateurs pouvant continuer à être à la fois parlementaire et

■ POLICE : la gardienne de la paix qui avait déclaré s'être fait dé-

rober son arme, le 21 décembre 1997 à Dammarie-Les-Lys (Seine-et-

Marne), aurait reconnu avoir auparavant blessé un jeune homme

avec cette arme, selon Libération du 17 février. Quatre jours aupara-

vant, un jeune de Dammarie, Khader Bouziane, avait été tué par la

Germain, se sont associés avec Canal Plus et le groupe Jean-Claude Darmon pour développer des opérations liées au multimédia et au commerce électronique. Ce « Club Europe » veut créer « un partenariat complémentaire dans des domaines jusqu'alors inexplorés mais riches de développement » comme les chaînes thématiques (à l'instar de celle de l'OM), la publicité virtuelle, la retransmission des matches amicaux, le télé-achat, la reproduction des droits sur les supports vidéo, CD-Rom, DVD, etc. La porte n'est pas fermée à d'autres clubs.

Tirage du Monde daté mercredi 17 février 1999 : 496 381 exemplaires.



